

# ANALYSE MÉDIA 911

David Charbonneau



## SOMMAIRE

<i>Préface</i> .....	4
Mise en situation.....	6
Survol de Manhattan.....	13
Shanksville, Pennsylvanie .....	34
Au Pentagone .....	44
Secret et sécurité nationale.....	63
Intrigues et manigances.....	79
Ce qu'ils savaient.....	96
Les joueurs et les enjeux financiers .....	119
Israël, alliée de l'Amérique .....	142
De la bouche des témoins .....	149
Echecs, destruction de preuves et promotions.....	169
Exercices et simulations équivoques .....	190
Les à-côtés .....	199
Un avenir à l'image du passé ? .....	214
Citations et conclusion .....	225
<i>Note personnelle de l'auteur</i> .....	239
Annexes.....	244

*Puisque les rumeurs et théories du complot plus ou moins sérieuses abondent à propos des attentats du 11-Septembre, j'ai cru bon d'assembler et de présenter ici une recherche personnelle, basée sur deux années complètes d'analyse de sources médiatiques crédibles et vérifiables, dans le but de permettre à un maximum de gens d'atteindre une vision plus nette sur le sujet.*

*Ainsi, les lignes qui suivent vous permettront de parcourir des centaines d'extraits d'articles de journaux, reportages ou autres documents officiels traduits de l'anglais vers le français. En espérant qu'au moins quelques personnes considéreront l'exercice intéressant et instructif.*

## *Préface*

Le 11-Septembre 2001 représente, à n'en pas douter, l'une des pierres angulaires de notre société actuelle. Les répercussions de ces attentats sont d'ailleurs encore très présentes en 2008, et ce à l'échelle internationale. En fait, voilà déjà sept ans que la guerre fait rage au Moyen-Orient suite aux événements dramatiques qui causèrent la mort de près de 3 000 personnes.

Fort peu subtilement succéda à cette tragique perte de vies humaines un phénomène indéniable d'altération de la perception collective à l'égard des peuples arabes, islamistes plus particulièrement. Qu'on veuille l'admettre ou non, un doute, ou à tout le moins une certaine forme de méfiance, s'est installée chez une proportion considérable de la population mondiale envers les gens de cette allégeance religieuse. Un antagonisme d'une telle ampleur, instillant insidieusement méfiance ou antipathie entre l'Islam, deuxième plus importante religion sur Terre avec ses 1,4 milliard de fidèles, et le reste du monde, ne peut que signaler un développement majeur dans l'évolution sociale humaine et mérite de ce fait qu'on s'attarde à sa source. Voilà justement l'une des nombreuses raisons d'être du présent ouvrage.

Par ailleurs, rares sont de nos jours les personnes n'ayant jamais entendu parler de ces rumeurs gravitant autour du 11-Septembre, selon lesquelles le gouvernement américain aurait lui-même ordonné les attaques. Cette rumeur devient cependant rapidement évasive par désinformation, ou tout simplement par manque de couverture médiatique adéquate. Les gens réagissent donc en se disant que tant que les faits ne se retrouveront pas en page couverture de leurs journaux locaux ou en manchettes du bulletin télévisé du soir, de telles idées demeureront infondées et relèvent d'une forme malsaine de fantasmagorie sociale.

L'idée, menaçante s'il en est, s'en trouve aussitôt morte dans l'œuf. Et tant que les médias corporatifs, source ultime d'information moderne, ne consacreront pas sérieusement plus de temps d'antenne à cette rumeur au potentiel subversif, une abnégation massive de la quête pour la vérité se poursuivra en entretenant le statu quo sur ces hypothèses pour ce qu'elles sont sur l'instant, c'est-à-dire des rumeurs.

N'existe-t-il pourtant pas un proverbe rappelant qu'il n'y a pas de fumée sans feu ?

A la décharge du citoyen ordinaire, le rythme de vie effréné caractérisant notre époque l'empêche jusqu'à un certain point d'entreprendre par lui-même des recherches suffisamment exhaustives pour éventuellement espérer parvenir à une conclusion satisfaisante sur un sujet aussi sérieux et complexe que celui-ci. Une telle tâche jumelée au mode de vie actuel peut, à juste titre, paraître insurmontable.

Dans cet ordre d'idées, l'ouvrage que vous avez entre les mains fut spécialement conçu pour rassembler l'essentiel des informations provenant du domaine public, relatives aux événements du 11 septembre 2001. En citant des centaines d'extraits de parutions provenant du monde entier, il regroupe une quantité considérable de faits trop souvent méconnus, pourtant tirés de sources fiables et vérifiables, et offre dans son ensemble une perspective solide et révélatrice sur le sujet.

Face à une abondance de renseignements pertinents, d'aucuns ne pourront s'empêcher de sourciller devant l'ampleur des implications d'un simple raisonnement, qui s'avérera en fait votre propre raisonnement puisque les pages qui vous attendent furent avant tout élaborées dans une optique de questionnement.

L'individu avide d'informations exactes sur le sujet, désireux de se former une opinion appuyée sur des faits fondés et non sur des rumeurs, se voit donc offrir ici une rare occasion d'étancher sa soif de connaissances. N'ayant qu'à consacrer le minimum de temps requis par la lecture de ce document, le lecteur parcourra moult passages d'articles souvent étonnants, parus au cours des dernières années dans différents médias reconnus et présentés dans le cadre d'une synthèse de recherches intensives étalées sur plus de deux ans.

A l'opposé, une personne réticente à émettre des doutes ou remettre en question sa conception personnelle du 11-Septembre et, par extension, de la société en général, se verra quant à elle bien avisée de reposer cet ouvrage, de le reléguer aux oubliettes et de continuer à croire aveuglément en la version officielle des événements.

Pour les autres, débutons sans plus tarder.

## MISE EN SITUATION

Voici tout d'abord un simple rappel de la version officielle des principaux événements de la journée du 11 septembre 2001.

8h46 – le vol American Airlines 11 percute la tour Nord du World Trade Center à New York.



9h02 – le vol United Airlines 175 percute la tour Sud du World Trade Center.



9h37 – le vol American Airlines 77 percute le Pentagone à Washington.



9h59 – la tour Sud du World Trade Center s’effondre.



10h03 – le vol United Airlines 93 s’écrase dans un champ près de Shanksville, en Pennsylvanie.



10h28 – la tour Nord du World Trade Center s’effondre.



17h20 – fait méconnu : haut de 47 étages, le World Trade Center Building 7 (ou Salomon Brothers Building) s’effondre sans avoir été frappé par un avion.



Entrons immédiatement dans le vif du sujet avec une interrogation fort simple en apparence : cette célèbre catastrophe constituant incontestablement la plus importante attaque terroriste de toute l’histoire de l’humanité, ne méritait-elle pas de ce fait d’être assujettie aux investigations les plus rigoureuses ? Bien entendu.

Considérant les conséquences prévisibles découlant de la réaction américaine instantanée de diviser la planète en deux groupes distincts – on ne pouvait dès lors plus être qu’avec les Etats-Unis ou avec les terroristes – n’était-il pas normal d’ouvrir sans délai une investigation internationale crédible et sérieuse dans le but de corroborer ou d’infirmier, de manière indépendante, les conclusions hâtives des autorités américaines ?

Probablement. Mais l’histoire en décida autrement.

Le général Tommy Franks, qui se trouvait à la tête du Commandement Central des Etats-Unis lors des attaques du 11-Septembre, reçut l’ordre de se préparer à déloger les talibans de l’Afghanistan et de capturer Oussama Ben Laden dans les heures suivant l’événement <sup>1</sup>. Et, comme le rapporta *CBS News*, le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, demanda à ses assistants de lui fournir des plans pour attaquer l’Irak seulement cinq heures après que le Pentagone eut été frappé, en dépit du fait qu’aucune preuve ne liait le pays de Saddam Hussein aux attaques <sup>2</sup>.

Puis les jours qui suivirent devinrent des semaines, et se transformèrent en mois sans qu’une investigation officielle soit mise sur pied. Etrangement, l’administration de George W. Bush s’opposa résolument à ce qu’une commission d’enquête soit créée pour examiner les attentats de plus près, alors même que les soldats américains débarquaient en Afghanistan.

Mais pourquoi donc s’opposer farouchement à l’établissement d’une commission d’enquête ? Quel pouvait être le véritable intérêt des dirigeants américains à désirer éviter une investigation sur ce sujet ? Puisque l’un des objectifs de cet ouvrage consiste à sonder la validité des rumeurs d’implication du gouvernement des Etats-Unis dans le complot du 11-Septembre, peut-être devrions-nous demander directement si la crainte d’éventuelles révélations embarrassantes pouvait se trouver derrière l’opposition de l’administration Bush à procéder à une telle investigation.

Cependant, au cours des mois suivant les tristes événements, une pression de plus en plus insistante provenant à la fois des familles des victimes, de certains médias ainsi que

1. « Gen. Franks doubts Constitution will survive WMD attack » (*Newsmax* – 21 novembre 2003)

2. « Plans for Iraq attack began on 9/11 » (*CBS News* – 4 septembre 2002)



de l'intérieur même du corps politique américain se fit sentir auprès de l'administration Bush pour qu'une commission d'enquête soit enfin établie. Si bien que finalement, un an après les attaques et l'invasion de l'Afghanistan, le président Bush accepta de réviser sa position et d'autoriser la création d'un comité chargé d'enquêter sur les attentats, comme l'a rapporté CNN le 20 septembre 2002 :

« Lors d'une décision applaudie par les démocrates, le président Bush est revenu sur sa décision et a accepté la formation d'une commission indépendante devant mener une "enquête focalisée" sur les attaques terroristes du 11-Septembre qui ira au-delà des échecs des agences de renseignements déjà examinés. [...] »

Leader de la minorité à la Chambre des représentants, le démocrate du Missouri Dick Gephardt a accueilli positivement l'annonce de la Maison-Blanche.

"Je suis encouragé que la Maison-Blanche ait mis un terme à son opposition à une commission indépendante pour investiguer tous les aspects des attaques terroristes du 11 septembre", a-t-il déclaré. [...] »<sup>1</sup>

Annoncée haut et fort comme étant indépendante, cette commission d'enquête vit tout d'abord Henry Kissinger, ancien secrétaire d'Etat de précédentes administrations américaines, être nommé à sa tête en décembre 2002.

Dès sa nomination toutefois, les critiques fusèrent de toutes parts. Réputé pour avoir trempé dans plusieurs histoires controversées, guerres et autres opérations clandestines (Bangladesh, Chili, Vietnam, Timor Oriental, Argentine, pour n'en nommer que quelques-unes), Kissinger était aussi perçu comme étant trop près de l'administration Bush et de certains intérêts arabes pour pouvoir diriger l'investigation. Le *New York Times* consacra d'ailleurs un éditorial à l'affaire, avançant que Kissinger avait été « choisi pour contenir une investigation à laquelle l'administration s'oppose depuis longtemps »<sup>2</sup>.



Si bien que George W. Bush se vit rapidement forcé de retirer Kissinger du projet. Il se tourna alors vers un ancien gouverneur républicain de l'Etat du New Jersey, Thomas H. Kean, pour diriger la commission d'enquête, qui allait être composée de dix commissaires, tous des politiciens représentant équitablement les allégeances républicaines et démocrates. Ainsi le sort fut-il scellé. Le peuple pouvait dormir tranquille, l'investigation de la pire attaque terroriste de l'histoire se retrouvait dorénavant entre des mains sûres, celles de politiciens.

Mais comment expliquer un délai aussi long avant d'autoriser la mise sur pied d'une commission d'enquête ? Il s'écoula précisément 441 jours (un an, deux mois et 15 jours) avant qu'on accepte d'ouvrir l'investigation. Et ce n'est que le 31 mars 2003, douze jours après la déclaration de guerre à l'Irak, que s'ouvrit enfin la première séance publique de la commission.

Il est intéressant, à ce sujet, de comparer ces 441 jours écoulés avec les délais de réaction pour lancer les investigations sur diverses tragédies. Par exemple, il fallut seulement sept jours pour ouvrir une commission d'enquête sur la mort de John F.

1. « Bush accepts independent but focused 9/11 probe » (CNN – 20 septembre 2002)

2. « Kissinger : 9/11 panel will get the facts » (CNN – 3 décembre 2002)

Kennedy, et autant de jours pour examiner la tragédie de la navette Challenger, tandis que la première investigation sur l'attaque de Pearl Harbor fut annoncée après seulement neuf jours. Suite au naufrage du Titanic, il ne s'écoula que six jours avant l'annonce de l'investigation. Il paraît donc à nouveau justifié de s'interroger : pourquoi une attente de 441 jours avant l'introduction d'une commission d'enquête sur les pires attentats terroristes de l'histoire ?

Côté budget, le portrait n'est guère plus rassurant. Trois millions de dollars furent initialement alloués à la commission chargée d'enquêter sur les attentats du 11-Septembre. Puis, se retrouvant une fois de plus sous pression, l'administration Bush courba l'échine et haussa le budget à 11 millions. Ce montant demeure néanmoins nettement inférieur au budget de 40 millions de dollars attribué à l'investigation sur le scandale Whitewater/Monica Lewinski, qui avait éclaboussé l'ancien président Bill Clinton, exposant sa vie sexuelle au grand jour à la fin des années 90.

Alors, où sont les priorités ? N'est-il pas raisonnable d'affirmer que les minces trois millions de dollars initiaux font piètre figure ?

Rappelons-nous ensuite l'une des réactions officielles des plus intéressantes, celle de l'un des principaux acteurs de la tragédie, Oussama Ben Laden, leader du réseau Al Qaeda. Très peu de gens se souviennent que le dimanche ayant suivi le 11 septembre, Ben Laden niait toute responsabilité envers ces attentats. En effet, voici un extrait d'article de CNN paru le 17 septembre 2001 :

« Le leader islamiste militant Oussama Ben Laden, l'homme considéré par les Etats-Unis comme étant le premier suspect derrière les attaques terroristes de la semaine dernière à New York et à Washington, a nié dimanche tout rôle dans les actions susceptibles d'avoir fait des milliers de victimes.

Dans une déclaration émise par la chaîne satellitaire arabe Al Jazeera, basée au Qatar, Ben Laden a affirmé que "Le gouvernement des Etats-Unis m'a constamment blâmé d'être derrière chacune des occasions où ses ennemis l'ont attaqué."

"Je désire rassurer le monde que je n'ai pas planifié les récentes attaques, qui semblent avoir été planifiées par des gens ayant des motifs personnels", disait la déclaration de Ben Laden. [...] »<sup>1</sup>



Interrogé le même jour à savoir s'il tenait toujours Ben Laden responsable des attaques, le président George W. Bush répondait : « Il ne fait aucun doute qu'il est le suspect principal. Aucun doute là-dessus », poursuivait l'article.

Les jours suivants, ces déclarations marquèrent une brève période de tractations diplomatiques pour le moins cavalières de la part des Etats-Unis envers l'Afghanistan, pays censé abriter le prétendu coupable. La rhétorique américaine était simple : livrez-nous Ben Laden ou nous irons le chercher par la force. La réaction afghane ne tarda pas à venir, comme l'indiquait entre autres un article du service de nouvelles RTE : on exigeait des preuves que le chef d'Al Qaeda était véritablement derrière les attaques avant de collaborer. Or, la Maison-Blanche refusa de fournir ces preuves et rejeta tout

1. « Bin Laden says he wasn't behind attacks » (CNN – 17 septembre 2001)

simplement la requête. Le secrétaire d'Etat de l'époque, Colin Powell, affirmait pourtant que les Etats-Unis disposaient de suffisamment de preuves pour accuser officiellement Ben Laden et lui ouvrir un procès en Cour américaine.<sup>1</sup>

Dans ce cas, pourquoi ne pas avoir simplement fourni à l'Afghanistan les preuves demandées, et supposément disponibles, dans le but de parvenir à une entente pacifique ? La réponse à cette question pourrait bien nous être parvenue quelques jours plus tôt dans un article de la BBC daté du 18 septembre 2001, dans lequel un diplomate pakistanais affirmait avoir été informé deux mois plus tôt par des officiels américains que les Etats-Unis prévoyaient déjà en juillet 2001 une attaque contre l'Afghanistan :

« Un ex-diplomate pakistanais a affirmé à la BBC que les Etats-Unis planifiaient une action militaire contre Oussama Ben Laden et les talibans même avant les attaques de la semaine dernière.

Niaz Naik, ancien secrétaire des Affaires étrangères du Pakistan, s'est fait dire à la mi-juillet qu'une action militaire contre l'Afghanistan allait se dérouler d'ici la mi-octobre.

M. Naik dit que des responsables américains lui avaient parlé du plan lors d'une rencontre de contacts internationaux, sous l'égide des Nations-Unies, tenue à Berlin.

M. Naik a affirmé à la BBC que lors de cette rencontre, les représentants des Etats-Unis lui avaient dit qu'à moins que Ben Laden ne leur soit transféré rapidement, les Américains entreprendraient une action militaire pour capturer ou tuer Ben Laden ainsi que Mullah Omar, leader des talibans. [...]

M. Naik s'est fait dire que si l'action militaire survenait, elle aurait lieu avant la chute des premières neiges en Afghanistan, à la mi-octobre au plus tard. [...]

Et il a dit qu'il doutait que Washington laisse tomber son plan même si Ben Laden leur était remis immédiatement par les talibans. »<sup>2</sup>

Une prédiction qui allait effectivement se concrétiser avec l'invasion américaine au début d'octobre 2001.

Pourtant, encore aujourd'hui, Oussama Ben Laden n'est toujours pas accusé des attentats du 11-Septembre sur le site officiel du FBI. Voici plutôt ce qui y est mentionné :

« [...] Oussama Ben Laden est recherché en lien avec les attentats à la bombe du 7 août 1998 sur les ambassades des Etats-Unis à Dar Es Salaam, Tanzanie, et Nairobi, Kenya. Ces attaques ont tué plus de 200 personnes. De plus, Ben Laden est un suspect dans d'autres attaques terroristes à travers le monde. [...] »<sup>3</sup>

En d'autres mots, même sept ans plus tard, les services de renseignements américains ne disposent pas d'assez de preuves pour accuser formellement Ben Laden d'être derrière les attentats du 11-Septembre, mais cela ne les empêcha pas de donner le feu vert à une guerre internationale contre Al Qaeda et le terrorisme en général.

Ce fut d'abord l'Afghanistan, puis l'Irak, en passant par la Somalie et le Liban, puis il est maintenant question de l'Iran et du Pakistan, pour n'en nommer que quelques-uns. Soulignons également que des déclarations similaires à celles du diplomate pakistanais, cité précédemment, vinrent plus tard de Paul O'Neill, ancien secrétaire au Trésor américain au sujet de l'Irak. En effet, un article du service de presse Reuters révélait en janvier 2004 que dès son entrée au pouvoir, soit neuf mois avant le 11-Septembre, George W. Bush affichait l'intention d'envahir le pays de Saddam Hussein et qu'il

1. « US rejects Taliban bin Laden evidence calls » (*RTE News* – 21 septembre 2001)

2. « US planned attack on Taleban » (*BBC* – 18 septembre 2001)

3. « FBI Ten Most Wanted Fugitive, Usama bin Laden » (*FBI official website*)

recherchait un moyen d'y arriver :

« L'ancien secrétaire au trésor, Paul O'Neill, révèle dans un nouveau livre que le président George W. Bush est entré au pouvoir en janvier 2001 avec l'intention d'envahir l'Irak et qu'il était à la recherche d'un moyen d'y parvenir.



O'Neill, congédié en décembre 2002 lors d'un remaniement de l'équipe économique de Bush, est devenu le premier initié majeur de l'administration Bush à lancer une attaque sur le président. [...]

Pour partir en guerre, Bush utilisa l'argument que l'Irak possédait des armes de destruction massive et qu'il devait être mis hors d'état de nuire dans un monde post-11 Septembre 2001. Les armes ne furent jamais trouvées. [...]

L'ancien secrétaire au Trésor ainsi que d'autres initiés de la Maison-Blanche ont remis à [Ron] Suskind des documents révélant que dans les trois premiers mois de 2001, l'administration Bush examinait les options militaires pour se débarrasser de Saddam Hussein, a dit CBS. »<sup>1</sup>

L'ancien secrétaire au Trésor révélait de plus l'existence de mémos datant des trois premiers mois de la présidence de Bush, l'un d'eux intitulé : « Plan pour l'Irak après-Saddam », alors qu'un autre était titré : « Candidats étrangers pour les contrats de champs pétrolifères irakiens ».

Serait-il possible que toute la question des armes de destruction massive, ayant servi d'argumentation de base en faveur de la guerre en Irak, n'ait été qu'un prétexte de convenance pour permettre à l'administration Bush de parvenir à ses fins ?

Après tout, certains des motifs potentiels pour envahir l'un des cinq pays les plus riches en ressources pétrolières au monde apparaissent plutôt évidents. L'économie mondiale étant basée sur le pétrole, la première superpuissance de la planète ne pouvait-elle pas être désireuse de mettre la main sur cette ressource si convoitée ?

---

1. « Bush planned Iraq attack months before Sept.11, former Treasury Secretary says » (Reuters – 10 janvier 2004)

## SURVOL DE MANHATTAN

Entrons maintenant dans le vif du sujet avec l'un des articles les plus révélateurs à avoir été publiés dans le domaine, et ce à multiples égards. Publié par l'AFP (*American Free Press*), celui-ci révélait que l'observatoire sismologique Lamont-Doherty avait enregistré au matin du 11 septembre 2001 deux énormes variations sismiques de très courte durée tout juste avant l'effondrement de chacune des tours jumelles à Manhattan, avant que les débris ne touchent le sol :

« Les séismographes de Lamont-Doherty, à l'Université Columbia dans les Palissades, dans l'Etat de New York, 21 milles au nord du World Trade Center, ont enregistré le 11 septembre une étrange activité sismique qui demeure toujours inexplicée.

Alors que l'impact des avions provoquait de minimes vibrations au sol, d'importantes secousses incluant des pics d'activité inhabituelle se sont produites au début de chacun des effondrements.

Les données sismiques des Palissades enregistrèrent un tremblement de terre d'une magnitude de 2.1 pendant la chute de dix secondes de la Tour Sud à 9 :59 :04 ainsi qu'un tremblement de 2.3 pendant l'effondrement de huit secondes de la Tour Nord à 10 :28 :31. [...] »<sup>1</sup>

Soulignons au passage l'importance de ces informations. Le fait que les deux gratte-ciel, hauts d'environ 415 mètres (1 362 et 1 368 pieds), furent réduits en poussières en respectivement dix et huit secondes chacun est en effet troublant lorsqu'on apprend qu'un corps en chute libre met approximativement huit secondes pour parcourir la même distance, sans aucune résistance autre que l'air.

Doit-on en déduire que les dizaines d'étages intacts sous la zone d'impact de la tour Nord n'auront offert pratiquement aucune résistance ?

Poursuivons avec la suite de l'article :

« [...] Toutefois, les données sismiques des Palissades montrent que – alors que les effondrements débutaient – un énorme "pic" sismique indiquait le moment auquel la plus grande énergie entraînait dans le sol. Les décharges les plus fortes furent toutes enregistrées au début des effondrements, clairement avant que les débris tombants ne touchent la terre.

Ces "pics" inexplicés dans les données sismiques apportent de la crédibilité à la théorie que de puissantes explosions à la base des tours causèrent les effondrements.

Un "pic prononcé de courte durée" est ce à quoi ressemble une explosion nucléaire souterraine sur un sismographe, a affirmé à l'AFP le sismologue Thorne Lay, de l'Université de Santa Cruz en Californie.

Les deux pics inexplicés sont plus de 20 fois supérieurs à l'amplitude des autres vagues sismiques associées aux effondrements et sont apparus dans les enregistrements sismiques Est-Ouest alors que les édifices commençaient à s'écrouler.

Les experts ne peuvent expliquer pourquoi les vagues sismiques ont culminé avant que les tours ne touchent le sol. [...]

---

1. « New seismic data refutes official explanation » (*American Free Press* – 3 septembre 2002)

Alors que l'acier est souvent testé pour déceler des traces d'explosifs, malgré de nombreux rapports de témoins visuels rapportant des explosions dans les tours, les ingénieurs impliqués dans l'évaluation de bâtiments dirigée par la FEMA ne conduisirent aucun test du genre. [...] »<sup>1</sup>

L'article poursuivait ensuite en révélant la découverte, par les équipes de nettoyage du site, d'importants bassins d'acier fondu à la base des décombres des deux tours, plus d'un mois après la tragédie. Mêmes trouvailles stupéfiantes, d'ailleurs, sous les débris du Building 7, qui ne fut percuté par aucun avion mais qui s'effondra tout de même en fin d'après-midi le même jour :

« [...] Dans les sous-sols des édifices en ruines, à l'endroit où les 47 colonnes centrales de soutien se connectaient avec la fondation, des endroits brûlants "d'acier littéralement fondu" ont été découverts plus d'un mois après les effondrements. Une telle chaleur résiduelle aussi intense et persistante, à 70 pieds sous la surface, dans un environnement sous-alimenté en oxygène, pourrait expliquer comment la structure de soutien cruciale a pu céder. [...] »

L'article cite ensuite Mark Loizeaux, président de *Controlled Demolition Inc. (CDI of Phoenix)*, compagnie qui se surnomme elle-même « l'innovateur et meneur mondial dans le domaine de la démolition contrôlée et l'implosion de structures ». C'est ce même Loizeaux qui nettoya notamment le site de l'édifice fédéral Alfred P. Murrah à Oklahoma City après l'attentat terroriste de 1995.

« [...] L'AFP a interrogé Loizeaux sur les rapports d'acier fondu sur le site. "Oui", a-t-il dit, "à certains endroits brûlants se trouvait de l'acier fondu dans les sous-sols".

Ces endroits incroyablement chauds furent localisés "trois, quatre et cinq semaines plus tard, alors qu'étaient retirés les débris", a dit Loizeaux. Il ajouta que de l'acier fondu avait également été retrouvé au WTC 7, qui s'était mystérieusement effondré en fin d'après-midi.

L'acier de construction possède un point de fusion extrêmement élevé d'environ 2 800 degrés Fahrenheit. [...]

Les experts ne croient pas que le carburant des avions ou du papier puisse avoir généré une telle chaleur.

Ceci est impossible, disent-ils, puisque la température maximale pouvant être atteinte par des hydrocarbures tel du carburant d'avion brûlant à l'air libre est de 1 520 degrés F. Les feux du WTC étant riches en carburant, tel que le démontrait l'épaisse fumée noire, ils soutiennent qu'ils n'ont pas atteint cette limite supérieure.

Les régions les plus chaudes à la surface des débris, où l'oxygène était disponible en abondance, étaient beaucoup plus froides que l'acier fondu trouvé dans les sous-sols. [...] »

Comme le rapportait cet article, la présence d'acier fondu sous les débris (voir annexe de photos – PH-5.16) devient déconcertante pour la simple raison que l'acier a un point de fusion d'environ 2 800 degrés Fahrenheit, et ne commence à faiblir de manière significative qu'au-delà de 1 292 degrés Fahrenheit<sup>2</sup>. La version officielle prétend que c'est le kérosène, le carburant d'avions de ligne, qui a affaibli la structure d'acier en brûlant.

1. « New seismic data refutes official explanation » (*American Free Press* – 3 septembre 2002)

2. NIST & the WTC – Answers to frequently asked questions (*National Institute of Standards and Technology/Federal Building and Fire Safety Investigation of the WTC Disaster*)

Pour se donner un point de repère, examinons les photos d'un autre incendie, celui de l'édifice Windsor, à Madrid. Selon CNN, la plus haute température atteinte lors de cet incendie fut 800 degrés Celsius (ou 1 472 degrés F)<sup>1</sup> (voir photos en annexe – PH-7.4 à 7.9). Est-ce qu'une comparaison des photos de cet incendie avec celles du World Trade Center nous permet de croire qu'une température similaire ou supérieure fut atteinte à New York ?



Par ailleurs, le kérosène atteint lors de sa combustion des températures maximales de 1 517° F, et ce uniquement lors de conditions optimales, c'est-à-dire lorsqu'il est amplement oxygéné. De plus, il est important de noter que la presque totalité des réservoirs de kérosène aura été consumée lors de la brève mais intense explosion initiale, sous forme d'énormes boules de feu que nous avons tous observées, horrifiés, en direct à la télévision (voir annexe de photos – PH-2.1 à 2.7).



Ainsi, comment se fait-il que l'on ait retrouvé de l'acier fondu sous les ruines ?

Plusieurs autres sources ont également fait état de la présence d'acier fondu sur le site du World Trade Center. Par exemple, le magazine *Waste Age*, qui s'adresse aux professionnels de la gestion des déchets, du recyclage et du remplissage, rapportait ceci :

« [...] Mais pendant environ deux mois et demi après les attaques, en plus de ses tâches régulières, le NYDS [Département Sanitaire de la ville de New York] a joué un rôle majeur dans le retrait des débris – tout, depuis les poutres d'acier fondues jusqu'aux dépouilles humaines – assurant les allées et venues de camions entre Ground Zero et la décharge Fresh Kills, qui fut réouverte pour recevoir les débris. [...] »<sup>2</sup>

De son côté, GCN (*Government Computer News*) rapportait, un an jour pour jour après les attaques :

« Pendant six mois après le 11-Septembre, la température au sol a varié entre 600 degrés Fahrenheit et 1 500 degrés, parfois plus.

“Dans les premières semaines, lorsqu'un travailleur soulevait à l'occasion une poutre d'acier des débris, de l'acier fondu en dégouttait à l'extrémité”, a affirmé [Greg] Fuchek [président des ventes chez LinksPoint Inc. qui travailla conjointement avec le service des incendies de New York]. [...] »<sup>3</sup>

Même l'aumônier de service à Ground Zero, Herb Trimpe, a témoigné de la présence d'acier fondu lors d'une entrevue avec le *Times Herald-Record* de Middletown, NY, publiée le 8 septembre 2002 :

« [...] J'ai réalisé qu'il faisait plus chaud sur le site. Les feux ont brûlé jusqu'à 2 000 degrés aux sous-sols pendant longtemps avant qu'ils ne parviennent à ces endroits et qu'ils ne refroidissent.

1. « Madrid alert after skyscraper fire » (CNN – 14 février 2005)

2. « D-Day : NY Sanitation workers' challenge of a lifetime » (*Waste Age Magazine* – 1<sup>er</sup> avril 2002)

3. « Handheld app eased recovery tasks (GCN Government » *Computer News* – 11 septembre 2002)

J'ai discuté avec plusieurs entrepreneurs, et ils ont dit qu'ils avaient en fait vu du métal fondu au fond, les poutres avaient simplement fondu complètement à cause de la chaleur. [...] »<sup>1</sup>

Mentionnons également une parution de la NEHA (*National Environmental Health Association*), qui citait Ron Burger, un conseiller en santé publique du Centre National de Santé Environnementale :

« [...] Vétéran des désastres de l'inondation du Mississippi et du Mont St. Helens, Burger a affirmé s'être souvenu du volcan, s'il oubliait qu'il se trouvait au cœur de Manhattan. "A sentir la chaleur, à voir l'acier fondu, couches par-dessus couches de cendres, semblables à de la lave, ça me rappelait le Mont St. Helens et les milliers [de personnes] qui ont fui ce désastre. [...] »<sup>2</sup>



Citons aussi un extrait publié par la SEAU (*Structural Engineers Association of Utah*) en octobre 2001 :

« [...] Vingt et un jours après les attaques, les incendies brûlaient encore et l'acier fondu coulait toujours. [...] »<sup>3</sup>

Mais faisons tout de même abstraction, pour un instant, du manque à gagner d'au minimum 1 000 degrés F pour que l'acier puisse avoir fondu, et examinons la logique de la chose. Les tours Nord et Sud s'étant écroulées après avoir brûlé pendant respectivement 102 et 56 minutes, n'est-il pas normal de considérer que la température atteinte aux étages les plus durement touchés ait culminé dans les instants précédant les effondrements, puisque c'est à ce moment que l'acier céda ? Dans le cas contraire, pourquoi les tours s'effondreraient-elles si la température des incendies était en fait en déclin ?

Pourtant, un article du *New York Times* nous révèle les dernières communications radio des pompiers parvenus au 78<sup>e</sup> étage de la tour Sud à 9h56, quelques secondes seulement avant qu'elle ne s'effondre sur eux. Loin de décrire les températures infernales auxquelles on pourrait logiquement s'attendre, le chef Orio Palmer transmet d'une voix sans peur que deux lignes d'eau suffiraient pour s'attaquer à deux poches de feu isolées.

Voici un extrait de l'article paru le 9 novembre 2002 :

« Les voix, captées sur un enregistrement des transmissions radio du Département des incendies, ne trahissent aucune peur. Les mots sont pragmatiques.

Deux tuyaux d'incendie sont nécessaires, dit le chef Orio Palmer depuis l'un des étages supérieurs de la tour Sud sérieusement endommagée au World Trade Center. Seulement deux tuyaux pour attaquer deux poches de feu isolées. "Nous devrions être en mesure d'en venir à bout avec deux tuyaux", dit-il aux pompiers de la 15<sup>e</sup> Division

1. « The Chaplain's tale – Herb Trimpe » (*Middletown Times Herald-Record* – 8 septembre 2002)

2. « Messages in the dust – The scene at Ground Zero » (*National Environmental Health Association* – Septembre 2003)

3. « Message from the board – WTC A structural success » (*Structural Engineers Association of Utah* – Octobre 2001)



qui le suivaient en grimpant les escaliers de la tour condamnée. [...] »<sup>1</sup>

Deux poches de feu isolées, pouvant être contenues avec deux simples tuyaux. Serait-ce là la cause de l'effondrement de ce gigantesque gratte-ciel de 110 étages ? Pourtant, contre toute attente, à 9h59 la tour Sud s'écroulait en poussières.

Mais poussons le raisonnement de la version officielle encore plus loin et supposons que le feu, malgré les lois de la physique, ait réellement atteint des températures suffisamment élevées pour avoir affaibli les structures d'acier. Oublions également les vibrations perçues par les sismographes au début des effondrements. Imaginons seulement un brasier si chaud, si dévastateur aux étages supérieurs qu'il put affaiblir la structure d'acier à ce niveau. Cette structure, doit-on le rappeler, était composée de 47 piliers d'acier en son centre. Est-il physiquement concevable que l'affaiblissement des colonnes centrales au niveau supérieur du gratte-ciel ait pu provoquer l'écroulement de toutes les sections inférieures, toujours intactes puisqu'elles n'avaient aucunement été affaiblies par le feu, d'une manière aussi symétrique ?

N'oublions pas que l'impact de l'avion a pu affecter la stabilité de l'édifice, diront certains. Qui de mieux placé que Leslie Robertson, ingénieur structural en chef lors de la construction du World Trade Center, pour nous éclairer à ce sujet ? Lors d'une entrevue sur les ondes de la BBC, M. Robertson déclarait avoir précisément conçu les tours pour qu'elles survivent à un tel impact :

« [...] "Nous avons conçu le projet pour résister à l'impact du plus gros avion de son époque, soit le Boeing 707. Cela signifiait prendre cet avion de ligne, le faire percuter l'édifice, détruire une grosse section de sa structure et qu'il tienne le coup." [...] »<sup>2</sup>



Remontons ensuite jusqu'en février 1993, suite au premier attentat contre le World Trade Center lors duquel une bombe avait explosé dans son stationnement sous-terrain, et voyons ce que rapportait le *Seattle Times* :

« Les ingénieurs ont dû considérer tous les risques imaginables lorsqu'ils ont conçu le World Trade Center il y a trois décennies car, à ce moment, les tours jumelles étaient d'un format sans précédent pour des structures faites d'acier et de verre.

‘Nous avons réfléchi à tout ce qu'on pouvait imaginer qui pouvait survenir avec les édifices, incluant même la possibilité qu'un avion frappe son flanc’, affirme John Skilling, ingénieur structurel en chef. [...]

Inquiétée par un cas où un avion avait percuté l'Empire State Building, l'équipe de Skilling avait présenté une analyse qui démontrait que les tours résisteraient à l'impact d'un Boeing 707.

‘Notre analyse indiquait que le plus gros problème serait le fait que le kérosène (de l'avion) se déverserait dans l'édifice. Il y aurait un horrible incendie. Beaucoup de gens seraient tués’, a-t-il dit. ‘Mais la structure serait toujours là.’ [...]

Les colonnes de soutien sont étroitement espacées, et même si plusieurs d'entre elles étaient détruites, les autres supporteraient le poids. [...]

Alors que Skilling n'est pas un expert en explosifs, il affirme qu'il existe des gens qui en connaissent suffisamment en démolition d'édifices pour provoquer

1. « Fire department tape reveals no awareness of imminent doom » ( *New York Times* – 9 novembre 2002)

2. « The fall of the World Trade Center » (BBC Two – 7 mars 2002)

l'effondrement d'une structure semblable à celle du World Trade Center.

‘J’imagine que si vous preniez l’expert le plus compétent dans ce type de boulot et que vous lui donniez la tâche de jeter ces édifices au sol, je serais prêt à parier qu’il réussirait.’ »<sup>1</sup>

Observons aussi les propos que tenait Frank A. DeMartini, chef de la supervision et de la construction du World Trade Center, sur les ondes du History Channel le 25 janvier 2001 :

« L’édifice a été conçu pour qu’un [Boeing] 707 rempli à pleine capacité s’écrase sur lui. C’était le plus gros avion qui existait à ce moment. Je crois que l’édifice pourrait probablement résister à de multiples impacts d’avions commerciaux parce que sa structure est comme le filet de moustiquaire de votre porte. Ce grillage intense versus l’avion est l’équivalent d’un crayon qui perce le moustiquaire. Ça ne fait vraiment rien au moustiquaire. »<sup>2</sup>



Et comme nous le savons, les deux tours survécurent en effet à l’impact respectif des avions. Le rapport officiel de la commission d’enquête n’impute d’ailleurs pas les effondrements à ces impacts. Seul le feu serait responsable de la défaillance structurelle des édifices, ce qui va à l’encontre des propos tenus par John Skilling, qui affirmait que même si plusieurs colonnes de soutien étaient détruites, les autres suffiraient à soutenir le poids de l’édifice.

Il est également important de réaliser que jamais un gratte-ciel construit sur une structure d’acier n’a subi le même sort suite à un incendie, que ce soit avant ou après le 11 septembre 2001.<sup>3</sup> Quelles sont donc les probabilités que les trois seules occasions de notre histoire – incluant le Building 7 – où un gratte-ciel s’effondre à cause du feu soient regroupées dans la même journée ?

De nombreux incendies majeurs tentèrent pourtant de venir à bout d’autres gratte-ciel par le passé. Citons seulement quelques exemples.

Le 17 octobre 2004, à Caracas, Venezuela, le plus haut édifice de la ville était la proie des flammes. De ses 56 étages, 16 brûlèrent pendant 17 heures sans pour autant provoquer son effondrement (voir photos en annexe – PH-7.10 à 7.14).



1. « Twin towers engineered to withstand jet collision » (*The Seattle Times* – 27 février 1993)  
 2. « Frank A. DeMartini » (History Channel – 25 janvier 2001)  
 3. « Behind the collapse » (PBS – 1<sup>er</sup> mai 2002)

Le 23 février 1991, huit des 38 étages du *One Meridian Plaza* à Philadelphie furent ravagés durant 18 heures par un incendie décrit comme étant le plus important du siècle par les officiels. Il ne s'effondra pas (voir photos en annexe – PH-7.3).



Le 4 mai 1988, à Los Angeles, l'édifice de 62 étages de la First Interstate Bank brûla pendant trois heures et demi sur quatre étages et survécut également (voir photos en annexe – PH-7.1 et 7.2).

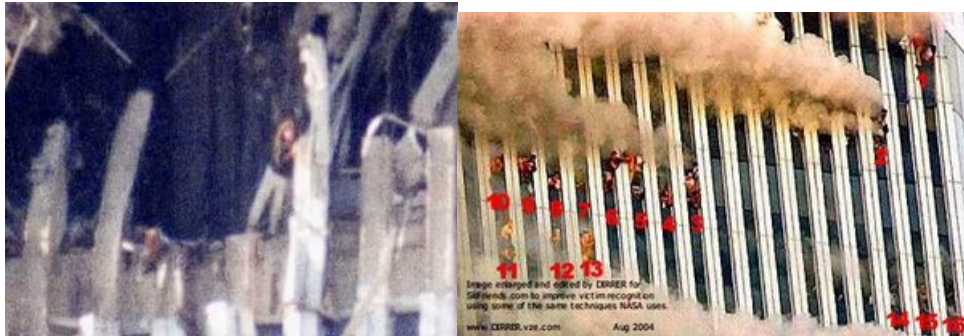


Nous avons déjà mentionné le cas de l'édifice Windsor, à Madrid en Espagne, qui prit feu le 12 février 2005. Cette tour de 32 étages a vu ses dix étages supérieurs être littéralement engouffrés par un brasier sévissant pendant près d'une journée complète.

Une seule section de pan de mur s'écroula, mais la structure principale survécut au drame.



Parallèlement, souvenons-nous de ces images poignantes diffusées à la télévision, montrant des survivants se tenant aux fenêtres des tours du World Trade Center aux endroits les plus durement touchés, agitant un bout de tissu et implorant qu'on vienne à leur secours (voir photos en annexe – PH-5.9 et 5.10). Est-il logique de croire que le feu puisse avoir été suffisamment intense pour qu'il fasse fondre les colonnes d'acier, mais qu'il ait à la fois été possible pour ces gens de demeurer aux fenêtres sans brûler vifs ?



De plus, il est étonnant de savoir que, de 1995 à 2001, le recouvrement anti-feu de la structure sur certains étages spécifiques des tours jumelles fut amélioré. En effet, comme l'explique l'un des documents officiels de la NIST (*National Institute of Standards and Technology* – une agence fédérale américaine qui fut chargée de présenter un rapport extensif et détaillé sur les technicités de l'effondrement du World Trade Center), 18 des 110 étages de la tour Nord et 13 des 110 étages de la tour Sud virent leur protection anti-feu être renforcée au cours des années précédant le 11 septembre 2001.

En tenant compte que la zone d'impact du vol 11 contre la tour Nord s'étendait du 92<sup>e</sup> au 99<sup>e</sup> étage, et que le vol 175 ravagea les étages 78 à 84 de la tour Sud, examinons cet extrait du rapport de la NIST :

« [...] De 1995 à 2001, la protection thermique avait été améliorée sur plusieurs des étages touchés par les incendies le 11 septembre 2001. Spécifiquement, dans le WTC1 [tour Nord], les étages 92 jusqu'à 100 ainsi que le 102<sup>e</sup> avaient été améliorés ; et dans le WTC2 [tour Sud], les étages 77, 78, 88, 89, 92, 96 et 97 avaient été améliorés. [...]

Selon l'Autorité Portuaire [de la ville de New York], 18 étages du WTC1 et 13 étages du WTC2 avaient été améliorés. L'Autorité Portuaire a également déclaré : 'La totalité de la zone d'impact de la tour 1 (92 à 99) avait été améliorée avec un produit ignifugeant en aérosol à raison d'une épaisseur d'un pouce et demi. Seul le 78<sup>e</sup> étage avait été amélioré avec un produit ignifugeant en aérosol, un pouce et demi d'épaisseur, dans la zone d'impact de la tour 2 (78 à 84)'. [...]

L'analyse des données indique que les mensurations d'épaisseur [du produit ignifugeant] des deux tours étaient similairement distribuées, et les données furent donc combinées. [...]

L'épaisseur moyenne des 256 mesures individuelles prises en compte fut évaluée à 2 pouces et demi [...]. Ainsi, l'épaisseur moyenne [du produit ignifugeant] retrouvée sur les étages supérieurs améliorés semble plus importante que celle évaluée à partir de photographies prises sur les étages inférieurs améliorés. [...] »<sup>1</sup>

1. « Final Reports of the Federal Building and Fire Investigation of the World Trade Center Disaster – NCSTAR 1-6A Passive Fire Protection » (*National Institute of Standards and Technology* – Septembre 2005)

Nous apprenons donc que, dans le cas de la tour Nord, le recouvrement anti-feu de la totalité de la zone la plus durement touchée par l'incendie avait été récemment amélioré. Qui plus est, les poutres des étages supérieurs, par conséquent celles situées dans la zone d'impact, avaient reçu une protection d'au minimum deux pouces et demi d'épaisseur de produit ignifugeant, tel que l'extrait l'explique. Le rapport de la NIST poursuivait ensuite en révélant que lors de la construction du World Trade Center, l'épaisseur originale du recouvrement anti-feu était de trois quarts de pouce.

C'est pourquoi il est particulièrement étonnant de découvrir le passage suivant à l'intérieur du même rapport :

« [...] En février 1975, un incendie s'est déclaré dans le WTC1 [tour Nord], se propageant du 9<sup>e</sup> au 19<sup>e</sup> étage. Après l'incendie, l'Autorité Portuaire a contacté Skilling, Helle, Christiansen, Robertson (SHCR), les ingénieurs structurels derrière la conception du World Trade Center, pour évaluer les dommages structurels encourus et pour rapporter, d'une manière générale, sur la résistance au feu du système de paliers. Dans son rapport daté du 1<sup>er</sup> avril 1975, SHCR fit part à l'Autorité Portuaire que l'incendie n'avait pas causé de dommages structurels, mais qu'il avait courbé certaines sections supérieures de longerons raccordés aux poutres maîtresses, courbé des poutres de joints, et altéré les angles de soutien des étages. [...] »<sup>1</sup>

Le rapport enchaînait en disant que malgré la courbure de certains longerons et poutres de joints, les ingénieurs SHCR avaient conclu en avril 1975 qu'une protection thermique de ceux-ci n'était pas nécessaire puisqu'ils ne faisaient pas partie du système structurel lui-même.

Ainsi, cet incendie qui s'était répandu sur dix étages, du 9<sup>e</sup> au 19<sup>e</sup> étage de la tour Nord, n'avait alors causé aucun dommage structurel et ce, grâce à une protection anti-feu d'une épaisseur de trois quarts de pouce seulement. C'est pourquoi il semble curieux qu'en 2001, lorsque munie d'une protection anti-feu d'une épaisseur supérieure à deux pouces et demi à l'endroit de l'impact, la structure de la tour Nord ait cédé en moins de deux heures.

Examinons ensuite cet aspect controversé touchant l'un des matériaux utilisé dans la construction du World Trade Center, soit l'amiante, reconnu pour ses propriétés cancérigènes. Il est intéressant de savoir qu'un débat politique, économique et social entourait le complexe depuis plusieurs années avant les terribles événements. En effet, la présence d'amiante en quantité importante dans ces édifices soulevait régulièrement des craintes pour la santé publique. La nécessité d'un processus d'élimination complète de l'amiante dans les tours était vue comme étant urgente et primordiale par plusieurs.

Du point de vue économique toutefois, cette éventualité posait un problème majeur. Le coût des travaux d'aseptisation étant évalué à des milliards de dollars, ces montants astronomiques pesaient incontestablement plus lourd que la sécurité publique dans la balance. C'est pourquoi le World Trade Center constituait un véritable embarras pour l'Etat et le gouvernement américain, qui n'avaient visiblement pas l'intention de financer de tels travaux.

Quelle coïncidence bénéfique alors pour les autorités lorsque les deux tours disparurent en poussières, leur retirant du même coup cette épine du pied. Mais la présence d'amiante et d'autres matériaux dans les décombres des deux tours devint rapidement une nouvelle source d'inquiétude dès les premiers instants. Une fine

---

1. « Final Reports of the Federal Building and Fire Investigation of the World Trade Center Disaster – NCSTAR 1-6A Passive Fire Protection » (*National Institute of Standards and Technology* – Septembre 2005)

poussière grisâtre ayant tout recouvert sur un périmètre s'étalant sur plusieurs centaines de mètres à la ronde (voir photos en annexe – PH-11.1 à 11.6), craintes et rumeurs d'un air vicié et même toxique eurent tôt fait de se répandre.



En dépit du danger, jusqu'à 40 000 personnes participèrent aux efforts de secours et de nettoyage durant les semaines qui suivirent le drame. De ce nombre, près de 70 % souffrent encore aujourd'hui de problèmes respiratoires, selon une étude du centre médical du Mont Sinaï, à Manhattan. Plusieurs des complications dues à l'exposition de cet air toxique seraient d'ailleurs permanentes.

« Il ne devrait plus y avoir de doutes quant aux effets [de la chute du] World Trade Center sur la santé des gens. Nos patients sont malades », affirmait le Dr Robin Herbert, co-directeur de l'étude, dans un article du *New York Times* du 6 septembre 2006 <sup>1</sup>.

En lien avec cet aspect de la tragédie, il serait difficile de passer sous silence les révélations-chocs publiées dans deux reportages consécutifs de la chaîne américaine CBS. Ceux-ci exposaient au grand jour, moins d'une semaine avant le cinquième anniversaire des attaques, des documents du Département de Santé de la ville de New York ainsi que de l'Agence de Protection Environnementale (EPA) prouvant que les autorités disposaient d'éléments indiquant la toxicité de l'air aux environs du World Trade Center, et que malgré ces informations, ils déclarèrent que la zone était sûre pour le public :

« Une preuve accablante que le gouvernement a consciemment mis en danger les New-Yorkais après le 11-Septembre a été découverte.

*CBS 2 News* a obtenu des documents révélant que le bas-Manhattan a été rouvert quelques semaines après l'attaque même si l'air n'était pas sain.

Les deux mémos dévastateurs, composés par les gouvernements locaux et fédéraux, démontrent qu'ils le savaient. Ils étaient au courant que la soupe toxique créée à Ground Zero représentait un danger mortel pour la santé. Ils ont tout de même envoyé les travailleurs sur le terrain et renvoyé les gens à leurs domiciles.

"Non seulement ils savaient que ce n'était pas sécurisé, mais ils n'ont pas prêté attention aux avis des personnes expérimentées travaillant pour la ville et l'EPA", a affirmé Joel Kupferman, du groupe Environmental Justice Project. [...] » <sup>2</sup>

L'un des mémos explosifs provenait de la division préventive de l'EPA, daté du 5

1. « Illness persisting in 9/11 workers, big study finds » ( *New York Times* – septembre 2006)

2. « Documents : Feds, City knew of Ground Zero toxins » ( *CBS News* – 7 septembre 2006)

octobre 2001, et expliquait que « le site... présente des menaces pour les travailleurs potentiellement exposés à des substances dangereuses ». <sup>1</sup>

Citant, entre autres, amiante, gaz réfrigérants, déchets dangereux et éthylène comme substances présentes et nocives pour la santé des travailleurs, le mémo de l'EPA fut notamment acheminé à l'administration du maire de New York, Rudy Giuliani, deux jours après que l'agence ait déclaré publiquement que la qualité de l'air était jugée sûre. Les autorités décidèrent malgré tout de maintenir leur position pendant les semaines subséquentes.

Voilà qui devrait laisser perplexes ces personnes qui soutiennent que le gouvernement ne peut être derrière les attaques terroristes car celui-ci ne mettrait jamais ses propres citoyens en danger.

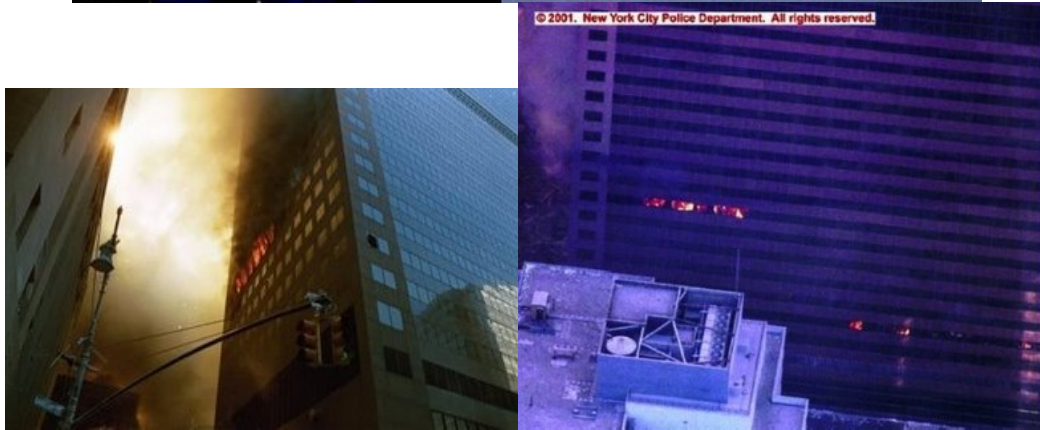
Survolons maintenant l'un des aspects-clé du 11-Septembre, soit le Building 7 du World Trade Center. Tel que mentionné précédemment, contrairement aux tours jumelles, ce gratte-ciel de 47 étages construit en 1985 ne fut frappé par aucun avion. Situé à l'extrémité nord du site (voir plan en annexe – PH-1.1 à 1.8), la version officielle affirme que celui-ci aurait été endommagé par des débris lors de la chute de la tour Nord, ce qui aurait causé des incendies suffisamment intenses pour provoquer son effondrement à 17h20 le même jour.



Cependant, les images prises à différents moments de la journée ne révèlent que quelques poches d'incendie mineures. Celles-ci ne supportent pas la théorie imputant la destruction totale de l'édifice à l'intensité du feu. On peut apercevoir, au plus fort de l'incendie vers 15h, un maximum de trois étages non contigus touchés par des flammes isolées (voir photos en annexe – PH-6.1 à 6.12), alors qu'au moment de l'effondrement final, en fin d'après-midi, le brasier semblait pratiquement éteint. En fait, même les experts en bâtiment désignent l'effondrement du Building 7 comme étant l'un des plus grands mystères que leur profession ait connu.

---

1. « Memo : NYC reopened WTC area despite EPA warning » (CBS News - 8 septembre 2006)



Dès les premiers instants de la chute de cet édifice, des images vidéo très rarement diffusées par la suite par les médias permettent d'apercevoir clairement le centre de l'édifice s'engouffrer initialement, suivi ensuite du reste de la structure, de manière comparable à l'implosion typique d'une démolition à l'aide d'explosifs.





A maintes reprises, lors d'entrevues sur les chaînes de télévision majeures, des membres du mouvement « 9-11 Truth » ou de diverses organisations exigeant une réouverture de l'enquête sur les attentats demandèrent aux stations de diffuser ces images, ce qu'elles refusèrent étrangement de faire. Ces activistes se voyaient plutôt généralement ridiculisés publiquement, et ce malgré le fait qu'une proportion sans cesse grandissante de la population américaine considère aujourd'hui que leur gouvernement dissimule la vérité derrière les attaques.

Un sondage du *New York Times* daté du 14 octobre 2006 indiquait d'ailleurs que 81 % des Américains ne croient pas que leur gouvernement dit toute la vérité sur le sujet<sup>1</sup>. De plus, selon un sondage Zogby International daté du 30 août 2004, la moitié des New-Yorkais croyaient à ce moment que les dirigeants américains étaient au courant à l'avance des attaques mais qu'ils les avaient laissées se produire<sup>2</sup>.

Mais revenons au Building 7 et assurons-nous de bien situer l'édifice par rapport au complexe du World Trade Center (voir plans en annexe – PH1.1 à 1.6). Le Building 7 était en fait le seul des sept édifices à se trouver à l'extérieur du quadrilatère principal où avaient été érigés les six autres édifices, incluant les tours jumelles. Entre la tour Nord et le Building 7 se trouvait le Building 6, un bâtiment de huit étages ayant survécu à la tragédie malgré qu'il fut l'un des plus durement touchés par les incendies et les débris.

Tout près, le Building 5, haut de neuf étages et bordant lui aussi les deux tours, était victime d'un immense brasier d'une intensité nettement supérieure à celle atteinte dans les tours Nord et Sud, ainsi que dans le Building 7. L'incendie dura toute la journée, mais cet édifice refusa lui aussi de s'écrouler.



1. « Americans question Bush on 9/11 intelligence » (sondage *New York Times* – 14 octobre 2006)

2. « Half of New Yorkers believe US leaders had foreknowledge of impending 9/11 attacks and consciously failed to act » (*Zogby International* – 30 août 2004)

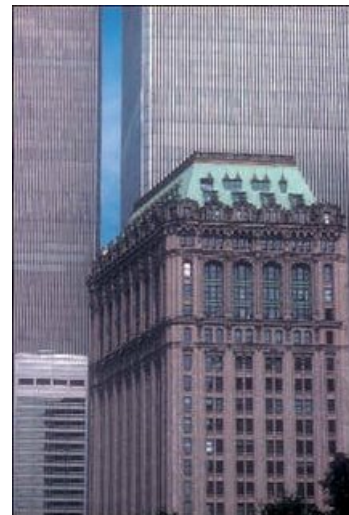
Une question se soulève donc naturellement. Pourquoi le Building 7 s'effondra-t-il alors qu'il était le plus éloigné des deux tours, qu'il ne fut touché que par des poches d'incendies isolées et qu'il était au moins cinq fois plus massif que les Buildings 5 et 6 ?



Examinons ensuite un article paru dans l'édition du 4 décembre 2001 du *New York Times*, qui nous apprend qu'un édifice de 24 étages, construit en 1907 et situé aux abords du World Trade Center, fut sévèrement endommagé par la chute de la tour Sud le jour des attaques. Cet édifice fut la proie des flammes pendant près de deux jours. Pourtant, il ne s'écroula pas.

« C'était un moment indescriptible dans une soirée interminable, l'incendie qui avait fait rage pendant presque deux jours dans le gratte-ciel du 90 West Street boucanait et étincelait encore lorsque Derek Trelstad, un ingénieur en bâtiment, pénétra dans l'édifice et entreprit prudemment de monter par l'escalier, le double filtre de son respirateur sifflant dans la fumée.

Des débris calcinés suspendus aux plafonds et entassés sur les planchers projetaient d'étranges ombres dans la lumière venant d'équipements de secours à l'extérieur, passant à travers les fenêtres défoncées de la façade nord de l'édifice. Le 11 septembre, des débris d'acier enflammés de la tour Sud s'étaient écrasés contre l'épaisse façade en terre cuite et avaient causé l'incendie à l'intérieur.



"C'était comme une maison hantée suprême", dit M. Trelstad, directeur responsable de projets chez *LZA/Thornton Tomasetti* de Manhattan, une firme qui aide la ville à évaluer la solidité des structures des édifices autour des lieux du désastre.

Mais M. Trelstad fit rapidement de remarquables découvertes lorsqu'il regarda derrière les débris brûlés, en examinant la structure d'acier originale de l'édifice et les matériaux de tuiles ignifuges archaïques qui la protégeaient en bonne partie.

Il constata qu'à l'exception de quelques endroits où les colonnes de la structure avaient été légèrement déformées aux étages supérieurs, l'édifice, un bâtiment emblématique de 1907 conçu par Cass Gilbert, avait combattu l'incendie et essentiellement gagné.

L'édifice a évité le destin du World Trade Center 7, ce gratte-ciel de 47 étages situé à l'extrémité nord de "ground zero" dont l'effondrement suite à un incendie le 11 septembre s'est révélé être un mystère. De plus, le gratte-ciel de 1907 pourra être rénové et habité. [...]

Les leçons entourant "ground zero" vont bien au-delà de la protection contre les incendies. Au niveau de la structure, des débris de la tour Sud ont raclé la devanture de l'édifice Bankers Trust, un gratte-ciel de 40 étages construit dans les années 70, et ont détruit une colonne d'acier sur une hauteur de 11 étages sur sa façade. Mais même les portions des étages immédiatement au-dessus du trou ne se sont pas effondrées.

Similairement, des composants en acier de l'une des tours furent violemment propulsés vers l'ouest comme des lances et se sont encastrés dans un coin de la tour American Express, détruisant une colonne de la structure sur trois étages sans produire d'effondrements secondaires. Des débris du WTC Building 7 ont ciselé des sections de deux bâtiments adjacents, le Verizon Building et un édifice de l'Université de la ville de New York, qui sont également demeurés debout. [...]

Lorsque la tour Sud s'écroula, a dit M. Trelstad, l'ingénieur, quelques-unes de ses énormes colonnes tombèrent et arrachèrent plusieurs poutrelles d'acier, ou contrepiliers entre les fenêtres, sur la façade nord du 90 West Street. Une série de poutrelles, du 11<sup>e</sup> étage jusqu'au 3<sup>e</sup> du côté Est de sa façade, fut détruite comme si une griffe géante avait arraché le devant de l'édifice. [...]

[M. Trelstad] a d'abord été frappé par le degré de dévastation et l'étrangeté du décor. Les feux allumés par les débris de la tour Sud avaient ravagé les 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup> et 23<sup>e</sup> étages, et la majorité des sections Nord des 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup> et 21<sup>e</sup> étages. [...]

Des ingénieurs affirment que toute comparaison directe entre le WTC Building 7, qui a aussi été mis à feu par la chute de débris mais qui s'est ensuite effondré, et le 90 West Street s'avère difficile. Dans un premier temps, les conditions auxquelles les deux édifices ont initialement fait face le 11 septembre ne sont pas claires.

Et puis, la récente découverte que le WTC7 abritait des dizaines de milliers de gallons de diesel pour alimenter les générateurs électriques dans l'éventualité de coupures de courant a provoqué un débat parmi les ingénieurs, à savoir si des températures extrêmement élevées pouvaient avoir ramolli l'acier et conduit à l'écroulement.

Mais devant ce débat non résolu, disent les ingénieurs, cet effondrement demeure l'un des mystères les plus profonds que leur profession ait connus. Aucun autre gratte-ciel moderne à structure d'acier ne s'est jamais effondré dans un incendie, à l'exception des tours jumelles.

De plus, les étages du WTC7 n'étaient pas soutenus par ces mêmes poutres en acier léger qui pourraient avoir été les premiers éléments à faiblir et céder dans les tours jumelles. Plutôt, dit Silvan Marcus, vice-président exécutif du *Groupe Cantor Seinuk* et ingénieur en bâtiment impliqué dans la conception originale de l'édifice, les étages étaient supportés par de robustes poutres en I.

Irwin Cantor, l'un des ingénieurs en bâtiment lors de la conception originale de l'édifice qui n'est plus affilié avec Cantor Seinuk, a affirmé que "quelque chose ne fait pas de sens."

"C'est pourquoi à ce jour, personne de la communauté d'ingénierie n'est prêt à vous dire 'Je sais ce qui a provoqué l'écroulement de cet édifice', a ajouté M. Cantor, qui est maintenant conseiller-ingénieur et commissaire au Département de Planification de la Ville.

Même si M. Cantor dit croire que le diesel a joué un rôle dans l'effondrement, il dit

qu'il est également probable que le revêtement anti-feu dans le WTC7, qui fut complété en 1987, ait été endommagé par les impacts de la chute de débris.

Ce type de revêtement anti-feu était du même type que celui utilisé dans pratiquement tous les édifices modernes à structure d'acier [...] »<sup>1</sup>

Plusieurs éléments sont à noter dans cet extrait. Rappelons d'abord que le 90 West Street, cet édifice vieux de 1907, était situé plus près des tours jumelles que ne l'était le Building 7. Toutefois, selon l'article, des experts nous mettent en garde contre des comparaisons entre les deux bâtiments en citant deux raisons principales. La première, que « les conditions auxquelles les deux édifices ont initialement fait face le 11-Septembre ne sont pas claires ». Est-il possible d'être plus vague ?

Après tout, les deux édifices n'ont-ils pas été tous deux touchés par des débris provenant de la chute des tours, le 90 West Street semblant même avoir été beaucoup plus sévèrement affecté ? Et puis, les deux édifices n'ont-ils pas été tous deux la proie des flammes, le Building 7 pendant environ sept heures par des poches de feu isolées et le second pendant près de 48 heures, d'une manière beaucoup moins bénigne ?

Toutefois, nous apprenons qu'une importante quantité de diesel se trouvait dans le Building 7. Soulignons d'abord que quiconque a déjà tenté de faire brûler ce type de gaz sait que le diesel est difficilement inflammable. Nous pouvons par ailleurs supposer de manière raisonnable qu'une telle quantité de diesel devait être gardée en un lieu sécurisé. De plus, si 'des dizaines de milliers de gallons de diesel' avaient effectivement pris feu, un incendie d'une rare intensité se serait alors propagé dans l'édifice sur une étendue nettement supérieure à ce que démontrent les photos et les vidéos.

C'est pourquoi il semble peu probable, principalement à la vue des images disponibles, que des dizaines de milliers de gallons de diesel aient pris feu le 11 septembre dans le Building 7. A ce sujet, voici d'ailleurs un extrait du rapport officiel de l'Agence de Gestion de Crises Fédérale (FEMA) intitulé *World Trade Center Building Performance Study* publié en mai 2002 :

« [...] Les caractéristiques des incendies dans le WTC7 et la manière dont elles ont provoqué l'effondrement de l'édifice demeurent à ce jour inconnues. Bien que la totalité du gaz diesel sur les lieux contenait une énergie potentiellement massive, la meilleure hypothèse n'a seulement qu'une faible probabilité que ceci se soit produit. [...] »<sup>2</sup>

Ainsi, même l'agence gouvernementale FEMA considère peu probable que le diesel se soit enflammé. Mais revenons à l'article du *New York Times* cité précédemment. Celui-ci expliquait que des débris provenant de la chute de la tour Sud avaient peut-être endommagé le revêtement anti-feu des colonnes d'acier. Est-il nécessaire de souligner que ce revêtement enduit et protège indépendamment chacun des piliers de l'édifice ? Dès lors, n'apparaît-il pas invraisemblable que les débris aient pu départir chacun d'entre eux de leur protection, ou encore suffisamment d'entre eux, pour provoquer la chute symétrique de l'édifice ?

Bien entendu, ceci ne constitue aucunement la preuve définitive d'une démolition par explosifs du Building 7, ou de l'impossibilité de son effondrement dû uniquement au feu, mais représente purement un raisonnement logique permettant de mettre en perspective la probabilité de ces hypothèses.

Entre ensuite en scène Larry Silverstein, puissant magnat de l'immobilier New-

1. « Wounded buildings offer survival lessons » ( *New York Times* – 4 décembre 2001 )

2. « FEMA World Trade Center Building Performance Study » ( chapitre 5, WTC7 – mai 2002 )

Yorkais.

C'était lui qui remportait en 1980 les enchères pour faire construire le Building 7. C'est d'ailleurs également cet homme qui acquit les droits de propriété sur la presque totalité du World Trade Center, incluant les tours Nord et Sud. Détail intéressant, M. Silverstein compléta l'importante transaction moins de deux semaines avant les attaques, en dépit du contexte problématique lié à la présence d'amiante. Coût : 3,2 milliards de dollars. De cette somme, seulement 14 millions de dollars provinrent de sa propre fortune personnelle.



Il s'agissait alors de la première fois en 31 ans d'histoire, depuis sa construction, que le World Trade Center changeait de mains. Au moment de la transaction, Silverstein se munissait aussitôt d'une solide police d'assurance le protégeant notamment contre les attaques terroristes. Voici d'ailleurs ce que rapportait le *Financial Times* le 15 septembre 2001 :

« Les propriétaires du World Trade Center détruit dans le bas de Manhattan ont acquis les édifices il y a seulement deux mois sous un contrat de location de 99 ans leur permettant de se retirer de leur investissement advenant un "acte de terrorisme".

Les propriétaires, Silverstein Properties et Westfield America – un spécialiste de centres commerciaux – ont acheté les édifices à l'Autorité Portuaire de New York et du New Jersey pour 3.2 milliards de dollars en juillet et ont complété les transactions de financement il y a seulement deux semaines de cela. [...] »<sup>1</sup>

Suite au 11-Septembre, Larry Silverstein exploita évidemment la clause concernant le terrorisme, prétendant avoir été victime de deux attentats distincts puisque deux avions avaient percuté les tours, dans le but, on s'en doute, de doubler sa prime. La justice en décida autrement et statua qu'en matière d'assurances, les attaques devaient être interprétées comme étant un seul attentat. Divers rebondissements survinrent ensuite dans cette affaire, et M. Silverstein toucha en bout de ligne près de cinq milliards de dollars en paiements d'assurances<sup>2</sup>. Apparemment, ce montant n'était pas suffisant puisque Silverstein décida ensuite de poursuivre les compagnies aériennes et les aéroports impliqués. Voyons ce que rapportait le *New York Times* dans son édition du 27 mars 2008 :

« Larry A. Silverstein, qui a gagné près de 4.6 milliards de dollars en primes d'assurance pour couvrir ses pertes et l'aider à reconstruire sur le site du World Trade Center, demande 12.3 milliards de dollars en dommages aux compagnies aériennes et de sécurité aéroportuaires suite aux attentats du 11-Septembre. [...] »

Mais en cherchant à obtenir 12.3 milliards de dollars, il est de loin le plus gros demandeur dans le litige. [...]

Un avocat des compagnies aériennes, Desmond Barry, a affirmé que si M. Silverstein gagnait sa cause, cela pourrait pousser le total des revendications au-delà du montant d'assurance disponible pour les compagnies aériennes et de sécurité. 'Il n'y a pas autant d'assurance', a dit M. Barry. [...]

M. Silverstein, par le biais de sa compagnie – *World Trade Center Properties* – possède les droits de location pour une durée de 99 ans, d'une valeur de 3.2 milliards

1. « Terrorism escape clause in World Trade Center lease » (*Financial Times* – 15 septembre 2001)

2. « Charges of greed surface following breakdown of WTC talks » (*NYI News* – 15 mars 2006)

de dollars, sur quatre édifices du site, incluant les tours jumelles détruites. Il a signé sa location en juillet 2001, seulement six semaines avant les attaques.

M. Barry, qui parlait au nom des compagnies aériennes, a contesté que M. Silverstein avait été plus que compensé par le paiement d'assurance de près de 4.6 milliards de dollars, obtenu après presque six années de litige. [...] »<sup>1</sup>

Signalons qu'un an après les attaques, en septembre 2002, ce même Larry Silverstein déclenchait un véritable tollé en se remémorant la journée historique dans le cadre d'un documentaire-anniversaire de la chaîne télévisée PBS. En utilisant l'expression 'pull it', un terme communément employé dans le domaine de la démolition d'immeubles, il décrivait ainsi son souvenir des derniers moments précédant la chute du Building 7 (la version intégrale anglaise suit pour fins d'authenticité).

« [...] Je me souviens d'avoir reçu un appel du, hum, chef du service des incendies, qui me disait qu'ils n'étaient pas certains d'être en mesure de maîtriser le feu, et j'ai dit : "Nous avons déjà subi une terrible perte de vies, peut-être que la chose la plus intelligente à faire est de \*pull it\*, et ils ont donc pris cette décision de \*pull\*, et nous avons ensuite regardé l'édifice s'effondrer. [...]

[...] *I remember getting a call from the, er, fire department commander, telling me that they were not sure they were gonna be able to contain the fire, and I said "We've had such terrible loss of life, maybe the smartest thing to do is pull it" and they made that decision to pull and then we watched the building collapse. [...]* »<sup>2</sup>

Cette déclaration fut perçue par plusieurs comme étant une admission de sa part, volontaire ou non, d'un recours aux explosifs pour détruire le Building 7. On retrouvait d'ailleurs plus loin dans le même documentaire le terme 'pull' utilisé dans un contexte manifestement indiscutable, alors qu'au cours des procédures de nettoyage à Ground Zero, une équipe de démolition s'appêtait à faire détonner des explosifs dans le Building 6 au cours des mois suivant les attaques.

« *We're getting ready to pull Building 6* » (« Nous nous apprêtons à jeter à terre le Building 6 »), lançait le responsable.

Suite à la diffusion du documentaire, Silverstein fut assailli de requêtes exigeant qu'il précise ses propos controversés. Celui-ci se borna plutôt à refuser de se justifier. Mais la pression devint éventuellement trop grande, quelques trois années plus tard. Effectivement, ce n'est qu'en septembre 2005 qu'un premier communiqué provenant de Silverstein Properties tenta d'éclaircir le sujet en expliquant que le commentaire faisait référence à un groupe de pompiers plutôt qu'à l'édifice à proprement parler. Autrement dit, Silverstein sortait de l'ombre trois ans plus tard pour affirmer qu'il faisait simplement référence aux pompiers présents dans le Building 7.

Seulement, deux détails laissent perplexes suite à cette explication. D'abord, un article paru le 29 novembre 2001 dans le *New York Times* nous apprenait que dès 11h30, au matin du 11 septembre, l'assistant-chef des pompiers, Frank Fellini, donnait l'ordre aux sapeurs d'abandonner les efforts liés au Building 7, pour des raisons de sécurité<sup>3</sup>. Puis, le chapitre cinq du rapport de FEMA (*Federal Emergency Management Agency*) traitant du Building 7 confirme que, tôt dans la journée, les pompiers cessèrent de combattre cet incendie. On y apprend d'ailleurs également que le système de gicleurs

1. « Developer sues to win \$12.3 billion in 9/11 attack » (*New York Times* – 27 mars 2008)

2. « America rebuilds » (*PBS documentary* – Septembre 2002)

3. « Engineers suspect diesel fuel in collapse of 7 World Trade Center » (*New York Times* – 29 novembre 2001)

automatiques, pour des raisons non expliquées, était défectueux <sup>1</sup>.

Ainsi, puisque les sapeurs avaient été évacués du Building 7 tôt dans la journée, comment expliquer cette transition particulière dans les propos de Larry Silverstein : « *They made that decision to pull and then we watched the building collapse* » ? Car, compte tenu du fait qu'aucun gratte-ciel ne s'était jamais effondré auparavant à cause du feu, et alors que les tours jumelles, frappées par un Boeing, avaient provoqué la stupéfaction générale en s'écroulant, qui donc aurait pu prédire que cet édifice s'apprêtait à s'effondrer ?

C'est pourtant sans trahir le moindre étonnement que Silverstein relata ses souvenirs, sa formulation de phrase reflétant même, au contraire, un rapport de causalité. Mais pourquoi donc attendre trois longues années avant de finalement expliquer ses propos ? Et enfin, même en supposant qu'il ait voulu dire qu'il avait demandé au chef du service des incendies de retirer les sapeurs du Building 7... est-il habituel que les pompiers reçoivent un ordre d'un simple propriétaire d'immeubles ?...

Evitons toutefois de trop s'attarder sur cet aspect, puisqu'il existe toujours une certaine marge d'erreur attribuable à l'expression humaine et aux interprétations personnelles. Mais puisqu'il est question du Building 7, il est important de noter que le rapport officiel de la commission d'enquête sur les attentats du 11-Septembre, publié à l'été 2004, ne jugea pas nécessaire d'aborder le sujet de cet effondrement. L'édifice de 47 étages était pourtant devenu ce jour-là le premier gratte-ciel de l'histoire à s'effondrer suite à un incendie, d'ailleurs bénin en comparaison de bien d'autres, comme nous l'avons vu précédemment. Malgré cela, cet aspect fut totalement ignoré dans le rapport final de la commission.

Et que contenait le Building 7 ?

Entre autres locataires notoires, tiens donc, la CIA et autres services secrets américains y avaient établi leurs locaux new-yorkais. L'IRS (*Internal Revenue Service*), l'agence fédérale chargée de la collecte des impôts, y tenait office. Les bureaux de gestion de crise du maire Rudy Giuliani s'y trouvaient également. Ceux-ci, situés au 23<sup>e</sup> étage, avaient d'ailleurs fait l'objet de rénovations toutes particulières, en 1998, pour la modique somme de 13 millions de dollars <sup>2</sup>.

Ces locaux, qui devaient servir de quartiers généraux pour les situations d'urgences dues au terrorisme ou d'origine naturelle, avaient été modifiés précisément dans le but de survivre aux pires catastrophes et intempéries. Les fenêtres avaient été blindées afin de résister aux balles, aux bombes et à des vents soufflant jusqu'à 200 milles à l'heure ; les murs et les portes, quant à eux,

Floor	Tenant
46-47	Mechanical floors
28-45	Salomon Smith Barney (SSB)
26-27	Standard Chartered Bank
25	Inland Revenue Service (IRS)
25	Department of Defense (DOD)
25	Central Intelligence Agency (CIA)
24	Inland Revenue Service (IRS)
23	Office of Emergency Management (OEM)
22	Federal Home Loan Bank of New York
21	First State Management Group
19-21	ITT Hartford Insurance Group
19	National Association of Insurance Commissioners (NAIC)
18	Equal Opportunity Commission (EEOC)
14-17	Vacant
13	Provident Financial Management
11-13	Securities and Exchange Commission
9-10	US Secret Service
7-8	American Express Bank International
7	OEM generators and day tank
6	Switchgear, storage
5	Switchgear, generators, transformers
4	Upper level of 3rd floor, switchgear
3	Lobby, SSB Conference Center, rentable space, manage
2	Open to first floor lobby, transformer vault upper level, upper level switchgear
1	Lobby, loading docks, existing Con Ed transformer vaults, fuel storage, lower level switchgear

1. « FEMA World Trade Center Building Performance Study » (chapitre 5, WTC7 – Mai 2002)

2. « Trade Center was city icon » (*Newsday* – 12 septembre 2001)

avaient été munis de coupe-feu, précautions qui se révélèrent indubitablement utiles en ce jour fatidique de 2001 pour quiconque se trouvait à l'intérieur.

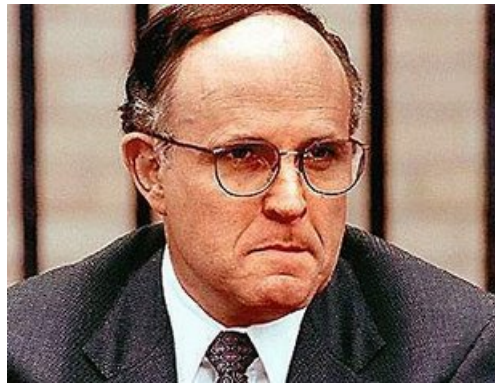
Mais malgré l'existence de ce centre de gestion de crises fraîchement rénové, c'est depuis un entrepôt du port de New York, le Pier 92, que furent dirigées les opérations d'urgence du 11-Septembre. En effet, un centre de contrôle avait été établi à cet endroit par la FEMA dans le cadre d'un exercice biochimique devant, comme par hasard, se tenir à New York le 12 septembre 2001, simulant une attaque terroriste <sup>1</sup>.

La coïncidence de la présence d'une importante délégation de FEMA à New York fut par la suite jumelée à une déclaration controversée de leur porte-parole, Tom Kenney, qui affirma dans une interview de Dan Rather sur les ondes de CBS que son « équipe était l'une des premières à avoir été déployées pour soutenir la ville de New York dans ce désastre. Nous sommes arrivés tard lundi soir, et nous sommes passés à l'action mardi matin. »

Puisque le 11 septembre 2001 était un mardi, les propos de Tom Kenney eurent tôt fait de soulever la controverse. Comment la FEMA pouvait-elle être arrivée sur place le lundi soir, si ce n'était que quelqu'un savait ce qui allait se produire le lendemain ? L'existence de l'exercice biochimique n'ayant pas encore été révélée publiquement, l'agence gouvernementale corrigea les propos de Kenney dans les jours suivants, attribuant sa confusion à la fatigue et au stress.

Mais c'est toutefois à Rudolph Giuliani que revient la palme de la déclaration la plus inattendue. Effectivement, le maire de New York en surprit plus d'un en affirmant lors d'une interview en direct de Peter Jennings sur les ondes d'ABC qu'il fut averti que le World Trade Center allait s'écrouler quelques minutes avant que ça ne se produise. Voici l'extrait en question :

« [...] Je me suis rendu sur les lieux et nous avons établi les quartiers généraux au 75, rue Barclay, directement où se trouvaient le commissaire de police, du service des incendies et le chef de gestion de crise, et nous manœuvrions à partir de cet endroit, lorsqu'on nous a dit que le World Trade Center allait s'écrouler. Et il s'est effectivement effondré avant que nous n'ayons pu sortir de l'édifice, alors nous avons été pris dans cet édifice pendant 10 à 15 minutes, et finalement nous avons trouvé une issue et nous sommes sortis, nous avons marché vers le nord et nous avons amené beaucoup de gens avec nous. [...] » <sup>2</sup>



Pourtant, personne ne pouvait prédire un tel scénario à moins, bien sûr, de disposer d'informations privilégiées, puisqu'en principe même les terroristes furent étonnés que les tours jumelles s'effondrent. Il peut donc paraître étrange, voire suspect, que le maire de la ville soit averti d'une telle catastrophe. De plus, il est légitime de se demander pourquoi les pompiers et civils n'eurent pas droit au même avertissement.

Etrangement, presque simultanément se déroulait sur la côte Ouest une scène similaire. Un article du *San Francisco Chronicle*, paru le 12 septembre 2001, rapportait

1. « Office of Emergency Management holds TRIPOD » (*New York OEM Press Release* – 22 mai 2002)

2. Interview en direct de Rudy Giuliani (ABC News – 11 septembre 2001)



que le maire de cette ville de la Californie du Nord avait reçu l'avertissement de ne pas prendre son vol pour New York la journée précédente :

« Pour le maire Willie Brown, les premiers signes que quelque chose ne tournait pas rond arrivèrent tard lundi lorsqu'il reçut un appel de ce qu'il a décrit comme étant 'sa sécurité à l'aéroport' – huit heures complètes avant le début de la série d'attaques d'hier – l'avertissant que les Américains devraient être prudents dans leurs déplacements aériens.



Le maire, qui avait réservé un vol pour New York hier matin depuis l'aéroport international de San Francisco, a dit que l'appel "n'était pas alarmant, ce qui explique pourquoi je suis hésitant à faire une déclaration alarmante".  
[...]

"Ce n'était pas un appel étrange. Je suis toujours intéressé de savoir si mon avion sera à l'heure, et ils m'ont toujours alerté quand je dois être prudent."

[...] D'où exactement provenait l'appel est un peu mystérieux. Le maire s'est contenté de dire qu'il venait de son "personnel de sécurité à l'aéroport." [...] »<sup>1</sup>

Est-il plus vraisemblable qu'Al Qaeda ait été soucieuse de protéger le maire de San Francisco, ou encore que l'avertissement lui soit parvenu de l'administration américaine elle-même ? D'où provenait donc cette information suffisamment crédible pour annuler le voyage du maire de San Francisco à New York ? Et pour quelle raison le rapport de la commission d'enquête ne fit-il aucune mention de l'origine de cet avertissement ?

Ainsi, le pays se retrouvait avec le même type d'histoire dérangeante de chaque côte. La nation assistait alors sans le savoir au début d'une longue série de déclarations et d'articles de journaux aussi étonnants qu'inquiétants.

L'une de ces histoires, notamment, fut rapportée dans un long article de *Newsweek*, repris notamment par la FPI (*Free Press International*) le 24 septembre 2001. Bizarrement, le court extrait suivant se retrouvait profondément enfoui vers la fin de cet article d'environ dix pages :

« [...] Le 10 septembre, a appris *Newsweek*, un groupe de hauts responsables du Pentagone a soudainement annulé ses plans de voyage pour le matin suivant, apparemment pour des inquiétudes liées à la sécurité. Mais personne n'avait seulement même imaginé que quatre avions seraient détournés et percuteraient des cibles à New York et à Washington. [...] »<sup>2</sup>

En voilà une information percutante ! Comment un journaliste peut-il donc rapporter un tel fait sans se soucier de préciser quelle était la source véritable de ces inquiétudes ? Et comment peut-il tout bonnement passer à un autre sujet après avoir mentionné cela ?

1. « Willie Brown got low-key early warning about air travel » (*San Francisco Gate* – 12 septembre 2001)

2. « Top Pentagon officials cancel flights on Sept. 10 » (*Free Press International/Newsweek* – 24 septembre 2001)

## SHANKSVILLE, PENNSYLVANIE

Rappelons tout d'abord la version officielle des événements entourant le vol 93 : après que leur avion commercial ait été détourné par quatre terroristes, quelques passagers décidèrent d'unir leurs forces pour s'en prendre aux pirates de l'air, selon le gouvernement américain. Une escarmouche serait ensuite survenue dans la cabine de pilotage du Boeing, provoquant la perte de contrôle de l'avion, suivie de son écrasement dans un champ de Pennsylvanie.

Mais puisqu'il est parfois nécessaire d'observer certaines choses de nos propres yeux, il est fortement suggéré de prendre un instant pour examiner les images capturées dès les premiers instants suivant l'écrasement du vol United Airlines 93 (voir photos en annexe – PH-14.1 à 14.11).



GOVERNMENT  
EXPERT  
FBI/DOJ  
91-485-A

M-CSP-00004949



GOVERNMENT  
EXPERT  
FBI/DOJ  
91-485-A

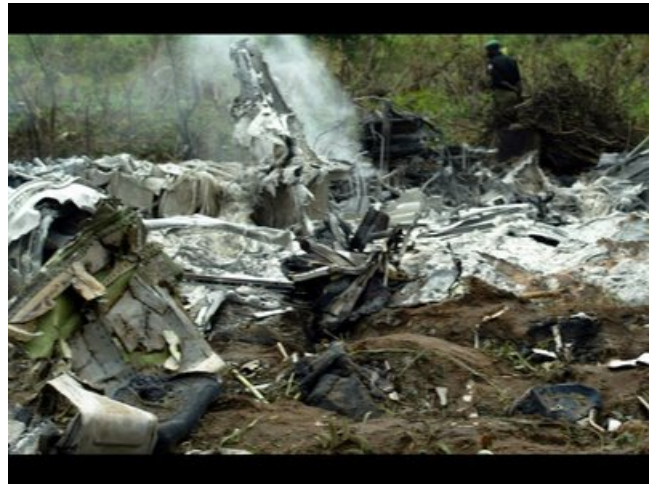
M-CSP-00009680



Mais où est donc passé l'avion ? N'en reste-t-il aucun débris ? Est-il possible que ces experts à genoux et affairés à scruter le sol sur la dernière photo (PH-14.11) soient en train de se poser la même question, à savoir : comment un Boeing 757 peut-il avoir été pulvérisé de la sorte ?

Comparons ces images avec celles d'autres exemples d'écrasements d'avions (voir annexe de photos – PH-15.1 à 15.10).





Il est intéressant d'apprendre que des débris du vol 93 furent retrouvés aussi loin qu'à huit milles (près de 13 kilomètres) du site d'écrasement de Shanksville, en Pennsylvanie. A ce sujet, voici un extrait d'article de *CNN* paru le 13 septembre 2001 :

« [...] Entre-temps, les enquêteurs ont affirmé avoir retrouvé des débris à au moins huit milles du site d'écrasement.

Un deuxième champ de débris de l'avion fut découvert aux environs du lac Indian à plus ou moins trois milles du lieu d'écrasement. Certains débris se trouvaient dans le lac et d'autres en périphérie.

Des débris supplémentaires furent retrouvés à New Baltimore, à quelque huit milles du site d'écrasement. [...] »<sup>1</sup>

A en juger par une photo prise dans les minutes suivant le présumé écrasement du vol 93 (voir photos en annexe – PH-14.12), ce nuage de fumée grisâtre causé par l'explosion trahit-il la présence de vents suffisamment puissants pour avoir pu transporter plusieurs morceaux d'avion sur une distance allant jusqu'à 13 kilomètres ?

Nous apprenons d'ailleurs dans ce même article de *CNN* que les vents soufflaient alors à une vitesse de neufs nœuds (16 kilomètres à l'heure). Considérons également que les débris



Val McClaskey-www.shanksvillememorial.com/endofserenity.htm

1. « Black box from Pennsylvania crash found » (CNN – 13 septembre 2001)

retrouvés à la distance la plus éloignée du site d'écrasement furent localisés à New Baltimore, qui est située au sud-est de Shanksville, directement enlignée sur la trajectoire du Vol 93, alors qu'un second champ de débris situé au lac Indian se trouve quant à lui à cinq kilomètres au nord-est de Shanksville.

Est-il logique de retrouver des débris si vastement dispersés suite à un écrasement au sol, lors d'une journée de faibles vents, alors qu'on ne peut apercevoir aucune pièce d'avion sur les lieux de l'impact ? Des photos annexées fournissent des exemples du type de débris qui furent découverts hors du site d'écrasement (voir annexe de photos – PH-14.13 à 14.17).



De tels débris apparaissent-ils susceptibles d'être transportés par de faibles vents sur plusieurs kilomètres ?

L'ensemble de ces éléments ne pourrait-il pas plutôt indiquer une explosion du Boeing 757 en plein ciel ? Evitons de tirer des conclusions hâtives et examinons un extrait d'article tiré du *Pittsburgh Post-Gazette*, édition du 13 septembre 2001 :

« [...] Retrouver l'enregistreur de données de vol a été jusqu'ici le principal intérêt des enquêteurs, alors qu'ils ont élargi la zone de recherches aujourd'hui après la découverte de débris supplémentaires, incluant ce qui semblait être des restes humains, à des milles du point d'impact dans une mine de charbon asséchée.

Des résidents et des travailleurs d'entreprises à l'extérieur de Shanksville, dans le comté de Somerset, ont signalé la découverte de vêtements, de livres, de documents ainsi que ce qui semblait être des restes humains. Certains résidents affirment avoir retrouvé suffisamment d'objets pour remplir des sacs qu'ils remettront aux enquêteurs.

D'autres ont rapporté avoir vu ce qui semblait être des débris du crash flotter sur le lac Indian, situé à près de six milles de la scène du crash.

Des travailleurs à la Marina du lac Indian ont affirmé avoir aperçu un nuage de débris semblables à des confettis tomber sur le lac et les fermes environnantes quelques minutes après avoir entendu l'explosion signalant le crash à 10h06 mardi. [...] »<sup>1</sup>

Une minute... Des restes humains à des milles du site du crash ?...

Examinons ensuite en rafale la réaction de plusieurs témoins oculaires. Voyons d'abord la première impression de Jon Meyer, de la chaîne WJAC-TV, filiale de NBC basée en Pennsylvanie. L'extrait suivant est tiré du livre *Running toward danger : Stories behind the breaking news of September 11th* :

« J'ai pu me rendre jusqu'au bord du cratère. [...] Tout ce que j'ai vu, c'est un cratère rempli de petits morceaux d'avion carbonisés. Rien qui suggérait même que c'était l'avion. [...] Il n'y avait pas de valises, pas de pièces d'avion identifiables, pas de restes humains. Le cratère faisait environ 30 à 35 pieds de profondeur. »<sup>2</sup>

Voyons aussi la réaction de Scott Spangler, un photographe local :

« Je croyais que je n'étais pas au bon endroit. Je cherchais une aile ou la queue [de l'avion]. Il n'y avait rien. Seulement ce trou. [...] J'ai tenté de repérer quelque chose qui ressemblerait à la queue, à une aile, à un avion, à du métal. Il n'y avait rien. »<sup>3</sup>

De son côté, que constata Mark Stahl, un citoyen de Somerset, Pennsylvanie, qui se rendit lui aussi sur place ?

« Il y a un cratère creusé dans le sol, l'avion s'est à toutes fins pratiques désintégré. Il ne reste rien d'autre que des arbres brûlés. »<sup>4</sup>

Ron Delano habitait quant à lui à environ deux milles du lieu d'écrasement. Il s'y est précipité :

« S'ils ne nous avaient pas dit qu'un avion s'y était écrasé, nous ne l'aurions pas su. On aurait dit qu'il s'était désintégré après l'impact. »<sup>5</sup>

Gabrielle DeRose, de la chaîne KDKA-TV affiliée à CBC et basée à Pittsburgh, Pennsylvanie, eut elle aussi une réaction similaire :

« C'était très déroutant de penser que tout s'était simplement désintégré [...]. Il n'y avait pas de gros morceaux d'avion, pas de restes humains, pas de bagages. »<sup>6</sup>

Observons aussi ce que rapportait Fox News lors de leur couverture télévisée en direct le 11 septembre 2001 :

« Journaliste : 'Je suis en compagnie de Chris Chaniky, un photographe de Pittsburgh affilié à Fox. Il se trouvait sur les lieux il y a quelques minutes à peine et, Chris, j'ai vu les images. Il semble qu'il n'y a rien à cet endroit, à l'exception d'un

---

1. « Investigators locate 'black box' from Flight 93 ; widen search area in Somerset crash » (*Pittsburgh Post-Gazette* – 13 septembre 2001)

2. « Running Toward Danger : Stories behind the breaking news of September 11th » (*Newseum* – Septembre 2002)

3. *Ibid.*

4. « Hijacked passenger called 911 on cell phone » (*Associated Press* – 11 septembre 2001)

5. « Homes, neighbors rattled by crash » (*Pittsburgh Tribune-Review* – 12 septembre 2001)

6. « Women journalists at Ground Zero : Covering crisis » (Suzanne Huffman/Judith L. Sylvester – Septembre 2002)

trou dans le sol.’

Chris Chaniki : ‘Essentiellement, c’est exact. La seule chose qu’on pouvait voir de notre point de vue était un gros trou dans le sol et quelques arbres cassés. On pouvait voir des gens travailler, qui marchaient dans le secteur. Mais d’où nous étions, il ne restait pas grand chose.’

Journaliste : ‘Absolument aucun gros morceau de débris ?’

Chris Chaniki : ‘Non. Il n’y avait rien, rien qui pouvait indiquer qu’un avion s’est écrasé là.’

Journaliste : ‘De la fumée, du feu ?’

Chris Chaniki : ‘Rien. C’était complètement calme. C’était en fait très tranquille. Il ne se passait rien là-bas. Pas de fumée, pas de feu, seulement quelques personnes qui se promenaient. Ils semblaient faire partie du personnel de la NTSB [*National Transportation Security Board*], ils se promenaient et examinaient des morceaux.’  
[...]

Journaliste : ‘Que pouviez-vous apercevoir sur le sol, quoi que ce soit, autre que de la poussière et de la cendre ?’

Chris Chaniki : ‘On ne pouvait rien voir. Seulement que de la poussière, des cendres et des gens qui se promenaient.’ [...] »<sup>1</sup>

Ajoutons ensuite à cela l’existence de témoins oculaires qui ont affirmé avoir « aperçu des flammes dans le ciel avant l’impact ». Voici un extrait d’article de la chaîne PBS paru le 13 septembre 2001 :

« [...] Les enquêteurs ont débuté leur analyse du site d’écrasement, à la recherche de quelconques pièces d’avion qui pourraient expliquer pourquoi celui-ci s’est écrasé. Jusqu’ici, ils ont retrouvé l’enregistreur de données de vol [*l’une des deux boîtes noires*] et une partie des moteurs du Boeing 757. Les responsables affirment que le plus gros morceau de débris n’est que de la grosseur d’un porte-documents.

La police de Pennsylvanie a déclaré que des débris du crash avaient été retrouvés à environ huit milles de distance dans un secteur résidentiel où les médias locaux ont cité des résidents ayant aperçu des flammes dans le ciel avant l’impact.

Les enquêteurs étaient réticents à spéculer si la présence de débris à deux endroits différents indiquait une explosion avant un écrasement au sol. [...] »<sup>2</sup>

Citons également un article du *Philadelphia Daily News*, daté du 15 novembre 2001, qui tâtait le pouls de la petite communauté deux mois après les attaques :

« Ernie Stuhl est le maire de cette minuscule municipalité agricole [Shanksville] qui fut brutalement placée sur la carte psychologique de l’Amérique au matin du 11 septembre, lorsque le vol 93 d’United Airlines s’est écrasé de plein fouet à la lisière d’une terre défrichée à quelques milles à l’extérieur du village. [...]

Et lorsque vous demandez à Stuhl sa théorie sur ce qui a causé le crash de l’avion ce matin-là, il vous racontera la théorie la plus commune – qu’une bataille dans la cabine de pilotage entre les pirates de l’air et des passagers héroïques et costauds a provoqué la perte de contrôle du Boeing 757. [...]

Mais cherchez à obtenir plus de détails de la part du maire, et il ajoutera quelque chose d’étonnant :

“Je connais deux personnes – je ne donnerai pas de noms – qui ont entendu un missile”, affirme Stuhl. “Ils habitent tous les deux tout près, à moins de quelques centaines de verges. L’un de ces types a servi au Vietnam, et il dit qu’il les a entendus, et il en a entendu un [missile] cette journée-là.” Le maire ajoute que selon ce qu’il sait

1. Couverture en direct - Vol 93 (Fox News – 11 septembre 2001)

2. « The investigation of Flight 93 » (PBS – 13 septembre 2001)

à propos du matin en question, des avions chasseurs militaires de type F-16 se trouvaient "très, très proches".

Si le maire de Shanksville semble encore indécis sur la cause du crash du vol 93 il y a deux mois, il est loin d'être le seul. Alors que le choc initial du 11-Septembre se dissipe, le crash à quelque 80 milles à l'Est de Pittsburgh et ce qui l'a causé commencent à émerger comme étant le plus grand mystère de la pire attaque terroriste de l'histoire des Etats-Unis.

Personne n'a entièrement expliqué pourquoi l'avion s'est écrasé, ou ce qui s'est exactement produit pendant l'intervalle de huit minutes entre la fin des appels depuis les cellulaires sur l'avion jusqu'au moment du crash.

Et le FBI, qui a pris le contrôle de l'enquête des mains de la *National Transportation Safety Board* [NTSB], refuse de rendre publiques les données d'aucune des "boîtes noires" si importantes, soit l'enregistreur de voix de la cabine de pilotage et l'enregistreur de données de vol. [...]

Rendez-vous à Shanksville et sur les terrains agricoles environnants où les gens ont réellement vu ou entendu l'avion de ligne s'engouffrer à environ 10h06 ce matin-là et il y a une quantité de personnes – incluant des témoins – qui pensent également que le vol 93 a été abattu, ou qui, à tout le moins, n'écartent pas cette hypothèse. [...]

Plusieurs personnes du secteur de Shanksville, dont certaines furent interviewées par le *Daily News*, ont vu un petit jet non identifié les survolant à haute vitesse très peu de temps après le crash du vol 93. Plusieurs jours plus tard, les autorités ont affirmé qu'elles croyaient que l'appareil était un Falcon 20, un jet privé qui se dirigeait vers Johnstown, non loin de là, à qui on avait demandé de descendre et d'observer le site du crash. Cependant, les responsables n'ont jamais identifié le pilote, pas plus qu'expliqué pourquoi celui-ci se trouvait toujours en vol environ 30 minutes après que le gouvernement ait ordonné à tous les avions de se poser à l'aéroport le plus près.

Alors que le FBI ainsi que d'autres autorités ont affirmé que l'avion avait été presque entièrement désintégré par l'impact à environ 500 milles à l'heure, ils ont également déclaré qu'un moteur – ou au moins une section de 1 000 livres de l'un d'eux – a été retrouvée à "une distance considérable" du cratère. Stuhl, le maire de Shanksville, affirme qu'il fut trouvé dans les bois tout juste à l'ouest du site.

Dès le premier jour, le gouvernement a fourni des comptes rendus contradictoires à propos des allées et venues précises de trois F-16 de la Garde Nationale Aérienne du Dakota du Nord, attirés à la défense aérienne nationale et assignés à la base de Langley de l'Air Force, en Virginie, et déployés au plus fort des attaques. [...]

Alors, où se trouvaient les défenses aériennes des Etats-Unis à 10h du matin – 72 minutes après que le premier avion ait percuté le World Trade Center, et environ une demi-heure après que les contrôleurs aériens et les Etats-Unis aient commencé à suspecter que le vol 93 avait été dérouté ? [...]

La majorité des Américains sont plutôt confiants sur la conclusion qu'un combat entre les passagers et les terroristes a causé le crash du vol 93. Roxanne Sullivan, qui habite à l'extrémité de Skyline Drive à Shanksville et qui a collaboré à ériger et maintenir l'un des monuments commémoratifs, dit qu'elle n'a absolument aucun doute sur ce qui s'est produit. Comment le sait-elle ?

"Juste ici", dit-elle en se frappant sur le cœur.

Tous ses voisins ne sont pas aussi convaincus.

"Je crois qu'il a été abattu en plein vol", dit Dennis Mock, qui n'est pas un témoin visuel mais qui est celui habitant le plus près du site du crash du côté ouest. "C'est ce que les gens du coin pensent." [...]<sup>1</sup>

---

1. « We know it crashed, but not why » (*Philadelphia Daily News* – 15 novembre 2001)



Même son de cloche du côté de la station de télévision WTAE-TV, de Pittsburgh, qui rapportait que des débris avaient été retrouvés au lac Indian et qu'au moins quatre témoins qui se trouvaient à moins de cinq minutes des lieux du crash affirmaient avoir vu un autre avion dans le ciel. Celui-ci serait demeuré à cet endroit pendant une minute ou deux et serait ensuite reparti, et ne portait aucune référence ou indications, ni civile, ni militaire.<sup>1</sup>

Notons ensuite cet article de l'*Associated Press* (AP) daté du 13 septembre 2001, qui rapportait :

« [...] les contrôleurs du centre régional de Nashua (New Hampshire) ont appris par des discussions avec d'autres contrôleurs aériens qu'un chasseur F-16 est demeuré en poursuite à courte distance avec un autre avion de ligne commercial sous le joug des terroristes jusqu'à ce qu'il s'écrase en Pennsylvanie, selon l'employé.

Quoique les contrôleurs ne disposent pas des détails complets sur la poursuite du Boeing 757 par l'Air Force, ils ont appris que ce F-16 avait effectué des virages de 360 degrés pour demeurer à proximité de l'avion commercial, a affirmé l'employé.

"Il doit avoir tout vu", a dit l'employé à propos du pilote de F-16 pourchassant le vol United 93 près de Pittsburgh. [...] »<sup>2</sup>

A ce stade-ci, il devient approprié de s'intéresser aux cas du colonel Alan Scott et du major-général Larry Arnold. Ceux-ci modifièrent leur témoignage devant la commission d'enquête en 2004 et prétendirent n'avoir pris connaissance du vol 93 qu'après qu'il se soit écrasé en Pennsylvanie. Les deux hommes avaient pourtant initialement déclaré avoir ordonné le déploiement d'avions chasseurs à 9h24 en réponse au vol United Airlines 93. Voici un extrait tiré d'un reportage spécial paru dans l'édition de *Vanity Fair* du 2 août 2006 :

« [...] Au cours de l'interrogatoire qui suivit, le commissaire Richard Ben-Veniste ne chercha pas à savoir pourquoi les militaires ne réagirent pas mieux, mais mit plutôt l'accent sur la question de savoir pourquoi l'histoire qu'avaient racontée le major-général Arnold et le colonel Scott était si fautive, particulièrement par rapport au vol fantôme American 11 que les officiers n'avaient jamais mentionné, ainsi qu'au sujet du vol United 93 qu'ils prétendaient avoir suivi.

[...] "J'ai fait partie du gouvernement et je sais ce qu'est la manipulation d'informations", affirme (John) Farmer Jr., conseiller doyen de la Commission. L'histoire des militaires était "d'un ordre tout à fait différent de la manipulation d'informations. Ce n'était tout simplement pas vrai." Farmer ajoute ne pas comprendre pourquoi les militaires ont senti le besoin de modifier les faits. [...] »<sup>3</sup>

Est-il possible que leur première déclaration ait été véridique, qu'ils aient réellement ordonné l'envoi de chasseurs à la poursuite du vol 93 ? Et que c'eût été l'un de ces F-16 qui fut aperçu dans le ciel du comté de Somerset, au-dessus de Shanksville ? Serait-il probable que les militaires aient par la suite modifié leur version de l'histoire pour dissimuler certains faits gênants ?

Mais évitons de nous perdre en conjectures, car les hypothèses deviennent rapidement nombreuses en terrain aussi vague. Toutefois, à la lumière de toutes ces informations, il apparaît incertain qu'une simple bagarre dans la cabine de pilotage ait été à l'origine du drame, comme les autorités le prétendent.

Par ailleurs, il serait difficile d'analyser le volet du vol United Airlines 93 en passant

1. « Alleged partial flight 93 cockpit transcript obtained » (WTAE-TV – 12 septembre 2001)

2. « FAA employee : hijacked jets almost collided en route » (*Associated Press* – 13 septembre 2001)

3. « 9/11 Live : The NORAD tapes » (*Vanity Fair* – 2 août 2006)

sous silence la présumée conversation téléphonique placée depuis l'un des Airphones de l'avion par Mark Bingham, l'un des passagers qui fut présenté comme étant l'un des héros américains dans les jours suivant le 11-Septembre pour avoir personnellement combattu les terroristes et provoqué le crash du Boeing dans lequel il se trouvait.

Selon la version officielle, le dernier appel que celui-ci aurait passé quelques instants avant de se rebeller s'avère particulièrement étrange. En effet, malgré que Bingham appelait sa propre mère, ce joueur de rugby de six pieds et quatre pouces entama la conversation de manière étonnamment impersonnelle en utilisant son nom complet. « Maman, c'est Mark Bingham. », lui aurait-il dit.<sup>1</sup>

Signalons également que le nombre de passagers à bord du vol 93 était particulièrement bas ce matin-là. Malgré une capacité de 200 occupants, seulement 38 passagers y prirent place. Les trois autres vols impliqués dans les attentats furent d'ailleurs eux aussi anormalement peu chargés. A ce sujet, voici ce que rapportait CNN le 20 septembre 2001 :

« Les chiffres peuvent sembler hors de proportion, heureusement. Ainsi, la question persiste de savoir pourquoi le nombre de passagers des quatre avions détournés dans le ciel des Etats-Unis est décrit par les responsables de l'industrie comme étant 'très, très bas'. [...] »<sup>2</sup>

Le vol American Airlines 11 ne comptait que 81 passagers à son bord malgré une capacité de 181 personnes. Le vol United Airlines 175 pouvait accueillir autant de passagers mais n'en reçut quant à lui que 56. Et le vol American Airlines 77 ne contenait seulement que 58 passagers malgré sa capacité de 200 occupants.<sup>3</sup>

Le taux d'occupation des quatre avions représentait donc en moyenne environ 30 % de leur capacité seulement.

Mais revenons plus particulièrement au vol 93. Mentionnons qu'un décalage inexplicable de trois minutes entre l'heure citée par le gouvernement comme étant la fin des discussions enregistrées dans la cabine de pilotage, récupérées via la boîte noire du Boeing, et le moment de l'impact enregistré par les séismographes demeure à ce jour un mystère. Voici un extrait du *Philadelphia Daily News* daté du 16 septembre 2002 :

« [...] Plusieurs éminents sismologues s'entendent pour dire que le vol 93 s'est écrasé le 11 septembre dernier à 10 :06 :05 du matin, à une ou deux secondes près. Les membres de la famille qui furent autorisés à entendre les enregistrements provenant de la cabine de pilotage à Princeton, N.J., au printemps dernier, furent informés que ceux-ci prirent fin quelques secondes après 10 :03.

Le FBI et diverses agences ont refusé des requêtes répétées pour expliquer ce décalage. [...] »<sup>4</sup>

L'article poursuivait en expliquant que les enregistrements des discussions dans la cabine de pilotage sont conservés dans la boîte noire sous forme de séquence en boucle d'une durée de trente minutes, recueillant du fait même les dernières paroles des pilotes avant un éventuel impact. On y apprenait également de quelle manière le gouvernement permit enfin aux familles des victimes d'entendre cet enregistrement :

« [...] Au printemps dernier, alors que la saga de la rébellion des passagers du vol 93 devenait largement connue, plusieurs membres des familles du crash firent une

1. « The final moments of Flight 93 » (MSNBC *Newsweek* – 22 septembre 2001)

2. « Numbers suggest terrorists targeted flights » (CNN – 20 septembre 2001)

3. « Four flights info - Courses, passengers, departure » (*Washington Post*)

4. « Three-minute discrepancy in tape » (*Philadelphia Daily News* – 16 septembre 2002)

demande inhabituelle : ils désiraient entendre l'enregistrement en question. Le FBI refusa d'abord froidement leur requête.

"Alors que nous compatissons avec les familles en deuil, nous ne croyons pas que l'horreur captée par les enregistrements de la cabine de pilotage puisse les consoler d'aucune façon", affirmait l'assistant directeur du FBI John Collingwood en décembre dernier. Mais sous la pression constante, le Bureau révisa sa position et accepta de tenir une rencontre extraordinaire en avril à l'hôtel Princeton Marriott.

Aucun des membres de la famille des victimes interviewés pour cette histoire ne se rappelle avoir reçu une explication quelconque pour la divergence entre les temps des enregistrements et le réel écrasement à 10 :06. [...] »<sup>1</sup>

Que pourrait donc signifier ce décalage de trois minutes entre la fin des enregistrements des communications du vol 93 et les vibrations au sol captées par les sismologues ?

Histoire de rendre cette histoire encore plus nébuleuse, terminons ce volet en citant un élément particulièrement étonnant. Au matin du 11-Septembre, la station télévisée WCPO, basée à Cincinnati, diffusait à 11h43 la version préliminaire d'un article de l'*Associated Press* sur son site web. L'article en question fut toutefois rapidement retiré sous prétexte qu'il comportait des "faits inexacts". En voici la version originale :

« Un Boeing 767 en provenance de Boston a dû effectuer un atterrissage d'urgence mardi à l'aéroport international de Cleveland Hopkins suite à des inquiétudes qu'une bombe aurait pu se trouver à bord, a dit le maire Michael R. White.

White a ajouté que l'avion avait été placé dans un endroit sécurisé de l'aéroport, puis évacué.

[Le transporteur] United a identifié l'avion comme étant le Vol 93. [...] »<sup>2</sup>

---

1. « Three-minute discrepancy in tape » (*Philadelphia Daily News* – 16 septembre 2002)

2. « Plane lands in Cleveland ; Bomb feared aboard » (*WCPO 9News, Associated Press* – 11 septembre 2001)

## AU PENTAGONE

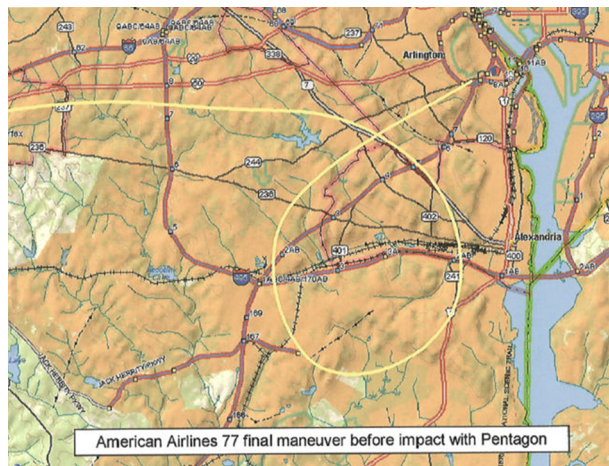
Portons maintenant notre attention sur le vol American Airlines 77, celui étant présumé s'être écrasé sur le Pentagone vers 9h35. A l'instar des autres facettes des attentats du 11-Septembre, celle-ci comporte certainement sa part d'irrégularités et mérite qu'on s'y attarde.

Débutons avec l'extrait d'article suivant, qui rapportait que dans les minutes précédant l'impact fatal, le Boeing 757 avait exécuté une manœuvre particulièrement compliquée. Cet extrait nous provient du *Washington Post*, en date du 12 septembre 2001 :

« [...] Quelqu'un à bord du vol 77 avait désactivé le transpondeur, cet outil qui émet l'identification de la compagnie aérienne de l'avion, le numéro du vol, la vitesse ainsi que l'altitude sur les écrans radar des contrôleurs. [...]

Les contrôleurs ont eu le temps d'avertir la Maison-Blanche que le jet se dirigeait directement sur la maison du président et qu'il se déplaçait à une vitesse folle – à pleine vitesse.

Mais juste au moment où l'avion semblait être en mission suicide vers la Maison-Blanche, le pilote non identifié exécuta un pivot si serré que les observateurs le comparèrent à une manœuvre d'avion chasseur. L'avion fit un virage de 270 degrés sur sa droite pour s'approcher du Pentagone depuis l'ouest, et le vol 77 tomba alors sous le niveau des radars, disparaissant des écrans des contrôleurs, ont affirmé les sources. [...]



Des sources en aviation ont déclaré que l'avion était piloté avec une habileté extraordinaire, et qu'il était hautement vraisemblable qu'un pilote expérimenté était aux commandes, possiblement l'un des terroristes. Quelqu'un savait même comment désactiver le transpondeur, une opération qui est loin d'être évidente.

Les détails sur ceux qui se trouvaient à bord du vol 77, sur le moment du décollage et sur ce qui s'est produit à bord ont été hermétiquement gardés par la compagnie d'aviation, l'aéroport et les responsables de la sécurité hier soir. Tous ont affirmé que le FBI leur avait demandé de ne révéler aucun détail. [...] »<sup>1</sup>

La manœuvre de 270 degrés mentionnée dans cet article, corroborée plus tard par les rapports officiels, nous indique donc qu'un pilote aguerri se trouvait aux commandes du vol 77. Toutefois, lorsqu'on cherche à en apprendre un peu plus sur celui qui pilotait ce Boeing, la situation devient problématique. En effet, parmi les cinq terroristes à bord du

1. « On Flight 77 : Our plane is being hijacked » (*Washington Post* – 12 septembre 2001)

vol 77, un seul d'entre eux possédait une licence de pilote : Hani Hanjour <sup>1</sup>.

Voyons donc ce que révélait un article du *Washington Post* à son sujet, en date du 15 octobre 2001 :

« [...] Même alors qu'il suivait son entraînement de vol nécessaire à son projet final, les instructeurs le trouvaient reclus, lent à s'habituer au cockpit. [...]

Encore aujourd'hui, sa famille ne parvient pas à comprendre son présumé rôle dans le complot. Ils reconnaissent sa photographie comme étant la personne désignée par les investigateurs pour avoir écrasé le vol American Airlines 77 sur le Pentagone le 11-Septembre.

"Nous sommes en état de choc", a dit son frère aîné, Abulrahman Hanjour, dans une récente interview téléphonique depuis l'Arabie Saoudite. "Nous pensons qu'il aimait les Etats-Unis. ... Je pensais qu'il aurait donné sa vie pour en sauver d'autres, pas pour faire ça." [...]

Des agents du FBI ont dit à des gens qu'ils ont interviewés à propos d'Hanjour que "sa personnalité correspondait [à celle de quelqu'un] qui pouvait être manipulé et 'brainwashé'."

Toujours est-il qu'au matin du 11-Septembre, ont affirmé les investigateurs, Hanjour n'était pas l'un des soldats de terrain figurant dans le complot purement dans le but d'effrayer les passagers du Boeing 757 alors que celui-ci se dirigeait de l'aéroport international de Dulles vers Washington et le Pentagone. Il se trouvait dans la cabine de pilotage. [...]

Pendant cinq ans, Hanjour a fréquenté différentes écoles d'aviation et compagnies de location d'avions, mais ses instructeurs le considéraient comme un mauvais élève, même dans les semaines précédant les attaques.

Les archives de l'Administration Fédérale de l'Aviation [FAA] démontrent qu'il a obtenu sa licence de pilote commercial en avril 1999, mais où et comment elle fut acquise demeure une question sans réponse dont les responsables de la FAA refusent de discuter. [...]

N'est-il pas curieux que les autorités refusent de révéler l'origine de cette licence de pilote ? Poursuivons l'article :

« [...] Ses habiletés de vol limitées donnent un aperçu de l'un des aspects des attaques : le complot n'incluait apparemment pas un surplus de pilotes talentueux. [...]

L'évolution précise de Hanjour depuis la ferme familiale jusqu'au complot terroriste demeure obscure. Mais à partir des premiers mois de 1996, il en est venu à développer un désir d'apprendre à voler aux Etats-Unis.

C'était une période où d'autres membres du réseau Al Qaeda devenaient pilotes. Deux ans plus tôt, le Groupe Islamique Armé, qui allait se joindre à Al Qaeda, avait détourné un avion d'Air France en Algérie avec l'intention de le projeter contre la Tour Eiffel. Ils avaient été arrêtés par les forces spéciales françaises à l'aéroport de Marseille. [...]

Le complot [du 11-Septembre] battait son plein dans la deuxième semaine d'août [2001] lorsque Hanjour arriva dans la région de Washington pour ce qui semble avoir été sa dernière préparation – cette fois, à l'aéroport Freeway, à Bowie. Une fois de plus, ses instructeurs questionnèrent sa compétence. Après trois sessions dans un



1. « FBI names 19 men as hijackers » (*Washington Post* – 15 septembre 2001)

avion à moteur unique, l'école décida qu'Hanjour n'était pas prêt à louer un avion par lui-même. [...] »<sup>1</sup>

D'abord, comment Hanjour peut-il avoir exécuté une manœuvre aussi poussée aux commandes d'un Boeing alors que trois semaines plus tôt, on ne le jugeait même pas apte à piloter un simple Cessna ? Et n'est-il pas étrange d'apprendre qu'en 1994, les services secrets français furent parvenus à déjouer un complot terroriste semblable à celui du 11-Septembre, qui n'impliquait pourtant qu'un seul avion, alors que les Américains, en dépit des capacités militaires inhérentes au titre de plus grande puissance mondiale, ne réussirent même pas à se défendre contre un seul des quatre avions détournés en 2001 ?

Mais enchaînons. Le quotidien électronique *Newsday*, de New York, élaborait aussi sur les visites de Hani Hanjour à l'école de pilotage de Bowie, au Maryland, dans son édition du 23 septembre 2001 :

« [...] Toutefois, lorsque [Sheri] Baxter et son collègue instructeur Ben Conner accompagnèrent le svelte et discret Hanjour pour trois examens en vol pendant la deuxième semaine du mois d'août, ils se sont aperçu que celui-ci avait de la difficulté à contrôler et à faire atterrir l'appareil à moteur unique, un Cessna 172. Malgré le fait qu'Hanjour leur avait présenté une licence de pilote fédérale ainsi qu'un carnet de vol répertoriant 600 heures d'expérience de vol, l'instructeur de pilotage en chef Marcel Bernard refusa de lui louer un avion sans leçons supplémentaires. [...] »<sup>2</sup>

Ainsi, la licence d'Hanjour avait donc été accréditée au niveau fédéral. Voilà qui pourrait expliquer pourquoi les autorités refusèrent de discuter de ce sujet. Examinons ensuite un article publié par *CBS News*, le 10 mai 2002 :

« Des mois avant que Hani Hanjour ait présumément projeté un avion d'American Airlines contre le Pentagone, des dirigeants d'une école d'aviation en Arizona l'ont signalé à au moins cinq reprises à la FAA [*Administration d'Aviation Fédérale*], rapporte le correspondant de CBS News Vince Gonzales.

Ce n'était pas par crainte qu'il soit un terroriste qu'il fut signalé, mais plutôt parce que son anglais et ses habiletés de pilotage étaient si mauvaises, ont-ils affirmé à l'*Associated Press*, qu'ils ne pensaient pas qu'il devait conserver sa licence de pilote.

"Je ne pouvais pas croire qu'il possédait une licence commerciale quelconque avec les habiletés qu'il avait", a dit Peggy Chevette, dirigeant de l'ancienne école de pilotage JetTech, à Phoenix. [...]

Et en juillet l'an dernier, un agent du FBI a alerté Washington qu'un grand nombre d'individus du Moyen Orient suivaient des leçons de pilotage, mais il fut ignoré. [...] »<sup>3</sup>

Pourtant, la version officielle affirme clairement que c'est ce même Hanjour qui se trouvait aux commandes du vol 77 lorsqu'il s'écrasa sur le Pentagone.<sup>4</sup>

A la lumière de toutes ces informations, une question fort simple refait surface : comment Hani Hanjour a-t-il pu réaliser, aux commandes d'un Boeing 757, une manœuvre rappelant aux contrôleurs aériens celle d'un avion chasseur quelques semaines seulement après avoir été jugé inapte à piloter un avion de type Cessna ? Aussi incroyable que cela puisse paraître, il s'agit pourtant de la version officielle.

Ajoutons que, contrairement au Pentagone, les tours du World Trade Center étaient

1. « Hanjour a study in paradox » (*Washington Post* – 15 octobre 2001)

2. « Tracing trail of hijackers » (*Newsday* – 23 septembre 2001)

3. « FAA was alerted to Sept. 11 hijacker » (*CBS News* – 10 mai 2002)

4. *911 Commission Report* (21 août 2004)

aisément repérables à travers le panorama new-yorkais en raison de leur impressionnante stature. Le Pentagone ne fait quant à lui que cinq étages de haut, ce qui rend la zone d'impact difficilement accessible à grande vitesse. Selon les experts, parvenir à diriger un Boeing d'une manière aussi précise sur une cible de cette taille nécessitait une habileté de pilotage hors-pair, ce qui manquait visiblement à Hanjour.

Néanmoins, le rapport final de la commission affirme que dans les trois dernières minutes précédant l'écrasement du vol 77, l'avion

« se trouvait à cinq milles à l'ouest-sud-ouest du Pentagone et a entrepris un virage de 330 degrés. A la fin de ce virage, il avait achevé une descente de 2 200 pieds et se dirigeait vers le Pentagone et le centre-ville de Washington. Le pilote terroriste a alors poussé l'accélération à plein régime et a plongé vers le Pentagone. [...] »<sup>1</sup>

A ce stade, il devient approprié de mentionner l'existence d'une technologie datant des années 80 qui permet de diriger à distance un avion quelconque, ceci de manière fort précise. Voici d'ailleurs un extrait tiré du site Internet officiel de la NASA :

« En 1984, les Installations de Recherche d'Aviation Dryden de la NASA [...] et l'Administration d'Aviation Fédérale [FAA] ont joint leurs efforts pour une expérimentation unique en vol nommée *Démonstration d'Impact Contrôlé* (CID) pour tester l'écrasement d'un Boeing 720 en utilisant du carburant régulier incluant un additif devant supprimer le feu. [...] »

Précédant le vol ultime le 1<sup>er</sup> décembre 1984, plus de quatre années d'efforts s'étaient écoulées à tenter d'établir des conditions d'impact finales, lesquelles étant considérées par la FAA comme permettant d'y survivre. Pendant ces années, alors que 14 vols avec équipage furent pilotés, les efforts majeurs suivants étaient mis en développement : [le centre de la] NASA Dryden a développé les techniques de pilotage à distance nécessaires pour que le B-720 vole en tant qu'avion-drone, [...]. Les 15 vols effectuèrent 15 décollages et 14 atterrissages ainsi qu'un nombre d'approches à environ 150 pieds au-dessus du site d'écrasement prévu, sous contrôle à distance. [...] »<sup>2</sup>

Après le quinzième décollage, l'avion s'écrasa précisément à l'endroit voulu dans une énorme boule de feu. C'était en 1984.

Serait-il alors raisonnable d'exclure qu'une telle technologie puisse avoir été utilisée 17 ans plus tard, en 2001, pour mener à terme une opération aussi risquée que significative ?

Cette même technologie figurait d'ailleurs au centre de l'épisode pilote de la série télévisée *The Lone Gunmen*, diffusé sur Fox seulement six mois avant les attentats, soit le 4 mars 2001. Étrangement, ce projet pilote, inspiré de personnages de la série *X-Files*, basait son scénario sur le complot de certains éléments au sein du gouvernement américain, lesquels prenaient le contrôle à distance d'un Boeing et l'écrasaient ensuite contre... le World Trade Center.



Pouvait-on trouver mieux pour ridiculiser l'idée que le gouvernement américain puisse lui-même concevoir un manège aussi sordide dans le seul but de parvenir à des fins criminelles ? Ou serait-ce une simple coïncidence, au-delà des similitudes frappantes avec les événements du 11-Septembre, que cette émission de très grande

1. 911 Commission Report (21 août 2004)

2. « Controlled Impact Demonstration » (CID), site officiel de la NASA.

écoute ait été présentée au public seulement six mois avant les attentats ?

A ce propos, citons un bref extrait de l'épisode en question. La scène suivante se déroule lorsque le fils, John, interroge son père, un Américain influent au courant de l'attaque imminente :

« [...] Bertram : 'John...'

John : 'Papa...'

Bertram : 'Veux-tu bien me dire ce que tu fais ? Pourquoi ne peux-tu pas demeurer hors de tout cela ? Me laisser tranquille ?'

John : 'Qu'est-ce que le scénario 12-D ? Nous savons que c'est un jeu de guerre simulée, que c'est en lien avec le contre-terrorisme et l'aviation commerciale. Pourquoi est-ce important au point de tuer ?'

Bertram : 'Parce que ce n'est plus un jeu maintenant.'

John : 'Si une certaine organisation terroriste désire passer à l'action selon ce scénario, pourquoi te prendraient-ils toi pour cible à assassiner ?'

Bertram : 'Cela dépend de qui sont les terroristes.'

John : 'Ceux qui ont conçu le plan en premier lieu... Tu es en train de me dire que notre gouvernement prévoit de commettre un acte de terrorisme contre un de nos avions...'

Bertram : 'Ça y est ! Blâme le gouvernement en entier, comme d'habitude. C'est une faction, une petite faction.'

John : 'Pour quel motif ?'

Bertram : 'La Guerre Froide est terminée, John. Et sans aucun ennemi tangible contre qui accumuler les munitions, l'industrie des armes est à plat. Mais amène un [Boeing] 727 rempli à craquer en plein cœur de la ville de New York, et tu trouveras une douzaine de dictateurs insignifiants autour du monde, prétendant en être responsables et suppliant d'être bombardés.'

John : 'Je ne peux pas le croire. Tout ceci dans le but d'augmenter les ventes d'armes ?'

Bertram : 'Mm-Hmm.'

John : 'Quand ?'

Bertram : 'Ce soir.'

John : 'Comment vas-tu les en empêcher ? Pourquoi n'as-tu pas averti le monde entier, la presse ?'

Bertram : 'Tu crois que je respirerais encore 30 minutes après avoir passé cet appel ? La presse ? Qui va publier cette histoire ?' [...] »<sup>1</sup>

Soulignons à ce stade-ci que la compagnie Raytheon, qui se décrit elle-même comme étant le 'leader mondial dans la conception et le développement de solutions pour atterrissages et la navigation par satellite pour des applications militaires et civiles', annonçait publiquement cinq jours avant les attentats qu'elle venait de compléter avec succès, conjointement avec l'US Air Force, la première phase d'un système permettant de guider avec précision des avions à partir du système GPS (Système de positionnement global)<sup>2</sup>. En d'autres mots, diriger un avion à distance, sans pilote à l'intérieur, à l'aide d'un système doté d'une précision extraordinaire.

Alors que ceci n'est possiblement qu'une coïncidence additionnelle, la compagnie Raytheon ne perdit pas un, ni deux, mais bien cinq de ses employés dans les attaques du 11-Septembre. Tous se trouvaient à bord des avions. Et tous occupaient des postes

1. *The Lone Gunmen* (mars 2001)

2. « Raytheon and the US Air Force demonstrate new technology aircraft precision approach and landing system » (*Raytheon News release* – 6 septembre 2001)



importants au sein de la compagnie. Voici un extrait d'article tiré du service de nouvelles *PRNewswire*, daté du 13 novembre 2001 :

« Lors d'une cérémonie privée tenue aujourd'hui aux installations de Raytheon à Andover, le brigadier-général de l'Armée, Edward M. Harrington, directeur de l'Agence de Gestion des Contrats de la Défense, a remis la Médaille de la Protection de la Liberté, l'équivalence civile du Purple Heart, aux familles des employés de Raytheon qui ont péri dans la tragédie du 11-Septembre : Peter Gay, de Tewksbury, Massachussets ; Stanley Hall, de Clifton, Virginie ; David Kovalcin, de Hudson, New Hampshire ; et Kenneth Waldie, de Methuen, Massachussets.

Herb Homer, un directeur exécutif corporatif de l'Agence de Gestion des Contrats de la Défense assigné à Raytheon, mérita également la Médaille de la Défense de la Liberté. [...] »<sup>1</sup>

Le fait que ces personnes occupaient tous des postes haut placés dans la hiérarchie de Raytheon serait-il un simple hasard supplémentaire ?

David Kovalcin était un ingénieur en mécanique haut placé<sup>2</sup>. Peter Gay était vice-président des opérations<sup>3</sup>. Kenneth Waldie, ingénieur haut placé au contrôle de la qualité<sup>4</sup>. Stanley Hall était directeur de la gestion des programmes et se faisait appeler le « doyen de la guerre électronique » par ses collègues<sup>5</sup>. Herb Homer, quant à lui, était un responsable spécifiquement assigné à Raytheon au Département de la Défense américaine, en poste depuis 27 ans<sup>6</sup>.

Seul le vol 93, qui s'écrasa dans un champ de Pennsylvanie, ne transportait pas d'employés de Raytheon.

Ajoutons que cinq employés de la firme *PricewaterhouseCoopers*, chargée de la comptabilité et de la vérification des finances de Raytheon<sup>7</sup>, périrent également à bord des avions le 11-Septembre. Ils sont : Kelly Ann Booms, comptable<sup>8</sup> ; Jessica Sachs, comptable<sup>9</sup> ; Brian Kinney, inspecteur<sup>10</sup> ; Patrick J. Quigley VI, associé à Pricewaterhouse depuis 11 ans<sup>11</sup> ; et Daniel Brandhorst, avocat-comptable<sup>12</sup>.

Et puisqu'il est question de Raytheon, vérifions à qui appartenait un certain hangar privé où un groupe d'Arabes très particulier fut déposé le 13 septembre 2001, pour ensuite être escorté hors du pays avec l'aide des services secrets américains :

« [...] Néanmoins, vers 13h30 ou 14h, le 13 septembre, Dan Grossi recevait son appel. On l'informait que les Arabes seraient déposés aux *Services Aéroportuaires Raytheon*, un hangar privé de l'aéroport international de Tampa. [...] »<sup>13</sup>

Notons que ces Arabes n'étaient autres que des membres de la famille d'Oussama

---

1. « Raytheon employees lost to the Sept. 11 tragedy awarded defense of freedom medal » (*PRNewswire* – 13 novembre 2001)

2. David Kovalcin (*Remember September 11th 2001*)

3. Peter Gay (*Remember September 11th 2001*)

4. Kenneth Waldie (*Remember September 11th 2001*)

5. Stanley Hall (*Remember September 11th 2001*)

6. Herb Homer (*Remember September 11th 2001*)

7. PricewaterhouseCoopers to pay \$50M in proposed settlement of all claims against it in Raytheon Securities Class Action (*Office of the New York State Comptroller* – 25 mai 2004)

8. Kelly Ann Booms (*Remember September 11th 2001*)

9. Jessica Sachs (*Remember September 11th 2001*)

10. Brian Kinney (*Remember September 11th 2001*)

11. Patrick J. Quigley VI (*Remember September 11th 2001*)

12. Daniel Brandhorst (*Remember September 11th 2001*)

13. « Saving the Saudis » (*Vanity Fair* – Octobre 2003)

Ben Laden. Mais nous reviendrons en détails sur cette histoire un peu plus loin.

Examinons maintenant les photos du Pentagone (voir photos en annexe – PH-13.1 à 13.16). Remarquons d’abord l’absence de débris quelconques sur la terrasse devant le bâtiment après l’impact, de même que la quantité impressionnante de débris sur les photos qui furent prises plus tard.



Puis considérons tout particulièrement la taille du trou dans le mur immédiatement après l’explosion, comme le révèlent les rares photos qui furent prises avant que le toit ne s’effondre, soit environ 30 à 45 minutes après l’impact. Est-ce là un trou suffisamment grand pour qu’un Boeing 757 s’y encastre (voir photo en annexe – PH-13.7 à 13.11) ? A quel endroit peut-on apercevoir les traces d’impact laissées par les deux énormes moteurs à réaction, fixés à chacune des ailes et pesant entre 7 000 à 10 000 livres chacun ?



Citons maintenant les propos de Jamie McIntyre, correspondant de CNN qui se trouvait en direct devant le Pentagone au matin du 11 septembre :

« [...] D'après mon inspection rapprochée, il n'y a pas de preuves témoignant qu'un avion s'est écrasé aux environs du Pentagone. Le seul site est en fait ce côté du Pentagone qui s'est effondré. Et comme je l'ai dit, les seuls morceaux qui restent que l'on peut voir sont assez petits pour qu'on les tienne dans sa main. Il n'y a pas de grosse section de queue, d'aile, de fuselage, rien de ce genre autour qui indiquerait que l'avion entier s'est écrasé dans le flanc du Pentagone pour ensuite causer l'effondrement. Même si l'on regarde les images du Pentagone et que l'on voit les étages qui se sont écroulés, ceci ne s'est pas produit immédiatement. Ce n'est qu'environ 45 minutes plus tard que la structure s'est affaiblie suffisamment pour que les étages s'effondrent. [...] »<sup>1</sup>



---

1. *Live coverage* (CNN – 11 septembre 2001)



Le correspondant de CNN n'était d'ailleurs pas le seul à constater l'absence de débris d'avion au Pentagone. Voyons par exemple les impressions du sergent Reginald Powell, qui faisait partie des premières équipes médicales d'urgence à se présenter sur les lieux. Ses propos sont tirés des archives de l'*Office of Medical History* :

« [...] J'étais surtout impressionné, vraiment impressionné par la manière dont l'édifice a tenu le coup, après qu'ils m'aient informé du format de l'avion. J'étais ensuite stupéfait de ne voir aucun avion, qu'il ne restait rien de l'avion. C'était comme s'il s'était désintégré en pénétrant dans l'édifice. [...] »<sup>1</sup>

De la même source, citons également la réaction d'Eileen Murphy, infirmière en chef lors des opérations de secours cette journée-là.

« [...] Je savais qu'il s'agissait d'un site d'écrasement avant que nous arrivions sur les lieux, mais j'ignorais de quoi ça aurait l'air. Je ne pouvais pas m'imaginer, parce que l'édifice est solide comme le roc. Je m'attendais à voir l'avion, alors je crois que ma réaction initiale a été : 'Où est l'avion ? Comment se fait-il qu'il n'y ait pas d'avion ?' J'aurais cru que l'édifice l'aurait bloqué et que nous aurions vu, d'une façon ou d'une autre, quelque chose comme une partie, ou une moitié, ou la partie inférieure, ou l'arrière de l'avion. Alors c'était réellement toute une surprise que l'avion n'y soit pas. [...] »<sup>2</sup>

Remarquons de plus l'absence de débris d'avion sur les images de l'anneau C du Pentagone, présumé point de sortie du vol 77 (voir photos en annexe – PH-13.19 à



1. « Sergeant First Class Reginald Powell » (*Office of Medical History – Archives*)

2. « Infirmière en chef Eileen Murphy » (*Office of Medical History – Archives*)

13.21). Où est donc passé cet énorme Boeing ?

Examinons ensuite de plus près les commentaires de Danielle O'Brien, contrôleur aérien, publiés par ABC News, le 24 octobre 2001 :

« Il fallut six semaines, mais la contrôleur de trafic aérien Danielle O'Brien est maintenant prête à parler du 11-Septembre. [...] »

O'Brien était assignée à la salle de radar et, à 8h25, elle s'affairait au départ routinier et ponctuel du vol American Airlines 77, l'avion qui, une heure et douze minutes plus tard, allait s'écraser sur le Pentagone. [...]

"C'est alors que j'ai remarqué l'avion. C'était un avion non identifié situé au sud-ouest de [l'aéroport] Dulles, qui se déplaçait à une vitesse très élevée. Je n'avais qu'un simple 'blip' sur mon écran, rien de plus. [...]"

A une vitesse d'environ 500 milles à l'heure (805 km/h), l'avion se dirigeait droit vers ce qui est connu comme P-56, l'espace aérien protégé 56, qui couvre la Maison-Blanche ainsi que le Capitole.

"La vitesse, la maniabilité, la manière dont il tournait, nous avons tous cru dans la salle de radar, nous qui sommes tous des contrôleurs de trafic aérien expérimentés, que c'était un avion militaire", affirme O'Brien. "On ne pilote pas un [Boeing] 757 de cette manière. Ce n'est pas sécurisé." [...]

"Dans la salle, c'était presque un sentiment de soulagement. Ce doit être un avion chasseur. Ce doit être un de nos gars qui a été envoyé, déployé pour patrouiller notre capitale, et pour protéger notre président, et nous nous sommes enfoncés dans nos sièges et avons respiré pendant une seconde", a dit O'Brien. [...] »<sup>1</sup>

Toutefois, contrairement à ce qu'ils supposèrent sur le moment, personne n'avait encore été envoyé pour protéger la capitale américaine. Et alors que tous les contrôleurs aériens croyaient avoir affaire à un avion militaire à cause de la maniabilité de l'appareil, on nous demande de croire que c'était Hani Hanjour, médiocre pilote de Cessna, qui dirigeait fièrement cet énorme Boeing d'une main de maître, volant à la rencontre de son destin.

Tel que mentionné précédemment, il apparaît discutable, à en juger par sa taille, que le trou laissé dans le mur du Pentagone puisse avoir été causé par l'impact d'un Boeing 757. Les sceptiques abondent d'ailleurs à ce sujet. Il serait pourtant si simple pour le gouvernement américain de les faire taire en rendant publique une vidéo montrant clairement l'avion d'American Airlines percutant le célèbre édifice.

A ce jour cependant, aucune vidéo ni photo ne peut attester que le vol 77 s'est réellement écrasé contre le Pentagone. Outre les témoins oculaires, dont les rapports diffèrent grandement, personne du grand public n'a pu constater de ses yeux ce qui s'est réellement produit à cet endroit, vers 9h35 au matin du 11 septembre. Il faut préciser que certaines vidéos ont bien été rendues publiques, mais tout ce qu'on peut y voir est une traînée de fumée suivie d'une énorme boule de feu. Aucune image ne révèle clairement l'objet qui a frappé le Pentagone.

Est-ce à croire que l'un des bâtiments les mieux protégés de la planète ne disposait d'aucune caméra ayant capté l'objet qui causa ce trou ? De plus, le gouvernement américain attendit jusqu'en mai 2006 avant de rendre publique une première vidéo, qui ne montrait pourtant rien d'autre qu'une boule de feu sur des images saccadées<sup>2</sup>. Pourquoi avoir attendu si longtemps ?

Notons également la rapidité avec laquelle le FBI confisqua les enregistrements

1. « Air traffic controllers recall Sept.11 » (ABC News – 24 octobre 2001)

2. « First video of Pentagon 9/11 attack released » (CNN – 16 mai 2006)

ayant potentiellement capté les images de ce qui percuta le Pentagone ce matin-là. L'extrait suivant est tiré du *National Geographic News*, en date du 11 décembre 2001 :

« [...] Il y a trois mois, à 9h38 au matin du 11 septembre, un mardi, Jose Velasquez entendit un grondement de mort imminente au-dessus de lui. "Je savais que quelque chose n'allait pas. Les avions arrivent généralement du nord et de l'ouest (pour atterrir à l'aéroport national Reagan), pas du sud. Et pas si bas." [...]

Mais Velasquez a raccroché le combiné et a couru à l'extérieur lorsqu'il a senti la station d'essence [Citgo] qu'il supervisait commencer à trembler soudainement à cause d'un avion trop proche. [...]

Sa station d'essence, ouverte seulement au personnel du Département de la Défense, est la dernière structure entre le Pentagone et la colline qui, quelques heures plus tard, allait devenir un lieu de deuil. [...]

Velasquez dit que les caméras de sécurité de la station d'essence sont assez près du Pentagone pour avoir enregistré le moment de l'impact. "Je n'ai jamais vu de quoi les images avaient l'air", a-t-il dit. "Le FBI était ici en moins de quelques minutes, et ils ont pris l'enregistrement." »<sup>1</sup>

L'une des photos annexées à cet ouvrage montre bien le point de vue qu'avait la station d'essence sur le Pentagone (voir PH-13-29) :



N'est-il pas étonnant que les services secrets américains aient été si prompts à réagir et à confisquer les enregistrements suite à l'attaque, après avoir fait preuve d'autant d'incompétence et d'inefficacité à déceler et à prévenir le complot ?

Observons aussi ce que rapporta Jamie McIntyre, correspondant de CNN, le 7 mars 2002. Les images auxquelles il fait référence d'entrée de jeu sont les photos provenant de l'une des caméras de sécurité du Pentagone, dont l'enregistrement intégral fut finalement rendu public en mai 2006. Impossible d'y distinguer un Boeing (voir photos en annexe – PH-13.22 à 13.27) :

---

1. « Three months on, tension lingers near the Pentagon » (*National Geographic News* – 11 décembre 2001)



« [...] Ces images sont les premières à être révélées au public, mais elles ne sont pas les seules images montrant l'avion qui frappe le Pentagone. Des sources ont dit à CNN que le FBI a confisqué le 11 septembre l'enregistrement d'une caméra de sécurité d'un hôtel [Sheraton] situé tout près, qui a également capté l'attaque. Jusqu'ici, le Département de la Justice a refusé de rendre public cet enregistrement.

[Présentateur Aaron] Brown : Pourquoi ? A-t-on une idée de la raison pour laquelle ils ne le rendent pas public ?

[Jamie] McIntyre : Eh bien, ils prétendent – nous avons déposé une requête d'accès à l'information pour l'obtenir – ils prétendent qu'il [l'enregistrement] pourrait fournir des renseignements à quelqu'un d'autre qui pourrait vouloir nuire aux Etats-Unis. Mais les responsables à qui j'ai parlés ici au Pentagone disent qu'ils ne voient à cet enregistrement aucune valeur criminelle ou pouvant concerner la sécurité nationale. Le FBI a tendance à retenir la documentation. Mais le gouvernement pourrait éventuellement rendre l'enregistrement public, et s'ils le font, nous vous en informerons.

Brown : Jamie, merci. J'ai dû manquer quelque chose pour comprendre quelles sont les possibilités de renseignements, mais ça m'arrive parfois. [...] »<sup>1</sup>

A nouveau, remarquons que le FBI fut rapide à récupérer un autre enregistrement ayant capté la scène au Pentagone, celui de l'hôtel Sheraton cette fois. De plus, la justification pour ne pas rendre ceux-ci publics laisse, quant à elle, à désirer. En effet, alors que la planète entière est au courant qu'un avion fut utilisé pour attaquer le célèbre symbole militaire américain, comment le fait de rendre public cet enregistrement pourrait-il fournir de nouveaux renseignements à qui que ce soit, si l'enregistrement ne montre rien d'autre que le vol 77, bien entendu ? Serait-il possible qu'on puisse y voir autre chose qu'un Boeing 757 d'American Airlines ?

Outre les enregistrements de la station d'essence Citgo et de l'hôtel Sheraton National, d'autres caméras ont pu capter les images de l'impact, notamment celles du Département des Transports de la Virginie, situées sur l'autoroute tout près du Pentagone, ainsi que de nombreuses autres caméras appartenant au Pentagone lui-même.<sup>2</sup>

Au total, jusqu'à 80 caméras, la plupart d'entre elles faisant partie du système de surveillance du Pentagone, auraient potentiellement capté l'impact. Pourtant, plus de sept ans après les attaques, aucune image ne montre clairement ce qui s'est produit au Pentagone.

Il est également intéressant de savoir que la journée du 11 septembre 2001 marquait la fin d'une première phase de rénovations au Pentagone<sup>3</sup>. Aussi étonnant que cela puisse paraître, la section de l'édifice qui fut attaquée par les terroristes était précisément celle qui venait d'être fraîchement rénovée.

En quoi consistaient donc les rénovations dans cette section ? Entre autres, des colonnes d'acier y avaient été installées pour résister aux explosions. Et comme par hasard, à cause de ces rénovations, le nombre d'employés se trouvant à l'endroit affecté ce matin-là était de plus de 80 % inférieur à son niveau habituel.

Voici à ce sujet un extrait tiré du *Los Angeles Times* daté du 16 septembre 2001 :

« [...] La rénovation – dont les coûts sont estimés à plus d'un milliard de dollars lorsqu'elle prendra fin – est encore à moins d'un cinquième complétée. [...] »

Mais la vidéo a aussi démontré à quel point les dommages auraient pu s'avérer pires.

Le vol American Airlines 77 a percuté une portion de l'édifice ayant déjà été rénovée. C'était la seule section du Pentagone munie d'un système de gicleurs, et elle avait été reconstruite avec un réseau de colonnes d'acier et de poutres pouvant résister à des explosions de bombes. La fortification d'acier, assemblée de manière à former une structure continue entre les cinq étages du Pentagone, a empêché cette section de l'édifice de s'effondrer pendant 30 minutes – assez longtemps pour que des centaines de personnes s'extirpent des décombres en sécurité.

La section frappée par l'avion était également équipée de fenêtres à l'épreuve des explosions – deux pouces d'épaisseur et 2 500 livres chacune – qui sont demeurées intactes pendant l'impact et le feu. Cette section était aussi munie de portes à l'épreuve du feu, à ouverture automatique, ainsi que des sorties nouvellement construites qui ont permis aux gens de s'enfuir.

"C'était une terrible tragédie, mais je suis là pour vous dire que si nous n'avions

1. « CNN Newsnight with Aaron Brown » (CNN – 7 mars 2002)

2. « First video of Pentagon 9/11 attack released » (CNN – 16 mai 2006)

3. « On the ground at the Pentagon on Sept. 11 » (*Newsweek* MSNBC – 28 septembre 2003)



pas effectué ces travaux dans l'édifice, ce pourrait avoir été vraiment, vraiment pire", a affirmé [Lee] Evey. "Le fait qu'ils aient percuté une section que nous avons construite si solidement fut un cadeau merveilleux."

Le reste du Pentagone ne s'en serait pas tiré aussi bien.

L'incendie qui s'est propagé dans l'édifice a causé le plus de dommages dans une section non rénovée, sans système de gicleurs ni de fenêtres solides ou de renforcements en acier. Mais la plupart des bureaux à cet endroit étaient vides suite aux rénovations.

Alors qu'environ 4 500 personnes auraient normalement travaillé dans les sections les plus durement touchées, il ne s'en trouvait qu'environ 800 à cet endroit mardi grâce à la rénovation, ont déclaré les responsables. [...] »<sup>1</sup>

Evidemment, certains n'y verront à nouveau qu'un simple coup de chance pour les Américains à travers cette tragédie. Mais d'autres sont quant à eux plus sceptiques et se demandent pourquoi les terroristes n'auront pas plutôt choisi d'écraser le Boeing directement sur le toit de l'édifice. D'un point de vue aérien, une telle manœuvre eut certes été beaucoup plus simple à accomplir. L'avion emprunta toutefois une approche incontestablement plus complexe, à ras le sol, comme en témoignent ces lampadaires qui furent renversés sur sa trajectoire (voir photos en annexe – PH-13.17 et 13.18).



Bref, comme le résumait le titre de l'article du *Los Angeles Times* cité précédemment, le Pentagone fut frappé à l'endroit où il était le moins vulnérable. De plus, mentionnons à titre informatif une coïncidence historique relevée dans cet article du *Times* : la construction de cet édifice du Département de la Défense avait débuté le 11 septembre 1941, soixante ans jour pour jour avant l'attaque.

Signalons également au passage l'étrange décision que prirent Hani Hanjour et ses collègues terroristes du vol 77 dans les jours précédant les attentats. Pour se loger, le groupuscule opta en effet pour un motel plutôt particulier, comme le rapportait cet

1. « Pentagon, a vulnerable building, was hit in least vulnerable spot » (*LA Times* – 16 septembre 2001)

article de la BBC paru le 8 juin 2002 :

« [...] Dix-neuf hommes armés seulement de canifs et de leur fanatisme sont parvenus à mener à terme avec succès un complot qui passa tout à fait inaperçu aux yeux de la machine des services de renseignements de l'Amérique, elle qui fonctionne avec un budget de 40 milliards de dollars annuellement.

Ils y sont parvenus parce qu'ils vivaient et travaillaient, non pas dans l'ombre où opèrent les espions, mais au grand jour.

En fait, l'une des ironies les plus bizarres de tout cela est que cinq des terroristes habitaient dans un motel situé tout juste à l'extérieur du portail de la NSA [Agence de Sécurité Nationale].

Tôt au matin du 11 septembre, lorsque Hani Hanjour et ses quatre complices quittèrent le motel Valencia sur la route nationale 1 en direction de l'aéroport Dulles de Washington, ils rejoignirent le flot d'employés de la NSA qui se rendaient au travail.

Trois heures plus tard, ils détournèrent le vol 77 et l'écrasèrent contre le Pentagone. [...] »<sup>1</sup>

Le même article donnait précédemment un aperçu du pouvoir et de l'importance de la NSA en précisant que cette agence secrète comptait « 38 000 employés quotidiens, soit plus que la CIA et le FBI combinés ». C'était donc très certainement une idée de génie pour les cinq terroristes que d'aller passer leurs derniers jours aux abords de la gueule du loup...

Enchaînons avec un aspect crucial mais pourtant méconnu du 11-Septembre. Il serait d'ailleurs tout simplement inconcevable de rédiger un ouvrage semblable à celui-ci sans souligner le témoignage de Norman Mineta, ministre américain des Transports au moment des attaques. Celui-ci témoigna publiquement devant la commission d'enquête le 23 mai 2003.

Voici un extrait de son témoignage, particulièrement digne d'intérêt :

« [...] M. Lee Hamilton [vice-président de la commission] : "Je voudrais porter notre attention un moment sur le Centre Présidentiel des Opérations d'Urgence [PEOC]. Vous vous y trouviez une bonne partie de la journée. Je crois que vous y étiez avec le vice-président [Dick Cheney]. Et quand l'ordre fut donné, je crois que c'était par le président, d'autoriser d'abattre les avions commerciaux qui étaient suspectés d'être sous le contrôle des terroristes, y étiez-vous lorsque cet ordre fut donné ?

M. Norman Minetta : "Non, je n'y étais pas. J'en ai été informé pendant que l'avion se dirigeait vers le Pentagone. Un jeune homme est entré et a dit au vice-président : 'L'avion se trouve à 50 milles. L'avion se trouve à 30 milles.' Et lorsqu'il en fut à dire : 'L'avion est à 10 milles', le jeune homme a également demandé au vice-président : 'Est-ce que les ordres tiennent toujours ?' Le vice-président s'est retourné et a rapidement tourné la tête en disant : 'Evidemment que les ordres tiennent toujours. As-tu entendu quelque chose qui indique le contraire ?' Alors, à ce moment je ne savais pas ce que cela signifiait.

M. Lee Hamilton : 'Le vol auquel vous faites



1. « America's most powerful spy agency » (BBC – 8 juin 2002)

référence est celui qui... ?

M. Norman Mineta : 'Le vol qui a percuté le Pentagone.' [...] »<sup>1</sup>

Ces informations s'avèrent hautement problématiques puisqu'elles contredisent directement trois des conclusions publiées dans le rapport final de la commission. D'abord, le rapport officiel établit que le vice-président Dick Cheney n'est arrivé au Centre Présidentiel des Opérations d'Urgence (PEOC), sous la Maison-Blanche, qu'à 9h58 au matin du 11 septembre. Puis, la commission d'enquête atteste que ce n'est qu'à 10h25 que l'ordre d'abattre un avion fut donné par le président. Finalement, la commission a conclu malgré ce témoignage que les militaires n'ont reçu aucun avertissement au sujet du vol 77 avant que celui-ci ne s'écrase contre le Pentagone.<sup>2</sup>

Ainsi, puisque le ministre Mineta a pris connaissance de l'existence de l'ordre d'abattre des avions suspectés d'être sous le contrôle des terroristes avant que le vol American Airlines 77 ne s'écrase sur le Pentagone à 9h37, il est donc impossible que cet ordre ne soit venu qu'à 10h25 tel que le prétend le rapport de la commission. Toutefois, ce témoignage permet d'envisager qu'un pilote d'avion chasseur ait pu avoir reçu l'autorisation d'abattre le vol 93 dans le ciel de Pennsylvanie vers 10h03.

Dans un deuxième temps, Dick Cheney ne peut être arrivé au PEOC à 9h58 comme l'a conclu la commission d'enquête puisque le ministre Mineta atteste clairement de la présence du vice-président avant que le vol 77 ne percuté le Pentagone à 9h37.

Mais surtout, il ne peut évidemment être exact qu'aucun avertissement n'ait été reçu à propos du vol 77, puisque le personnel du PEOC a tenu un décompte en temps réel de la distance de cet avion.

Etrangement, la commission d'enquête décida d'omettre complètement le témoignage de Norman Mineta dans son rapport final, publiant plutôt des informations contradictoires à celui-ci. Pour quelle raison les membres de la commission décidèrent-ils d'ignorer un témoignage aussi important, permettant d'établir que le vol 77 était en fait surveillé de près et que Dick Cheney se trouvait au PEOC avant que le Pentagone ne soit frappé ? Naturellement, ceci aurait par le fait même forcé la commission à s'intéresser à la nature des ordres auxquels M. Mineta faisait référence.

Et pourquoi donc Lee Hamilton ne chercha-t-il seulement pas à clarifier, lors du témoignage de M. Mineta, ce qui s'est produit après le décompte des 50, 30, puis 10 milles ? Bien sûr, il est possible de déduire que l'avion en question se sera écrasé sur le Pentagone, mais n'est-ce pas là un élément digne d'une précision accrue ?

A ne pas en douter, le témoignage de l'ancien ministre des Transports américain devant la commission d'enquête souleva ultimement plus de questions que de réponses. C'est pourquoi l'interview qu'accorda M. Mineta à l'*Academy of Achievement* s'avère très utile dans le contexte. Voici un extrait pertinent de celle-ci :

« [...] Alors, je suis entré dans la Maison-Blanche et quelqu'un m'a dit 'Vous devez recevoir des instructions de Dick [Richard] Clark dans la Salle de Situation. Je m'y suis rendu, il m'a parlé pendant environ quatre ou cinq minutes et il a dit : 'Vous devez vous rendre au PEOC'. J'ai dit : 'Qu'est-ce que le PEOC ?' Il a répondu que c'était le Centre Présidentiel des Opérations d'Urgence. Je lui ai dit que je ne savais pas où c'était ni ce que c'était. Il y avait un agent des services secrets qui se tenait là. Il a dit : 'Je vais vous y mener'. En fait, c'est ce bunker qui se trouve profondément sous la Maison-Blanche.

1. « Norman Mineta testimony » (*National Commission on Terrorist Attacks upon the United States – Public Hearing*, 23 mai 2003)

2. *911 Commission Report* (21 août 2004)

Je suis arrivé au PEOC, et le vice-président s’y trouvait déjà. Il y avait une grosse table de conférence, avec des téléphones partout. J’ai pris un des téléphones et j’ai appelé mon bureau ; j’ai gardé une ligne ouverte, et j’ai utilisé un autre téléphone pour contacter la FAA – le centre des opérations de l’Administration Fédérale d’Aviation – en gardant aussi la ligne ouverte pour alterner entre les deux lignes.

Un jeune homme est entré et il a dit au vice-président : ‘Il y a un avion à 50 milles en direction de [Washington] D.C.’ Alors j’ai dit à Monty Belger, qui est le deuxième responsable à la FAA : ‘Monty, qu’est-ce que tu as sur le radar à propos de cet avion qui approche ?’ Il a dit : ‘Eh bien, le transpondeur a été éteint, alors nous ne savons pas qui c’est, et nous ne connaissons pas son altitude ni sa vitesse.’ J’ai demandé : ‘Mais où est-il ?’ Il a répondu : ‘Quelque part après Great Falls en ce moment.’ Alors le jeune homme est entré et a dit qu’il [l’avion] se trouvait maintenant à 20 milles. J’ai dit : ‘Monty, où se trouve l’avion par rapport au sol ?’ Il est difficile sur le radar de définir un point de repère au sol, mais ils peuvent être en mesure de déterminer approximativement la distance de n’importe quel endroit où nous sommes, sauf qu’ils ne pouvaient pas dire la vitesse ou l’altitude. Et alors, tout à coup, pendant que je lui parlais, il a dit : ‘Oh, j’ai perdu le signal [de l’avion]. J’ai perdu la cible.’ J’ai dit : ‘Mais où est-il ?’ Il a répondu : ‘Quelque part entre Rosslyn [banlieue de Washington] et l’aéroport National’. Et environ au même moment, quelqu’un nous a interrompus et a dit : ‘Monsieur le ministre, nous venons tout juste d’avoir la confirmation par un officier de police du district d’Arlington disant qu’il a vu un avion d’American Airlines s’écraser sur le Pentagone.’ Alors j’ai dit : ‘Monty, ordonne à tous les avions d’atterrir.’ [...] »<sup>1</sup>

Voilà qui apporte certains éclaircissements importants. A nouveau, il ne fait aucun doute que le vice-président se trouvait dans le PEOC avant que le Pentagone ne soit frappé, contrairement à ce que prétend le rapport officiel, qui négligea de mentionner le témoignage de M. Mineta.

La seule discussion entre le jeune homme et le vice-président recelait pourtant des informations capitales. En effet, l’existence d’un décompte de « 50 milles, 30 milles, puis 10 milles » nous indique implicitement qu’un avion se dirigeait vers Washington et que le PEOC en était parfaitement averti. Survient ensuite la question-clé que pose la jeune homme : « *Est-ce que les ordres tiennent toujours ?* »

Pourquoi est-ce une question-clé ?

D’abord parce que ces ordres avaient été établis avant le début du décompte et qu’aucune action ne vint protéger le Pentagone. Deuxièmement parce que la question survenait dans un contexte où l’Etat-major américain était informé qu’un avion dont le transpondeur avait été éteint se dirigeait droit sur Washington et l’espace aérien protégé, alors que les Etats-Unis étaient « sous attaque » depuis plus de 30 minutes déjà. Et troisièmement parce que la nature de ces ordres demeure à ce jour inexplicée.

Soulignons au passage que de septembre 2000 à juin 2001, NORAD (Commandement de Défense Aérienne de l’Amérique du Nord) était parvenu à déployer ses avions chasseurs à 67 reprises avec succès sans que rien ne vienne entraver la réaction du système de défense aérien<sup>2</sup>. Mais au matin du 11-Septembre, quatre avions de ligne détournés réussissaient à leur filer entre les doigts en moins de deux heures.

Il est intéressant à ce stade de s’intéresser à la réaction du commandant en chef de l’armée de l’air russe, le général Anatoli Kornukov, au lendemain des attentats :

1. « From internment camp to the halls of Congress/Norman Mineta interview » (*Academy of Achievement* – 3 juin 2006)

2. « Military now notified immediately of unusual air traffic events » (AP – 08/12/2002)

« "Il est généralement impossible d'exécuter un acte de terrorisme selon le scénario qui s'est déroulé aux Etats-Unis hier." Voilà les propos tenus par le commandant en chef de l'Armée de l'Air russe, Anatoli Kornukov. "Nous avons fait face à des faits semblables également", a affirmé candidement le général. Kornukov n'a pas spécifié ce qui s'était produit en Russie, ni quand ou jusqu'à quel point les événements ressemblaient à ce qui s'est produit aux Etats-Unis. [...]

Mais le fait que le général ait affirmé cela en dit long. Il semble que la méthode utilisée par les terroristes en Amérique n'est pas unique. Le système de notification et de contrôle du transport aérien en Russie ne permet pas aux avions de se soustraire à son contrôle et déclenche une réaction immédiate de la défense antimissile, a dit Kornukov. "Aussitôt qu'une chose semblable se produit ici, j'en suis immédiatement informé et nous sommes tous en alerte", a affirmé le général. »<sup>1</sup>

Qu'y avait-il donc de spécial lors de ce fameux matin de septembre pour que le système de défense militaire américain ne soit pas à la hauteur ?

Pour nous aider à percer ce mystère, concentrons-nous sur la progression du vol American Airlines 77 et sur ce que les autorités savaient à son sujet. Selon ce qu'a conclu le rapport final de la commission d'enquête, le vol 77 commença à dévier de sa trajectoire à 8h54 puis, deux minutes plus tard, son transpondeur fut éteint (présumément par les terroristes). Au même moment, le signal primaire de l'avion disparut également des écrans radar.

Il faut savoir que les informations émises par le transpondeur (un émetteur qui renseigne les contrôleurs aériens sur la compagnie de l'appareil, sur le numéro du vol, sur son altitude, sa vitesse, ce type de renseignements) et le signal primaire que renvoie un avion (un simple signal, un 'blip' sur l'écran radar du contrôleur désignant toute matière généralement métallique se trouvant dans le ciel) sont deux choses bien distinctes. Lorsque le transpondeur n'est pas activé, le signal primaire est tout de même capté par les radars. Ce signal primaire est d'ailleurs celui que les contrôleurs aériens aperçoivent lorsque des objets non identifiés (ovnis) ou encore des avions ennemis, en temps de guerre, apparaissent sur leurs écrans radar.

Dans le cas du vol 77 toutefois, le signal primaire fut étrangement perdu au même moment que le transpondeur fut éteint, ce qui n'aurait normalement pas dû se produire puisque les radars captent séparément les deux signaux, qui sont indépendants l'un de l'autre. Voici l'explication du rapport final de la commission d'enquête pour expliquer cette anomalie :

« [...] L'échec à repérer le signal primaire sur le radar pour le vol American 77 nous a mené à des investigations plus approfondies de cette question. Les reconstructions radar qui ont eu lieu après le 11-Septembre ont révélé que l'équipement radar de la FAA avait suivi le vol à partir du moment où le transpondeur avait été éteint à 8h56. Mais pendant huit minutes et treize secondes, de 8h56 à 9h05, le signal primaire du vol American 77 ne fut pas affiché sur les écrans radar des contrôleurs du Centre d'Indianapolis. Les raisons sont techniques, provenant de la manière dont le logiciel a traité l'information radar ainsi que d'une pauvre couverture radar des signaux primaires à l'endroit où se trouvait le vol American 77.

Selon la reconstruction radar, le signal primaire du vol American 77 réémergea sur les écrans radar du Centre d'Indianapolis à 9h05, à l'est de sa dernière position connue. [...] »<sup>2</sup>

---

1. « Russia also became an object for air terrorists' attacks » (*Pravda* – 12 septembre 2001)

2. *911 Commission Report* (21 août 2004)

Toujours selon le rapport officiel, ce n'est qu'à 9h32 que ce signal primaire fut finalement aperçu par un contrôleur aérien, soit 27 minutes après qu'il soit réapparu. En d'autres mots, le vol 77 s'est baladé dans le ciel de cette superpuissance mondiale – dotée du meilleur système de défense aérien – pendant 36 minutes sans être détecté, et ce précisément à l'heure où tous les yeux militaires étaient tournés vers les écrans radar, compte tenu de la situation.

Ainsi, le rapport de la commission nous explique que des problèmes techniques permirent aux terroristes d'atteindre le Pentagone ce jour-là. Ceux-ci furent donc non seulement chanceux que le logiciel traitant les données-radar connaisse des ratés au pire moment possible, mais ils profitèrent également d'une « pauvre couverture radar » au cœur même de la zone sensible des Etats-Unis. N'est-ce pas incroyable que la nation qui possède les technologies les plus avancées de la planète ne dispose que d'une « pauvre couverture radar » à même son centre nerveux ?

Toujours est-il qu'en l'espace d'une heure et 44 minutes (depuis la première indication du détournement du vol American Airlines 11, à 8h19, jusqu'à 10h03, heure officielle de l'écrasement du vol 93 en Pennsylvanie), le ciel américain ne s'avéra pas sans défenses contre un, ni contre deux, ou même contre trois, mais bien contre quatre avions détournés.

De plus, soulignons que dans l'exécution de leur complot, les terroristes n'auront pas uniquement bénéficié de problèmes techniques dans le système de défense aérien des Etats-Unis, mais également du fait que certains exercices particuliers avaient été prévus le même jour par les dirigeants de la défense aérienne, causant ainsi le transfert d'une importante proportion de la flotte militaire loin de Washington et de New York, vers l'Alaska et le grand Nord canadien plus précisément.

Nous reviendrons un peu plus loin sur ce sujet. Pour l'instant, contentons-nous de dire que l'un de ces exercices militaires tenu au matin du 11-Septembre n'était en fait rien de moins qu'une simulation d'écrasement d'avion sur un édifice fédéral...

Examinons un instant de quelle manière l'administration Bush utilisa l'excuse du « secret national » lors de diverses situations, évitant ainsi de rendre publics certains faits. Par exemple, voyons d'abord l'opinion des dirigeants de la commission d'enquête eux-mêmes à ce sujet, tel qu'ici rapporté par le *Post-Intelligencer* de Seattle, le 15 mai 2004 :

« Trop de documents de routine du gouvernement portent la mention "secret", affirment les leaders de la commission sur le 11-Septembre, ce qui empêche les gens du public d'apprendre l'existence de tous les avertissements et informations dont ils pourraient avoir besoin pour se protéger.

Thomas Kean, président de la commission, a déclaré que la plupart des documents secrets qu'il avait observés dans le cadre des investigations sur la tragédie du 11 septembre 2001 étaient constitués de ouï-dire ou d'informations disponibles ailleurs publiquement, et n'étaient pas, par conséquent, de véritables secrets. [...] »



Cette déclaration d'apparence anodine en surface de la part du président de la commission d'enquête sur le 11-Septembre recèle pourtant une importance capitale lorsqu'on y réfléchit un brin. Le fait que Thomas Kean déclare ni plus ni moins que des rumeurs et informations entourant les événements du 11-Septembre sont tenues secrètes devrait déjà suffire à sonner quelques cloches... Mais voyons la suite du même article :

« "Les trois quarts de ce que j'ai lu et qui était classé confidentiel n'auraient pas dû l'être", a dit l'ancien gouverneur républicain du New Jersey.

[...] Lee Hamilton, vice-président de la commission, a affirmé avoir déjà conclu que le gouvernement devait résoudre ce problème d'usage abusif du sceau du secret.

"Nous avons un sérieux problème de surclassification", a dit Hamilton, un ancien représentant démocrate de l'Indiana au Congrès.

[...] Kean se rappelle avoir visionné un document classé confidentiel sous l'œil attentif d'un agent du FBI assigné à la supervision des membres du comité d'enquête. Après avoir lu le document, Kean dit avoir questionné l'agent du FBI pour savoir pourquoi le document était classé confidentiel, puisqu'il ne contenait aucune information qu'il n'avait apprise en lisant les journaux.

"Oui, mais vous ne saviez pas que c'était vrai", lui avait répondu l'agent. »<sup>1</sup>

Pourquoi voudrait-on classer confidentielles certaines informations rapportées par les journaux relatives au 11-Septembre, surtout si celles-ci sont véritablement fondées ? Il

---

1. « 9/11 Panel says too many documents are being stamped secret » (*Seattle Post-Intelligencer/Scripps Howard News Service* – 15 mai 2004)

serait probablement étonnant d'apprendre par ailleurs quelle proportion d'informations citées dans cet ouvrage se retrouve affublée du sceau du secret national.

Enchaînons avec un article paru plus récemment dans l'*USA Today*, daté du 15 mars 2007, qui confirme le phénomène :

« Plus d'un million de pages de documents gouvernementaux historiques – l'équivalent d'une pile [de papier] plus haute que le Capitole des Etats-Unis – ont été retirées de la vue du public depuis les attentats terroristes de septembre 2001, selon un rapport obtenu par l'*Associated Press*. Certains des documents datent de plus d'un siècle. [...] »<sup>1</sup>

L'administration des archives a commencé à retirer la documentation en novembre 2001 après que le Département de la Justice ait ordonné aux agences d'être plus prudentes en rendant publics les documents gouvernementaux. L'agence a retiré environ 1,1 million de pages, selon des rapports de développement mensuel partiellement édités et examinés par l'AP. Les rapports ont été obtenus par le biais d'une requête sous le libre accès à l'information. [...]

Après les attaques du 11 septembre 2001, l'administration des archives a signé un pacte secret avec le Pentagone et la CIA pour permettre aux responsables du service de renseignements de réviser et retirer des dizaines de milliers de pages du domaine public s'ils considèrent que celles-ci ont été rendues publiques trop rapidement. [...] »<sup>1</sup>

En d'autres mots, les attaques du 11-Septembre servirent notamment de prétexte pour permettre aux responsables des services de renseignements américains de hausser d'un cran la portée de leur autorité en matière de classification de documents.

Cependant, alors que la surclassification de documents est une chose qui mérite d'être surveillée de près, le non-respect du libre-cours d'une enquête publique en est une autre, fort différente. Et, dès les premiers mois d'existence de la commission d'enquête sur les attentats du 11-Septembre, l'entrave au bon fonctionnement de celle-ci débuta. Voyons d'abord ce que rapportait le *Guardian* britannique le 10 juillet 2003 :

« Le comité américain chargé d'enquêter sur les attaques terroristes du 11-Septembre a accusé hier le Pentagone et le Département de la Justice d'entraver l'enquête et a affirmé que les témoins étaient intimidés.

La commission fédérale d'enquête a été nommée par la Maison-Blanche il y a huit mois alors que celle-ci se trouvait sous une pression intense de la part du Congrès, qui désirait que les allégations selon lesquelles la CIA, le FBI et le Pentagone auraient pu faire plus pour prévenir les attaques d'Al Qaeda en 2001 soient examinées. [...]

L'investigation a été retardée par le retrait de son directeur initial, Henry Kissinger, pour des raisons de conflits d'intérêt, et dû à des difficultés de financement. Le comité biparti affirme maintenant que son travail a été bloqué par la bureaucratie.

Tim Roemer, ancien représentant au Congrès et membre de la commission, a déclaré hier : 'Nous ne recevons pas le type de coopération que nous devrions. Nous avons besoin qu'un flot constant d'informations nous parvienne... Plutôt, nous recevons [l'information] au compte-gouttes.'

Dans une déclaration, le comité a affirmé que le manque de coopération de la part du Pentagone était 'particulièrement sérieux'.

Le directeur de l'enquête, Thomas Kean, a critiqué le Département de la Justice pour son insistance à ce que les responsables des renseignements qui témoignent soient accompagnés par des 'surveillants' de leur agence.

'Je crois que la commission est unanime qu'il s'agit d'intimidation que d'avoir

---

1. « AP : 1M archived pages removed post-9/11 » (*USA Today* – 15 mars 2007)



quelqu'un assis derrière vous en permanence, pour qui vous travaillez ou qui travaille pour la même agence que vous', a-t-il dit. [...]

Mais Steven Push, qui a perdu sa femme le 11-Septembre et qui représente les familles de victimes, a déclaré : 'Je crois qu'il y a de l'obstruction en cours [dans les procédures].'

Il a ajouté : 'Ça commence à ressembler à une forme de cover-up.' »<sup>1</sup>

Et puisque les familles des victimes sont possiblement les plus susceptibles d'être choquées par le manque de coopération de la part des paliers gouvernementaux avec la commission d'enquête, portons ensuite notre attention sur cet article de l'AP (*Associated Press*) daté du 13 novembre 2003 :

« Des parents de personnes ayant péri dans les attaques du 11-Septembre affirment que la commission fédérale a accepté trop de conditions pour parvenir à une entente avec la Maison-Blanche sur l'accès à des documents contenant des renseignements secrets.

Le "Family Steering Committee", un groupe formé de membres de familles des victimes qui supervise le travail de la commission indépendante, a critiqué l'entente annoncée tard mercredi. Sous cette entente, seulement certains des dix commissaires seront autorisés à examiner les documents classés confidentiels, et leurs notes seront sujettes à l'inspection de la Maison-Blanche.

"Les dix commissaires devraient avoir libre accès, complet et sans entraves à toute la documentation", déclarait le groupe jeudi en appelant à ce que soit rendue publique "en entier et par écrit l'entente finale et officielle".

Ni les commissaires ni la Maison-Blanche n'ont révélé les termes de l'entente, quoique des sources familières avec la commission d'enquête en aient décrit quelques modalités. [...]

Le président de la commission, l'ancien gouverneur du New Jersey Thomas Kean, a défendu l'entente.

"La chose la plus importante pour moi est qu'il n'y aura aucun document qui ne sera pas vu par un membre de la commission, et ces documents seront utilisés pour guider notre rapport", a dit Kean.

Deux commissaires, un ancien représentant de l'Indiana, Tim Roemer, et l'ancien sénateur de la Georgie, Max Cleland, ont critiqué l'entente après son annonce, déclarant qu'elle posait des restrictions injustifiées au travail de la commission. [...] »<sup>2</sup>

Comment un comité d'investigation peut-il établir un portrait authentique et uniforme des attentats avec cet arrangement selon lequel seulement certains membres ont accès à certains documents ? N'est-ce pas là l'équivalent, lors d'un procès pour meurtre, de présenter certaines preuves à certains membres du jury, et certaines autres preuves à différents jurés ? Pour quelle raison le gouvernement d'un pays victime d'une attaque terroriste aussi horrible voudrait-il entraver ainsi le travail de ses propres enquêteurs ? L'administration américaine ne devrait-elle pas, au contraire, être la première à vouloir faire toute la lumière sur ce dossier dans le but d'exposer les coupables au grand jour ?

Observons maintenant cet article du *Washington Post* paru le 31 janvier 2004, moins de trois mois plus tard :

« La Maison-Blanche, déjà aux prises avec un débat public concernant l'échéance

1. « 9/11 Inquiry alleges witness intimidation » (*The Guardian* – 10 juillet 2003)

2. « Victims' families rip 9/11 secrecy deal » (*Associated Press* – 13 novembre 2003)

de la commission d'enquête indépendante sur les attentats du 11-Septembre, refuse de fournir à ce comité des notes sur les documents d'un exposé présidentiel prises par certains de ses propres membres, ont déclaré des responsables cette semaine.

L'impasse a incité la commission de dix membres à envisager l'émission de citations à comparaître pour obtenir ces notes et accentue les relations amères entre l'administration Bush et le panel biparti, selon des sources familières avec le sujet. L'inaccessibilité des documents signifierait que l'information qu'ils contiennent ne pourrait pas être incluse dans le rapport final sur les attaques, ont affirmé plusieurs responsables.

"Nous avons des discussions sur ce sujet pratiquement à chaque heure, ou au moins chaque jour", a dit le vice-président de la commission, Lee H. Hamilton, un ancien démocrate de l'Indiana, membre du Congrès. "Nous défendons tous nos droits pour obtenir l'accès dont nous avons besoin. ... Il s'agit d'un élément prioritaire que nous devons résoudre, et nous travaillons pour le résoudre."

Ce désaccord est le plus récent obstacle qu'a rencontré la Commission nationale sur les attentats terroristes contre les Etats-Unis, pressée par le temps pour compléter son travail avant l'échéance du 27 mai après des mois de lutte pour accéder à des documents du gouvernement. La commission a demandé que l'échéance soit repoussée d'au moins deux mois, mais la Maison-Blanche ainsi que des leaders républicains au Congrès s'opposent à l'idée. [...]

Le dernier conflit découle d'une entente convenue en novembre permettant à une équipe de quatre membres de la commission d'examiner des documents hautement confidentiels connus sous le nom d'exposés présidentiels quotidiens (PDB), incluant un mémo controversé d'août 2001 qui discutait de la possibilité de détournements d'avions de ligne par des terroristes d'Al Qaeda. L'entente permettait à l'équipe – formée de trois membres de la commission et du directeur exécutif Philip D. Zelikow – de prendre des notes à partir de ces documents qui pourraient être ensuite fournies au reste de la commission, mais seulement après que la Maison-Blanche ait donné son autorisation.

L'équipe a complété son travail depuis plusieurs semaines mais a été incapable de parvenir à un accord avec la Maison-Blanche sur la façon de partager ses résumés avec les sept membres de la commission qui ne sont pas au courant du contenu des documents, ont dit des responsables.

L'impasse a incité les membres de la commission à discuter de l'émission de citations à comparaître pour obtenir les résumés ou les fichiers complets des exposés présidentiels quotidiens, ont affirmé plusieurs sources.

Un membre démocrate de la commission, Timothy J. Roemer, ancien député du Congrès de l'Indiana, a dit que "le procédé labyrinthique et tortueux établi par la Maison-Blanche est bloqué. Si ce n'est pas résolu au cours des prochains jours, je crois que nous devons poursuivre d'autres options." [...]

Après des mois de délais l'automne dernier, la commission a envoyé des citations à comparaître pour obtenir des documents du Pentagone, de l'Administration Fédérale de l'Aviation et de la ville de New York pour éventuellement parvenir à des ententes dans les trois cas. Le comité avait également menacé la Maison-Blanche d'une citation à comparaître à propos des PDB, mais avait accepté un compromis parce que les responsables avaient dit ne pas vouloir s'embourber dans une bataille judiciaire.

La Maison-Blanche avait indiqué à ce moment qu'elle considérait déclarer les documents PDB comme étant protégés par le privilège exécutif et qu'ils ne seraient pas matière à révision par des parties externes. »<sup>1</sup>

Ainsi, après s'être opposée pendant plus d'un an à la création d'une commission

---

1. « White House seizes notes from 9/11 commission » (*Washington Post* – 31 janvier 2004)

d'enquête, l'administration Bush refusait ensuite d'ouvrir ses livres à celle-ci et de faire preuve de transparence.

Poursuivons avec un extrait d'article publié par l'agence de presse Reuters le 26 octobre 2003, traitant précisément de ces obstacles rencontrés à l'automne par la commission :

« Le dirigeant de la commission fédérale enquêtant sur les attaques du 11 septembre 2001 affirme que la Maison-Blanche refuse de leur fournir des documents contenant des renseignements hautement confidentiels et qu'il est prêt à envoyer une citation à comparaître s'ils ne peuvent pas les obtenir d'ici les prochaines semaines, selon un rapport.

Thomas Kean, président de la commission nationale bipartite sur les attaques terroristes contre les Etats-Unis, a dit qu'il pensait aussi que la commission serait bientôt forcée d'envoyer des citations à comparaître pour d'autres agences du secteur exécutif, a rapporté le *New York Times* dans son édition de dimanche. [...]

Plus tôt ce mois-ci, la commission a voté pour envoyer une citation à comparaître à l'Administration Fédérale d'Aviation après avoir conclu que l'agence retenait des documents reliés aux attaques.

"Tout document ayant rapport avec cette investigation ne peut être hors de notre portée", a dit Kean, l'ancien gouverneur républicain du New Jersey. [...] »<sup>1</sup>

Signalons au passage que le directeur exécutif de la commission d'enquête, Philip Zelikow, entretenait au moment même de l'investigation officielle des liens directs avec la Maison-Blanche. Cette nouvelle, qui ne fut révélée publiquement qu'en février 2008, compromet à son tour l'intégrité déjà douteuse du processus d'investigation. Rappelons que Zelikow, à titre de directeur exécutif, figurait parmi les quatre seules personnes ayant accès aux documents confidentiels lors de l'enquête.

Voici d'ailleurs un extrait d'article publié par CNN le 3 février 2008 :

« Le directeur exécutif de la commission sur le 11-Septembre avait des liens plus étroits avec la Maison-Blanche que ce qui a été divulgué précédemment et a tenté d'influencer le rapport final d'une manière telle que le personnel [de la commission] percevait fréquemment comme limitant la responsabilité de l'administration Bush, révèle un nouveau livre.

Philip Zelikow, un ami de la conseillère à la sécurité nationale de l'époque, Condoleezza Rice, a discuté avec elle à plusieurs reprises durant l'investigation de vingt mois, qui a [entre autres] examiné son rôle de près dans l'évaluation de la menace d'Al Qaeda.

Il a également échangé de fréquents appels avec la Maison-Blanche, dont au moins quatre provenant de Karl Rove, le conseiller politique en chef de Bush à l'époque.

A une occasion, le directeur exécutif de la commission a tenté de pousser la formulation d'un rapport préliminaire suggérant un lien plus important entre le chef d'Al Qaeda, Oussama Ben Laden, et l'Irak, ce qui concordait avec les prétentions de la Maison-Blanche, mais pas avec le point de vue du personnel de la commission, selon *La Commission : L'histoire non-censurée de l'enquête sur le 11-Septembre* de



1. « Bush administration withholding evidence from Sept.11 investigation » (Reuters – 26 octobre 2003)

Philip Shenon.

Shenon, journaliste au *New York Times*, affirme que Zelikow a tenté d'intimider le personnel [de la commission] pour éviter des découvertes dommageables pour le président Bush – qui cherchait à ce moment à se faire réélire – et pour Rice. [...]

Contacté par l'AP [*Associated Press*], Zelikow a présenté une déclaration de 131 pages incluant l'information qu'il affirme avoir fournie pour le livre. Dans celle-ci, Zelikow reconnaît avoir discuté avec Rove et Rice pendant le travail de la commission malgré son engagement général à ne pas le faire. Mais il affirme que les conversations n'ont jamais traité de politique.

La Maison-Blanche n'avait pas de commentaires dans l'immédiat, dimanche. [...]

Le livre semble soulever de nouvelles questions concernant l'indépendance de la commission bipartite, qui fut créée en 2002 pour enquêter sur les faux-pas du gouvernement qui ont mené aux attaques du 11-Septembre. [...] »<sup>1</sup>

Ainsi, le directeur exécutif de la commission d'enquête reconnaît avoir eu plusieurs conversations avec la Maison-Blanche pendant l'investigation. Mais bien entendu, jamais le sujet du 11-Septembre ou de l'enquête elle-même n'aurait été abordé...

A ce propos, examinons de quelle manière John Lehman, commissaire sur la commission, tentait d'atténuer les apparences de conflit d'intérêt entre Philip Zelikow et la Maison-Blanche. L'extrait suivant est tiré d'une entrevue téléphonique avec Lehman, diffusée le 3 février 2008 dans le cadre de l'émission *NewsLive* de MSNBC :

« [...] 'Nous avons intentionnellement assemblé un personnel basé sur des gens qui avaient, en un sens, des conflits d'intérêts. Plusieurs d'entre eux avaient travaillé pour l'administration Clinton à des postes assez élevés ; d'autres ont servi sous l'administration Bush. Nous avons besoin de ces personnes pour nous frayer un chemin à travers le marasme et l'importante quantité d'informations. Alors tout le personnel présentait jusqu'à un certain point un conflit d'intérêts, mais nous étions confiants que Philip [Zelikow] – et nous sommes au courant du moindre détail contenu dans le livre de Shenon – nous étions confiants qu'il était un académicien très indépendant et qu'il pouvait maintenir son indépendance. [...] »<sup>2</sup>

En termes plus simples, inutile de s'en faire avec les apparences de conflits d'intérêts entre Philip Zelikow et la Maison-Blanche puisque chacun des membres de la commission d'enquête possédait également ses propres conflits d'intérêts. Très rassurant.

Et, question de se rassurer un peu plus, ajoutons que plus du quart des informations contenues dans le rapport de la commission sur le 11-Septembre fut obtenu par le biais d'interrogatoires controversés par la CIA de présumés membres d'Al Qaeda. Il est important de savoir que lors de ces séances, la CIA utilisa des « techniques d'interrogatoires rehaussés », expression signifiant que les individus interrogés furent assujettis à des abus mental et physique, qu'ils furent exposés à des chaleurs et à des froids extrêmes, qu'ils furent privés de sommeil et/ou qu'ils furent soumis à des simulations de noyade jusqu'à ce que les interrogateurs les aient considérés coopératifs.

En d'autres termes, ils furent torturés. Pourtant, tel que le suggère la logique, un prisonnier maltraité risque fort d'avouer n'importe quoi pour mettre un terme à un supplice prolongé.

Observons cet extrait d'article paru sur *NBC News* le 30 janvier 2008 :

« La commission sur le 11-Septembre soupçonnait que l'information critique

1. « Book : Head of 9/11 panel had friends in White House » (CNN – 3 février 2008)

2. « John Lehman reacts to Philip Shenon's new book » (MSNBC NewsLive – 3 février 2008)

qu'elle a utilisée dans son rapport historique était le fruit de rudes interrogatoires de membres d'Al Qaeda – des interrogatoires que plusieurs critiques caractérisent comme étant de la torture. Pourtant, le personnel de la commission n'a jamais questionné l'agence sur ses techniques d'interrogatoire et a même ordonné une deuxième ronde d'interrogatoires pour poser de nouvelles questions plus spécifiques aux mêmes détenus, a appris *NBC News*. [...]

L'analyse démontre qu'une importante portion de ce qui fut rapporté [dans le rapport de la commission] à propos de la planification et de l'exécution des attaques terroristes contre New York et Washington provenait des interrogatoires de membres importants d'Al Qaeda. Chacun d'entre eux avait été sujet aux 'techniques interrogatoires rehaussées'. Certains ont même été soumis au 'waterboarding', la plus controversée des techniques lors de laquelle la noyade est simulée.

L'analyse de *NBC News* révèle que plus du quart de toutes les notes en bas de page dans le rapport sur le 11-Septembre se réfèrent à des interrogatoires par la CIA de membres d'Al Qaeda qui furent assujettis aux techniques d'interrogatoires maintenant controversées. En fait, l'information dérivée de ces séances d'interrogatoire se retrouve au cœur des chapitres les plus cruciaux du rapport, ceux qui portent sur la planification et l'exécution des attaques. [...]

Au moins quatre des membres [d'Al Qaeda] dont les interrogatoires figurent dans le rapport de la commission ont déclaré qu'ils avaient fourni à leurs interrogateurs des informations capitales afin de mettre un terme à leur 'torture'. [...]

Selon des responsables haut placés des services de renseignements américains, toujours actifs ou retraités, les agents [d'Al Qaeda] cités par la commission furent soumis aux méthodes les plus rudes de la CIA, les 'techniques d'interrogatoire rehaussées'. Ces techniques incluent l'abus physique et mental, l'exposition à des chaleurs et à des froids extrêmes, la privation de sommeil ainsi que la simulation de noyade. [...]

Un ancien responsable haut placé des services de renseignements américains affirme que la commission n'a jamais exprimé d'inquiétudes à propos des techniques [d'interrogatoire] et a même exigé la nouvelle série [d'interrogatoires].

'Souvenons-nous', a dit le responsable aux renseignements, 'La commission avait accès aux rapports de renseignements qui provenaient des interrogatoires. Cela ne les satisfaisait pas. Ils ont exigé un accès personnel direct aux détenus et l'administration [Bush] leur a tout simplement refusé.' [...]

Le personnel de la commission interviewé par *NBC News* ne contredit pas l'affirmation du responsable selon laquelle ils n'ont posé aucune question sur les techniques d'interrogatoire. [...]

La première requête de la commission pour avoir accès aux détenus est venue tôt en 2004, environ au même moment que le scandale d'Abu Ghraib faisait surface. Dans ce scandale, les interrogateurs militaires de la prison la plus célèbre de Bagdad étaient accusés de torturer des prisonniers de basse sécurité. [...]

[Michael Ratner, président du Centre des Droits constitutionnels] soutient que 'si [la commission] soupçonnait qu'il pouvait y avoir de la torture, ils auraient dû réaliser que selon la loi, les informations obtenues sous la torture ne sont pas fiables, en partie à cause de la possibilité d'une fausse confession... au strict minimum, ils auraient dû ajouter une mise en garde à toutes ces références.' [...]

Quatorze des détenus les plus importants ont eu leur audience préliminaire ce printemps devant le Tribunal de Révision du Statut des Combattants au Pentagone. [...]

Quatre d'entre eux ont affirmé avoir fourni des informations simplement pour faire cesser la torture. Quoique les détails ont été édités dans toutes les dépositions des détenus, le tribunal a permis dans un cas l'inclusion d'une lettre écrite par le père d'un des détenus, qui décrit ce qu'il affirme être la torture de son fils par les Américains.

Dans cette lettre incluse dans le registre, Ali Khan prétend que son fils, Majid, a subi une torture prolongée avant ainsi qu'après les séances d'interrogatoires :

'Les Américains le torturaient à coups de huit heures à la fois, l'attachant solidement à une petite chaise dans des positions désagréables jusqu'à ce que ses mains, ses pieds et son esprit s'engourdissent.' [...]

'Quand il n'était pas interrogé, les Américains plaçaient Majid dans une petite cellule sans aucune lumière, trop étroite pour qu'il puisse s'étendre ou s'asseoir avec les jambes étirées. Il devait se tapir. L'endroit grouillait aussi de moustiques. Cette torture n'a pris fin que lorsque Majid a accepté de signer une déclaration qu'il ne fut même pas autorisé à lire. Mais [la torture] a ensuite repris lorsque Majid fut incapable d'identifier certaines rues et certains quartiers de Karachi [Pakistan] qui lui étaient inconnus.' [...]

Ironiquement, deux anciens membres de la commission ont noté que le rapport final de la commission recommande essentiellement que les Etats-Unis encouragent de mettre fin à la torture. [...] »<sup>1</sup>

Ainsi donc, selon la loi, les informations obtenues sous la torture ne sont pas fiables, mais plus du quart du rapport officiel est pourtant constitué de celles-ci, et ce au cœur même des chapitres les plus importants. Voilà qui permet à nouveau d'évaluer la crédibilité de la commission d'enquête sur le 11-Septembre. Non seulement ce rapport fut élaboré en se basant sur des informations obtenues suite à la torture de prisonniers, mais nous apprenons également que même si les membres de cette commission soupçonnaient que les techniques d'interrogatoires des détenus ne suivaient pas les règles conventionnelles, jamais ils ne posèrent de questions à ce sujet.

La question reste donc à savoir si la simulation de noyade, l'exposition à des températures extrêmes et autres sévices représentent effectivement de la torture. Pour répondre à cette question, qui de mieux placé que la Haute Commissaire des Droits Humains aux Nations Unies ? L'extrait suivant est tiré de l'agence de presse Reuters, 8 février 2008 :

« La technique d'interrogatoire controversé connue sous le nom de 'waterboarding' et utilisée par les Etats-Unis représente de la torture, a déclaré vendredi la directrice des Droits Humains aux Nations Unies.

'Je n'aurais aucun problème à dire que cette pratique doit être condamnée comme de la torture', a affirmé Louise Arbour, Haute Commissaire des Droits Humains aux Nations Unies, lors d'une conférence de presse à Mexico City. [...] »<sup>2</sup>



La version officielle des attentats du 11-Septembre ne pouvait-elle donc pas être corroborée autrement qu'en torturant les détenus ?

Prenons maintenant un instant pour nous intéresser de plus près au point de vue de personnes impliquées de manière plus émotive que politique dans toute cette affaire. A l'été 2003, un premier groupe de familles de victimes sonnait l'alarme, comme le rapporte cet article de *CBS News* paru le 24 juillet 2003 :

1. « 9/11 Commission controversy » (*NBC News* – 30 janvier 2008)

2. « Waterboarding should be prosecuted as torture : U.N. » (*Reuters* – 8 février 2008)

« Elles sont connues sous le nom de "Jersey Girls" - des veuves ayant perdu leur mari le 11-Septembre et s'étant trouvé une mission. [...] »



Après les attaques, elles ont combattu féroce­ment pour une investigation indépen­dante, se rendant à Washington de façon régulière. Elles désiraient

savoir pourquoi autant d'agences gouvernementales avaient échoué à prévenir les actes terroristes du 11-Septembre.

"Deux ans plus tard, il semble encore y avoir un voile de secret", a-t-elle dit [Kristen Breitweiser].

Jeudi, elles étaient de retour sur la colline du Capitole pour exprimer en personne leur insatisfaction sur le rapport du Congrès sur les attaques contre les Etats-Unis.

"Au mieux, le rapport est incomplet", a dit Breitweiser. "Quinze des dix-neuf terroristes étaient saoudiens. Nous avons des pistes financières claires et convaincantes qui lient les princes saoudiens aux terroristes. Pourquoi ceci ne se retrouve pas dans le rapport, je ne sais pas."

Patti Casazza affirme savoir pourquoi :

"Les intérêts géopolitiques. L'Arabie Saoudite fournit une grande quantité de pétrole."

Lorsqu'on lui a demandé si l'administration Bush retenait des informations, Casazza a répliqué : "Ils noircissent des sections dans le rapport. Ils retiennent des informations." [...] »<sup>1</sup>

Cette même Patti Casazza allait d'ailleurs beaucoup plus loin en 2007 lors de son allocution dans le cadre d'une conférence visant à exposer les faits et anomalies entourant les attentats. Expliquant qu'elle avait eu la chance de communiquer avec certains initiés qui disposaient d'informations privilégiées sur les événements du 11-Septembre, elle déclarait ceci :

« [...] Ils possédaient des informations. Dit simplement, le gouvernement savait non seulement le moment précis, mais il connaissait aussi la date et la méthode selon laquelle les attaques devaient se dérouler. Et rien de tout cela n'est parvenu dans les grands médias. Rien de tout cela n'a paru dans la Commission. Et pourtant, le jour où le rapport de la Commission a été publié, tous vos représentants [au Congrès] étaient à leurs postes et disaient : 'Quel travail fantastique cette Commission a-t-elle accompli ! Un véritable service à la nation.' Et c'était tout sauf un service. C'était une fabrication de toutes pièces. [...] »<sup>2</sup>

Jetons ensuite un coup d'œil sur un extrait d'entrevue qu'a donnée Robert McIlvaine à la télévision italienne dans le cadre de l'émission *Maurizio Costanzo Show* le 23 octobre 2007. M. McIlvaine perdit son fils le 11 septembre 2001 et questionne depuis ce temps la version officielle sur les attentats :

1. « 9/11 Families : Tell us full story (CBS News – 24 juillet 2003) »

2. Patti Casazza (Conférence '9/11 : Family members, first responders and experts speak out' – West Hartford, Conn., 3 novembre 2007)

« [...] J'ai passé chaque jour de ma vie depuis 2001 à tenter de découvrir qui était responsable de la mort de mon fils. J'y ai travaillé indépendamment, je me suis présenté à toutes les audiences de la commission sur le 11-Septembre. Selon Richard Ben-Veniste, un membre de la commission, le but de cette commission n'était pas d'enquêter. Il a indiqué que ce n'était qu'une simple exposition. Imaginez ensuite que quelqu'un vous dise ceci alors que votre enfant a été tué :



‘Je suis désolé, nous ne pouvons pas mener une enquête. Nous ne pouvons qu'étaler des faits sur une table, et vous prendrez une décision.’ [...] Lors des audiences de la commission, les membres des familles [de victimes] ont posé des centaines, des centaines de questions qui me tenaient également à cœur, et la commission a refusé d'y répondre. Le rapport de la commission sur le 11-Septembre est un livre de fiction [applaudissements]. [...] »<sup>1</sup>

Que doit-on penser du fait que le père d'une victime du 11-Septembre doive se rendre jusqu'en Italie pour qu'une chaîne de télévision accepte de lui consacrer du temps d'antenne ?

Citons ensuite l'exemple de Donna Marsh O'Connor, qui perdit sa fille âgée de 29 ans le 11 septembre 2001. Celle-ci travaillait dans la tour Sud du World Trade Center et était enceinte de cinq mois au moment des attentats. Voyons ce que sa mère avait à dire lors d'une conférence de presse diffusée sur le réseau parlementaire C-SPAN, une chaîne de télévision publique à but non lucratif :

« Je n'ai pas revu ma fille depuis cinq ans, si l'on fait exception du fait qu'elle est tout le temps présente dans mon esprit, et le gouvernement actuel a fait de moi une victime des théories de complot parce qu'il n'a pas répondu entièrement ou permis à qui que ce soit de poser les véritables questions sur le 11-Septembre. C'est ce que je vous demande [aux journalistes] aujourd'hui : du temps d'antenne. Nous ne sommes pas fous : nous avons des questions, nous exigeons des réponses. [...] Nous pouvons créer un environnement plus séculé pour nous-mêmes en refusant de continuer à cacher la vérité. [...] Nous demandons une nouvelle enquête sur les événements du 11-Septembre, et cette fois, qu'elle soit réellement bipartite et mondiale, et qu'elle inclue les familles [des victimes] du début à la fin. [...] »<sup>2</sup>

Puisqu'il est question des familles de victimes, signalons qu'à la suite de la tragédie, le gouvernement américain leur offrait un impressionnant montant de compensation en retour d'un engagement de leur part à ne déposer aucune poursuite dans cette affaire. Voici un court extrait d'article de CNN paru le 26 avril 2006 :

« Les procureurs ont demandé à un juge de revoir sa décision de permettre aux familles [de victimes] du 11-Septembre qui poursuivent les compagnies aériennes d'avoir accès à de la documentation assemblée dans le dossier criminel contre le terroriste d'Al Qaeda, Zacarias Moussaoui. [...] »

Les [65] poursuivants ont poursuivi en 2002 les compagnies d'aviation pour négligence ayant causé la mort, plutôt que d'accepter la compensation d'un fonds

1. Robert McIlvaine (*Maurizio Costanzo Show*, Canale5 – 23 octobre 2007)

2. Donna Marsh O'Connor – Conférence de presse/Familles de victimes du 11-Septembre (C-SPAN – 11 septembre 2006)



fédéral qui avait alloué sept milliards de dollars aux familles. Brinkema a donné raison à leurs avocats, à savoir que la loi sur laquelle reposait le fonds de compensation aux victimes protégeait les droits des familles non participantes de déposer une poursuite pour négligence. [...] »<sup>1</sup>

Un calcul rapide permet de déduire que le fonds de sept milliards de dollars, réparti en plus ou moins 2 900 familles, représentait une somme d'environ 2,4 millions de dollars par famille de victime. Difficile à refuser, n'est-ce pas ?

Mais revenons à nos moutons. Près de deux ans après la publication du rapport final de la commission, l'histoire qui nous occupe prenait une tournure à tout le moins étrange. Voici à ce propos un extrait d'article paru dans le *Washington Post* du 2 août 2006 :

« Certains membres du personnel et commissaires du comité sur le 11-Septembre ont conclu que l'histoire initiale du Pentagone sur la façon qu'ils ont réagi aux attaques terroristes de 2001 pourrait avoir fait partie d'un effort délibéré pour tromper la commission et le public, plutôt qu'un reflet de la confusion des événements cette journée-là, rapportent des sources impliquées dans le débat.

Les soupçons de méfaits étaient si présents que la commission de dix membres, lors d'une rencontre secrète à la fin de son mandat à l'été 2004, a débattu de référer le dossier au Département de la Justice pour une investigation criminelle, selon plusieurs sources à la commission. Des membres du personnel et certains commissaires croyaient que des courriels et d'autres documents fournissaient une cause suffisante pour croire que des responsables militaires et de l'aviation avaient violé la loi en faisant de fausses déclarations au Congrès ainsi qu'à la commission, espérant dissimuler la réaction bousillée aux attentats, disent des responsables.

Finalement, le comité a accepté un compromis en remettant les allégations aux inspecteurs généraux des départements de la Défense et des Transports, qui peuvent exiger une enquête criminelle s'ils la croient justifiée, ont dit des responsables.

"A ce jour, nous ne savons pas pourquoi NORAD (*Commandement Aérospatial Nord-Américain*) nous ont dit ce qu'ils nous ont dit", affirme Thomas H. Kean, l'ancien gouverneur républicain du New Jersey qui dirigeait la commission. "C'était tout simplement si loin de la réalité. ... Il s'agit de l'une des questions qui sont demeurées sans réponse."

Quoique le rapport de la commission indique clairement que les premières versions du Département de la Défense sur les événements de la journée des attaques étaient erronées, la révélation qu'elle a considéré de demander une enquête criminelle montre avec quel scepticisme ces rapports étaient reçus par la commission et fournit un aperçu de la tension entre celle-ci et l'administration Bush. [...]

Pendant plus de deux ans après les attaques, des responsables de NORAD et de la FAA [*Administration Fédérale d'Aviation*] ont fourni des informations inexactes sur leur réponse aux détournements des avions, en témoignages ainsi que dans les apparitions devant les médias. Les autorités avaient laissé entendre que la défense aérienne américaine avait réagi rapidement, que des avions chasseurs avaient été déployés pour répondre aux deux derniers détournements et qu'ils étaient prêts à descendre le vol United Airlines 93 s'il venait à menacer Washington.

En fait, la commission rapportait un an plus tard que des enregistrements audio du centre de commandement Nord-Est de NORAD et d'autres documents démontrent clairement que les militaires n'ont jamais eu aucun des avions de ligne détournés en vue et qu'ils ont à un certain moment poursuivi un avion fantôme – le vol American Airlines 11 – longtemps après qu'il se soit écrasé sur le World Trade Center.

---

1. « US seeks to keep evidence from 9/11 families » (CNN – 26 avril 2006)

Le major-général Larry Arnold et le colonel Alan Scott ont déclaré à la commission que NORAD avait d'abord repéré le vol United 93 à 9h16, mais la commission a déterminé que l'avion ne fut détourné que douze minutes plus tard. Les militaires n'ont pas eu connaissance de ce vol jusque après son écrasement en Pennsylvanie.

Ces divergences, ainsi que d'autres, n'ont été éclaircies que lorsque la commission, forcée d'utiliser des citations à comparaître, a obtenu des enregistrements de la FAA et de NORAD, ont affirmé des responsables. La réticence des agences à fournir les enregistrements – jumelée à des courriels, à des déclarations publiques erronées ainsi que d'autres éléments – ont poussé certains membres du comité à croire que les autorités ont cherché à tromper la commission et le public sur ce qui s'est produit le 11-Septembre.

"J'étais renversé de voir à quel point la vérité était différente de la manière dont elle avait été décrite", a dit John Farmer, ancien ministre de la Justice du New Jersey qui dirigea l'enquête du personnel sur les événements du 11-Septembre, dans une interview récente. "Les enregistrements ont révélé une histoire radicalement différente de ce qui nous avait été dit à nous ainsi qu'au public pendant deux ans. ... Ce n'est pas de la manipulation d'informations. Ce n'est pas vrai." [...] »<sup>1</sup>

Tout ceci vient assurément embrouiller l'histoire un peu plus. Mais que ce soit avant ou après la remise du rapport final de la commission d'enquête, de la désinformation s'est produite quelque part.

Et une chose demeure certaine : la lenteur de la réaction américaine à protéger leur espace aérien le 11 septembre est indéniable. Comment se fait-il donc que personne ne fut congédié suite à cette incompetence mortelle ? Et surtout, pour quelle raison plusieurs individus occupant des postes stratégiques dans la chaîne de commandement furent-ils au contraire promus ?

Nous reviendrons plus en détails sur cet aspect. Mais devrait-on vraiment croire que le système militaire de défense aérienne des Etats-Unis, le plus sophistiqué de la planète, ne fut en mesure de rejoindre aucun des quatre avions commerciaux avant qu'ils ne s'écrasent ?

Rappelons une fois de plus que de septembre 2000 à juin 2001, NORAD avait déployé avec succès ses avions chasseurs à 67 reprises, comme l'indiquait l'AP (*Associated Press*)<sup>2</sup>. Pourtant, le 11 septembre, ce même système de défense échouait à quatre reprises en-deçà de deux heures, résultant en près de 3 000 morts, ce qui fut suivi de fausses déclarations, de promotions et d'aucun congédiement.

L'exemple des déclarations "inexactes" du Major Général Larry Arnold et du Colonel Alan Scott nous ramène à un article de l'*Associated Press* mentionné plus tôt, dans lequel il est rapporté deux jours seulement après les attaques « qu'un chasseur F-16 est demeuré en poursuite à courte distance avec un autre avion de ligne commercial sous le joug des terroristes jusqu'à ce qu'il s'écrase en Pennsylvanie, selon l'employé. »

L'information provenait du centre régional de contrôle aérien de Nashua, au New Hampshire, et concordait avec les déclarations initiales d'Arnold et de Scott, qui avaient d'abord affirmé que le vol 93 avait été repéré à 9h16. Cette déclaration était également soutenue par les affirmations de témoins visuels, ces civils qui prétendaient avoir aperçu un avion non identifié et des flammes dans le ciel, au-dessus du comté de Somerset, au moment de l'écrasement.

Ajoutons que lors de leurs témoignages devant la commission d'enquête environ

1. « 9/11 Panel suspected deception by Pentagon » (*Washington Post* – 2 août 2006)

2. « Military now notified immediately of unusual air traffic events » (AP – 08/12/2002)

deux ans plus tard, lors desquels ils contredirent leurs déclarations initiales, ni le major-général Larry Arnold, ni le colonel Alan Scott ne furent placés sous serment, pas plus qu'aucun autre militaire, d'ailleurs.<sup>1</sup>

Mais pourquoi ne pas placer sous serment ces individus qui détenaient des postes-clés dans la chaîne de commandement militaire ? Le sujet de l'investigation n'était-il pas suffisamment sérieux ? La défaillance du système de défense ne justifiait-elle pas à elle seule des interrogatoires serrés, en bonne et due forme ?

Examinons ensuite cet article très révélateur paru par CNN le 29 janvier 2002, impliquant cette fois-ci le président George W. Bush directement :

« Le président Bush a personnellement demandé mardi à Tom Daschle, leader de la majorité au Sénat, de limiter les investigations du Congrès sur les événements du 11-Septembre, ont appris à CNN des sources du Congrès et de la Maison-Blanche.

La requête fut émise lors d'une rencontre privée avec les leaders du Congrès, mardi matin. Les sources affirment que Bush a engagé la conversation.

Il a demandé que seuls les comités de renseignements de la Chambre et du Sénat examinent les erreurs potentielles de certaines agences fédérales qui auraient pu permettre aux attaques terroristes de survenir, plutôt que de mener une enquête plus large telle que certains législateurs l'ont proposé, selon les sources.

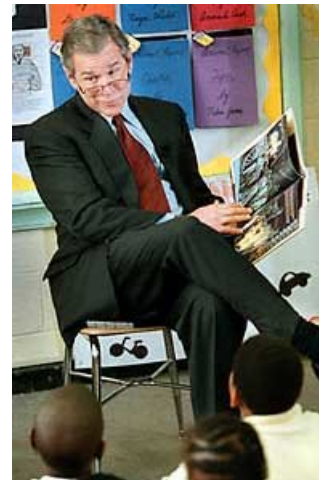
La discussion de mardi suivait un rare appel du vice-président Dick Cheney à Daschle, vendredi dernier, lors duquel la même requête lui était faite.

"Le vice-président a exprimé l'inquiétude qu'une révision de ce qui s'est produit le 11-Septembre détournerait les ressources et le personnel de leur effort dans la guerre contre le terrorisme", a expliqué Daschle aux journalistes. [...] »<sup>2</sup>

Voilà une manière diplomatique fort peu subtile d'expliquer que l'administration américaine s'opposait à des investigations en profondeur. Avec le recul, on peut se demander comment une telle justification put être fournie sans soulever l'ire du peuple. Après tout, il apparaît absurde qu'une superpuissance comme les Etats-Unis ne dispose pas de ressources suffisantes pour à la fois enquêter en profondeur sur les pires attaques terroristes de son histoire et assurer convenablement sa propre défense.

Le processus logique devant faire suite à un événement de l'ampleur du 11-Septembre serait-il si peu évident ? Investigation en profondeur, puis réaction appropriée. Comment le système américain put-il laisser le pays partir en guerre avant même qu'une enquête digne de ce nom ne soit menée ? Et quelle est donc la raison pour laquelle ce gouvernement désira ensuite limiter la portée des investigations ?

Un autre élément, tout aussi important qu'incontournable, fut la réaction initiale du président George W. Bush lorsqu'il fut informé que son pays était attaqué. Grâce au documentaire de Michael Moore, *Fahrenheit 911*, des millions de personnes ont pu être témoins de la réaction du président. En fait, il serait plus approprié de parler de son manque de réaction. Pour ceux qui n'auraient pas vu ces images, rappelons que le président Bush se trouvait à l'école primaire Emma E. Booker de Sarasota, en Floride, au matin du 11 septembre, dans le cadre d'une visite préalablement annoncée publiquement. Il devait y rencontrer des jeunes élèves et profiter de l'occasion pour



1. « 9/11 Live : The NORAD tapes » (*Vanity Fair* – 2 août 2006)

2. « Bush asks Daschle to limit Sept.11 probes » (CNN - 29 janvier 2002)

s'adonner à une séance de photos devant la presse.

Avant d'arriver à l'école, le président avait d'abord été informé que le premier avion avait percuté la tour Nord du World Trade Center. C'est toutefois alors qu'il se trouvait en présence des enfants qu'Andrew Card, son chef d'Etat-major à l'époque, lui murmura à l'oreille qu'un deuxième avion venait de s'encaster dans le World Trade Center et que les Etats-Unis étaient « sous attaque ». Puis, pendant au moins huit longues minutes, le président demeura immobile, les enfants récitant en chœur un livre intitulé *The Pet Goat*.

Tandis que l'Amérique était ostensiblement en proie à une attaque, où se trouvaient donc les services secrets et les gardes du corps assignés à la protection du président ? Puisque la présence de Bush avait été annoncée publiquement, celui-ci ne devenait-il pas aussitôt une cible de prédilection pour les terroristes ? La sécurité des enfants, par conséquent, se trouvait en péril par la seule présence du président parmi eux. Ainsi, à moins que les services secrets n'aient été absolument persuadés que le président ne courrait aucun risque, quelle raison valable pouvait-il y avoir de poursuivre la séance de photos avec ces enfants pendant huit longues minutes ? De plus, le président se trouvait toujours dans cette école à 9h30 puisqu'il y adressait quelques mots aux journalistes dans une salle modifiée pour y accueillir la conférence de presse.

Alors que certains déduisent que les services secrets savaient pertinemment que le président n'était pas en danger à cet endroit et à ce moment précis, d'autres préfèrent croire toutes autres explications, allant de l'incompétence des services secrets à la démonstration de sang-froid de la part du président Bush. Il est toutefois intéressant, à ce propos, de lire cet extrait du *Washington Times* daté du 7 octobre 2002 :

« "Un deuxième avion a frappé la deuxième tour. L'Amérique est sous attaque."

Le chef d'Etat-major de la Maison-Blanche s'était penché pour murmurer ces mots à l'oreille droite du président à 9h07 le 11 septembre.

"Je l'ai regardé et c'est tout ce qu'il a dit", s'est souvenu M. Bush quelques mois plus tard, lors d'une série d'entretiens en profondeur pour le *Washington Times* dans le bureau ovale et à bord de l'Air Force One. "Ensuite il est parti. Il n'y avait pas de temps pour discuter ou quoi que ce soit." [...]

Alors que les enfants poursuivaient leur histoire [*The Pet Goat*], le président fixait encore le vide, perdu dans un tumulte de pensées pressantes. Le premier avion qui s'était écrasé n'était donc pas un accident. Le deuxième avion venait de prouver cela. [...]

Le président remarqua quelqu'un qui gesticulait à l'arrière de la salle. C'était Ari Fleischer, attaché de presse de la Maison-Blanche, qui tentait d'attirer son attention sans alerter la presse. M. Fleischer exhibait un bloc de papier.

De grosses lettres carrées étaient gribouillées à l'endos sur la surface cartonnée : NE DITES RIEN POUR L'INSTANT. Les remarques écrites précédemment sur le brouillon allaient s'avérer malheureusement inappropriées. [...] »<sup>1</sup>



N'est-il pas intéressant d'apprendre que le manque de réaction du président était en

1. « Suddenly, a time to lead » (*Washington Times* – 7 octobre 2002)

réalité justifié par ce que lui dictait son entourage professionnel immédiat ? Ainsi, tout était donc sous contrôle pendant ces huit minutes où le président était demeuré immobile. Loin de vouloir éloigner le président Bush des écoliers pour la sécurité de tous, la consigne était plutôt de continuer à jouer le jeu de la séance médiatique devant les enfants, comme si rien d'anormal ne s'était produit.

Examinons ensuite un nouvel élément relatif au président américain. A diverses reprises, celui-ci fut questionné par les médias à propos de sa réaction initiale au matin du 11 septembre. Voici l'une de ses réponses, rapportée par CNN alors que Bush se trouvait au Centre des Congrès d'Orlando, en Floride, le 4 décembre 2001. Pour mieux se situer dans le contexte, le président recevait alors une question d'un élève de troisième année du primaire :

« [...] QUESTION : Comment vous êtes-vous senti quand vous avez appris pour l'attaque terroriste ?

BUSH : Merci, Jordan... Eh bien, tu ne croiras pas dans quel état j'étais lorsque j'ai appris à propos de l'attaque terroriste. J'étais en Floride. Et mon chef d'Etat-major, Andy Card – en fait, je me trouvais dans une classe pour discuter d'un programme de lecture performant. Et j'étais assis à l'extérieur de la classe en attendant d'y entrer, et j'ai vu un avion frapper la tour – la télévision était manifestement allumée, et j'ai déjà été pilote moi-même, et j'ai dit : "Voilà un terrible pilote", et j'ai dit : "Ce doit être un accident horrible".

Mais on m'a rapidement sorti de là – je n'ai pas eu beaucoup de temps pour y penser, et alors que j'étais assis dans la classe, Andy Card, mon chef qui était assis tout près est entré et m'a dit : "Un deuxième avion a frappé la tour. L'Amérique est attaquée." [...] »<sup>1</sup>

Un simple détail, M. le Président : aucune image du premier avion percutant la tour Nord, la première à être touchée, ne fut diffusée à la télévision le 11 septembre. Ces images furent toutes diffusées par la suite, ayant été captées par hasard par des civils.

Le président disposait-il alors d'images inaccessibles au reste du monde à ce moment ? Ou a-t-il tout simplement de sérieux problèmes de mémoire ? Bush répéta pourtant exactement la même histoire un mois plus tard à l'autre bout du pays, lors d'une conférence dans le cadre d'un forum sur l'économie en Californie. L'extrait suivant provient directement du site officiel de la Maison-Blanche et fut publié le 5 janvier 2002 :

« [...] Question : Quelle est la première chose qui vous a passé par la tête quand vous avez appris qu'un avion s'était écrasé dans le premier édifice ?

Le président : Oui. Eh bien, j'étais assis dans une classe de Floride. J'étais descendu pour dire à mon petit frère quoi faire, et... Je blague, Jeb ! Et... C'est la mère en moi... De toute manière, j'étais en train d'apprendre à propos d'un programme de lecture qui fonctionne bien. [...] De toute façon, j'étais assis là, et mon chef d'Etat-major... Eh bien, tout d'abord, quand nous sommes entrés dans la classe, j'avais déjà vu cet avion percuter le premier édifice. Une télévision était allumée. Et vous savez, j'ai pensé que c'était une erreur de pilotage et j'étais étonné qu'une personne puisse faire une si terrible erreur. Et quelque chose n'était pas normal avec l'avion, ou... De toute façon, je suis assis là, j'écoute l'exposé, et Andy Card est venu et m'a dit : "L'Amérique est attaquée". [...] »<sup>2</sup>

1. « President Bush holds town hall meeting » (CNN Transcript – 4 décembre 2001)

2. « President holds town hall forum on economy in California » (Communiqué de presse de la Maison-Blanche – 5 janvier 2002)

Chose certaine, le président ne semble certes pas avoir de difficultés à se rappeler de cette version des faits. Alors que pratiquement chaque personne en Amérique, et probablement dans le monde, se souvient où elle se trouvait et de quelle manière elle prit connaissance des attaques du 11-Septembre, comment le président lui-même peut-il en conserver un souvenir aussi inexact ?

Voyons finalement ce que rapportait ABC News lors de sa couverture télévisée des événements, en direct le 11 septembre. Les propos suivants sont ceux du correspondant John Cochran, discutant avec le présentateur Peter Jennings :

« Cochran : [...] Peter, comme vous le savez, le président se trouve en Floride pour discuter d'éducation. Il est sorti de sa suite d'hôtel ce matin, il était sur le point de quitter lorsque les journalistes ont vu le chef d'Etat-major de la Maison-Blanche, Andy Card, murmurer à son oreille. Les journalistes ont ensuite demandé au président : 'Êtes-vous au courant de ce qui est arrivé à New York ?'. Il a dit que oui et qu'il aurait quelque chose à dire à ce sujet un peu plus tard. [...] »<sup>1</sup>

Le président affirmait pourtant à deux reprises avoir pris connaissance des attaques une fois rendu à l'école primaire seulement.

Et s'il ne s'agissait pas d'un problème de mémoire ?

---

1. *Live coverage*, reporter John Cochran (ABC News – 11 septembre 2001)

## INTRIGUES ET MANIGANCES

Dès septembre 2001, la position de l'administration américaine était claire : « Oussama Ben Laden est notre coupable ; nous irons le chercher où nous le désirons, et le pays qui s'opposera à nos méthodes sera considéré comme un ennemi. Vous êtes soit avec nous, soit avec les terroristes. »

Citons à ce propos la réaction de George Tenet, directeur de la CIA, lorsqu'on l'informa des attaques en cours. Celui-ci déjeunait alors en compagnie de David Boren, ancien président du Comité de renseignements du Sénat au matin du 11-Septembre. Comme le rapportait ABC News, après avoir été informé que le premier avion avait percuté le World Trade Center, George Tenet affirma à Boren que « ça a toutes les empreintes de Ben Laden »<sup>1</sup>.

Plutôt rapide comme déduction, alors qu'un seul des quatre avions avait atteint sa cible.

Nous connaissons la suite : deux ou trois semaines plus tard, l'Afghanistan fut envahi. Est-il nécessaire de mentionner qu'une invasion de cette envergure ne se planifie pas en un délai aussi court ? C'est dans un tel contexte, d'ailleurs, que le désaccord du gouvernement américain à mener une enquête en bonne et due forme devient dissonant.

Cela s'avère particulièrement vrai lorsque nous apprenons certains faits intéressants. Par exemple, considérons cet extrait de l'édition de février 2003 du magazine UTNE (*Understanding The Next Evolution*), publiée à l'aube de l'ouverture des investigations de la commission d'enquête sur les attentats :

« Un membre de la commission d'enquête [Tim Røemer] sur les attaques du 11 septembre 2001 à New York et Washington a affirmé qu'il insistera pour que l'investigation soit "agressive et de grande envergure", incluant notamment des entrevues avec une Maison-Blanche peu coopérative. Mais jusqu'à quel point l'administration Bush sera-t-elle disposée à collaborer lorsque le nom du frère du président surgira dans la conversation ?

[...] Marvin P. Bush, frère cadet du président, était directeur d'une compagnie appelée *Securacom*, titulaire des contrats de sécurité du World Trade Center, d'United Airlines et de l'aéroport international de Dulles. La compagnie était soutenue par *KuwAm*, une firme d'investissements koweïto-américaine qui comptait parmi les membres de son comité le même Marvin Bush.

Depuis, *Securacom* a changé de nom pour *Stratesec* mais demeure supportée financièrement par *KuwAm*. Marvin Bush, qui n'a pas répondu à de multiples demandes d'entrevue pour *The American Reporter*, ne figure plus parmi les employés de ces compagnies et n'a été lié à aucune activité terroriste.



---

1. « Moments of crisis, Part 1 ; Terror hits the towers – How government officials reacted to Sept. 11 attacks » (ABC News – 14 septembre 2002)

Selon Wayne Black, directeur d'une firme de sécurité floridienne, il est quelque peu inhabituel pour une même firme de s'occuper à la fois de la sécurité d'une compagnie aérienne et d'un aéroport. Il est également inusité pour une firme qui a des liens si rapprochés avec une compagnie étrangère de s'occuper de la sécurité d'un aéroport international aussi 'délicat' que celui de Dulles. "Quand vous avez un contrat de sécurité, vous connaissez tous les mécanismes internes", a-t-il dit. "Quelqu'un connaissait quelqu'un", a-t-il ajouté, "sinon le contrat aurait été examiné plus attentivement". [...] »<sup>1</sup>

Ainsi, le frère du président était directeur d'une compagnie à la fois responsable de la sécurité de l'aéroport de Dulles (d'où décolla le vol 77 avant de s'écraser sur le Pentagone), d'United Airlines (vols 93 et 175) et du World Trade Center.

Quelles sont les probabilités que le frère du président au pouvoir ait occupé le poste de directeur dans une firme qui détenait la clé de tous les systèmes de sécurité des compagnies figurant parmi les rouages de la pire attaque terroriste de l'Histoire, et ce, depuis l'arme utilisée (avions), en passant par un de leurs points d'origine (aéroport) jusqu'à leur cible principale (WTC) ?

Mais les coïncidences ne s'arrêtent pas là dans la famille Bush. Poursuivons avec un extrait tiré de l'agence de presse électronique britannique *Ananova*, daté du 12 septembre 2001 :

« Le cousin du président Bush aurait dû se trouver dans le World Trade Center lorsqu'il fut attaqué.

Jim Pierce, directeur général d'AON Corporations, avait prévu une conférence d'affaires au 105<sup>e</sup> étage de la tour Sud où ses bureaux de New York étaient situés.

Mais le nombre de personnes dans son groupe était trop élevé, et ils décidèrent donc de se déplacer de l'autre côté de la rue, au Millennium Hotel.

Deux cents membres du personnel d'AON sont manquants.

M. Pierce a déclaré à la station de télévision KPRC-TV, de Houston, Texas, qu'il a aperçu l'explosion depuis l'hôtel.

"Ç'aurait tout autant pu être une explosion nucléaire", prétend-il. "Ils étaient partis en une seconde. C'était une énorme boule de feu qui est descendue puis remontée. Il pleuvait littéralement du métal et des débris. Nous savions immédiatement que c'était tout juste en-dessous de nos bureaux." [...] »<sup>2</sup>

Libre à chacun de classer ou non cette anecdote dans le registre du hasard. Il est d'ailleurs vraisemblable que le reportage suivant, publié par la *Royal Australian Navy News*, reçoive le même traitement. Celui-ci nous situe dans un contexte où un vétéran de guerre australien rencontrait le président américain George W. Bush ainsi que son homologue australien John Howard le 10 septembre 2001 à Washington pour une cérémonie commémorative d'une attaque japonaise datant de la Seconde Guerre mondiale :

« C'est le 10 septembre à Washington, Etats-Unis, alors que le survivant du navire coulé HMAS Canberra, Mackenzie Gregory, se tourne vers le Premier ministre australien John Howard et lui dit : 'On se verra demain à Arlington'.

Sans le savoir, M. Gregory était sur le point de survivre à un autre événement d'une importance historique – les attentats terroristes sur New York et Washington le lendemain.

1. « Secrecy surrounds 9/11 Investigation » (UTNE – Février 2003)

2. « President's cousin escaped death thanks to schedule change » (*Ananova News Service* – 12 septembre 2001)



De plus, M. Gregory pourrait avoir à remercier le Premier ministre pour sa bonne étoile après qu'il ait originalement réservé une place à bord du vol 77 qui s'est écrasé sur le Pentagone le 11 septembre.

Le personnel de l'ambassade australienne a annulé sa réservation pour le vol 77 et a replanifié son vol pour qu'il coïncide avec la présence du Premier ministre à une cérémonie de présentation de bouquet à Arlington. [...] »<sup>1</sup>

Poursuivons dans cette lignée de coïncidences méconnues avec le prochain extrait.

Force est d'admettre que quiconque aura lu l'article intitulé « Dark Heart of the American Dream », paru dans *The Observer* – célèbre magazine britannique associé au *Guardian Unlimited* – sera probablement demeuré pantois devant sa toute dernière phrase. Traitant exhaustivement de la naissance de la dynastie de la famille Bush dans les années 50, l'article en question, souvent lourd et complexe, s'étire sur une dizaine de pages pour se clore sur une note saisissante :

« [...] Le 11 septembre, pendant que les avions d'Al Qaeda percutaient le World Trade Center et le Pentagone, le groupe Carlyle tenait une conférence dans un hôtel de Washington. Parmi les invités d'honneur se trouvait un investisseur important : Shafiq bin Laden, frère d'Oussama. »<sup>2</sup>



En quoi donc est-ce extraordinaire ? Il faut savoir que les paragraphes précédents avaient préalablement décrit la constitution de ce fameux groupe Carlyle, un fonds d'investissements privé basé à Washington et dirigé par Frank Carlucci, ancien directeur de la CIA, ancien secrétaire à la Défense sous l'administration Reagan ainsi qu'ami de toujours de George Bush père – ce même Bush qui fut également directeur de la CIA et qui siégeait également au comité du groupe.

Dit plus simplement, le frère d'Oussama Ben Laden se trouvait en réunion avec George H. W. Bush ainsi que d'autres figures de premier plan du domaine des renseignements américains alors même que se déroulaient les attaques.

Mais pour quelle raison préféra-t-on attendre à la toute dernière phrase de cet article interminable pour mentionner un tel fait, qui aurait sans l'ombre d'un doute pu faire l'objet d'un article en soi ? Nos médias, habituellement avides de scoops et prêts à remuer ciel et mer pour défrayer la chronique, ne firent qu'à peine mention de ce fait pourtant si facilement exploitable.

Examinons aussi de quelle manière CBC, l'une des rares chaînes de nouvelles à avoir également abordé l'histoire, s'attaqua au sujet. Dans un article intitulé « Conspiration ou coïncidence ? », le réseau national canadien entraîna quant à lui directement dans le vif du sujet.

« Est-ce une conspiration ou une coïncidence ? Il existe une longue et embrouillée histoire entre la famille Bush et l'élite d'Arabie Saoudite.

Elle débute dans les années 70 à Houston, Texas, alors que George W. Bush en était à ses premières armes dans les deux commerces familiaux, soit la



1. « Canberra vet lives to tell the tale » (*Royal Australian Navy News* – 1<sup>er</sup> octobre 2001)

2. « Dark heart of the american dream » (*Guardian Unlimited* – 16 juin 2002)

politique et le pétrole. La puissante – et très riche – famille Ben Laden l’a aidé à fonder sa première entreprise dans le domaine du pétrole.

La relation amicale privilégiée s’est ensuite poursuivie pendant des décennies. Suite à une attaque terroriste sur des installations militaires en Arabie Saoudite qui tua 19 américains, la famille Ben Laden reçut un contrat de plusieurs milliards de dollars pour reconstruire. Et incroyablement, George Bush père se trouvait dans une réunion d’affaires à l’hôtel Ritz Carlton de Washington au matin du 11 septembre avec l’un des frères d’Oussama Ben Laden. [...] »<sup>1</sup>

La CBC optait donc de son côté pour une approche diamétralement opposée à celle du *Guardian* britannique, qui avait préféré glisser l’anecdote en douce à la toute fin d’un article particulièrement long. Du côté canadien, l’approche fut plus directe ; mais on protégea toutefois ses arrières en plaçant l’histoire sous la rubrique des conspirations. Que cherche-t-on à accomplir en évitant d’aborder directement ce sujet à l’aide d’une couverture journalistique traditionnelle ?

Et puisqu’il est question de la famille Bush, mentionnons au passage que Prescott Bush, père de George H. W. et grand-père de George W., a soutenu et profité financièrement de la montée au pouvoir de l’Allemagne nazie. Voici un extrait du *Guardian* britannique paru le 25 septembre 2004 :

« [...] Le grand-père de George Bush, l’ancien sénateur américain Prescott Bush, était un directeur et actionnaire de compagnies qui ont profité de leur implication avec les investisseurs financiers de l’Allemagne nazie. *The Guardian* a reçu la confirmation par le biais de documents nouvellement découverts aux Archives Nationales américaines qu’une firme dont Prescott Bush était le directeur était impliquée avec les architectes financiers du nazisme.



Ses transactions d’affaires, qui se sont poursuivies jusqu’à ce que les actifs de sa compagnie soient saisis en 1942 au titre de la loi du Commerce avec l’Ennemi, [...].

Le document a également poussé un ancien procureur américain des crimes de guerre nazis à argumenter que les actions du défunt sénateur auraient constitué des motifs suffisants pour justifier des poursuites judiciaires pour avoir fourni assistance et soutien à l’ennemi.

[...] Mais les nouveaux documents, dont la plupart ne furent déclassifiés que l’année dernière, démontrent que même après que l’Amérique soit entrée en guerre, et alors qu’il existait déjà des indications significatives concernant les plans et politiques nazis, [Prescott Bush] a travaillé pour et profité des compagnies impliquées de près avec les mêmes entreprises allemandes qui ont financé la montée au pouvoir d’Hitler. Il est également évoqué que l’argent accumulé suite à ces transactions a contribué à établir la fortune de la famille Bush et à ériger leur dynastie politique. [...] »<sup>2</sup>

Revenons un instant sur cet attentat ayant frappé les installations américaines en Arabie Saoudite, dont faisait mention l’article de CBC, en précisant à ce sujet qu’en juin 1996,

« un camion rempli d’explosifs détruisait les installations d’al-Khobar, qui abritaient du personnel de l’armée de l’air, tuant 19 soldats. Un groupe appelé *Hezbollah Saoudien* en avait revendiqué la responsabilité. Eventuellement, l’administration Clinton ordonna de faire cesser les investigations sur cette affaire dans le but de ne pas

1. « The Saudi Connection : Conspiracy or coincidence ? » (*CBC News* – 29 octobre 2003)

2. « How Bush’s grandfather helped Hitler’s rise to power » (*The Guardian* - 25 septembre 2004)

brouiller les relations entre les Arabes et l'Iran – le pays qui finance le Hezbollah. [...] »<sup>1</sup>

Voici des éléments supplémentaires intéressants. Les Américains perdirent donc 19 de leurs soldats dans un attentat, mais décidèrent de ne pas chercher de coupables pour ne pas nuire aux relations des riches investisseurs arabes, et offrirent ensuite un mirobolant contrat de reconstruction de ces mêmes installations à la famille Ben Laden, qui s'éleva à plusieurs milliards de dollars.

Certes, il serait possible d'arguer que le contexte de 1996 était fort différent du monde « post 11-Septembre », et que la réaction aurait été tout autre suite à la tragédie de 2001 attribuée à Al Qaeda.

Pour s'en assurer, examinons un article paru dans la section financière de CNN, le 5 mai 2003, soit quatre jours seulement après que le président Bush ait prononcé son célèbre discours sous la bannière « Mission accomplie », qui faisait référence à la fin des combats majeurs en Irak – annoncée quelque peu hâtivement, il va sans dire :

« L'administration Bush a lancé sa guerre contre la terreur en se basant sur les présumés actes d'Oussama Ben Laden. Ironiquement, l'une des compagnies que l'administration a choisie pour reconstruire l'Irak après les récents combats entretient des liens avec la famille Ben Laden, selon la publication d'un rapport.

Bechtel Corp., une firme de construction privée basée à San Francisco, s'est récemment vu accorder un contrat du Département d'Etat, d'une valeur potentielle de plus de 600 millions de dollars, pour aider à la reconstruction de l'infrastructure suite à la guerre menée par les américains.

L'administration Bush a justifié cette guerre, en partie parce qu'elle affirmait que le régime de Saddam Hussein, ancien leader de l'Irak, entretenait des liens avec le réseau terroriste Al Qaeda dirigé par Ben Laden, le groupe prétendument responsable des attaques terroristes du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis.

Selon un article de l'édition du 5 mai dans le magazine *New Yorker*, plusieurs membres de la famille Ben Laden – faisant partie d'une grande famille d'Arabie Saoudite ayant fait fortune dans le domaine de la construction – a investi environ dix millions de dollars dans un fonds d'actions privé opéré par une ancienne filiale de Bechtel avant le 11-Septembre. [...] »<sup>2</sup>



Plus dérangeant encore, ce paradoxe ne fait pas figure d'exception dans la feuille de route de l'administration Bush. A de nombreuses reprises on retrouve des exemples dans lesquels certaines singularités étonnent. Si bien qu'en bout de ligne, un comportement à tout le moins déconcertant se dégage de l'administration américaine à l'égard de la famille Ben Laden.

Aussi riche cette famille soit-elle, les dirigeants américains ne devraient-ils pas éviter à tout prix de maintenir une relation aussi conviviale avec la famille de celui à qui on reproche d'avoir orchestré les pires attaques terroristes de l'Histoire ?

Est-il rassurant, par exemple, de lire des articles relatant de quelle manière le gouvernement américain apporta son aide à des parents d'Oussama Ben Laden pour leur permettre de quitter les Etats-Unis dans les jours suivant les attaques du 11-Septembre ? L'extrait qui suit est tiré du *New York Times*, en date du 27 mars 2005 :

1. « The Saudi Connection : Conspiracy or coincidence ? » (*CBC News* – 29 octobre 2003)

2. « Bechtel tied to bin Ladens » (*CNN* – 5 mai 2003)

« L’histoire fut dite et redite si souvent au cours des trois dernières années et demie qu’elle en est venue à figurer parmi les légendes politiques : à travers la frénésie découlant du 11 septembre 2001, alors que certains avions se trouvaient encore sous interdiction de voler, des douzaines d’Arabes ayant de bonnes relations, incluant des parents d’Oussama Ben Laden, trouvèrent le moyen de quitter les Etats-Unis à bord de vols spécialement affrétés.

Maintenant, des documents du gouvernement fraîchement publiés, confidentiels jusqu’à ce jour, indiquent que c’est depuis Las Vegas, notamment, que le FBI apporta un support plus actif aux Arabes pour leur départ.

Le FBI a fourni des escortes personnelles vers les aéroports à deux éminentes familles d’Arabie Saoudite qui ont fui les Etats-Unis, et plusieurs autres Arabes se virent accorder la permission de quitter le pays sans être préalablement interrogés, démontrent les documents. [...] »<sup>1</sup>

De son côté, l’édition d’octobre 2003 du *Vanity Fair* traitait l’histoire avec un peu plus de mordant :

« Seulement quelques jours après le 11-Septembre, de riches Arabes incluant des membres de la famille Ben Laden se faulèrent hors des Etats-Unis à bord de jets privés. Personne n’est prêt à admettre avoir donné l’autorisation pour ces vols, et les passagers ne furent pas interrogés. La longue relation de la famille Bush avec ces Arabes a-t-elle rendu la chose possible ? [...] »<sup>2</sup>

La suite de ce reportage adoptait le point de vue de Dan Grossi, un agent de police retraité de Tampa, en Floride, qui reçut le 13 septembre 2001 un appel hors de l’ordinaire, dans lequel on lui demandait d’escorter par avion un groupe d’étudiants arabes de Tampa jusqu’à Lexington, au Kentucky. Sachant que 15 des 19 terroristes qui avaient commis les pires atrocités de l’histoire américaine deux jours plus tôt étaient arabes, Grossi douta sérieusement de la faisabilité de la chose :

« “Très franchement, je savais que tous les avions étaient interdits de vol”, dit-il. “Je n’ai jamais cru que ça allait se réaliser.” Malgré tout, Grossi, à qui on avait demandé d’amener un collègue avec lui, appela Manuel Perez, un ancien agent du FBI, pour l’avertir. Perez était aussi peu convaincu. “J’ai dit : Oublie ça”, se souvient Perez. “Personne ne vole aujourd’hui.”

Les deux hommes avaient de bonnes raisons d’être sceptiques. Dans les minutes suivant les attaques du 11-Septembre, l’Administration d’Aviation Fédérale (FAA) avait émis un avis spécial nommé NOTAM – un avis à l’attention des aviateurs – qui ordonnait à tout avion en vol aux Etats-Unis d’atterrir dans les plus brefs délais à l’aéroport le plus proche, et interdisait aux avions au sol de décoller. Au cours des deux jours qui suivirent, l’aviation commerciale et privée à travers les Etats-Unis entiers cessa ses opérations. L’ancien vice-président Al Gore se trouva isolé en Autriche alors que son vol vers l’Amérique était annulé. Bill Clinton dut également reporter son voyage. Les parties de baseball des ligues majeures étaient annulées. Pour la première fois en un siècle, le ciel de l’Amérique était presque aussi vide qu’il l’était lorsque les frères Wright prirent leur envol historique à Kitty Hawk.

Néanmoins, vers 13h30 ou 14h, le 13 septembre, Dan Grossi recevait son appel. On l’informait que les Arabes seraient déposés aux Services Aéroportuaires Raytheon, un hangar privé de l’aéroport international de Tampa.

Lorsque lui et Perez se retrouvèrent au terminal, une femme se moqua de Grossi pour la simple pensée qu’il volerait peut-être ce jour-là. Les vols commerciaux

1. « New details on FBI aid for Saudis after 9/11 » (*New York Times* – 27 mars 2005)

2. « Saving the Saudis » (*Vanity Fair* – Octobre 2003)

recommençaient tranquillement, mais à 10h57 la FAA émettait un autre avis aux aviateurs, leur rappelant que les vols privés étaient toujours interdits. Trois avions privés violèrent l'interdiction cette journée-là, et dans chacun de ces cas une paire d'avions chasseurs força rapidement l'avion à atterrir. En ce qui concernait les avions privés, l'Amérique était toujours immobilisée. "On m'a dit que ça nécessiterait l'approbation de la Maison-Blanche", a dit Grossi.

Alors, un des pilotes arriva. "Voici votre avion", dit-il à Grossi. "Quand vous êtes prêts." [...] »<sup>1</sup>

Cette histoire, qui fit scandale lorsqu'elle fut reprise moins d'un an plus tard dans le documentaire *Fahrenheit 911* de Michael Moore, reflète une fois de plus le comportement hautement problématique de l'administration américaine à l'égard de la famille saoudienne. Alors qu'il pourrait être tentant de croire que le 11-Septembre soit dû à l'incompétence des dirigeants américains, ce traitement particulier réservé aux Arabes ne peut quant à lui être justifié par un tel raisonnement.

En effet, outrepasser une interdiction de voler, ce qui nécessitait une autorisation des plus hauts dirigeants américains, cadre difficilement avec l'incompétence ou la négligence, lorsqu'un avion privé rempli d'Arabes reçoit le feu vert des plus hautes instances pour s'envoler sans que ceux-ci ne soient d'abord interrogés. Il s'agit au contraire d'une décision prise en connaissance de cause.

Le même reportage s'interroge d'ailleurs plus loin sur le sujet :

« [...] De plus, des documents du FBI portant la mention "Confidentiel" indiquent que deux membres de la famille Ben Laden, qui s'étaient régulièrement distancés d'Oussama Ben Laden, étaient sous investigation par le Bureau [FBI] pour leurs liens possibles avec un organisme islamiste suspecté de supporter le terrorisme.

Plus récemment, en juillet, l'administration demandait au Congrès de ne pas publier 28 pages de son rapport officiel sur le 11-Septembre. Selon des rapports de nouvelles, cette section confidentielle révèle qu'il y avait des liens entre les terroristes et deux Arabes, Omar al-Bayoumi et Osama Brassnan, qui entretenaient une liaison financière avec des membres du gouvernement d'Arabie Saoudite. Les officiels arabes nient toute implication de leur gouvernement avec les attaques. Les Arabes ont demandé que les pages soient rendues publiques pour qu'ils puissent les réfuter, mais le président Bush a refusé.

Les experts en terrorisme affirment que les Arabes qui se trouvaient aux Etats-Unis immédiatement après les attaques auraient pu contribuer à mettre en lumière la structure d'Al Qaeda et fournir des pistes importantes pour enquêter sur le 11-Septembre. Et malgré cela, selon des sources ayant participé au rapatriement, ils quittèrent les Etats-Unis sans même être questionnés par le FBI.

Officiellement, la Maison-Blanche se refuse à tout commentaire, et une source de l'intérieur soutient que ces vols n'ont jamais eu lieu. Toutefois, d'anciens officiels de haut niveau de l'administration Bush en ont déclaré autrement à *Vanity Fair*.

Comment est-il possible que, au moment précis où le président Bush déclare une guerre globale contre la terreur sans retenue qui allait envoyer des centaines de milliers de soldats américains en Afghanistan et en Irak, et au moment précis où Oussama Ben Laden devient l'ennemi public numéro un et la cible d'une chasse à l'homme mondiale, la Maison-Blanche précipite le départ d'autant de témoins potentiels, incluant deux douzaines de parents de l'homme lui-même derrière les attaques ? [...] »<sup>2</sup>

---

1. « Saving the Saudis » (*Vanity Fair* – Octobre 2003)

2. *Ibid.*

Inutile de tergiverser sur cet aspect, l'interrogation ci-dessus exposant parfaitement l'illogisme et l'inconséquence des actions des leaders américains. Poursuivons plutôt avec un extrait d'article de l'UPI (*United Press International*) paru le 31 octobre 2001 :

« Un agent de la CIA a prétendument rencontré la tête dirigeante soupçonnée de terrorisme, Oussama Ben Laden, en juillet [2001], alors que le Saoudien recevait un traitement pour des problèmes de reins dans un hôpital américain de Dubaï, a rapporté mercredi le journal de nouvelles français *Le Figaro*.

D'après certaines informations, Ben Laden s'est présenté le 4 juillet à l'American Hospital de Dubaï, un hôpital général pour soins spécialisés qui compte 100 lits, et y est resté jusqu'au 14 juillet. Il est arrivé de Quetta, au Pakistan, accompagné de son docteur personnel et d'un assistant rapproché – peut-être Ayman el Zawahiri, un dirigeant du Jihad Islamique égyptien, présentement le bras droit de Ben Laden, rapportait le journal.

*Le Figaro* a cité un "partenaire professionnel" lié à la direction de l'hôpital comme source.

Hormis une série de dignitaires locaux et des membres de la famille, les visiteurs de Ben Laden ont inclus un agent local de la CIA, a rapporté le journal. L'agent était largement connu localement, affirme *Le Figaro*, et a par la suite fait part de sa rencontre à plusieurs amis.

Le prétendu espion américain fut appelé au siège social de la CIA à McLean, en Virginie, le 15 juillet – un jour après que Ben Laden l'ait quitté, a rapporté *Le Figaro* en citant des "sources autorisées".

La raison pour laquelle Ben Laden aurait rencontré un agent de la CIA – ou vice-versa – n'est pas claire. Même avant les attaques terroristes du 11-Septembre, le millionnaire saoudien figurait parmi les premiers suspects de terrorisme en Amérique, étant auparavant accusé de plusieurs complots contre des cibles américaines, notamment l'attentat à la bombe sur le World Trade Center en 1993.

Mais le journal français a déclaré que les liens entre la CIA et Ben Laden remontent à des années dans le passé, et semblait suggérer que Ben Laden avait fourni à l'agence des informations à propos des futurs attentats terroristes. [...]

Un diplomate américain à Paris a refusé de commenter l'article du *Figaro*, ni les allégations à propos d'une rencontre d'urgence à Paris en août, entre des hauts responsables des services de renseignements français et américains.

"Nous ne commentons rien de tout cela", a-t-il dit. "Nous ne pouvons pas parler de telles rencontres qui peuvent s'être produites ou non". [...]

Selon certaines informations, le directeur du département d'urologie de l'hôpital de Dubaï, Terry Callaway, a refusé de répondre à des questions sur le prétendu séjour de Ben Laden. Radio-France a rapporté mercredi que l'hôpital américain avait nié que Ben Laden y avait été traité. [...] »<sup>1</sup>

Une fois de plus, voilà qui cadre bien avec la relation de longue date entre les familles Bush et Ben Laden. Observons ensuite cet article paru le 15 août 2005 par *Newsweek*, sous la tutelle de MSNBC :

« Durant la campagne présidentielle de 2004, George W. Bush et John Kerry ont débattu du fait qu'Oussama Ben Laden s'était échappé de Tora Bora dans les derniers jours [*sic*] de la guerre en Afghanistan. Kerry accusait Bush de "ne pas avoir choisi d'utiliser les forces américaines pour pourchasser et tuer" le dirigeant d'Al Qaeda. [...] Bush soutenait quant à lui que les commandants sur le terrain ne savaient pas si Ben Laden se terrait dans un refuge montagneux le long de la frontière afghane.

1. « Report : Bin Laden treated at US hospital » (*United Press International* – 31 octobre 2001)

Mais dans un livre à paraître, le commandant de l'unité Jawbreaker de la CIA sur le terrain à Tora Bora, Gary Berntsen, affirme que lui ainsi que d'autres commandants américains savaient que Ben Laden figurait parmi les centaines de membres d'Al Qaeda et talibans en fuite. Berntsen déclare qu'il possédait des renseignements clairs que Ben Laden se cachait à Tora Bora – des agents du service de renseignements l'avaient retracé – et qu'il aurait pu être capturé. "Il était là", a dit Berntsen à *Newsweek*. [...]



Dans son livre – intitulé *Jawbreaker* – le responsable de la CIA, dont la carrière lui rapporta des distinctions d'honneur, critique le Département de la Défense de Donald Rumsfeld pour ne pas avoir fourni assez de support aux forces spéciales de la CIA et du Pentagone dans les heures décisives à Tora Bora, dit l'avocat de Berntsen, Roy Krieger. [...] Ceci corrobore d'autres témoignages récents, notamment celui de l'auteur militaire Sean Naylor, qui a décrit Tora Bora comme étant un "désastre stratégique" parce que le Pentagone a refusé de déployer un cordon d'effectifs conventionnel pour empêcher les membres d'Al Qaeda et des talibans de s'échapper. [...] »<sup>1</sup>

Une question : pour quel motif les Etats-Unis déclareraient-ils la guerre à l'Afghanistan, quelques semaines après le 11 septembre 2001, sous le prétexte d'aller chercher Oussama Ben Laden, pour ensuite le laisser filer alors qu'il se trouvait à leur portée ?

Serait-ce dû au hasard que cette guerre fasse toujours rage plus de sept ans plus tard ? Et n'est-ce pas là un détail capital, que les Etats-Unis ne daignèrent pas saisir l'opportunité de mettre la main au collet du dirigeant d'Al Qaeda après seulement quelques semaines de combats ?

Poursuivons avec un reportage plutôt étrange provenant de CNN. Il parut le 4 janvier 2002, alors que la campagne militaire en Afghanistan entrait dans son quatrième mois de combats :

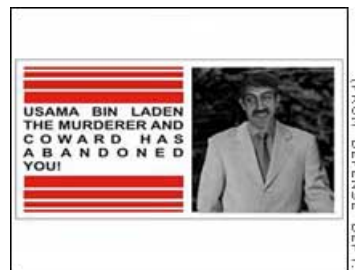
« Le Pentagone tente de persuader les derniers combattants d'Al Qaeda en Afghanistan de se livrer en distribuant des tracts qui contiennent une image modifiée d'Oussama Ben Laden portant des vêtements occidentaux.



Le document imprimé recto-verso est dispersé dans des régions d'Afghanistan où les Etats-Unis croient que les combattants d'Al Qaeda sont situés.

Le document comporte une image de soldats afghans morts et la déclaration suivante, avec épellation inchangée : "Usama bin Laden, le meurtrier et le lâche, a abandonné Al Qaeda. Il vous a abandonnés et s'est sauvé. Rendez-vous et ne mourez pas inutilement, vous ne valez rien à ses yeux. Epargnez le deuil et la souffrance de votre mort à vos familles."

De l'autre côté se trouve une image modifiée de Ben Laden, apparaissant sans son turban ni sa barbe et vêtu d'un habit blanc et d'une cravate. En grosses lettres, il est écrit : "Usama bin Laden le meurtrier et le lâche vous a abandonnés !" [...]



Certains analystes avancent que la photographie modifiée ne sera pas bien reçue dans certaines régions

1. « CIA Commander : US let Bin Laden slip away » (*MSNBC Newsweek* – 15 août 2005)

du monde musulman, où la défiance envers les Etats-Unis est déjà présente.

Lorsque, interrogé pour savoir si le document pourrait être utilisé par certaines personnes pour soutenir que les Etats-Unis sont prêts à modifier ou inventer des choses – comme ce fut prétendu à propos de la vidéo trouvée en Afghanistan par les Etats-Unis – le secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld, a dit qu’il n’avait pas réfléchi à cette possibilité. [...] »<sup>1</sup>

Alors qu’il est vrai qu’un tract mentionnant qu’Oussama Ben Laden a abandonné ses combattants pourrait éventuellement encourager certains Afghans à laisser tomber les armes, on peut toutefois se demander comment une photo du leader extrémiste en habits occidentaux pourrait parvenir au même résultat. Cette photo n’est-elle pas, au contraire, susceptible d’enflammer la haine des supporters de Ben Laden et, par conséquent, d’aggraver la situation ?

N’était-il pas arrogant de la part des Américains de distribuer une telle photo alors que les soupçons à leur égard dans le monde arabe étaient déjà très présents ? Effectivement, une telle image pouvait être facilement interprétée comme étant le reflet d’une alliance entre Ben Laden et l’Amérique.

Et puisqu’il est question d’une telle alliance, enchaînons avec un extrait d’article de la MSNBC paru plus de trois ans avant les attentats du 11-Septembre, plus précisément le 24 août 1998. Celui-ci raconte les premiers pas d’Oussama Ben Laden en tant qu’extrémiste islamique :

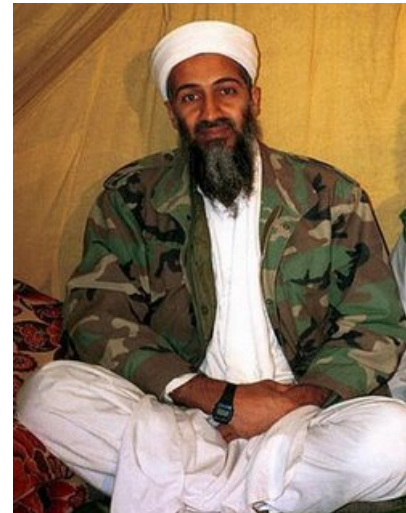
« A la CIA, cela se produit assez souvent pour porter un nom de code : ‘Blowback’. Défini simplement, ceci est le terme qui décrit un agent, un contact ou une opération qui s’est retourné contre ses créateurs. Oussama Ben Laden, notre nouvel ennemi public numéro un, est la personnification d’un ‘blowback’. [...] »

Comme sa biographie non classifiée de la CIA le mentionne, Ben Laden a quitté l’Arabie Saoudite pour combattre l’armée soviétique en Afghanistan après l’invasion par Moscou en 1979. A partir de 1984, il dirigea une organisation servant de façade connue sous le nom de Maktab al-Khidamar – la MAK – pour acheminer l’argent, les armes et les combattants du monde extérieur vers la guerre en Afghanistan.

Ce que la biographie de la CIA omet commodément de spécifier (dans sa version non classifiée, à tout le moins), c’est que la MAK était entretenue par l’agence de services de renseignements du Pakistan, ou l’ISI, le plus important conduit de la CIA pour mener secrètement sa guerre contre l’occupation de Moscou. [...] »<sup>2</sup>

Tiens, tiens ! Oussama Ben Laden fut donc utilisé par les Etats-Unis dans les années 80 contre les Soviétiques. A la tête de la MAK, ni plus ni moins la marionnette de la CIA, Ben Laden travaillait au profit des Américains en dirigeant les forces d’opposition à l’invasion de l’Afghanistan par Moscou. Ce fut d’ailleurs une victoire majeure pour les Etats-Unis lorsque les Soviétiques se retirèrent du pays en 1989.

A ce moment, les premiers liens financiers étaient tissés depuis belle lurette entre les



1. « US-dropped leaflets show Bin Laden in Western clothes » (CNN – 4 janvier 2002)

2. « Bin Laden comes home to roost ; His CIA ties are only the beginning of a woeful story » (MSNBC – 24 août 1998)



familles Bush et Ben Laden – bien avant qu’Oussama ne dirige la MAK. En effet, c’est lorsque que Bush père se retrouva à la tête de la CIA en 1976-77, sous la présidence de Gerald Ford, que les liens interfamiliaux devinrent évidents (voire Jim Bath, Salem Ben Laden, Khalid Ben Mahfouz, 1976). Serait-il alors possible, dans un tel contexte, que la montée d’Oussama Ben Laden à la direction de la MAK ait été due aux liens qu’entretenait sa famille avec la direction de la CIA ?

D’ailleurs, n’est-il pas invraisemblable que Ben Laden, l’homme le plus recherché de la planète en cette ère de haute technologie, soit toujours au large plus de sept ans après le 11-Septembre ? Mentionnons que, dans un monde mené par l’argent, Ben Laden peut remercier le ciel de ne pas avoir été dénoncé, ayant une rançon sur sa tête qui passa de 27<sup>1</sup> à 50 millions de dollars à l’été 2007<sup>2</sup>.

Examinons d’ailleurs la plus récente position militaire américaine au sujet de la nécessité de le capturer. L’extrait suivant provient du *Fort Worth Star-Telegram*, un quotidien de la région de Dallas, au Texas, et fut publié le 23 février 2007 :

« L’officier le plus haut gradé de l’armée et ancien dirigeant du monde secret des Opérations Spéciales a livré ses réflexions sur l’importance de capturer ou de tuer Oussama Ben Laden, lors d’un déjeuner ici [Fort Worth] vendredi.

Et elles n’étaient probablement pas ce à quoi les gens s’attendaient.

“Je ne sais pas si nous allons le trouver”, a déclaré le chef d’Etat-major militaire, le général Peter Schoomaker, dans son discours au Rotary Club à Fort Worth. “Je ne sais pas si c’est si important que cela, à parler franchement.”

Schoomaker, qui est sorti de la retraite pour diriger l’armée en 2003, a désigné la capture de Saddam Hussein, la mort de ses fils, Uday et Qusay, ainsi que la mort d’Abu Musab Al-Zarqoui comme étant des preuves que la capture ou la mort de Ben Laden aurait peu d’effet sur les menaces envers les Etats-Unis.

“Si nous l’attrapons, que se produira-t-il ensuite ?”, a déclaré Schoomaker. “Il y aura un sentiment temporaire de satisfaction, mais à long terme ça pourrait le rendre plus important qu’il ne l’est aujourd’hui. Il se cache et il sait que nous le cherchons. Nous savons qu’il n’est pas particulièrement efficace. Je ne suis pas certain que les avantages soient si grands” à capturer ou tuer Ben Laden. [...] »<sup>3</sup>



Autrement dit, le général Schoomaker affirmait à mots à peine couverts que les Etats-Unis ne tiennent plus absolument à capturer le responsable des attentats du 11-Septembre, et laissait même entendre qu’il serait peut-être préférable de le laisser en liberté. Pourtant, la colère américaine envers Ben Laden – un ‘blowback’ pour utiliser le terme de la CIA – ne devrait-elle pas en principe s’estomper uniquement après qu’il ait payé le prix de ses actes ? Entre-temps, il est vrai que la poursuite de la guerre contre le terrorisme demeure plus aisément justifiable tant que le dirigeant d’Al Qaeda est au large.

1. « FBI Ten Most Wanted Fugitive, Usama Bin Laden » (FBI official website)

2. « Senate doubles Bin Laden reward » (BBC – 13 juillet 2007)

3. « General says eliminating Bin Laden not priority » (*Fort Worth Star-Telegram* – 23 février 2007)

Poursuivons avec un autre exemple qui démontre bien l'incongruité des procédures américaines lorsqu'il est question de liens entre l'Arabie Saoudite et le 11-Septembre. L'extrait suivant est tiré d'un article paru dans le célèbre *Time*, partenaire officiel de CNN, en date du 19 juin 2005 :

« Dans la foulée du 11-Septembre, les autorités saoudiennes furent critiquées aux Etats-Unis pour leur apathie dans l'enquête sur les attaques, dans lesquelles 15 des 19 terroristes étaient de citoyenneté arabe. Il semble maintenant que les Etats-Unis aient leur part de responsabilité pour le relâchement avec lequel les pistes furent poursuivies, rapporte Adam Zagorin du *Time*.

Selon plusieurs anciens employés de l'ambassade américaine à Riyad [capitale d'Arabie Saoudite], les bureaux légaux du FBI situés dans l'ambassade étaient souvent désorganisés au cours des mois qui suivirent le 11-Septembre. Lorsqu'un superviseur du FBI arriva sur les lieux pour nettoyer le désordre, il y trouva une montagne de papiers et, pour des raisons de sécurité, ordonna un déchetage complet qui résulta en la destruction de documents non traités reliés aux investigations du 11-Septembre. [...]

Le FBI envoya du renfort dans les deux semaines suivant le 11-Septembre, mais il semble que l'équipe du bureau ne fut pas en mesure de suffire aux milliers de pistes affluant des gouvernements américains et saoudiens. [...]

Quand le haut superviseur du FBI fut envoyé aux bureaux de Riyad presque un an après le 11-Septembre, il y trouva des documents secrets débordant littéralement des tiroirs, empilés sur les classeurs, sur les tables et coincés derrière des armoires, selon un exposé du FBI devant le Congrès. Le processus d'envoi de matériel confidentiel vers les Etats-Unis avait pris tellement de retard qu'une réserve de boîtes, chacune remplie de trois pieds de papier contenant des pistes secrètes et urgentes, s'était accumulée. Puisque les ambassades doivent être parées à l'éventualité d'un coup d'Etat hostile, la réglementation affirme que les officiels doivent disposer de quinze minutes maximum pour détruire tous leurs documents confidentiels. Par conséquent, le superviseur ordonna le déchetage de centaines, peut-être même de milliers de pages, plusieurs d'entre elles reliées aux investigations en cours sur le 11-Septembre, a expliqué au Congrès un envoyé du FBI, rapporte le *Time*. [...] »<sup>1</sup>

Ainsi, après avoir laissé s'accumuler pendant près d'un an des piles et des piles de documents contenant des pistes urgentes susceptibles de faire progresser l'enquête sur les attaques du 11-Septembre, le FBI considéra soudainement trop dangereux de garder ces éléments de preuves et décida de les détruire. Hors de question, semblait-il, de transférer ces documents dans un endroit plus sûr, ou de les rapatrier au pays. Sans oublier le fait que le déchetage se soit produit précisément dans le pays d'où provenaient 15 des 19 terroristes.

Est-il réellement possible que le système de renseignements américain soit handicapé à ce point par la lourdeur de leur bureaucratie ? Ou ne ferait-il pas plus de sens que l'administration Bush et le FBI aient agi de la sorte pour protéger une fois de plus leurs homologues saoudiens, comme l'avait fait le président Clinton en ordonnant de cesser les investigations sur les attentats de 1996, et comme l'avait fait le président Bush en refusant de publier ces 28 pages d'un rapport du Congrès ?

Voyons justement ce que rapportait un article du *Boston Globe*, paru le 5 septembre 2004, sur les pages gardées secrètes dans ce rapport. L'article fait ici référence à 27 pages, mais il s'agit néanmoins des mêmes pages gardées confidentielles :

---

1. « Senate Judiciary Committee makes request of FBI » (*Time*, 19 juin 2005)

« Deux des terroristes du 11-Septembre avaient un réseau de soutien aux Etats-Unis qui incluait des agents du gouvernement saoudien, et l'administration Bush ainsi que le FBI ont bloqué une investigation dans cette relation, a écrit le sénateur Bob Graham dans un livre qui paraîtra mardi.

La découverte du support financier aux deux terroristes "établirait un lien direct entre les terroristes et le gouvernement de l'Arabie Saoudite, et déclencherait une tentative de cover-up par l'administration Bush", a écrit le démocrate de la Floride.

Et dans ce livre de Graham, "Intelligence Matters", obtenu hier par le *Miami Herald*, il établit clairement que certains détails du soutien financier provenant de l'Arabie Saoudite se trouvaient dans les 27 pages du rapport final de l'enquête du Congrès qui furent interdites de publication par l'administration, malgré les demandes des leaders des deux partis aux comités de renseignements de la Chambre des représentants et du Sénat.

[...] [Graham] a supervisé l'investigation du 11-Septembre sur la colline du Capitole avec le représentant Porter Goss. Selon Graham, le FBI et la Maison-Blanche ont bloqué des efforts d'investigation sur la portée des liens entre les responsables saoudiens et les deux terroristes.

Graham a écrit que le personnel de l'enquête du Congrès a conclu que deux Saoudiens de la région de San Diego, Omar al-Bayoumi et Osama Bassan, qui ont apporté un support financier significatif aux deux terroristes, travaillaient pour le gouvernement saoudien.

Bayoumi recevait une allocation mensuelle d'un contracteur de l'Aviation Civile Saoudienne qui passa de 465 \$ à 3700 \$ en mars 2000, après qu'il ait aidé Nawaf al-Hazmi et Khalid al-Mihdar – deux des terroristes du 11-Septembre – à trouver des appartements et à se faire des contacts à San Diego, avant qu'ils ne débutent l'entraînement de pilotage. [...] »<sup>1</sup>

Nous reviendrons un peu plus loin sur ces deux terroristes, car leur histoire est tout simplement stupéfiante. En effet, qui ne serait pas étonné d'apprendre que ces deux individus partagèrent un appartement à San Diego avec rien moins qu'un informateur du FBI à l'automne 2000 ?

Cet informateur pourrait-il être l'un des fameux contacts auquel le *Boston Globe* fit référence ?

Entre-temps, les indications d'une liaison suspecte entre l'administration Bush et l'Arabie Saoudite commencent à s'accumuler. Puisque le gouvernement saoudien, et non irakien ou afghan, était impliqué dans le financement des attentats, pourquoi à ce moment ne pas avoir choisi de s'en prendre à l'Arabie Saoudite plutôt que de bloquer les investigations qui les concernaient ? Rappelons que dès son arrivée au pouvoir, l'administration Bush entretenait déjà une idée bien arrêtée quant au besoin d'envahir l'Irak et que la publication de ces 27 ou 28 pages, qui pointaient directement vers le gouvernement saoudien, avait le pouvoir de venir contrecarrer ces plans de guerre.

Examinons ensuite l'article britannique suivant, paru le 7 novembre 2001 dans le *Guardian Unlimited* :

« Le FBI et des officiers du renseignement militaire à Washington affirment avoir été empêchés, pour des raisons politiques, de mener à terme des investigations sur des membres de la famille Ben Laden à l'intérieur des Etats-Unis avant les attaques terroristes du 11-Septembre.

Les agences de renseignements américaines furent critiquées pour leur échec dans

---

1. « 9/11 hijackers tied to Saudi government, says Graham in book » (*Boston Globe* – 5 septembre 2004)

la prévention de la catastrophe au World Trade Center. Mais certaines se plaignent d'avoir eu les mains liées.

Des documents du FBI montrés sur BBC Newsnight hier soir et obtenus par le *Guardian* démontrent qu'ils tentèrent par le passé d'enquêter sur deux parents d'Oussama Ben Laden à Washington, ainsi que sur une organisation musulmane, la *World Assembly of Muslim Youth* (WAMY), à laquelle ils étaient liés.

Le document du FBI, marqué "Confidentiel" et codé 199, ce qui signifie que le cas implique la sécurité nationale, indique qu'Abdullah Ben Laden, qui vivait à Washington, avait initialement attiré l'ouverture d'un dossier sur lui "à cause de sa relation avec la *World Assembly of Muslim Youth* – une organisation suspectée de terrorisme". [...]

Abdullah, qui habitait à ce moment avec son frère Omar à Falls Church, un village tout juste à l'extérieur de Washington, était le directeur américain de la WAMY, qui tenait ses locaux dans un sous-sol près de là.

Mais les dossiers du FBI furent fermés en 1996 apparemment avant qu'aucune conclusion ait pu être formulée ni sur l'un ni sur l'autre des frères Ben Laden ou sur l'organisation elle-même. Des sources haut placées au service de renseignements à Washington ont déclaré au *Guardian* cette semaine : "Il y a toujours eu des contraintes à enquêter sur les Saoudiens".

Ils affirment que les restrictions augmentèrent suite à la prise du pouvoir de l'administration Bush cette année. Les agences de renseignements se sont fait dire de "mettre un terme" aux investigations impliquant d'autres membres de la famille Ben Laden, la royauté saoudienne, ainsi que de possibles liens saoudiens sur l'acquisition d'armes nucléaires par le Pakistan.

"Certaines investigations furent efficacement étouffées." [...] »<sup>1</sup>

La même histoire faisait surface le lendemain de l'autre côté de la planète dans le *Times of India*, qui utilisait cette fois-ci une approche beaucoup plus directe :

« L'Amérique est elle-même à incriminer pour les événements du 11-Septembre parce que l'administration américaine a utilisé des "gants d'enfants" dans son dépistage d'Oussama Ben Laden et "autres fanatiques liés à l'Arabie Saoudite", a laissé entendre une investigation spéciale de la BBC dans un réquisitoire accablant sur les deux présidents Bush et la politique étrangère américaine.

Le rapport, basé selon la BBC sur un document confidentiel du FBI, numéroté 1991 WF213589 et émanant des bureaux du FBI à Washington, prétend que le cynisme de l'établissement américain et les "liens entre la CIA et l'Arabie Saoudite et les familles Bush et Ben Laden" pourraient avoir été la véritable cause des milliers de morts dans les attaques sur le World Trade Center. [...] »<sup>2</sup>

Revenons un moment dans un contexte plus actuel. L'année 2008, la dernière de l'administration Bush au pouvoir, amena comme par hasard avec elle l'annonce d'un procès militaire pour six présumés dirigeants logistiques du complot du 11-Septembre. L'extrait suivant est tiré du *New York Times*, édition du 9 février 2008 :

« Des procureurs militaires sont en phase finale de la préparation du premier procès majeur contre des conspirateurs suspectés dans le complot qui mena à la mort de près de 3 000 américains le 11 septembre 2001 et entraîna les Etats-Unis en guerre, ont affirmé des personnes familières avec le dossier.

Les accusations, qui seront déposées au système de commissions militaires de Guantanamo Bay, Cuba, impliqueraient jusqu'à six prisonniers du centre de détention,

1. « FBI claims Bin Laden inquiry was frustrated » (*Guardian Unlimited* – 7 novembre 2001)

2. « Bush took FBI agents off Laden family trail » (*Times of India* – 8 novembre 2001)

incluant Khalid Shaikh Mohammed, ancien bras droit d'Oussama Ben Laden, qui a déclaré être le principal organisateur du complot.

Ce procès pourrait se transformer en l'accomplissement d'un objectif recherché depuis longtemps par l'administration Bush : présenter des coupables pour les attentats terroristes de 2001. [...]

Mais le procès entraînerait également un examen minutieux du système de commissions militaires au passé trouble, critiqué pour être un système créé dans le but d'obtenir des condamnations sans fournir les protections légales qu'offrent les cours civiles américaines. [...]

Des avocats ont affirmé que le traitement par les Américains de deux [des six détenus] serait inévitablement le centre d'attention des avocats de la Défense dans leur dossier.

L'un d'eux, M. [Khalid Shaikh] Mohammed, connu en tant que KSM, a été soumis à la technique de simulation de noyade – ou 'waterboarding' – alors qu'il était détenu secrètement par la CIA, a confirmé cette semaine le Général Michael V. Hayden, directeur de la CIA. [...]



Lors d'une audience au Pentagone l'an dernier, il [Khalid Shaikh Mohammed] avait revendiqué la responsabilité pour plus de 30 attaques et complots terroristes. Il avait alors été explicite à propos de son rôle dans les attentats de 2001 : "J'étais responsable de l'opération du 11-Septembre, de A à Z", avait-il déclaré. [...]

»<sup>1</sup>

Quelle crédibilité devons-nous accorder à la revendication d'une trentaine d'attaques terroristes, notamment celle du 11-Septembre – "de A à Z" – par un détenu qui fut torturé par la CIA ? N'est-il pas plausible que cette déclaration ait été faite dans le but de faire cesser la torture dont il fut victime ? Après tout, des condamnations publiques de présumés responsables du 11-Septembre ne seraient-elles pas les bienvenues par l'administration Bush avant de quitter la Maison-Blanche ?

Signalons que cette histoire déboucha rapidement sur de nouveaux développements. Observons cet extrait d'article paru quelques jours plus tard dans *The Nation*, le plus vieil hebdomadaire américain, en date du 20 février 2008 :

« Des preuves secrètes. Le refus d'Habeas Corpus. Des preuves obtenues suite au 'waterboarding'. Des détentions de durées indéfinies. La nomenclature des plaintes au sujet du traitement des prisonniers à Guantanamo Bay est extensive, dérangeante et maintenant bien connue. Néanmoins, une nouvelle vague de stupéfaction et de critiques a déferlé suite à l'annonce par le Pentagone, le 11 février, qu'il poursuivait en justice six détenus, notamment le présumé dirigeant logistique du 11-Septembre, Khalid Shaikh Mohammed, sous des chefs d'accusation de crimes de guerre – demandant la peine de mort pour chacun d'eux.

Alors que la sombre et presque légale mise en scène des commissions militaires de l'administration Bush se dévoile, un responsable-clé a affirmé à *The Nation* que les procès ont été truqués depuis le départ. Selon le colonel Morris Davis, ancien procureur en chef des commissions militaires de Guantanamo, le processus a été

1. « Six at Guantanamo said to face trial in 9/11 case » ( *New York Times* – 9 février 2008)

manipulé par des personnes désignées par l'administration pour empêcher la possibilité d'acquittements.

Les critiques du colonel Davis envers les commissions se sont accentuées depuis qu'il a rendu sa démission en octobre, déclarant au *Washington Post* qu'il avait été mis sous pression par de hauts délégués politiques du Département de la Défense pour mettre l'accent sur des dossiers jugés 'sexy' et 'de haut intérêt' (tels que les procès du 11-Septembre maintenant entamés) avec la venue des élections de 2008. Davis, jadis un ardent défenseur de la procédure des commissions, élabora sur ses motifs [ayant mené à sa démission] dans un éditorial paru dans le *Los Angeles Times* le 10 décembre 2007. 'J'en suis venu à la conclusion que des procès entièrement justes et loyaux ne sont pas possibles sous le système actuel [commissions militaires de Guantanamo]', avait-il écrit. 'J'ai senti que le système était devenu hautement politisé et que je ne pouvais plus faire mon travail efficacement.'



Col. Morris Davis (.mil)

Par la suite, lors d'une entrevue avec *The Nation* en février, après que les six détenus de Guantanamo furent mis en accusation, Davis a révélé la preuve la plus incriminante que les commissions militaires sont biaisées [...].

Lorsqu'on lui a demandé s'il croyait que les hommes à Guantanamo pourraient avoir droit à un procès juste, Davis a relaté ce compte-rendu d'une rencontre tenue en août 2005 entre lui et le procureur général du Pentagone, William Haynes – l'homme qui dirige maintenant le processus du tribunal pour le Département de la Défense. [...]

'Je lui ai dit que si nous ne parvenions pas [à les faire tous condamner] et que quelques acquittements se glissaient dans nos procès, qu'au moins cela validerait la procédure', a poursuivi Davis. 'A ce moment, ses yeux (ceux de Haynes) se sont écarquillés et il a dit: 'Attends une minute, nous ne pouvons pas avoir d'acquittements. Si nous avons détenu ces hommes aussi longtemps, comment pourrions-nous expliquer qu'on les laisse partir? Nous ne pouvons pas avoir d'acquittements. Nous avons besoin de condamnations.'

Davis a rendu sa démission le 4 octobre 2007, quelques heures seulement après avoir été informé que Haynes avait été placé au-dessus de lui dans la chaîne de commandement des commissions. [...] »<sup>1</sup>

Assurément, cette déclaration du colonel Davis devint rapidement embarrassante pour le Pentagone ainsi que pour la crédibilité du système des commissions militaires de Guantanamo. D'autant plus qu'au lendemain de ces révélations-chocs parues dans *The Nation*, de nouvelles informations dérangeantes étaient à nouveau publiées, cette fois-ci par l'*Harper's Magazine*, publication mensuelle américaine remontant à 1850 :

« La semaine dernière, le Département de la Défense lançait une offensive médiatique majeure. Il annonçait que six 'détenus de haute importance' liés aux attentats du 11-Septembre seraient mis en accusation dans le cadre de procédures tenues par les commissions militaires de Guantanamo ce printemps. Des accusations spécifiques concernant le rôle de chacun des six [détenus] dans la tragédie du 11-Septembre tapissaient les médias. En majeure partie, les médias n'ont seulement qu'un peu brodé autour du scénario du Pentagone. [...]

Mais, alors que les principaux médias américains présentaient l'histoire en se concentrant sur le Pentagone, sur ses déclarations et autres affaires de moindre

1. « Rigged trials at Gitmo » (*The Nation* – 20 février 2008)

importance [...], les procédures de Guantanamo reçurent un traitement différent à l'étranger. A l'extérieur des Etats-Unis, 'Guantanamo' est synonyme de torture, d'abus dictatorial et d'injustice. [...]

Comme les médias étrangers l'ont régulièrement remarqué, quelque chose d'extrêmement suspect entourait ces commissions 'militaires'. En fait, l'un des meilleurs aperçus que les critiques apportèrent fut qu'elles n'étaient pas 'militaires' du tout. Elles étaient en apparence militaires grâce à la salle d'audience remplie d'hommes et de femmes en uniformes vers laquelle toutes les caméras sont tournées. Mais comme le cas de [David] Hicks l'a démontré, les personnages militaires faisaient figure de marionnettes. En coulisses, les maîtres des marionnettes tiraient les ficelles. Et les maîtres de marionnettes étaient des individus aux allégeances politiques suspicieusement partisanses. [...]

[Le colonel Morris] Davis démissionna parce qu'il sentait que le système des commissions était truqué. [...] Mais Davis ne fut pas le seul, ni même le premier procureur général à remettre sa démission. Trois autres – le major Robert Preston, le capitaine John Carr et le capitaine Carrie Wolf – demandèrent à être relevés de leurs fonctions après avoir fait part de leurs inquiétudes que la procédure était truquée. L'un d'eux a déclaré s'être fait garantir qu'il n'avait pas à s'inquiéter de monter un dossier en bonne et due forme ; les condamnations étaient assurées. [...] »<sup>1</sup>

A partir de ce moment, et plus particulièrement suite aux déclarations du colonel Morris Davis, l'administration Bush ne pouvait plus se permettre à la fois de poursuivre ses procédures à Guantanamo et conserver William Haynes à sa tête. Celui-ci devait lui aussi partir, et vite. Voici d'ailleurs un extrait d'article de l'AP (*Associated Press*) paru moins d'une semaine après ces publications nuisibles, soit le 26 février 2008 :

« Le procureur général qui a servi le plus longtemps pour le Département de la Défense, qui fut critiqué pour son rôle dans l'élaboration des politiques de l'administration Bush quant à la détention et le jugement de présumés terroristes, a donné sa démission pour retourner à une vie privée le mois prochain, a déclaré le Pentagone lundi.

William J. Haynes II avait été nommé procureur général par le Sénat en mai 2001. [...]

Daniel J. Dell'Orto, premier substitut au procureur général du Département de la Défense depuis juin 2000, occupera le poste de procureur général, a annoncé le Pentagone. [...] »<sup>2</sup>

Chose certaine, l'administration Bush semble plus encline à lyncher publiquement une poignée d'Arabes, qu'ils soient coupables ou non, qu'à offrir des procédures judiciaires équitables aux détenus de Guantanamo.

---

1. « The Great Guantanamo Puppet Theater » (*Harper's Magazine* – 21 février 2008)

2. « Longtime Pentagon lawyer stepping down » (*Associated Press* – 26 février 2008)

## CE QU'ILS SAVAIENT

Revenons brièvement sur ces vols ayant permis d'évacuer de nombreux Arabes des Etats-Unis dans les jours suivant le 11-Septembre, notamment des membres de la famille Ben Laden, et observons de quelle manière le comité d'enquête du gouvernement américain traita ce dossier. Le 22 août 2004, CNN publiait de nouveaux détails sur ces vols, rendus publics par la commission d'enquête :

« [...] La deuxième section détaille également onze vols ayant quitté les Etats-Unis entre le 13 septembre et le 24 septembre 2001, transportant des citoyens saoudiens, incluant des membres de la famille Ben Laden.

" Craignant des représailles contre les citoyens saoudiens, Rihab Massoud, coordonnateur de la mission du Royaume d'Arabie Saoudite à Washington, D.C., a contacté Dale Watson, assistant-directeur de la division anti-terroriste du FBI, peu après l'attaque pour lui demander de l'aider à faire sortir des citoyens du royaume du pays", déclare le document.

La commission affirme que le coordonnateur de la sécurité et de contre-terrorisme de la Maison-Blanche, Richard Clarke, semble être l'officiel le plus haut gradé à avoir été impliqué dans l'autorisation des vols.

"Le président Bush et le vice-président Dick Cheney ont affirmé devant la commission ne pas avoir discuté avec les officiels du gouvernement saoudien à propos des vols avant leur départ", déclare le document. "Le président a déclaré à la commission qu'il n'avait appris l'existence du sujet qu'en lisant les journaux."

La commission affirme que tous les citoyens saoudiens ont été filtrés par le FBI pour s'assurer qu'ils ne représentaient pas une menace pour la sécurité nationale, et qu'aucun terroriste ne s'échappait des Etats-Unis sur aucun des vols saoudiens. »<sup>1</sup>

Quelques remarques sur ces informations. D'abord, la commission tenta de se faire rassurante en affirmant que le FBI avait veillé à ce qu'aucun terroriste ne leur file entre les mains. Très bien. Laisser filer un terroriste est une chose, mais laisser filer quelqu'un qui dispose potentiellement d'informations sur les coupables en est une autre, fort différente. Alors qu'il est effectivement possible que les Arabes ayant fui le pays n'avaient eux-mêmes rien à se reprocher, il semble cependant invraisemblable qu'aucun d'entre eux n'ait pu offrir le moindre renseignement pouvant éclairer les enquêteurs sur Oussama Ben Laden ou sur le réseau Al Qaeda.

De plus, s'il est vrai que Richard Clarke fut l'officiel le plus haut placé à avoir donné son approbation sur ces vols, une administration américaine dotée d'un minimum de bon sens n'aurait-elle pas été outrée par une telle décision ? Pourtant, aucune mesure disciplinaire ne fut prise à son égard.

Au contraire, Richard Clarke fut ensuite promu.

Comment peut-on à la fois aborder sérieusement une investigation de cette ampleur et laisser tout bonnement filer deux douzaines de parents d'Oussama Ben Laden ? Pour un pays désireux de mettre la main au collet du coupable d'aussi terribles attaques, une décision semblable ne devait-elle pas être considérée comme une trahison, rien de moins ?

---

1. « 9/11 panel describes how attackers got money » (CNN – 22 août 2004)



Que devons-nous penser en apprenant ensuite que l'administration Bush fit abroger des lois vieilles de plusieurs siècles, défendues par la Constitution américaine, dans le but de se donner le pouvoir de détenir indéfiniment prisonnier quiconque elle juge lié de près ou de loin à une organisation terroriste, et ce sans même devoir l'inculper de quoi que ce soit ?

N'aurait-il pas été plus approprié, particulièrement dans le cas des membres de la famille Ben Laden, de les loger tous temporairement dans un établissement américain sécurisé, en supposant que le véritable motif pour leur avoir fait quitter prématurément le pays était réellement de les protéger ? Ce faisant, il aurait ainsi été possible de les avoir à disposition pour les interroger à mesure que l'enquête progressait.

Quant à la déclaration de George W. Bush, qui affirme avoir été informé de cette histoire par les journaux seulement, il est intéressant de savoir que lorsque le président accepta finalement de comparaître devant la commission d'enquête – après s'être longtemps opposé à l'idée – ce ne fut que sous quatre conditions très particulières qu'il s'y soumit : premièrement il ne prêterait pas serment ; deuxièmement il était impératif qu'il compareisse accompagné du vice-président Dick Cheney ; troisièmement sa comparution devait se faire à huis clos, c'est-à-dire en privé, hors d'accès des médias et du public ; et enfin aucun enregistrement (audio, vidéo ou autre) ne serait permis.

A ce propos, voici un extrait paru le 30 avril 2004 par l'agence de presse Reuters.

« Le président George W. Bush et le vice-président Dick Cheney ont été questionnés à huis clos aujourd'hui par une commission chargée d'enquêter sur les attaques du 11-Septembre, dans le but de savoir s'ils auraient pu faire plus pour contrer une menace grandissante d'Al Qaeda avant les attaques. [...]

M. Bush et M. Cheney ont accepté sous la pression des familles des victimes et de la commission de répondre aux questions, mais seulement sous condition de comparaître ensemble et en privé, sans enregistrements de la session. Ils n'étaient pas sous serment. [...]

M. Bush s'était préparé pour un interrogatoire serré à propos de sa réaction à un mémo présidentiel informatif daté du 6 août 2001, intitulé "Ben Laden déterminé à attaquer à l'intérieur des Etats-Unis". Celui-ci affirmait que des membres d'Al Qaeda se trouvaient aux Etats-Unis et que le FBI avait détecté des motifs d'activités suspects "concordant avec des préparations de piratage ou d'autres types d'attaques." »<sup>1</sup>



Dans un premier temps, pour quelle raison le président sentit-il le besoin d'émettre autant de conditions avant d'accepter de témoigner sur un sujet aussi important ? Un président n'ayant rien à se reprocher ne devrait-il pas, par souci de transparence et de leadership, accepter de répondre par lui-même et sous serment à toutes les questions nécessaires, à la vue de tous ? N'apparaît-il pas par ailleurs capital d'enregistrer une telle séance, que ce soit pour se référer ultérieurement à ses déclarations ou tout simplement par considération de la valeur historique du témoignage ? Apparemment, non.

Pourtant, près d'un mois plus tôt, après s'être opposé à la comparution de sa

1. « 9/11 Panel grills Bush, Cheney » (Reuters/*The Tribune* – 30 avril 2004)

conseillère à la sécurité nationale, Condoleezza Rice, devant la commission, le président Bush justifiait ainsi son changement de position :

« [...] Bush a affirmé cette semaine qu'il avait changé d'idée quant à autoriser Rice à comparaître en public et sous serment parce qu'il voulait que la nation ait "un portrait complet" des événements menant aux attaques. [...] »<sup>1</sup>

Cet extrait tiré de la MSNBC nous démontre bien le paradoxe des paroles présidentielles. Alors qu'il devenait soudainement important pour le président que le peuple soit bien informé sur les mois précédant le 11-Septembre – en ce qui avait trait à Condoleezza Rice, à tout le moins – la même logique ne tenait étrangement plus lorsqu'il fut question de sa propre comparution.

Par ailleurs, que dire de l'existence de ce mémo présidentiel auquel Reuters fit référence en fin d'article ? Tel que rapporté, le président Bush se vit remettre un mois avant les attentats un document intitulé « Ben Laden déterminé à attaquer à l'intérieur des Etats-Unis ». Voilà qui en dit long sur le contexte dans lequel les officiels américains évoluèrent vers le jour fatidique.

Malgré une tentative fort peu convaincante de Condoleezza Rice d'expliquer, lors de sa comparution devant la commission, que ce mémo n'était en fait qu'un simple résumé historique des efforts d'Oussama Ben Laden pour frapper les Etats-Unis, le fait demeure que ce mémo indiquait indubitablement un état de conscientisation envers la menace.

D'autant plus que ce mémo était loin de faire figure d'exception à ce moment. En effet, dans les mois qui précédèrent les attentats, au moins onze pays avertirent les Etats-Unis de l'imminence d'une attaque contre eux<sup>2</sup>. De nombreux avertissements internes furent également émis. Survolons brièvement certains de ces signaux d'alarme qui auraient normalement dû rehausser la vigilance des systèmes de défense américains.

En date du 16 septembre 2001, le quotidien britannique *The Telegraph* rapportait ceci :

« Des officiels du renseignement israélien affirment avoir averti leurs homologues américains le mois dernier que des attaques terroristes d'envergure sur des cibles hautement visibles sur le territoire des Etats-Unis étaient imminentes. [...] »

Le *Telegraph* a appris que deux experts haut placés du Mossad, le service de renseignements militaire israélien, avaient été envoyés à Washington en août pour alerter la CIA et le FBI de l'existence d'une cellule contenant jusqu'à 200 terroristes prétendument en préparation d'une grande opération. [...] »<sup>3</sup>

Le 4 juin 2002, le *New York Times* rapportait ceci :

« Le président égyptien Hosni Mubarak a affirmé en entrevue que les services de renseignements d'Egypte avaient averti les officiels américains environ une semaine



1. « Rice's 9/11 testimony confirmed for April 8 » (MSNBC – 1<sup>er</sup> avril 2004)

2. « This war on terrorism is bogus » (*Guardian Unlimited* – 6 septembre 2003)

3. « Israeli security issued urgent warning to CIA of large-scale terror attacks » (*Telegraph* – 16 septembre 2001)

avant les attaques terroristes du 11-Septembre que le réseau d'Oussama Ben Laden, Al Qaeda, se trouvait à un stade avancé dans l'exécution d'une opération importante contre une cible américaine. [...] »<sup>1</sup>

Le 16 avril 2007, l'Agence France-Presse rapportait ceci :

« Les services de renseignements français ont alerté en janvier 2001, soit huit mois avant les attentats du 11-Septembre, leurs homologues américains d'un projet de détournement d'avion américain par Al-Qaeda, révèle lundi *Le Monde* daté de mardi [*sic*].

Le quotidien publie le fac-similé de la première page d'une 'note de synthèse' classifiée 'confidentiel défense' de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE, espionnage). La note de cinq pages, datée du 5 janvier 2001 et titrée 'Projet de détournement d'avion par des islamistes radicaux', a été transmise, assure *Le Monde*, quelques jours plus tard au chef de poste de la CIA à Paris, Bill Murray. [...]

Cette note cite également sept compagnies d'aviation susceptibles d'être la cible de ce détournement, dont les deux compagnies américaines visées par les terroristes du 11-Septembre (American Airlines et United Airlines) qui ont fait près de 3 000 morts.

Interrogée par l'AFP, la DGSE n'a pas souhaité commenter ces révélations. »<sup>2</sup>

Le 12 juin 2002, le *London Times* rapportait ceci :

« Un agent des services secrets marocains affirme avoir infiltré Al Qaeda pendant deux ans avant de sortir de l'ombre l'été dernier pour avertir ses supérieurs que le groupe terroriste planifiait 'quelque chose de spectaculaire' à New York. [...]

M. [Hassan] Dabou n'était pas certain de connaître précisément la cible, sachant seulement qu'il s'agirait d'une 'opération de grande envergure à New York à l'été ou l'automne 2001'.

Il semble que les responsables des services secrets avaient pris au sérieux le renseignement de l'un de leurs plus expérimentés informateurs et avaient immédiatement transmis les détails à Washington. [...]

Les rapports en provenance de Casablanca [Maroc] affirment que M. Dabou a été transporté secrètement par avion à Washington, où il coopérait avec les agents des services de renseignements des Etats-Unis lorsque les terroristes ont frappé.

Les preuves que les agences occidentales [de renseignements] n'ont pas donné suite aux pistes marocaines sur Al Qaeda l'été dernier s'accumulent. [...] »<sup>3</sup>

Le 2 novembre 2007, CNN rapportait ceci :

« L'Arabie Saoudite aurait pu aider les Etats-Unis à prévenir les attaques d'Al Qaeda en 2001 contre New York et Washington si les responsables américains avaient consulté les autorités saoudiennes d'une manière 'crédible', a affirmé l'ancien ambassadeur du royaume dans un documentaire diffusé jeudi.

Les commentaires du prince Bandar bin Sultan sont semblables aux remarques faites cette semaine par le roi saoudien Abdullah, qui a insinué que l'Angleterre aurait pu prévenir les attentats à la bombe de 2005 à Londres si les avertissements de Riyad [capitale saoudienne] avaient été considérés.

Sur le réseau satellitaire arabe Al-Arabiya, Bandar – maintenant conseiller à la sécurité nationale du roi Abdullah – a affirmé jeudi que les services de renseignements saoudiens 'poursuivaient activement' la plupart des terroristes du 11-Septembre 'avec précision'.

1. « Egypt warned US of Al Qaeda plot, Mubarak asserts » (*New York Times* – 4 juin 2002)

2. « La France a alerté début 2001 les Etats-Unis d'un possible détournement d'avion » (Agence France Presse – 16 avril 2001)

3. « Moroccan secret agent 'predicted New York attack' » (*London Times* – 12 juin 2002)

‘Si les autorités de sécurité [américaines] s’étaient impliquées avec leurs homologues saoudiens d’une manière sérieuse et crédible, à mon avis, nous aurions évité ce qui s’est produit’, a-t-il déclaré. [...] »<sup>1</sup>

Le 7 septembre 2002, la BBC rapportait ceci :

« Un assistant de l’ancien ministre des affaires étrangères talibanes, Wakil Ahmad Muttawakil, a révélé qu’il avait été envoyé pour avertir les diplomates américains et les Nations-Unies qu’Oussama Ben Laden était sur le point de déclencher une énorme attaque sur le territoire des Etats-Unis. [...] »

Il s’est d’abord rendu au consulat américain de Peshawar, au Pakistan, puis aux Nations Unies. Mais aucun de ses avertissements ne retint l’attention.

Un officiel américain explique pourquoi :

“Nous entendions beaucoup de choses de ce genre”, dit-il. “Quand les gens disent sans arrêt que le ciel va vous tomber sur la tête et que ça n’arrive pas, une sorte de ‘laisser-aller’ s’instaure.” [...] »<sup>2</sup>

Ainsi, les services de renseignements israéliens, égyptiens, français, saoudiens, talibans et marocains, pour ne nommer qu’eux, savaient que quelque chose d’anormal se tramait, au point d’en prédire l’imminence. Devons-nous croire que les services secrets de la plus grande puissance mondiale n’aient rien vu venir ?

A ce propos, voici un extrait tiré du *USA Today*, daté du 4 juin 2002 :

« Les services de renseignements américains ont surpris des membres d’Al Qaeda en train de discuter d’une attaque terroriste majeure et imminente dans les semaines précédant le 11-Septembre et avaient des agents à l’intérieur du groupe terroriste, mais les interceptions et les rapports de terrain ne spécifiaient pas où ni quand l’attaque allait survenir, selon des responsables américains. [...] »

Certains de ces indices se retrouvent enfouis parmi 350 000 pages de documents remis par la CIA pour les audiences :

- Des rapports discutant de la possibilité d’attentats-suicide, des complots de faire percuter des avions sur des édifices et des attaques contre le Pentagone, le World Trade Center ainsi que d’autres cibles importantes.

- Des interceptions électroniques de membres d’Al Qaeda, remontant même jusqu’au 10 septembre, discutant énigmatiquement d’une attaque majeure. Deux responsables des services de renseignements américains, en paraphrasant les interceptions hautement confidentielles, affirment qu’elles incluaient des remarques telles que ‘De bonnes choses arrivent’, ‘Surveillez les nouvelles’ et ‘Demain sera un grand jour pour nous’. [...] »<sup>3</sup>

Les services de renseignements des Etats-Unis disposaient donc eux aussi d’informations quant à l’imminence d’une attaque. Voici ensuite un article fort intéressant tiré du service de nouvelles *CNS*, paru le 19 septembre 2002 :

« L’investigateur en chef de l’enquête conjointe de la Chambre des représentants et du Sénat a affirmé lors des premières audiences publiques, mercredi, que le Congrès fut averti qu’Oussama Ben Laden préparait une attaque d’envergure contre des intérêts américains ou israéliens deux mois avant le 11 septembre 2001.

Il existait “un flot modéré, mais relativement régulier, d’informations dans les services de renseignements indiquant la possibilité d’attaques terroristes à l’intérieur des Etats-Unis”, selon la directrice du personnel du comité conjoint, Eleanor Hill. [...] »

1. « Ex-Saudi ambassador : Kingdom could have helped prevent 9/11 » (CNN – 2 novembre 2007)

2. « Taleban warned US of huge attack » (BBC – 7 septembre 2002)

3. « US had agents inside Al Qaeda » (*USA Today* – 4 juin 2002)

En se basant sur les informations recueillies par le comité, un total de 28 documents des services de renseignements furent accumulés depuis juin 1998 suggérant que Ben Laden voulait attaquer les Etats-Unis, incluant onze d'entre eux qui indiquaient qu'une attaque était imminente après mars 2001.

De plus, douze "renseignements indicateurs" menèrent les analystes à croire qu'Al Qaeda utiliserait des avions pour frapper des cibles à Washington, D.C., et à New York. [...]

Le manque de corroboration n'a pas empêché les officiels des services de renseignements d'émettre un sombre avertissement dans un exposé aux leaders du Congrès en juillet 2001 :

"Nous croyons que [Ben Laden] lancera une attaque terroriste d'importance contre des intérêts américains et/ou israéliens dans les semaines à venir", déclara l'avertissement. "L'attaque sera spectaculaire et conçue pour infliger des victimes en très grand nombre contre des établissements ou intérêts américains. Les préparatifs pour l'attaque ont été pris. L'attaque surviendra avec peu ou pas d'avertissement."

Hill a déclaré au comité que les ressources adéquates ne furent pas attitrées à l'analyse de la menace posée par Ben Laden à cause d'exigences concurrentes à l'intérieur du gouvernement.

"La communauté des services de renseignements répond à ses 'clients'. Les clients étant d'autres parties du gouvernement leur exigeant de leur fournir des renseignements sur certains points", expliqua-t-elle. "Il existait des clients qu'ils devaient satisfaire, qu'ils ressentaient le besoin de satisfaire et qui demandèrent à être satisfaits sur des sujets autres qu'Al Qaeda." [...] »<sup>1</sup>

Assurément, ces nouvelles informations viennent contrecarrer l'argumentation selon laquelle les services de renseignements américains ne prirent pas au sérieux les avertissements étrangers, puisqu'ils allèrent jusqu'à prendre la mesure extraordinaire d'avertir le Congrès de l'imminence d'une attaque, spécifiant même que les préparatifs avaient été pris.

Nous apprenons également que les services de renseignements américains disposaient d'indications permettant de croire que des avions pourraient être utilisés pour attaquer Washington et New York. Pourtant, comme nous le verrons plus tard, des exercices militaires envoyèrent une proportion considérable de la flotte aérienne militaire loin de New York et de Washington le 11 septembre, ayant pour résultat d'affaiblir grandement les capacités de défense du centre nerveux des Etats-Unis, en dépit des nombreux avertissements.

Cependant, l'information la plus importante nous est parvenue des mots à peine couverts d'Eleanor Hill, qui révéla que certains éléments du gouvernement, implicitement très puissants, dirigèrent sciemment les ressources des services de renseignements sur des pistes autres que celles liées à Al Qaeda malgré l'avertissement livré au Congrès.

Mais pourquoi donc informer le Congrès d'une menace sérieuse pour ensuite diriger les effectifs dans une direction différente ? Alors que certains observateurs n'y verront une fois de plus que le simple reflet d'un engrenage de bureaucratie mal huilé, d'autres en déduiront qu'il s'agit d'une preuve accablante que le gouvernement américain ne désirait pas réellement enrayer cette menace d'Al Qaeda.

Ajoutons qu'en août 2001, au zénith de tous ces avertissements, dont celui livré au Congrès, le ministre américain de la Justice, John Ashcroft, rejeta une demande d'augmentation du budget alloué à la lutte contre Al Qaeda. Voici un extrait paru dans

---

1. « Congress was warned two months before 9/11 attacks » (CNSNews – 19 septembre 2002)

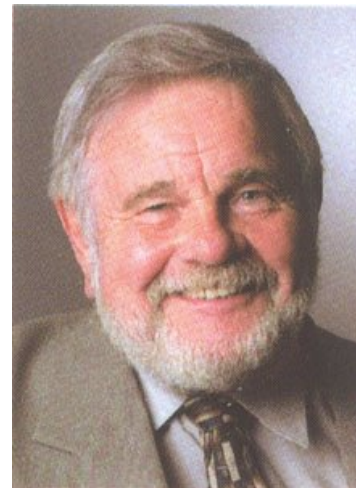
le *Mondo* de Washington, le 21 mars 2006 :

« [...] Dès le début de son mandat, le ministre de la Justice John Ashcroft a d'abord reçu, puis refusé, des séances d'informations sur la menace d'Al Qaeda. Ashcroft rejeta une demande d'ajout de 58 millions de dollars pour combattre Al Qaeda en août 2001. En mai de la même année, Ashcroft publiait un mémo qui exposait les objectifs stratégiques du Département de la Justice. Celui-ci ne faisait aucune mention de contre-terrorisme. Par la suite, dans son témoignage devant la commission sur le 11-Septembre, Ashcroft blâma l'administration Clinton pour les échecs liés au terrorisme et affirma qu'il croyait qu'une éventuelle attaque viendrait d'un pays étranger. [...] »<sup>1</sup>



Mentionnons ensuite le cas de l'avocat David Schippers, reconnu pour son rôle de conseiller investigateur en chef lors de la mise en accusation en 1998 du président Bill Clinton pour mauvaise conduite – ou 'impeachment'. Selon de multiples informations provenant de diverses sources au sein des services de renseignements à l'approche des attentats du 11-Septembre, Schippers avait lui aussi de bonnes raisons de croire qu'une attaque d'envergure était imminente en sol américain, à Manhattan plus précisément.

Mais lorsqu'il tenta de contacter les responsables gouvernementaux pour leur transmettre ces informations qu'il considérait capitales, il se heurta à une inertie bureaucratique aux plus hauts paliers. Voici un extrait d'article paru dans l'*Indianapolis Star* le 18 mai 2002 :



« Depuis qu'il a pris part au vote sur la mise en accusation du président Clinton à la Chambre des représentants, pratiquement personne n'a porté attention à David Schippers. Maintenant, les gens l'écouteront. [...] »

Lorsque *CBS News* a révélé mercredi l'information explosive que le président George W. Bush avait été averti que le réseau terroriste d'Oussama Ben Laden planifiait de détourner des avions de ligne, Schippers a dû avoir l'impression qu'on lui donnait raison.

Après tout, quelques semaines seulement avant le 11-Septembre, Schippers avait tenté de faire part aux responsables à Washington, D.C., de renseignements sur une attaque possible contre des édifices dans le bas-Manhattan, mais il fut ignoré. La même chose lui était arrivée avant l'attentat à la bombe d'Oklahoma City en avril 1995. [...]

Le 13 septembre 2001, lors d'une entrevue sur les ondes de la station de radio WRRK de Pittsburgh, Schippers déclarait que les autorités fédérales avaient reçu des informations à propos d'une implication quelconque au Moyen-Orient dans l'attentat d'Oklahoma City, ainsi que sur des plans visant à attaquer des édifices dans le bas Manhattan.

Il avait tenté de contacter le procureur général John Ashcroft, la Maison-Blanche,

1. « Moussaoui's guilt : Less profound than the FBI's own negligence ? » (*Washington Mondo* – 21 mars 2006)

et même les dirigeants de la Chambre des représentants avec qui il avait travaillé. Mais personne n'a retourné ses appels. [...] »<sup>1</sup>

Ainsi, les dirigeants des services de renseignements prirent la peine d'avertir le Congrès qu'une attaque terroriste était imminente, mais lorsqu'une source aussi crédible que David Schippers tenta de leur transmettre des informations sensibles sur le sujet, personne ne voulut l'entendre.

Examinons ensuite l'extrait suivant, tiré de l'émission de radio *Morning Edition* diffusée sur les ondes de la NPR (National Public Radio) le matin même du 11 septembre, dans le cadre de leur couverture en direct des attaques. Au cours de l'émission, l'animateur Bob Edwards céda l'antenne au correspondant de la NPR au Congrès, David Welna, qui fit la déclaration suivante :

« [...] J'ai parlé avec le représentant au Congrès Ike Skelton, un démocrate du Missouri et membre du Comité des Services Inter-Armes, qui m'a dit que tout récemment le directeur de la CIA avait averti qu'une attaque pourrait survenir, une attaque imminente de cette nature contre les Etats-Unis. Alors ceci n'était pas entièrement inattendu. [...] »<sup>2</sup>

Une fois de plus, tous ne furent donc pas étonnés par les événements dramatiques.

Le directeur de la CIA, George Tenet, détenait ce poste depuis 1997. Etrangement, suite au 11-Septembre, il ne fut aucunement blâmé par l'administration Bush pour l'incapacité de son agence à prévenir les attentats, quoiqu'il en connaissait pourtant la nature et l'imminence à l'avance. Tenet se retira de lui-même à l'été 2004.

Poursuivons notre épiluchage d'informations parcimonieusement disséminées à travers les médias avec cet extrait d'article paru dans le *Times* britannique, le 11 février 2005 :

« Les autorités de l'aviation américaine ont reçu de nombreux avertissements concernant des attaques d'Al Qaeda au cours des six mois précédant le 11-Septembre, incluant cinq d'entre eux qui mentionnaient des détournements d'avions et deux qui évoquaient des opérations suicides, a-t-il émergé.

Un rapport précédemment publié par la commission chargée de mener l'enquête sur les attaques du 11-Septembre contre les Etats-Unis révèle que l'autorité fédérale de l'aviation américaine (FAA) a reçu 52 rapports de renseignements sur Al Qaeda entre avril et septembre 2001. [...]

Les étonnantes conclusions du rapport de la commission, daté d'août 2004, ont émergé suite à une enquête du *New York Times*.

La version complète du rapport fut interdite de publication par la Maison-Blanche pendant plus de cinq mois. Une version déclassifiée fortement modifiée fut déposée aux archives nationales il y a deux semaines.

Le nombre de rapports sur Oussama Ben Laden ou sur son réseau terroriste reçus par la FAA dans les mois précédant le 11-Septembre fut si élevé qu'entre mars et mai



1. « Impeachment lawyer warned us first » (*The Indianapolis Star* – 18 mai 2002)

2. « NPR National Public Radio » (*Morning Edition* – 11 septembre 2001)

des exposés confidentiels sur la menace d'Al Qaeda furent présentés aux responsables de la sécurité de 19 des aéroports les plus achalandés des Etats-Unis. [...] »<sup>1</sup>

Une fois de plus, pourquoi se donner la peine d'émettre autant d'avertissements au système d'aviation pendant que les services de renseignements se voyaient parallèlement éloignés de la menace, dirigés vers d'autres sujets ? Pourrait-ce être dans le but de se protéger de futurs contrecoups et pouvoir par la suite reléguer le blâme sur la FAA ?

Notons d'ailleurs à ce sujet un autre extrait du même article :

« [...] Le rapport de la commission sur le 11-Septembre critique la FAA pour avoir échoué à renforcer les mesures de sécurité à la suite des rapports, et l'accuse d'avoir laissé une fausse impression de sécurité prendre le dessus. [...] »

C'est d'ailleurs cette même FAA qui, dans les jours menant au 11 septembre 2001, émettait une interdiction de voler pour Salman Rushdie, auteur notoirement méprisé à travers le monde islamique suite à la parution de son livre *Les versets sataniques* en 1988. Ce livre avait alors été banni par au moins onze pays islamiques en raison de la description jugée irrévérencieuse du prophète Mahomet qu'il contenait. Toujours est-il que Rushdie, de nationalité indo-britannique, reçut une protection toute particulière de la FAA et des services de renseignements américains alors qu'il se trouvait aux Etats-Unis dans le cadre de la promotion de son nouveau livre.

Voici un extrait du *London Times*, daté du 27 septembre 2001 :

« L'auteur Salman Rushdie croit que les autorités américaines étaient au courant de l'imminence d'une attaque terroriste lorsqu'ils l'ont banni de vols intercontinentaux au Canada et aux Etats-Unis une semaine seulement avant les attaques. [...] »

La FAA a avisé l'éditeur de l'auteur que le service des renseignements américains leur avait fourni un avertissement concernant 'quelque chose dans l'air', sans fournir plus d'informations.

La FAA a confirmé qu'elle avait haussé ses mesures de sécurité envers M. Rushdie mais a refusé d'en divulguer la raison. »<sup>2</sup>



Comment une superpuissance mondiale comme les Etats-Unis pouvait-elle à la fois prendre de telles précautions avant les attaques, au point de se soucier de la sécurité d'auteurs étrangers, et ensuite faillir aussi lamentablement à protéger le cœur même de son infrastructure, à savoir New York et Washington, en dépit du plus important système de défense militaire de l'histoire moderne ? La quantité d'informations disponible dans les mois menant au 11-Septembre n'a-t-elle pas de quoi faire réfléchir ?

Près de cinq ans plus tard, le *Times* britannique rapportait des informations additionnelles fort intéressantes dans un article daté du 25 mars 2006. Celui-ci nous raconte de quelle manière le procès du Français Zacarias Moussaoui – considéré à l'époque comme étant le vingtième terroriste des attaques du 11-Septembre et le seul d'entre eux à avoir été arrêté – exposait avant tout les procédures douteuses du FBI à l'approche des attentats :

1. « US aviation received 52 al-Qaeda warnings before 9/11 » (*Times* – 11 février 2005)

2. « Rushdie's air ban » (*London Times* – 27 septembre 2001)



« [...] Cette semaine, une abondance de nouvelles preuves sur la façon que le FBI a bousillé l'enquête sur Moussaoui est devenue si Pythonesque par son absurdité que même les familles des victimes en ont rugi de rire.

A la barre des témoins est monté Harry Samit, l'agent du FBI qui avait arrêté Moussaoui. Il fut appelé par la Couronne mais devint le témoin vedette de la Défense.

Il déclara avoir averti ses superviseurs plus de 70 fois que Moussaoui était au service d'Al Qaeda, qu'il était peut-être en train de comploter pour détourner un avion et l'écraser sur un édifice. Il a affirmé que deux de ses supérieurs, David Frasca et Michael Maltbie, l'ont régulièrement empêché d'obtenir un mandat pour perquisitionner l'appartement de Moussaoui. Il a accusé les hommes de négligence criminelle.

M. Maltbie lui a expliqué qu'obtenir un mandat, ce qui pouvait être compliqué, pouvait nuire à ses perspectives de carrière – celles de Maltbie. M. Maltbie a été promu depuis. [...] »<sup>1</sup>

Observons ensuite l'approche du quotidien électronique *New Yorkais Newsday* à ce sujet, dans son édition du 21 mars 2006 :

« L'agent du FBI qui a mis en arrestation Zacarias Moussaoui a témoigné hier que l'imposture de Moussaoui en tant qu'étudiant d'aviation ne l'avait jamais trompé, mais il affirme qu'il s'est vu empêché de donner suite à ses soupçons envers un complot terroriste impliquant des détournements d'avion par ses superviseurs, qu'il a décrits comme étant des carriéristes coupables de "négligence criminelle".

Alors que reprenait le procès avec sentence de peine de mort de Moussaoui après une semaine de délai pour enquêter sur les procédures illégales avec des témoins par l'avocate du gouvernement, Carla Martin, l'agent spécial du Minnesota Harry Samit a déclaré lors de son interrogatoire qu'il avait écrit environ 70 mémos au siège social du FBI concernant les plans terroristes vraisemblables de Moussaoui, entre son arrestation du 16 août et le 11 septembre, tous en vain. [...] »<sup>2</sup>

Nous pouvons donc ajouter au tableau un agent du FBI tentant d'avertir 70 fois ses patrons sans que ceux-ci n'aient pris action, l'un d'eux attestant que de poursuivre cette piste pouvait nuire à sa carrière. Alors qu'une expression telle "obstruction de justice" pourrait facilement venir à l'esprit, contentons-nous d'examiner l'extrait suivant, publié par l'AFP (*American Free Press*) cinq jours plus tôt, sur le même sujet :

« [...] "Vous aviez besoin que les gens de Washington vous aident ?", demanda à Samit le conseiller de la défense, Edward MacMahon.

"Et ils ne l'ont pas fait ?"

Samit répondit "Non." [...]

Moussaoui est le seul homme à subir un procès aux Etats-Unis en rapport avec les attaques du 11-Septembre, qui coûtèrent la vie à près de 3 000 personnes.

La Couronne désire prouver qu'il mérite la peine de mort, parce que ses "mensonges" aux enquêteurs ont accordé le temps nécessaire aux kamikazes de concrétiser les attaques sur New York et Washington.

Les avocats de la défense prétendent que le gouvernement en savait beaucoup plus que Moussaoui sur la gravité de la menace, et qu'il [le gouvernement] n'est pas parvenu à prendre les mesures adéquates pour la contenir. [...] »<sup>3</sup>

Difficile de ne pas remarquer l'ironie de l'argumentation principale de la Couronne –

1. « Al-Qaeda trial lands FBI in dock for criminal ineptitude » (*Times* – 25 mars 2006)

2. « Agent : Suspensions of plot ignored » (*Newsday* – 21 mars 2006)

3. « FBI agent warned of possible hijacking before September 11 » (Agence France Presse – 20 mars 2006)

qui prétendait que si Moussaoui avait été plus coopératif avec le gouvernement, les attaques auraient pu être déjouées – lorsqu'on songe aux patrons d'Harry Samit, du FBI, qui bloquèrent les efforts d'investigations de leur agent sur ce même Moussaoui. Si le gouvernement avait tant désiré prévenir les attaques, pourquoi les dirigeants du FBI refusèrent-ils donc de fournir un mandat de perquisition dans l'enquête sur Moussaoui ?

Il semblerait qu'ils avaient plutôt en tête certaines perspectives de carrière. Car pour quelle raison Michael Maltbie reçut-il ensuite une promotion plutôt que d'être congédié sur-le-champ ? Dans le contexte, l'expression "contrainte bureaucratique" utilisée par l'avocat de la défense, Edward MacMahon, ne revêt-elle pas des airs d'euphémisme ? Notons également cette courte phrase glissée vers la fin du même article :

« Samit reçut finalement un mandat criminel [de perquisition] le 11 septembre 2001, quelques heures après les attaques fatales. [...] »

N'est-ce pas incroyable ? Tous ces avertissements d'Harry Samit, qui mentionnaient Al Qaeda et la menace d'utiliser un avion pour l'écraser sur un édifice, ne suffirent pas pour émettre un mandat de perquisition ; mais quelques heures après les événements, le feu vert fut soudainement donné.

D'ailleurs, ce ne fut pas uniquement vis-à-vis de l'appartement de Moussaoui que les dirigeants du FBI refusèrent d'émettre un mandat de perquisition. En effet, après avoir saisi l'ordinateur personnel de Moussaoui lors de son arrestation le 17 août 2001, les officiels du FBI et du Département de la Justice déclinèrent également une demande de mandat provenant d'agents du FBI qui leur aurait permis d'ouvrir et scruter le disque dur de l'ordinateur du suspect.

Voici à ce sujet un extrait d'article publié par MSNBC, le 1<sup>er</sup> octobre 2001 :

« Des responsables haut placés du Département de la Justice et du FBI ont refusé une requête par des agents du FBI de Minneapolis, le mois dernier, exigeant un mandat spécial de surveillance et de contre-espionnage sur un islamiste suspecté de terrorisme, que les officiels considèrent maintenant potentiellement lié au complot du 11-Septembre pour attaquer le World Trade Center et le Pentagone, a appris *Newsweek*.

La manipulation du dossier de Zacarias Moussaoui – qui est maintenant détenu à New York – a soulevé de nouvelles questions sur la manière dont les agents du maintien de l'ordre américains traitèrent des informations cruciales qui, en rétrospective, auraient pu les alerter à l'avance sur le complot terroriste ayant causé le plus de morts dans l'histoire des Etats-Unis.

Des sources familières avec le dossier ont révélé à *Newsweek* que des agents du FBI à Minneapolis ont saisi l'ordinateur de Moussaoui à la mi-août après que des responsables d'une école d'aviation d'Eagan, au Minnesota, les aient informés que le citoyen français de 33 ans se comportait de manière suspecte. Moussaoui désirait seulement s'entraîner à faire des virages – sans s'intéresser aux décollages ni aux atterrissages – et s'est spécifiquement informé à survoler l'espace aérien au-dessus de New York, disent des responsables.

Mais, alors que Moussaoui lui-même était détenu sous des chefs d'accusation mineurs reliés à l'immigration le 17 août, des agents de Minneapolis ne se virent jamais accorder l'autorisation par les responsables du Département de la Justice pour examiner le disque dur de l'ordinateur du suspect. [...]

Lorsque les agents purent finalement accéder au disque dur de l'ordinateur après les attaques du 11-Septembre, ils y découvrirent de nouvelles informations qui les rendirent encore plus soupçonneux à l'égard de Moussaoui. [...]

Néanmoins, à la suite des attaques du 11-Septembre, le refus du mandat FISA [Loi

sur les renseignements et la surveillance étrangère] a créé une tension entre les agents sur le terrain à Minneapolis et leurs supérieurs du Département de la Justice et du FBI à Washington. Les responsables à Washington demeurent intransigeants et attestent que les motifs étaient insuffisants pour approuver le mandat en se basant sur ce que les agents de Minneapolis détenaient. "Il ne semble pas y avoir de désaccord sur le fait que les critères légaux (pour un mandat FISA) n'étaient pas rencontrés", a dit un responsable haut placé du maintien de l'ordre américain. La loi exige que l'agence démontre que le suspect est un "agent" d'une puissance étrangère ou d'un groupe terroriste, ce que les agents sur le terrain, à Minneapolis, n'ont jamais fait, affirment les responsables.

Mais différents responsables du maintien de l'ordre se montrent tout autant insistants sur le fait qu'une approche plus agressive dans l'enquête sur Moussaoui – combinée avec d'autres renseignements en la possession des agences américaines – pourrait avoir fourni suffisamment d'indices sur le complot imminent. "La question que l'on se pose maintenant est que si deux et deux avaient été additionnés, ils auraient pu obtenir beaucoup plus d'informations sur cet homme – voire même empêcher l'attaque", a déclaré un enquêteur. »<sup>1</sup>

Ainsi, selon les responsables qui prétendent que les procédures légales furent adéquatement appliquées dans ce dossier, la logique de la loi américaine serait donc que tant que les forces de l'ordre ne savent pas sans l'ombre d'un doute que le suspect est un membre affilié d'une organisation terroriste, il est interdit d'entreprendre des démarches concrètes pour découvrir s'il représente ou non une menace.

En d'autres mots : « Nous avons appréhendé et nous détenons Moussaoui, qui nous semblait suspect ; nous avons également saisi son ordinateur. Toutefois, il n'est pas question d'examiner cet ordinateur pour découvrir ce qu'il contient car nous ne sommes pas entièrement convaincus que Moussaoui est un terroriste – malgré le fait que notre agent de renseignements est d'avis que celui-ci complotait pour écraser un avion sur un édifice, et en dépit du fait que plus d'une dizaine de pays nous ont averti de l'imminence d'un danger similaire, et alors même que le Congrès fut informé qu'une telle menace plane sur le pays. »

Comment est-il possible de protéger une nation en suivant un tel raisonnement ? Aux dernières informations, le quatrième Amendement de la Constitution américaine était encore intact avant les attaques du 11-Septembre. Que stipulait-il exactement à propos des mandats de perquisition ? La version intégrale anglaise suit la version traduite par souci d'exactitude :

« Le droit des individus d'être à l'abri de fouilles et saisies déraisonnables sur leur personne, à leur domicile, dans leurs documents et possessions ne doit pas être violé, et aucun mandat de perquisition ne doit être émis, à moins de détenir un motif raisonnable, soutenu par un serment ou une déclaration décrivant précisément l'endroit, l'individu ou l'objet à fouiller ou saisir. »

« *The right of the people to be secure in their persons, houses, papers, and effects, against unreasonable searches and seizures, shall not be violated, and no Warrants shall issue, but upon probable cause, supported by Oath or affirmation, and particularly describing the place to be searched, and the persons or things to be seized.* »<sup>2</sup>

Alors lorsqu'un agent du FBI déclare que Moussaoui est au service d'Al Qaeda et

---

1. « Access denied » (MSNBC – 1<sup>er</sup> octobre 2001)

2. *United States Constitution* (« Fourth Amendment »)

qu'il complotait pour détourner un avion dans le but de l'écraser sur un édifice, n'est-ce pas précisément un motif raisonnable pour émettre un mandat permettant de fouiller l'ordinateur ?

De plus, puisque le quatrième Amendement place les fouilles et les saisies sur un pied d'égalité ("*searches and seizures*"), le fait d'avoir déjà saisi l'ordinateur de Moussaoui lors de son arrestation implique par conséquent qu'on disposait d'un motif raisonnable pour agir de la sorte. Alors pourquoi ensuite avoir traité différemment la fouille de l'ordinateur de sa saisie ? Si le motif fut jugé raisonnable pour saisir l'ordinateur, il se devait de l'être tout autant pour le fouiller.

Toutefois, puisque l'auteur de ces lignes n'est détenteur d'aucun diplôme en droit, le raisonnement précédent ne figure purement qu'à titre d'exercice de logique et ne représente en rien une analyse législative formelle et valide de la Constitution américaine. Toutes les observations d'un expert en la matière seront d'ailleurs les bienvenues si elles peuvent contribuer à éclaircir le sujet.

Mais puisqu'il est question de Zacarias Moussaoui, attardons-nous un instant sur une requête toute particulière formulée par celui-ci et rapportée par la BBC dans un article du 3 juillet 2002 :

« Le seul homme à avoir été inculpé en lien avec les attaques du 11-Septembre a demandé à témoigner devant le Congrès américain.

Zacarias Moussaoui prétend que lui, ainsi que les terroristes suspectés, se trouvaient sous la surveillance du FBI avant septembre, et que les agences de renseignements permirent aux attaques de survenir.

Ceci est la dernière d'une série de motions écrites à la main par Moussaoui à l'attention du juge qui supervise son procès.

Dans celle-ci, il affirme disposer d'"importantes informations et preuves" en rapport avec les agissements du FBI avant septembre.

Il a demandé d'obtenir l'opportunité de partager ses pensées avec les législateurs américains, qui tiennent des audiences sur les échecs des services de renseignements qui ont mené aux attaques.

Spécifiquement, M. Moussaoui affirme que les autorités surveillaient au moins un des terroristes suspectés l'été dernier.

Le FBI a choisi de ne pas procéder à des arrestations, affirme-t-il, parce qu'ils désiraient que les attaques du 11-Septembre surviennent, procurant aux Etats-Unis une excuse, soutient-il, pour détruire l'Afghanistan. [...]

Il est hautement improbable que l'accusé obtienne son moment sur la sellette du Congrès. [...] »<sup>1</sup>



Evidemment, Zacarias Moussaoui ne fut jamais autorisé à raconter son histoire pourtant pertinente devant un Congrès qui tenait justement des audiences sur le sujet.

Le prochain extrait expose d'ailleurs une coïncidence extraordinaire qui, à n'en pas douter, apportera de l'eau au moulin de Moussaoui, qui prétend que les services secrets américains avaient placé certains terroristes du 11-Septembre sous surveillance avant les attentats. En effet, comme nous l'avons brièvement mentionné plus haut, deux des 19

1. « Moussaoui seeks Congress appearance » (BBC – 3 juillet 2002)

terroristes ont habité avec un agent du FBI un an avant les attaques.

Voici un extrait paru sur *CBS News* le 9 septembre 2002 :

« Deux des terroristes du 11-Septembre qui vivaient à San Diego en 2000 ont loué une chambre d'un homme qui travaillait alors comme informateur pour le FBI, ce qui met en évidence le manque de coopération entre les agences de maintien de l'ordre et les services de renseignements du pays. [...]

La CIA gardait un œil sur ces hommes après que les deux individus aient participé à un sommet d'Al Qaeda en Malaisie en janvier 2000.

Alhazmi et Almihdar ont emménagé dans la maison en septembre 2000. Almihdar a quitté six semaines plus tard alors qu'Alhazmi est parti à la fin de l'année.

Pendant cette période, l'informateur du FBI a prié avec eux et a même aidé l'un d'eux à s'ouvrir un compte de banque. Alhazmi et Almihdar ont suivi des leçons de pilotage dans une école d'aviation pendant qu'ils habitaient à San Diego.

Les deux hommes se trouvaient à bord du vol American Airlines 77 qui s'est écrasé sur le Pentagone le 11 septembre. [...] »<sup>1</sup>



Notons dans un premier temps l'empressement de l'auteur de l'article à blâmer, dès la première phrase, un manque de coopération entre le FBI et la CIA, plutôt que de s'en tenir strictement aux faits. Cette entrée en matière ne constitue rien de moins qu'une approche interprétative, qui vient aiguillonner le lecteur dès la première phrase sur la conception que celui-ci doit avoir de la nouvelle. Pourquoi ne pas aborder le sujet avec une approche journalistique conventionnelle et ne pas simplement relater les faits ?

Observons également la version de MSNBC dans cette affaire :

« Au départ, le directeur du FBI, Bob Mueller, insistait pour dire qu'il n'y avait rien que l'agence aurait pu faire pour infiltrer le complot du 11-Septembre. Cette position fut modifiée avec le temps – et pourrait maintenant changer à nouveau. *Newsweek* a appris que l'un des informateurs de l'agence avait une relation rapprochée avec deux des terroristes : il était leur colocataire.

La connexion, fraîchement découverte par des investigateurs du Congrès, a stupéfait certains responsables haut placés du département anti-terrorisme et soulève de nouvelles inquiétudes sur le partage d'informations entre les agences du maintien de l'ordre et les services de renseignements. Les deux terroristes, Khalid Almihdar et Nawaf Alhazmi, étaient difficilement inconnus de la communauté des renseignements. La CIA les avait d'abord repérés en janvier 2000 lorsque les deux ressortissants saoudiens s'étaient présentés à un sommet d'Al Qaeda à Kuala Lumpur, en Malaisie. A l'interne, les agents du FBI prétextèrent pendant des mois que si la CIA avait été plus rapide à transférer ses dossiers sur les deux hommes, l'agence aurait pu leur livrer une chasse plus agressive. [...]

Mais ce n'est pas avant le 23 août 2001 que la CIA a émis un urgent communiqué aux agences frontalières et du maintien de l'ordre, identifiant les deux hommes comme étant des terroristes "potentiels". A ce moment, il était trop tard. L'agence n'a pas réalisé cette connexion de San Diego jusqu'à quelques jours après le 11-Septembre, lorsque l'informateur a entendu les noms des terroristes du Pentagone et qu'il a appelé son superviseur. "Je connais ces gars-là", aurait dit l'informateur, en se référant à Almihdar et Alhazmi. "Ils étaient mes colocataires."

Mais la découverte tardive a perturbé certains membres des comités de

1. « Hijacker lived with FBI informant » (*CBS News* – 9 septembre 2002)

renseignements de la Chambre et du Sénat enquêtant sur les attaques du 11-Septembre. Le panel doit provisoirement entamer des audiences publiques aussi tôt que le 18 septembre [2002], pressé par une échéance à la fin de l'année. Mais certains membres sont maintenant inquiets de ne pas pouvoir approfondir cette histoire d'ici là. L'appui à une législation pour créer un comité d'investigation formé de spécialistes, semblable aux enquêtes menées après Pearl Harbor et l'assassinat de Kennedy, augmente. A ce moment seulement, affirment certains membres, le public l'apprendra-t-il si plus aucun secret entourant le 11-Septembre ne demeure enfoui dans les dossiers du gouvernement. [...] »<sup>1</sup>

Il est important dans cette affaire de bien faire la distinction entre les faits reconnus et la justification de ces faits par la presse – les faits étant ici cette relation (colocataires) ayant existé entre l'informateur du FBI et les deux terroristes, la justification étant ce prétendu manque de communication entre la CIA et le FBI, à nouveau cité dans cet article. Le manque de communication entre les agences n'est purement que l'une des hypothèses plausibles pouvant expliquer les faits.

Tout bien considéré, n'est-ce pas là une coïncidence extraordinaire que ces deux terroristes aient été aussi près des services secrets ? L'hypothèse que certains des terroristes se trouvaient sous la surveillance du FBI avant les attaques, tel que le prétendait entre autres Zacarias Moussaoui, ne devient-elle pas d'autant plus envisageable suite à cette information ?

Revenons maintenant sur l'article du *Boston Globe* cité plus tôt, dont un extrait devient particulièrement digne d'une deuxième mention à ce stade :

« [...] Graham a écrit que le personnel de l'enquête du Congrès a conclu que deux Saoudiens de la région de San Diego, Omar al-Bayoumi et Osama Bassan, qui ont apporté un support financier significatif aux deux terroristes [Al-Hazmi et Al-Mihdar], travaillaient pour le gouvernement saoudien.

Bayoumi recevait une allocation mensuelle d'un contracteur de l'Aviation Civile Saoudienne qui passa de 465 \$ à 3700 \$ en mars 2000, après qu'il ait aidé Nawaf al-Hazmi et Khalid al-Mihdar – deux des terroristes du 11-Septembre – à trouver des appartements et à se faire des contacts à San Diego, avant qu'ils ne débutent l'entraînement de pilotage. [...] »<sup>2</sup>

Al-Hazmi et Al-Mihdar étant précisément les deux mêmes terroristes qui furent colocataires de l'agent du FBI à San Diego en 2000, les coïncidences ne commencent-elles pas à se multiplier ?

De plus, il est intéressant de savoir que le FBI refusa carrément une rencontre à un comité d'enquête du Congrès américain avec ce fameux informateur ayant habité avec les deux terroristes. Voici un extrait d'article paru dans l'*Associated Press* le 7 septembre 2004 :

« Le sénateur Bob Graham, démocrate de la Floride et ancien président du Comité de renseignements du Sénat, a accusé mardi la Maison-Blanche d'avoir dissimulé des preuves qui pourraient avoir lié l'Arabie Saoudite aux terroristes du 11-Septembre.

L'accusation est issue du refus du FBI de permettre aux investigateurs d'une enquête du Congrès et de la commission indépendante du 11-Septembre d'interroger un informateur, Abdussattar Shaikh, qui fut le locateur à San Diego de deux des terroristes du 11-Septembre.

1. « The informant who lived with the hijackers » (MSNBC – 16 septembre 2002)

2. « 9/11 hijackers tied to Saudi government, says Graham in book » (*Boston Globe* – 5 septembre 2004)

Dans son livre *Intelligence Matters*, M. Graham, co-président de l'enquête du Congrès avec le membre du Congrès Porter J. Goss, républicain de la Floride, a affirmé qu'un responsable du FBI leur avait écrit en novembre 2002 et leur avait dit que 'l'administration n'autoriserait pas une entrevue du personnel avec la source'. Mardi, M. Graham a qualifié la lettre de 'preuve incriminante' et a déclaré que 'la raison de ce cover-up mène directement à la Maison-Blanche'.

Le rapport a ajouté aux soupçons envers un rôle saoudien dans le complot terroriste. »<sup>1</sup>

Pourquoi donc l'administration américaine s'opposa-t-elle à ce que ses propres comités d'enquête rencontrent l'informateur du FBI ? Quelque chose à cacher ?

Jetons à présent un œil sur l'extrait d'article suivant, paru dans le *New York Times* du 17 août 2005 :

« Une équipe de renseignements militaires a contacté le FBI répétitivement en 2000 pour l'avertir de l'existence d'une cellule terroriste basée aux Etats-Unis qui incluait le chef de bande des attaques du 11-Septembre, selon un vétéran officier des renseignements de l'armée qui affirme maintenant avoir décidé de risquer sa carrière en discutant publiquement de cette information.

L'officier, le lieutenant-colonel Anthony Shaffer, a dit que des avocats militaires ont plus tard empêché l'équipe de partager ces informations avec l'agence.

Le colonel Shaffer a déclaré dans une entrevue lundi soir que le petit programme de renseignements, hautement confidentiel et connu sous le nom d'*Able Danger*, avait identifié le meneur des terroristes, Mohammed Atta, ainsi que trois autres des futurs terroristes par leur nom à la mi-2000, et a tenté d'organiser une rencontre cet été-là avec des agents du siège social du FBI à Washington pour transmettre ces informations.



Mais il a affirmé que des avocats militaires ont forcé les membres du programme de renseignements à annuler trois rencontres prévues avec le FBI à la dernière minute, ce qui laissa l'agence sans les informations qui, selon le colonel Shaffer, auraient pu mener à Mohammed Atta et aux autres terroristes alors que les attaques du 11-Septembre étaient encore en préparation.

"J'en étais presque rendu à l'insubordination à propos du fait que ceci était quelque chose d'important, que ceci était quelque chose qui devait être examiné", a dit le colonel Shaffer à propos de ses efforts pour acheminer les preuves du programme de renseignements jusqu'au FBI en 2000 et tôt en 2001. [...]

Le Département de la Défense n'a pas contesté le témoignage du colonel Shaffer, âgé de 42 ans et natif de Kansas City, Missouri, le premier officier militaire associé à ce programme à reconnaître publiquement son rôle. [...]

Le colonel Shaffer a affirmé avoir décidé de permettre que son nom soit utilisé en partie à cause de sa frustration envers la déclaration émise la semaine dernière par les dirigeants de la commission [d'enquête sur les attentats du 11-Septembre], Thomas H. Kean et Lee H. Hamilton.

La commission a déclaré dans son rapport final l'an dernier que les agences de renseignements américaines n'avaient pas identifié Mohammed Atta comme étant un terroriste avant le 11 septembre 2001 lorsqu'il amena un avion d'American Airlines à percuter l'une des tours du World Trade Center à New York.

Un porte-parole de la commission n'a pas retourné des appels répétés mardi pour

1. « Senator accuses Bush of cover-up » (*Associated Press* – 7 septembre 2004)

commenter. [...] »<sup>1</sup>

Ce reportage nous apprend donc qu'au moins quatre des terroristes, incluant la tête dirigeante des opérations, avaient été identifiés plus d'un an avant les attaques par les services de renseignements militaires américains. Plus important encore, l'investigation fut une fois de plus tuée dans l'œuf. Ceci vient par ailleurs confirmer la théorie de Moussaoui qui affirmait que certains des terroristes se trouvaient sous la surveillance des agences secrètes américaines avant les attentats.

Suite aux révélations du colonel Shaffer, le milieu politique s'en trouva passablement secoué pendant quelques mois. Voici d'ailleurs un extrait d'article paru le 26 novembre 2005, quelque trois mois plus tard, dans *le Star Tribune* de Minneapolis-St. Paul :

« Un programme militaire top secret mis sur pied il y a six ans pour enquêter sur le réseau terroriste Al Qaeda provoque un nouveau débat houleux à propos des attaques du 11 septembre 2001.

Des officiers et contracteurs du service des renseignements militaires qui dirigeaient l'opération clandestine nommée *Able Danger* affirment que plus d'un an avant les attaques, l'opération avait identifié quatre des 19 terroristes du complot et avait produit une fiche qui pointait du doigt le meneur Mohammed Atta.

Ces prétentions contredisent les conclusions de la commission sur le 11-Septembre mise sur pied par le Congrès. Dans son rapport final l'an dernier, la commission répandait la responsabilité pour les attaques, mais avait conclu qu'aucun des terroristes, dont certains habitaient aux Etats-Unis avant le 11-Septembre, n'avait été identifié avant la tragédie.

Maintenant, plusieurs au Congrès veulent plus de réponses.

Vendredi, le républicain Curt Weldon, de Pennsylvanie, a envoyé au secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, une lettre signée par un groupe biparti de 246 législateurs exigeant que les officiers et les contracteurs du programme [*Able Danger*] soient autorisés à témoigner lors d'audiences ouvertes devant le Congrès.

"Un refus additionnel [...] peut seulement nous amener à conclure que le Département de la Défense est embarrassé par l'idée que les membres du Congrès questionnent ces individus sur les circonstances entourant *Able Danger*", disait la lettre. "Ceci ne suggérerait pas un souci pour la sécurité nationale, mais plutôt une tentative de prévenir que des faits potentiellement gênants ne soient révélés." [...]

Le lieutenant-colonel Anthony Shaffer, récipiendaire de l'Etoile de Bronze et ancien agent-opérationnel d'*Able Danger* qui fut le premier à révéler les détails du programme plus tôt cette année, affirme que les avocats du Pentagone ont fait avorter les tentatives de l'équipe de faire parvenir leurs conclusions au FBI avant les attentats. Il prétend qu'après les attaques, des membres du personnel de la commission sur le 11-Septembre l'ont rencontré, ainsi que d'autres responsables d'*Able Danger*, mais que ceux-ci ont ensuite échoué à donner suite aux détails qu'ils leur avaient présentés.

Le capitaine de la Marine Scottie Philpott, qui dirigeait la mission *Able Danger*, a dit dans une déclaration faite avant que le Pentagone n'interdise aux anciens membres d'*Able Danger* de parler publiquement du programme, "Mon histoire n'a pas changé. Atta a été identifié par à partir de janvier-février 2000."

Après avoir initialement refusé de commenter, des responsables du Pentagone ont confirmé qu'*Able Danger* avait existé.

Entre-temps, le major Eric Kleinsmith a déclaré au Comité Judiciaire du Sénat le 21 septembre qu'il s'était conformé aux ordres de détruire une importante quantité de données informatiques produites par *Able Danger*. Kleinsmith et d'autres responsables

---

1. « 9/11 Commission was misled about 9/11 ringleader Mohammed Atta » (*New York Times* – 17 août 2005)



au Pentagone ont cité des lois de confidentialité, qui selon eux interdisent au gouvernement de conserver des dossiers secrets sur des citoyens ou non-citoyens américains se trouvant au pays sous un visa légal.

Dans un discours à la Chambre des Représentants le mois dernier, [Curt] Weldon a laissé entendre que de l'information était dissimulée. "Je ne suis pas un théoricien du complot", a-t-il dit, "mais il y a quelque chose de terriblement anormal."



Weldon accuse également le Pentagone de s'être engagé dans une campagne de salissage contre Shaffer, 42 ans, depuis que le colonel a parlé publiquement – en révoquant son certificat de sécurité, en le suspendant et en répandant des détails prétendus de son dossier personnel à des journalistes et à des assistants du Congrès. [...] »<sup>1</sup>

Une nouvelle information importante surgit de cet article : les données informatiques provenant d'*Able Danger* furent détruites. Et la justification a de quoi laisser perplexe : en effet, comment le respect des droits à la confidentialité des terroristes du 11-Septembre peut-il sérieusement être cité pour expliquer la destruction des données les concernant ? En poussant le raisonnement plus loin, pourquoi *Able Danger* aurait-elle été initialement mise sur pied si la loi sur la confidentialité l'empêchait d'amasser des informations à leur sujet ?

Mais revenons brièvement sur le discours de Curt Weldon devant la Chambre des Représentants et voyons plus précisément ce que celui-ci avait à dire à propos de la campagne de salissage du Pentagone à l'endroit d'Anthony Shaffer :

« [...] Ceci est un effort pour empêcher le peuple américain de connaître les faits à propos de la manière dont on aurait pu éviter le 11-Septembre, et des gens cachent ceci en ce moment même. Et ils détruisent la carrière d'un officier militaire [Anthony Shaffer] pour y parvenir. Nous ne pouvons pas laisser cela se produire. Peu m'importe que vous soyez démocrate ou républicain, vous ne pouvez pas laisser la carrière d'un lieutenant-colonel être détruite à cause de quelques bureaucrates de l'agence de renseignements de la Défense. Si nous passons cela sous silence, alors personne portant un uniforme ne se sentira protégé à l'avenir. Parce que nous les aurons laissés tomber. [...] Nous sommes témoins de mensonges et de fausse présentation. [...] »<sup>2</sup>

De toutes les questions découlant des révélations entourant *Able Danger*, la suivante se démarque particulièrement des autres : pour quelle raison la commission d'enquête sur les attentats déclara-t-elle dans son rapport final qu'aucun des terroristes ne fut identifié avant les attaques, alors que les membres d'*Able Danger* leur avaient pourtant fourni des informations contredisant clairement cette conclusion ?

Est-il possible que certaines des données détruites à propos des terroristes révélaient des informations potentiellement gênantes ou compromettantes ? Difficile de ne pas souligner, à ce point, un certain éditorial écrit de la main de Louis Freeh, directeur du FBI de 1993 à 2001. Cet article parut dans le réputé *Wall Street Journal* le 17 novembre 2005 :

1. « Some in Congress want to know how four 9/11 hijackers were identified before 9/11 » (*Minneapolis/St. Paul Star Tribune* – 26 novembre 2005)

2. « Rep. Curt Weldon's Able Danger House Speech » (19 octobre 2005)

« [...] De récentes révélations provenant de l'opération de renseignements militaires *Able Danger* ont placé sous les projecteurs une opportunité ratée qui aurait potentiellement pu prévenir le 11-Septembre. Plus spécifiquement, *Able Danger* concluait en février 2000 que des experts militaires avaient identifié Mohamed Atta par son nom (et peut-être par sa photographie) comme étant un agent d'Al Qaeda opérant aux Etats-Unis. Subséquemment, les agents militaires en charge d'*Able Danger* se sont vus empêchés de partager cette information cruciale avec les agents du FBI, même si des rendez-vous avaient été établis à cet effet. Pourquoi ? [...]



Même l'enquêteur le moins expérimenté saura immédiatement que le nom et la photo d'Atta en 2000 représentaient précisément le type de renseignements tactiques que le FBI a utilisés à maintes reprises pour prévenir des attaques et appréhender des terroristes. Néanmoins, la commission sur le 11-Septembre a inexplicablement conclu que ceci ne constituait 'aucune importance historique'. Cette conclusion stupéfiante – jumelée avec leur échec d'enquêter sur *Able Danger* et d'inclure ses trouvailles – soulève de sérieuses questions envers la crédibilité de la commission et, si les faits s'avèrent exacts, pourraient rendre la commission elle-même historiquement insignifiante. [...]

Thomas Kean, président de la commission sur le 11-Septembre, a réagi à [la divulgation de l'existence d'] *Able Danger* selon l'approche de relations publiques habituelle à Washington. Il s'en est pris à l'administration Bush et a exigé que le Pentagone mène une 'enquête' pour évaluer la 'crédibilité' du colonel Shaffer et du capitaine Phillpott – plutôt que d'exiger une investigation indépendante de ce qui n'avait pas fonctionné correctement en premier lieu. Ceci venant d'un ancien gouverneur du New Jersey qui, à l'instar d'autres commissaires, apparaissait régulièrement en public en présentant ses propres conclusions sur le 11-Septembre bien avant que l'enquête de la commission ne soit complétée et bien avant que tous les faits ne soient pris en considération ! Cela tout en balayant du revers de la main les conflits d'intérêts majeurs de la commission elle-même à propos d'entrave au partage d'informations à l'intérieur de la communauté des renseignements ! [...]

Rien d'étonnant que les familles [de victimes] du 11-Septembre furent outragées par ces révélations et qu'elles exigent l'établissement d'une 'nouvelle' commission pour mener une enquête. [...] »<sup>1</sup>

Il est intéressant d'apprendre qu'un ancien directeur du FBI se pose lui aussi ce même type de questions, des questions d'ailleurs tout à fait légitimes. Ceci s'avère d'autant plus vrai lorsqu'on découvre qu'au moins cinq des 19 terroristes ont reçu un entraînement militaire sur des bases de l'armée américaine, rien de moins, tel que le rapportait *MSNBC Newsweek* le 15 septembre 2001 :

« Des sources militaires américaines ont fourni de l'information au FBI suggérant que cinq des présumés terroristes se trouvant sur les avions utilisés dans les attaques de mardi ont reçu un entraînement à des installations militaires sécurisées des Etats-Unis au cours des années 90.

1. « An incomplete investigation – Why did the 9/11 Commission ignore *Able Danger* ? » (Louis Freeh/*Wall Street Journal* – 17 novembre 2005)

Trois des présumés terroristes ont inscrit la Naval Air Station de Pensacola, Floride – réputée pour être le ‘berceau de la US Navy Aviation’ – sur leur permis de conduire et leur enregistrement de véhicule comme étant leur adresse, selon une source haut placée à la US Navy.

Un autre des présumés terroristes se serait entraîné en stratégies et tactiques au Air War College de Montgomery, Alaska, a affirmé un autre responsable haut gradé du Pentagone. Le cinquième homme aurait reçu un enseignement linguistique à la Lackland Air Force Base de San Antonio, Texas.

Mais il y a de légères variations entre les dossiers d’entraînement militaires et la liste officielle des présumés terroristes du FBI – soit dans l’épellation de leurs noms ou dans leurs dates de naissance. Une source militaire a affirmé qu’il était possible que les terroristes aient volé les identités de ressortissants étrangers qui ont étudié aux installations américaines. [...] »<sup>1</sup>

Malgré la possibilité que les terroristes aient volé l’identité de ces Arabes, la liste officielle du gouvernement, publiée le 14 septembre 2001 par le FBI<sup>2</sup>, demeure à ce jour inchangée. Pire encore, le gouvernement américain persiste à utiliser publiquement les identités des Arabes malgré le fait que plusieurs d’entre eux se soient avérés vivants après le 11-Septembre ! Vous avez bien lu.

En effet, dans les jours suivant les attentats, certains individus virent leurs noms et photographies apparaître à travers les médias du monde entier (PH-16.28), étant utilisés à tort et les blâmant pour une implication dans le complot terroriste, implication qu’ils démentirent haut et fort. Voici à ce sujet un extrait provenant de la BBC, paru le 23 septembre 2001 :

« Un autre homme présenté par le FBI comme étant un terroriste dans les attentats-suicide sur Washington et New York s’est avéré être vivant et en bonne santé.

Les identités de quatre des 19 suspects accusés d’avoir perpétré les attaques sont maintenant mises en doute.

Le pilote saoudien Waleed Al Shehri était l’un des cinq hommes désignés par le FBI pour avoir délibérément projeté le vol 11 d’American Airlines sur le World Trade Center le 11 septembre.

Sa photographie a été publiée et est apparue depuis dans les journaux et à la télévision du monde entier.

Il proclame maintenant son innocence depuis Casablanca, au Maroc.

Il a affirmé aux journalistes de l’endroit qu’il n’avait rien à voir avec les attaques sur New York et Washington, et qu’il se trouvait au Maroc lorsque celles-ci se sont produites. [...]

Il reconnaît avoir suivi un entraînement de pilotage à l’école de Daytona Beach aux Etats-Unis, et qu’il est effectivement le même Waleed Al Shehri auquel le FBI fait référence.

Mais, dit-il, il a quitté les Etats-Unis en septembre l’an dernier, est devenu pilote pour des compagnies d’aviation d’Arabie Saoudite et se trouve en ce moment en entraînement au Maroc.

Abdulaziz Al Omari, un autre suspect à bord du vol 11, a également été cité dans les journaux du monde arabe.

Il affirme être un ingénieur chez Saudi Telecoms et avoir égaré son passeport lorsqu’il étudiait à Denver.

Un autre homme portant exactement le même nom a fait surface dans l’*Arab News*, version anglophone.

1. « Alleged hijackers may have trained at US bases » (MSNBC *Newsweek* – 15 septembre 2001)

2. « FBI announces list of 19 hijackers » (*FBI Press release* – 14 septembre 2001)

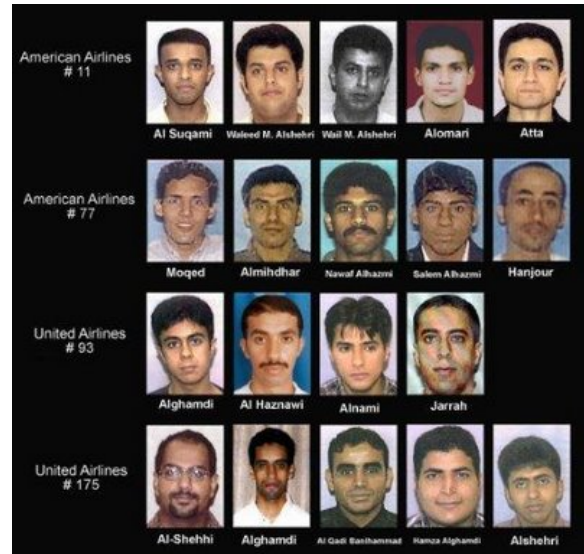
Le second Abdulaziz Al Omari est un pilote pour Saudi Arabian Airlines, dit le rapport.

Entre-temps, le journal *Asharq Al Awsat*, un quotidien arabe basé à Londres, affirme avoir interviewé Saeed Alghamdi.

Il a été nommé par le FBI comme étant l'un des terroristes du vol d'United qui s'est écrasé en Pennsylvanie.

Et il y a l'éventualité qu'un autre suspect, Khalid Al Midhar, puisse lui aussi être vivant.

Le directeur du FBI, Robert Mueller, a reconnu jeudi que l'identité de plusieurs des kamikazes-terroristes était douteuse. [...]»<sup>1</sup>



Ajoutons à cela la déclaration du père de Mohammed Atta, leader des terroristes, qui affirmait, un an après les attentats, que son fils était toujours en vie. Voici un extrait du *Guardian Unlimited* de Londres, édition du 2 septembre 2002 :

« Le père de Mohammed Atta, présumé meneur des attaques du 11-Septembre, a déclaré dans une interview publiée hier que son fils était encore vivant.

“Il se cache dans un endroit secret pour ne pas être assassiné par les services secrets des Etats-Unis”, a déclaré Mohammed el-Amir Atta, 66 ans, au journal allemand *Bild am Sonntag*. Il a également fermement nié que son fils – réputé pour avoir fait percuter le premier avion contre le World Trade Center – a pris part aux atrocités, posant plutôt le blâme sur des “chrétiens américains”. [...]»<sup>2</sup>

Le père de Mohammed Atta pointait également du doigt le Mossad, le service de renseignements israéliens, dans diverses autres publications sans cependant apporter aucune preuve.

Examinons maintenant cet article de l'édition du 11 juin 2003 du *Insight Magazine*, une revue d'actualités conservatrice publiée par le *Washington Times* :

« Près de 48 heures après les attentats terroristes du 11-Septembre, les noms des kamikazes apparaissaient sur les écrans de télévision à la vue du public mondial. En se basant sur des renseignements obtenus par le biais d'entrevues, de témoins, de registres de vols et sur des passeports retrouvés à travers les débris, le FBI prétendait avoir correctement identifié la totalité des 18 terroristes. Peu de temps après, ce nombre fut augmenté à 19. Quelques jours plus tard, les noms furent suivis des photos des hommes accusés de l'acte de terrorisme qui coûta la vie à près de 3 000 personnes à New York, Washington ainsi qu'en Pennsylvanie. Un travail du service de renseignements incroyablement rapide – certaines informations provenant du *National Ground Intelligence Center* à Charlottesville, Virginie – permirent aux investigateurs de lier les attaques au réseau Al Qaeda d'Oussama Ben Laden.

Alors qu'il ne fait pas de doute que les attentats étaient le travail d'Al Qaeda, des questions persistent de savoir si certains des terroristes étaient bel et bien les hommes que le FBI avait identifiés. L'an dernier, ce doute atteignait les plus hauts niveaux du

1. « Hijack suspects alive and well (BBC – 23 septembre 2001)

2. « Father insists alleged leader is still alive (*London Guardian* – 2 septembre 2002)

maintien de l'ordre après qu'une série de reportages sensationnels publiés par la BBC, ABC et CNN, ainsi que plusieurs quotidiens britanniques, aient mis en doute les conclusions du FBI. Les rapports suggéraient qu'au moins six des hommes identifiés par le FBI comme étant des terroristes à bord des avions étaient en fait vivants. Ils n'avaient pas survécu aux écrasements, bien entendu, mais plutôt n'étaient jamais montés à bord des avions.

Les six hommes affirmèrent avoir été victimes de vol d'identité. Ils étaient "indignés" d'être identifiés en tant que terroristes, avaient-ils déclaré au *Telegraph* de Londres. En fait, un de ces hommes a prétendu ne jamais avoir mis les pieds aux Etats-Unis, alors qu'un autre, un pilote de Saudi Airlines, déclarait qu'il suivait un entraînement de vol en Tunisie au moment des attaques.

Ces nouvelles stupéfiantes avaient poussé le directeur du FBI Robert Mueller à admettre que certains des terroristes pouvaient avoir dérobé les identités de citoyens innocents. En septembre 2002, Mueller affirmait à deux reprises à CNN qu'il n'y avait "aucun moyen légal de prouver l'identité des terroristes kamikazes". Suite à cette admission, une chose étrange s'est produite : rien du tout. Pas de suivi sur l'histoire. Pas de questions subséquentes. Ce fut le silence total, et l'histoire disparut. C'était presque comme si personne ne désirait savoir ce qui s'était produit. En fait, le FBI ne se préoccupa pas de modifier les noms, les occupations ni les photos des prétendus 19 terroristes. L'agence ne nia même pas les reportages de nouvelles suggérant que les noms et identités d'au moins six des terroristes étaient peut-être inconnus. Mueller laissa simplement la porte ouverte.

Jusqu'à ce jour. Maintenant, le FBI maintient son histoire initiale – sans tenir compte que les photographies diffusées des terroristes suspectés [pour les attentats] du 11-Septembre étaient ou non celles de personnes n'étant jamais montés à bord de ces avions et qui sont bien vivantes. Le porte-parole du FBI, Bill Carter, rejette simplement comme étant fausses les allégations de rapports de nouvelles suggérant que le FBI a mal identifié certains des terroristes du 11-Septembre. Carter affirme qu'ils ont publié les bons noms et que ça n'importe pas si les identités ont été volées. [...] »<sup>1</sup>

Cette prise de position tardive, toujours maintenue à ce jour par les autorités américaines, s'avère bien sûr hautement problématique, puisque les rapports et photographies de gens vivants et innocents n'ont toujours pas été rétractés et sont encore utilisés par le FBI ainsi que par les médias. Ces personnes, qui se sont reconnues sur des photos publiées à la télévision et dans les journaux autour du monde, ne peuvent évidemment pas être les véritables terroristes du 11-Septembre.

De toute évidence, la question du vol d'identité en soulève plusieurs autres. D'abord, en tant que public non initié, que connaissons-nous des véritables terroristes si ceux-ci se cachent derrière de fausses identités ? Très peu de choses, à vrai dire, si ce n'est que ceux-ci désiraient que des Arabes soient perçus comme les coupables.

A en croire la version officielle, les auteurs des attentats du 11-Septembre préparèrent leur coup avec une extrême minutie pour parvenir à leurs fins, ce qui concorde assez mal avec des terroristes de nationalité arabe utilisant de fausses identités d'autres Arabes pour brouiller les pistes. Le but premier d'utiliser une fausse identité étant d'éloigner les soupçons de soi-même, ne serait-il pas raisonnable d'assumer qu'un Arabe préparant ces attentats aurait plutôt choisi de se forger une identité d'une nationalité autre que la sienne ?

Parallèlement, ne serait-il pas étrange qu'au sein d'un complot aussi élaboré que

---

1. « FBI denies mix-up of 9-11 terrorists » (*Insight Magazine* – 11 juin 2003)

celui du 11-Septembre, seulement le tiers des terroristes impliqués auraient jugé nécessaire de se servir d'une fausse identité ? Une telle directive ne se doit-elle pas d'être uniforme, c'est-à-dire de s'appliquer à tous les terroristes participants pour pouvoir atteindre le but recherché, celui de dissimuler l'identité des véritables auteurs ? Car sans cette concertation préalable, la manœuvre y perd alors toute sa raison d'être.

Ce sujet précis recèle en bout de ligne une importance capitale de par ses enjeux culturels et sociaux. L'utilisation de fausses identités de citoyens arabes par les terroristes ouvre grande la porte à la possibilité que les véritables auteurs des attentats du 11-Septembre ne soient en fait aucunement liés à la cause arabe, comme nos autorités le prétendent.

De plus, l'obstination du FBI à continuer d'utiliser les photos de gens innocents et bien vivants est à tout le moins dérangeante. Il est vrai qu'il serait difficile pour le gouvernement américain de poursuivre ses guerres au Moyen-Orient s'il venait à émerger que les terroristes n'étaient pas d'origine arabe...

## LES JOUEURS ET LES ENJEUX FINANCIERS

Abordons maintenant l'une des plus importantes facettes de tout crime, soit l'argent. A peine effleuré jusqu'ici dans cet ouvrage, l'aspect financier lié au 11-Septembre révèle également sa part de surprises lorsqu'on s'y attarde. Par exemple, peu de gens se souviennent d'une certaine conférence de presse lors de laquelle le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, déclarait que le Pentagone avait tout simplement « égaré » 2,3 trillions de dollars en transactions.

Vous avez bien lu : 2,3 trillions de dollars ! Et quelle pouvait bien être la raison pour laquelle une annonce de cette envergure passe inaperçue ? Possiblement la date de cette annonce : le 10 septembre 2001. A ce sujet, voici un extrait de reportage de CBS publié le 29 janvier 2002 :

« Le 10 septembre [2001], le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, déclarait la guerre. Non pas contre les terroristes étrangers, "l'adversaire est plus près de la maison. Il s'agit de la bureaucratie du Pentagone", avait-t-il annoncé.

Il déclarait que l'argent gaspillé par les militaires représentait une menace sérieuse.

"En fait, il pourrait être dit qu'il s'agit d'une question de vie ou de mort", avait-il déclaré.

Rumsfeld promettait un changement, mais le jour suivant – le 11 septembre – le monde changeait et, dans l'empressement de financer la guerre contre le terrorisme, la guerre contre le gaspillage sembla être oubliée. [...]

"Selon certains estimés, nous ne pouvons retracer 2,3 trillions de dollars en transactions", admettait Rumsfeld.

2,3 trillions de dollars – ce qui représente 8,000 \$ pour chaque homme, femme et enfant aux Etats-Unis. [...] »<sup>1</sup>

Puisque de tels montants faramineux peuvent parfois être difficiles à évaluer, il peut être plus aisé dans ce cas-ci de s'imaginer 2 300 milliards de dollars, ou encore 2 300 000 millions de dollars. En bout de ligne, il s'agit d'un montant astronomique que même la fraude la plus importante de l'Histoire n'est pas près d'égaliser. Par conséquent, le simple fait que l'administration Bush ait annoncé ceci le jour précédant le 11-Septembre mérite en soi une sérieuse réflexion.

Bien entendu, nous ne pouvons en conclure quoi que ce soit de manière définitive, mais il demeure néanmoins intéressant de comparer les probabilités des deux hypothèses suivantes : premièrement, que seul le hasard fut à l'origine de la sélection du 10 septembre 2001 comme date d'annonce de ce qui possédait certainement un potentiel très dévastateur pour le gouvernement américain ; ou deuxièmement, que la journée du 10 septembre fut choisie en sachant pertinemment que quelque chose d'important surviendrait le lendemain pour reléguer aux oubliettes ce scandale financier en puissance.

Puisque une évaluation des probabilités sur un sujet semblable peut évidemment être influencée par un paquet de variables venant en affecter les conclusions, nous éviterons d'accorder trop de valeur à cet exercice. Attardons-nous plutôt sur un aspect plus

---

1. « The war on waste » (CBS News – 29 janvier 2002)

concret, c'est-à-dire la provenance de l'argent ayant servi à financer les attaques elles-mêmes.

Selon le *Times of India*, un montant de 100 000 \$ fut transféré par un certain lieutenant-général pakistanais, Mahmud Ahmad, vers Mohammed Atta, leader des 19 terroristes du 11-Septembre, via un intermédiaire dénommé Ahmad Saeed Umar Sheikh. Voici un extrait d'article paru le 1<sup>er</sup> août 2003 :

« L'Inde a joué un rôle-clé en fournissant l'information aux autorités américaines que le financement des attaques du 11-Septembre provenait du Pakistan. Un haut responsable anti-terroriste du FBI a déclaré jeudi au comité des affaires gouvernementales du Sénat américain que les enquêteurs avaient "suivi la piste de l'origine du financement du 11-Septembre jusqu'à des comptes financiers au Pakistan".

John S. Pistole, assistant-directeur adjoint de la division antiterroriste du FBI, n'a toutefois pas spécifié comment ces comptes du Pakistan avaient été créés, ni le rôle des éléments pakistanais. Le *Times of India* avait d'abord rapporté le 10 octobre 2001 que l'Inde avait informé les Etats-Unis qu'un montant de 100 000 \$ avait été transféré au meneur des terroristes, Mahmud (Mohammed) Atta, par le terroriste d'origine britannique Ahmad Saeed Umar Sheikh.

Les autorités indiennes ont également révélé aux Etats-Unis que la piste remontait depuis Sheikh jusqu'au chef du ISI [*agence Inter Services Intelligence du Pakistan*] de l'époque, le lieutenant-général Mahmud Ahmad, qui fut ensuite forcé à la retraite par le président du Pakistan, Pervez Musharraf. Le FBI s'était vu remettre tous les détails, incluant les numéros mobiles de Sheikh. Mais le témoignage de Pistole demeure muet à ce sujet. Le FBI a établi le coût des attaques du 11-Septembre entre 175 000 \$ et 250 000 \$. Cet argent – qui a servi pour l'entraînement en vol, les voyages et autres dépenses – est parvenu aux terroristes par l'intermédiaire de complices en Allemagne et aux Emirats Arabes Unis.

Ces complices travaillaient pour Khalid Shaikh Mohammed, qui coordonnait la majeure partie de la planification des attaques à partir du Pakistan, ont déclaré des responsables américains. L'administration Bush est réticente à rendre publiques 28 pages secrètes d'un récent rapport sur les événements du 11-Septembre, lesquelles des responsables ont affirmé qu'elles décrivent des liens entre des organismes de charité saoudiens, des membres de la famille royale et le terrorisme. [...] »<sup>1</sup>

Voyons également cet extrait tiré de l'AFP (*Agence France-Presse*) en date du 10 octobre 2001 :

« [...] Une source gouvernementale haut placée a déclaré à l'AFP que le 'lien incriminant' entre le général [Ahmad] et le transfert de fonds à Atta faisait partie des preuves que l'Inde avait officiellement fait parvenir aux Etats-Unis. "Les preuves que nous avons fournies aux Etats-Unis sont d'une portée et d'une profondeur beaucoup plus grande qu'un simple bout de papier liant un général corrompu à un acte de terrorisme mal choisi", a affirmé la source. [...] »<sup>2</sup>

Ainsi, n'est-il pas logique de se demander pourquoi les Etats-Unis s'en prirent directement à l'Afghanistan alors qu'environ la moitié du financement des attaques provenait en fait du pays voisin, le Pakistan ? Evidemment, à l'automne 2001, le prétexte que Ben Laden se terrait dans les régions montagneuses afghanes avait eu préséance sur tout le reste, même si celui-ci avait alors nié être responsable des attentats.

1. « 9/11 Funds came from Pakistan, says FBI » (*Times of India* – 1<sup>er</sup> août 2003)

2. « India accuses ex Pakistan spy chief of links to US attacker : Report » (*Agence France Presse* – 10 octobre 2001)



Néanmoins, après une telle découverte au sujet du Pakistan, impliquant le chef de leurs services secrets (ISI – ces mêmes services de renseignements par lesquels la CIA approvisionna la MAK et Ben Laden pour combattre les soviétiques au cours des années 80), il apparaît raisonnable de supposer qu'un sérieux refroidissement des relations américano-pakistanaïses aura vu le jour suite à ces révélations.

Ce ne fut pourtant pas le cas. A la grande surprise des observateurs, l'inverse s'est même produit.

En effet, suite au 11 septembre 2001, les Etats-Unis et le Pakistan établirent contre toute attente un partenariat étonnant, voire même suspect aux yeux de plusieurs. A s'y intéresser de plus près, la nature de ce partenariat s'apparentait d'ailleurs plus à la convivialité qu'aux simples rapports diplomatiques traditionnels, ce qui a de quoi laisser perplexe compte tenu de la situation.

Examinons à ce sujet ce que rapportait un article du *Times d'Asie* le 27 janvier 2005 :

« [...] L'Inde n'a pas oublié que l'année dernière, le président Musharraf (Pakistan) est devenu le premier et le seul chef d'un parti sud-asiatique à avoir été accueilli à ce jour à Camp David, aux Etats-Unis. Même l'ancien Premier ministre indien, Atal Bihari Vajpayee, acclamé comme un homme d'Etat, ne s'était pas vu offrir cet honneur. Le président Bush a annoncé une entente d'aide militaire et économique d'une valeur de trois milliards de dollars américains au Pakistan, le premier versement ayant déjà été approuvé par le Congrès américain. Peu de temps après, le Pakistan s'est vu accorder le statut d'allié de premier plan de l'Organisation du Traité hors-Atlantique du Nord, le rendant ainsi éligible à une plus grande assistance militaire.

Alors quelle est la véritable signification de la générosité américaine envers le Pakistan depuis le 11-Septembre ? L'analyste indien Kaushik Kapisthalam, résidant aux Etats-Unis, a récemment publié une étude qui fut largement citée dans les médias indiens. Selon cette étude, les Etats-Unis ont fourni 600 millions de dollars d'aide d'urgence au Pakistan pour sortir Islamabad de son incapacité à rembourser des prêts étrangers. Ceci fut suivi par l'annulation de la dette pakistanaïse évaluée à 1,5 milliard de dollars, par des pressions sur le Fonds Monétaire International pour qu'il fournisse plus de 1,5 milliard de dollars pour la réduction de la pauvreté, par des pressions sur des donateurs occidentaux pour réévaluer la masse de la dette externe de 38 milliards de dollars du Pakistan, et par une assistance économique annuelle de 500 à 700 millions de dollars.

Le Pakistan a reçu au total plus de 1,1 milliard de dollars en assistance militaire et économique en 2002 seulement. Il a également reçu 1,32 milliard de dollars en assistance militaire entre janvier 2003 et septembre 2004. Entre-temps, les Etats-Unis paient au Pakistan 100 millions de dollars à chaque mois pour l'utilisation de bases militaires et installations sur le territoire pakistanaïse. [...] »<sup>1</sup>

Qui plus est, c'est ce même Pakistan qui était venu s'immiscer dans les procédures militaires américaines dès les premiers mois de l'invasion de l'Afghanistan, lors d'opérations qui visaient alors les talibans spécifiquement. Voici ce qui s'est produit, tel que l'a rapporté la MSNBC le 29 novembre 2001 :

« [...] La semaine dernière pourtant, au moins une demi-douzaine d'avions-cargos des forces de l'air pakistanaïses ont atterri dans la ville de Kunduz [Afghanistan], sous le contrôle des talibans, et ont évacué au Pakistan des centaines de soldats non-Afghans ayant combattu aux côtés des talibans et même d'Al Qaeda, contre les Etats-Unis. [...] »

---

1. « India's US-Pakistan suspicions deepen » (*Asia Times* – 27 janvier 2005)

Le Pentagone, dont les satellites et les drones sont capables de détecter des guérillas camouflées dans des cavernes souterraines, prétend ne pas être au courant de ces vols. Lorsque, interrogé sur ces mystérieux ponts aériens lors d'un point de presse du Pentagone récemment, le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld et le général Richard Myers, président du Comité des chefs d'Etat-major interarmes, ont nié connaître l'existence de tels vols. Myers parut un peu déstabilisé, affirmant que compte tenu de la géographie arpentée du pays, il pouvait être possible de se faufiler entre les montagnes et les vallées pour mener un tel pont aérien sans être détecté.

Mais Rumsfeld est intervenu. Avec son talent pour être direct et vague à la fois, il a déclaré : "Je n'ai reçu absolument aucune information qui confirmerait ou corroborerait des déclarations concernant des avions entrant ou sortant. Je doute de leur existence."

Les reporters occidentaux se trouvant à Kunduz dans les jours après sa chute [aux mains des américains] cette semaine en apprenent long pour dissiper ce doute. [...]

Samedi dernier, le *New York Times* a suivi la piste, citant des soldats de l'Alliance du Nord dans un reportage en première page rapportant un pont aérien par des avions pakistanais durant deux jours, appuyé par des témoins qui décrivaient des groupes d'hommes armés attendant l'évacuation à l'aérodrome qui se trouvait encore à ce moment sous le contrôle des talibans.

Un autre reportage, provenant cette fois du *London Times*, cite un soldat de l'Alliance en colère dénonçant les vols, assumant raisonnablement que ceux-ci avaient été conduits avec la bénédiction des Etats-Unis.

"Nous étions décidés à les tuer tous, et nous ne sommes pas heureux que les Etats-Unis aient laissé les avions venir", a dit le soldat, Mahmud Shah.

La brèche de crédibilité entre ces reportages sur le terrain et les "pas de commentaires" de l'administration américaine est suffisamment grande pour y faire passer une unité de marines. Les appels de la MSNBC.com et de NBC News aux responsables militaires et des renseignements américains n'ont fourni aucun éclaircissement sur ces reportages d'évacuation, même s'ils étaient clairement un chaud sujet de conversation. "Oh, vous voulez dire l'Opération Evil Airlift", a blagué une source militaire. "Ecoutez, je ne peux rien confirmer à propos de ces reportages. En ce qui me concerne, ils n'existent tout simplement pas." Trois autres sources militaires et de la Défense ont tout simplement nié savoir quoi que ce soit.

Quelque chose cloche. Il apparaît évident aux yeux de n'importe quel observateur raisonnable qu'un avion d'un type ou d'un autre décollait et atterrissait dans les dernières heures de Kunduz aux mains des talibans. [...]

Si les passagers n'étaient simplement que des militaires et des membres du service de renseignements pakistanais, et non des civils extrémistes, quel motif peut-il possiblement y avoir à cacher la vérité sur ces évacuations ? Le Pakistan croit peut-être que personne n'a remarqué la cordialité des liens de ses services de renseignements avec les talibans ou même avec Al Qaeda, mais le Pentagone, lui, n'opère certainement pas sous cette illusion, n'est-ce pas ? La présente chaîne de nouvelles a cité des sources des services de renseignements américains remontant à aussi loin que 1997 déclarant que des relations entre les services de renseignements pakistanais et Al Qaeda, ainsi que les liens avec les talibans – un mouvement financé par le Pakistan – sont indéniables. [...] »<sup>1</sup>

Bien sûr, il devient important de bien comprendre les implications de cette affaire puisqu'elle met en lumière le double visage du Pakistan, qui aurait extirpé des combattants talibans et d'Al Qaeda d'Afghanistan au vu et au su des Américains. Moins de deux mois plus tard, l'histoire se précisa. Voici un extrait du *Guardian Unlimited*

1. « The airlift of evil » (MSNBC – 29 octobre 2001)

paru le 21 janvier 2002 :

« Après avoir reçu une autorisation américaine, l'évacuation de responsables militaires pakistanais de la ville afghane assiégée de Kunduz en novembre dernier "a glissé hors de contrôle", permettant à des combattants d'Al Qaeda de se joindre à l'exode, fut-il prétendu hier.

"De la poussière a brouillé l'écran", a dit un responsable du service de renseignements américains au magazine *New Yorker*.

Selon le magazine, les Etats-Unis permirent à des responsables militaires pakistanais de s'envoler en toute sécurité pour préserver la position politique du général Pervez Musharraf, dont la survie est perçue comme étant cruciale dans l'effort de guerre américain.

L'exode – lequel l'administration insistait initialement qu'il n'avait pas eu lieu – devait seulement secourir les responsables pakistanais à Kunduz, qui se trouvait encerclée par les troupes de l'Alliance du Nord supportées par les forces américaines.

Mais le correspondant attitré aux affaires militaires du *New Yorker*, Seymour Hersh, cite une source haut placée du service de renseignements déclarant que des combattants talibans et d'Al Qaeda se sont glissés à bord. "Tout le monde a amené ses amis avec eux", lui a dit un conseiller à la Défense.

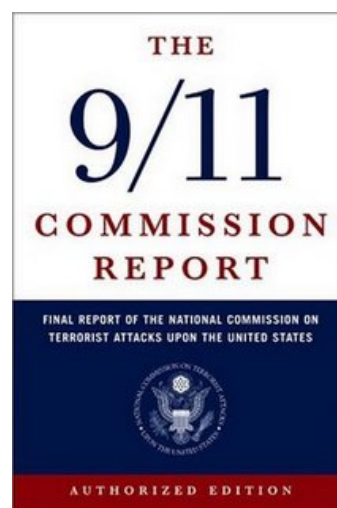
Les forces militaires américaines pourraient même avoir coopéré directement à ces ponts aériens, selon l'article, qui est basé sur des conversations avec des responsables des services de renseignements ainsi que des militaires haut gradés. Deux de ces sources ont révélé à Hersh que le commandement central américain avait reçu l'ordre d'établir un corridor aérien spécial pour garantir que les vols de secours pourraient se dérouler de façon sécuritaire. [...]

Le ministre de la sécurité nationale Indien, Brajesh Mishra, est cité en disant qu'autant que 5 000 Pakistanais furent secourus. Des sources américaines ont suggéré que le total était beaucoup plus bas. [...] »<sup>1</sup>

Ainsi, dans un contexte où des responsables militaires pakistanais permirent à leurs "amis" talibans et d'Al Qaeda d'échapper aux forces américaines et de la coalition moins de deux mois après le 11-Septembre, et dans lequel le FBI a reconnu publiquement le transfert de 100 000 \$ vers Mohammed Atta<sup>2</sup>, l'aide financière des Etats-Unis et leur relation cordiale avec le Pakistan peut en effet paraître inappropriée.

De plus, comment se fait-il que la commission d'enquête sur les attentats du 11-Septembre n'ait en aucun temps mentionné le lien financier provenant des services secrets du Pakistan lors de son rapport final en 2004 ? Voici plutôt ce que la commission déclara au sujet de la piste financière :

« [...] A ce jour, le gouvernement américain n'a pas été en mesure de déterminer l'origine de l'argent utilisé pour les attaques du 11-Septembre. En fin de compte, la question n'a que peu d'importance au sens pratique. [...] »<sup>3</sup>



1. « US helped Taliban to safety, magazine claims » (*Guardian Unlimited* – 21 janvier 2002)

2. « Statement of Dennis M. Lormel, Chief Financial Crimes Section FBI » (Dismantling the financial infrastructure of global terrorism, US House of Representatives, Committee on Financial Services – 3 octobre 2001)

3. *911 Commission Report* (21 août 2004), page 172.

Vous pouvez, et devriez, relire ce dernier passage, car il recèle une importance capitale. Comment le comité d'investigation sur les pires attaques terroristes de l'Histoire put-il parvenir à la conclusion aussi ridicule qu'incroyable que la provenance de l'argent utilisé dans ce complot magistral n'avait que peu d'importance ? Ce raisonnement fait-il plus de sens lorsqu'on se souvient que l'administration Bush s'était initialement opposée pendant plus d'un an à la mise sur pied d'une telle commission d'enquête ?

En contraste, mentionnons cet extrait tiré de la page couverture du *Washington Post*, daté du 7 octobre 2001 :

« Les investigateurs américains ont établi des liens financiers solides entre le réseau terroriste Al Qaeda et les 19 terroristes qui ont perpétré les attaques sur le World Trade Center et le Pentagone, ont déclaré des responsables haut placés du gouvernement qui considèrent à présent la piste financière comme étant la clé de l'investigation. [...] »<sup>1</sup>

En rétrospective, l'affirmation que 'l'origine de l'argent utilisé pour les attaques du 11-Septembre... n'a que peu d'importance' présentée dans le rapport officiel de 2004 n'aurait-elle pas dû être exposée au grand jour par les médias ? Ceux-ci demeurèrent pourtant muets comme des carpes sur le sujet.

Les informations incriminantes abondent pourtant dans le domaine public. Par exemple, ce même général pakistanais Mahmoud Ahmad, qui fut forcé à la retraite peu de temps après le 11-Septembre suite à son implication dans le transfert de 100 000 \$ vers le leader des terroristes, Mohammed Atta, s'est retrouvé profondément enfoui dans cet article du *Washington Post* daté du 18 mai 2002. Voyons pour quelle raison :



« [...] Au matin du 11-Septembre, [Porter] Goss et [Bob] Graham prenaient le petit déjeuner avec un général pakistanais dénommé Mahmoud Ahmed [sic], le chef des services de renseignements pakistanais qui allait bientôt être mis à pied. Ahmed dirigeait une agence d'espionnage notoirement proche d'Oussama Ben Laden et des Talibans. [...] »<sup>2</sup>

Identifions d'abord ces personnages américains :

Bob Graham était à ce moment président du Comité des renseignements du Sénat ainsi que sénateur de la Floride.



Porter Goss (gauche) était quant à lui président du comité de renseignements de la Chambre des représentants et fut ensuite promu à la tête de la CIA en 2004. Ce déjeuner fut également rapporté dans le *New York Times* du 4 juin 2002<sup>3</sup>, et aurait donné suite à un voyage au Pakistan, le mois précédent, par ces deux mêmes hommes.

N'est-ce pas une coïncidence extraordinaire que de retrouver deux des plus hauts responsables américains des services de renseignements en compagnie du même homme



1. « US ties hijackers money to Al Qaeda » (*Washington Post* – 7 octobre 2001)
2. « A cloak but no dagger » (*Washington Post* – 18 mai 2002)
3. « Rifts plentiful as 9/11 inquiry begins today » (*NY Times* – 4 juin 2002)

qui fut à l'origine du transfert de 100 000 \$ vers les terroristes, et ce au moment précis où se déroulaient les attaques ? Sans oublier que par la suite, la commission d'enquête omettait de signaler ce « léger détail » dans son rapport, préférant plutôt déclarer que la provenance de l'argent n'avait « que peu d'importance au sens pratique » ? Puis que les Etats-Unis aient ensuite entretenu des relations diplomatiques aussi amicales avec le Pakistan ?

Nous apprenions par ailleurs dans un article de *CBS News* daté du 28 janvier 2002, qu'Oussama Ben Laden en personne se trouvait dans un hôpital pakistanais le jour précédant les attentats :

« Dans une histoire aussi tordue que la chasse à Oussama Ben Laden, *CBS Evening News* a appris que la soirée avant les attaques terroristes du 11-Septembre, Oussama Ben Laden était au Pakistan. Il recevait un traitement médical par les mêmes militaires qui s'engagèrent quelques jours plus tard à apporter leur support aux Etats-Unis dans la guerre contre la terreur en Afghanistan.

Des sources aux renseignements pakistanais ont déclaré à *CBS News* que Ben Laden avait été admis d'urgence dans un hôpital militaire de Rawalpindi pour un traitement de dialyse rénale.

"Ce soir-là", a affirmé une travailleuse médicale qui a désiré que son identité soit protégée, "ils ont expulsé tout le personnel régulier du département d'urologie et ont envoyé une équipe secrète pour les remplacer." Elle a déclaré que ceci était un traitement pour une personne très spéciale, et que "de toute évidence, l'équipe spéciale n'inspirait pas confiance."

"Les militaires l'encerclaient", a déclaré un employé de l'hôpital qui désirait également que son identité ne soit pas révélée, "et j'ai vu le patient mystérieux recevoir de l'aide pour sortir de la voiture. Depuis ce temps", a-t-il dit, "j'ai vu plusieurs photos de l'homme. C'est l'individu que nous connaissons comme Oussama Ben Laden. J'ai aussi entendu parler deux responsables de l'armée qui discutaient entre eux. Ils disaient qu'Oussama Ben Laden devait être surveillé de près et qu'ils devaient s'occuper de lui." [...] »<sup>1</sup>

Voilà qui n'aide certainement pas à comprendre pourquoi les Etats-Unis développèrent une relation aussi cordiale avec le Pakistan suite au 11-Septembre. A court de mots, rabattons-nous sur la conclusion de l'article du *Times d'Asie* cité précédemment :

« [...] L'Inde souffre depuis des années de ses interrogations sur la véritable nature des relations américano-pakistantaises. Après le 11-Septembre, New Delhi [la capitale indienne] s'attendait à ce que Washington s'en prenne au Pakistan, reconnu comme étant un centre nerveux d'extrémistes islamiques et de terrorisme dans la région. Au lieu de cela, les Etats-Unis vinrent au secours de ce qui était alors clairement un Etat défaillant gouverné par une dictature militaire évidente. Même après que l'implication des services secrets pakistanais dans l'affaire du 11-Septembre ait été exposée, les Etats-Unis furent non seulement indulgents mais leur offrirent aussi un support exceptionnel. Comme résultat, les stratèges indiens ont maintenant peine à réfuter les arguments de théoriciens de la conspiration qui prétendent que la "guerre contre le terrorisme" n'est qu'un faux prétexte et que le 11-Septembre fut organisé par Islamabad [capitale pakistanaise] avec l'aide d'Al Qaeda, à la demande des Américains, puisque les néoconservateurs au pouvoir aux Etats-Unis avaient besoin d'un motif pour satisfaire leur agenda impérialiste. Il y avait autrefois peu de gens en Inde pour supporter ces idées aussi farfelues ; mais apparemment, les temps changent.

---

1. « Hospital worker – I saw Osama » (*CBS News* – 28 janvier 2002)

Il y a tellement de divergences et d'incompatibilités dans la version officielle américaine que même les théories de conspiration les plus incroyables commencent à gagner en crédibilité. »<sup>1</sup>

Lirons-nous bientôt de tels articles à travers nos médias occidentaux ? Certes, de rares exceptions commencent à se glisser ici et là. A titre d'exemple, citons cet extrait d'un éditorial canadien dans le *Winnipeg Sun*, édition du 13 avril 2007 :

« Contrairement aux 'patriotes' qui tentent d'utiliser la mort de nos soldats en Afghanistan pour étouffer le débat sur l'implication du Canada dans la guerre contre la terreur, je suggère que lorsque de nouvelles preuves se présentent, nous serions en fait des lâches de les ignorer simplement parce que nous avons perdu des troupes sur le terrain et qu'en conséquence, nous sommes engagés aveuglément envers la mission.

Et de nouvelles preuves s'accumulent autour de nous, sans doute assez solides pour déclarer que toute la guerre contre la terreur est une fraude indéniable.

Virtuellement ignorés par les médias populaires, les Américains ont mis cartes sur table cette année par le biais d'une nouvelle loi irakienne sur le pétrole, qui fait en ce moment son chemin à travers le Parlement irakien.

La loi – contre laquelle des dizaines de milliers d'Irakiens ont protesté lors d'une marche pacifique lundi, appelant à l'expulsion immédiate des forces des Etats-Unis – transférerait le contrôle de l'une des plus importantes réserves de pétrole de la planète de Bagdad à Big Oil, concrétisant enfin 'la récompense' dont le vice-président Dick Cheney avait notoirement fait la mention en 1999 alors qu'il était CEO [président directeur-général] de Halliburton [géant américain de services pétroliers]. [...]

Pendant que les Etats-Unis débattent que l'accord sur le pétrole offrira aux Irakiens une opportunité d'atteindre la 'liberté et la stabilité', le Comité International de la Croix-Rouge rapporte cette semaine que des millions d'Irakiens se trouvent dans une situation désastreuse qui continue de se détériorer, avec 'des mères suppliant que quelqu'un récupère les cadavres répandus dans la rue pour épargner à leurs enfants l'horreur de les apercevoir au retour de l'école'.

Quatre ans après l'invasion, il devient très clair que l'Irak a été 'pacifié' dans le seul but d'une agression économique. [...]

L'Afghanistan, pendant ce temps, a fourni aux Etats-Unis un point de débarquement militaire stratégique en Asie centrale (ce que les défenseurs de la 'suprématie américaine' avaient demandé dans les années 90), et il fut discrètement rapporté en novembre que les plans d'un pipeline de gaz naturel évalué à 3,3 milliards de dollars étaient accélérés pour 'aider l'Afghanistan à devenir un pont énergétique dans la région'.

Au moment où de nombreux Américains (incluant des académiciens et d'anciens hauts responsables du gouvernement des Etats-Unis) questionnent même les faits physiques du 11-Septembre et contestent sérieusement la thèse du 'militantisme islamique', alors que les médias sont cérébralement plus inactifs qu'ils ne l'ont jamais été de notre vivant, maintenant n'est pas le moment pour le nationalisme extrémiste et la confiance aveugle dans les agissements de Cheney, George W. Bush et Robert Gates.

Nos jeunes hommes valent mieux que cela – n'est-ce pas, M. Harper ? »<sup>2</sup>

Un autre aspect relatif au 11-Septembre, qui en intrigue d'ailleurs plusieurs, est celui de la découverte d'une quantité importante d'or dans un tunnel de livraison sous le Building 5 du World Trade Center. Examinons à ce propos un extrait d'article du *New York Daily News* paru le 1<sup>er</sup> novembre 2001 :

1. « India's US-Pakistan suspicions deepen » (*Asia Times* – 27 janvier 2005)

2. « War on Terror looks like a fraud » (*Winnipeg Sun* – 13 avril 2007)

« Des travailleurs de "Ground Zero" ont déterré hier soir un trésor d'or enfoui et caché pendant des semaines sous les ruines du World Trade Center.

Pendant qu'une petite armée d'agents fédéraux équipés de fusils à haut calibre et d'armes automatiques montaient la garde, des policiers municipaux et des pompiers ont rempli deux camions blindés de la Brink avec la matière précieuse, rapportent des sources.



Les sources affirment que l'or a été retrouvé dans un tunnel de livraison sous le Building 5.

"Ils sortent l'or au moment où l'on se parle", a dit une source hier soir. "Ils ont fait venir des policiers supplémentaires."

Il n'était pas immédiatement clair quelle quantité d'or avait été retrouvée hier soir – ou exactement quelle quantité se trouvait enfouie sous le complexe après les attaques du 11-Septembre.

La Banque de Nouvelle-Ecosse, dont le siège social est situé à Toronto, a déclaré que sa voûte située sous le Building 4 contenait à elle seule plus de 200 millions de dollars en or et en argent. La porte-parole de la banque, Pam Agnew, ne savait pas immédiatement si une partie de cet or avait été retrouvée hier soir. [...]

Au cours des derniers jours, des travailleurs de la construction – dirigés par des agents fédéraux – se sont frayés un chemin jusqu'au tunnel de livraison situé sous le complexe.

Les responsables ont finalement rejoint l'or en accédant à ce tunnel, hier, après que les travailleurs eurent retiré un camion de dix roues, plusieurs voitures écrasées ainsi que des amas de débris.

Aucun corps ne fut retrouvé au cours de cette opération.

Alors que les travailleurs approchaient de l'or, hier, les autorités commencèrent à interdire l'accès à la portion nord de "Ground Zero" et des agents du FBI et des services secrets vinrent se joindre aux policiers et aux pompiers sur le site.

"Si j'avais tenté de descendre là-bas, ils m'auraient tiré dessus", a dit un travailleur de la construction qui fut écarté du tunnel. [...] »<sup>1</sup>

Tout d'abord, n'est-il pas légitime de se demander pour quelle raison cet or ne se trouvait plus dans sa chambre forte mais dans un tunnel de livraison ? Rappelons que malgré des incendies majeurs et la chute de débris directement sur les Buildings 4 et 5, ceux-ci survécurent néanmoins au 11-Septembre. Il est dès lors peu probable que les lingots aient été expulsés hors de leur voûte souterraine pour aboutir dans un tunnel de livraison, puisque les édifices au-dessus ne s'étaient pas effondrés.

De plus, du fait que les agents fédéraux dirigèrent les travaux de recherche jusqu'à ce tunnel, comme l'a rapporté le *New York Daily News*, et qu'ils se mirent à restreindre l'accès à cette section du site avant même d'avoir accédé à l'or, ceci n'implique-t-il pas que ces agents savaient pertinemment où chercher, et qu'ils savaient qu'ils retrouveraient l'or à cet endroit précis ?

Forcément, cet or devait être en mouvement lorsque les tours jumelles s'écroulèrent le 11 septembre, et il semble que les agents fédéraux en furent informés. Le fait qu'aucun corps ne fut découvert à cet endroit indique d'ailleurs que quiconque tentait de transporter l'or fut averti de l'imminence du danger et put s'échapper sans cette portion

1. « Cache of gold found at WTC » (*New York Daily News* – 31 octobre 2001)

de l'or qui fut ensuite récupérée. Evidemment, rien n'exclut qu'une quantité supplémentaire d'or puisse avoir été dérobée avec succès avant la catastrophe.

Cela dit, il demeure étrange qu'une telle quantité d'or ait été retrouvée dans ce tunnel de livraison. Alors que certaines estimations évaluent la valeur de l'or qui se trouvait sous le World Trade Center jusqu'à 200 milliards de dollars, le service de nouvelles *CNS News* rapportait quant à lui, au lendemain des attaques, que deux des plus importantes réserves d'or au monde se trouvaient sous les édifices en ruines, dont l'une d'elles aurait eu une superficie équivalant à la longueur de deux terrains de football et contenait plus d'or que toute autre voûte sur terre.<sup>1</sup>

Dans tout crime, l'argent n'a-t-il pas toujours été le motif numéro un ? Ne doit-on pas tenir compte de ces éléments lorsqu'on considère les attaques du 11-Septembre ? N'est-il pas envisageable que quelqu'un ait voulu tirer un profit financier à travers tout ce chaos ?

Jetons ensuite un œil sur un volet légèrement plus connu du 11-Septembre. En effet, plusieurs personnes auront peut-être entendu parler de la subite augmentation d'achats de "put options" dans les jours précédant les attaques. Expliquées simplement, les "put options" sont un type de transaction boursière utilisé lorsqu'un investisseur croit que la valeur d'un titre s'apprête à chuter. Lorsque effectivement la valeur du titre sur lequel on place les "put options" s'écroule dans les jours suivants, l'investisseur touche alors des profits.

A ce sujet, voyons ce que rapportait le *Chicago Tribune* le 19 septembre 2001 :

« Des régulateurs boursiers du monde entier enquêtent pour savoir si les terroristes impliqués dans les attaques de la semaine dernière ont réalisé des gains sur les marchés financiers, peut-être en achetant des options sur les titres d'United Airlines, Boeing, American Airlines et d'autres compagnies en sachant que leurs prix chuteraient.

Des négociateurs boursiers affirment qu'un volume étrangement élevé de transactions d'options juste avant les attaques sur AMR Corp, parent d'American, et UAL Corp., parent de United, en particulier, ont généré d'énormes profits après que les terroristes aient écrasé des avions appartenant aux deux lignes aériennes contre le World Trade Center et le Pentagone.

Le Chicago Board Options Exchange a déclaré mercredi qu'il enquêtait sur les achats d'options avant les attaques. [...]

Un négociateur de Chicago a affirmé que l'augmentation importante d'achats d'options est la preuve que des gens étaient au courant du désastre imminent.

"Quelqu'un le savait, que ce soit un courtier ou quelqu'un qui connaissait ces types, ou il s'agit de l'une de ces cellules terroristes", a dit Jon Najarian, fondateur de Mercury Trading, qui se spécialise en options boursières à Chicago.

Si les enquêteurs découvrent des preuves que les terroristes ont tenté de profiter de la chute des prix des actions, cela pourrait devenir utile pour identifier ceux qui se trouvent derrière l'attaque et pour geler leurs

#### Profiting from a loss

The stocks of United and American airlines fell sharply following the Sept. 11 terrorist attacks, which used hijacked jets from the two airlines. But unknown investors made a bundle using a financial derivative that increases in value when a stock goes down.



1. « Gold depositories buried beneath Trade Center rubble » (*CNSNews* – 12 septembre 2001)



avoirs financiers, affirment les experts. [...]

De toute manière, quelqu'un s'est servi en quantité extraordinaire d'un outil financier appelé "put options" dans les jours précédant l'attaque. [...]

Le 6 septembre, le volume des "put options" sur United Airlines était de 3 150, soit plus de quatre fois son volume quotidien moyen pour l'année en cours, selon les données de Options Clearing Corp. Le volume des "put options" sur Boeing le 7 septembre s'élevait à 27 294, plus de cinq fois sa moyenne quotidienne pour l'année en cours.

La journée précédant les attaques, le volume des "put options" sur le titre d'American Airlines fut de 4 516, près de 11 fois sa moyenne quotidienne pour l'année en cours.

L'industrie de l'assurance, également considérée comme étant durement affectée par les effets des attaques terroristes, a été le théâtre d'activités similaires avec les "put options". Citigroup, qui possède une importante branche dans le domaine de l'assurance, ainsi que le courtier d'assurances Marsh & McLennan Cos. ont accumulé un volume de "put options" anormalement élevé seulement quelques jours avant les attaques. [...]

Les acheteurs de "put options" ont réalisé d'énormes profits. Najarian, le négociateur de Chicago, a remarqué que 1 535 "put options" achetés la journée avant l'attaque "permettait à l'acheteur de vendre 153 500 actions à 30 \$". Lorsque la valeur du titre d'American (Airlines) chuta, le propriétaire de ces "put options" toucha 1,7 million de dollars.

Plusieurs millions de dollars auraient été faits avec des "put options" semblables sur les marchés d'ici et d'ailleurs. [...] »<sup>1</sup>

Clarifions d'abord un élément important. Quiconque connaît un peu le fonctionnement des marchés boursiers sait qu'il est tout simplement impossible de faire des transactions sur quoi que ce soit, titres ou "put options", sans avoir préalablement ouvert un compte en bonne et due forme auprès d'un courtier, ce qui implique de lui fournir des pièces d'identité et autres détails personnels et exhaustifs, valides et vérifiables. Il devient dès lors très aisé pour les enquêteurs, surtout gouvernementaux, de retrouver la trace de tout investisseur.

Observons ensuite ce que rapportait le *San Francisco Gate* dans ce dossier deux semaines plus tard :

« Des investisseurs n'ont toujours pas réclamé plus de 2,5 millions de dollars de profits réalisés avec des options sur le titre d'United Airlines avant les attentats terroristes du 11-Septembre, selon une source familière avec le domaine du marché des échanges.

L'argent non réclamé soulève des soupçons que les investisseurs – dont les identités et les nationalités n'ont pas été rendues publiques – étaient au courant de la venue des attaques.

"Habituellement, si une personne a une opportunité de ce genre, elle prend l'argent et se sauve en courant", a dit la source, qui parlait sous condition d'anonymat. "Peu importe la personne qui a fait ça, elle ne croyait pas que les marchés seraient fermés pendant quatre jours."

"Ça sent très mauvais." [...]

Les autorités locales et étrangères n'ont rendu publiques aucune des conclusions auxquelles elles sont parvenues et refusent de discuter de ce dossier. [...]

La source familière avec les transactions sur United [Airlines] a identifié la banque allemande Alex Brown, la division d'investissements bancaires américaine du géant

---

1. « Terrorist trade probe widens » (*Chicago Tribune* – 19 septembre 2001)

allemand Deutsche Bank, comme étant la banque d'investissements utilisée pour acheter au moins une partie des options. Rohini Pragasam, porte-parole de la banque, a refusé de commenter. [...] »<sup>1</sup>

Nous apprenons donc que les autorités étaient parvenues à des conclusions quant à l'identité des investisseurs, mais qu'elles refusèrent de les rendre publiques. Le dernier paragraphe nous indique également une première piste, celle-ci pointant vers une division d'investissements bancaires non pas arabe ni pakistanaise, mais plutôt occidentale – germano-américaine pour être plus précis.

Transportons-nous à nouveau deux semaines plus tard. Un article publié le 14 octobre 2001 dans le réputé *The Independent* britannique nous en apprend encore plus sur cette banque allemande Alex Brown :

« Des spéculateurs d'actions n'ont pas réclamé 2,5 millions de dollars de profits réalisés suite à la chute du prix des actions d'United Airlines après les attaques du 11-Septembre.

Le fait que l'argent n'est toujours pas réclamé plus d'un mois plus tard a renouvelé la curiosité des investisseurs dans une histoire rejetée comme étant une coïncidence.

Il est possible que les investisseurs, qui furent en mesure de prédire si habilement l'effondrement du prix de l'action, soient réticents à paraître comme s'ils tiraient profit de la tragédie. Mais les enquêteurs se demandent maintenant s'il n'y a pas une explication plus sinistre. [...]

De nouveaux détails sur les transactions qui ont généré des profits aussi importants suite aux attentats ont été divulgués. A l'embarras des enquêteurs, il a été révélé que la firme qui fut utilisée pour acheter plusieurs des "put options" - dans lesquels un acheteur, en fait, mise sur la chute du prix d'une action – sur le titre d'United Airlines était dirigée jusqu'en 1998 par "Buzzy" Krongard, aujourd'hui directeur exécutif de la CIA.

Jusqu'en 1997, M. Krongard était président d'Alex Brown Inc., la plus ancienne firme d'investissements bancaires en Amérique. Alex Brown fut acquis par Bankers Trust, qui fut à son tour acheté par la Deutsche Bank. Dans son dernier emploi avant de démissionner pour occuper son poste de cadre supérieur à la CIA, il dirigeait la Bankers Trust – un client d'affaires personnel d'Alex Brown, en charge de comptes et d'investissements de riches clients de partout dans le monde.

Il n'y a pas de suggestions que M. Krongard était au courant de la venue des attaques. [...]

Ce n'est pas seulement les compagnies aériennes qui furent ciblées par des investisseurs remarquablement futés. L'un des plus importants locataires du World Trade Center était la banque d'investissements Morgan Stanley. Dans la première semaine de septembre, une moyenne de 27 contrats de "put options" fut achetée chaque jour sur leur titre boursier. Le total pour les trois jours précédant l'attaque fut de 2 157. Merrill Lynch, un autre locataire du WTC, a vu 12 215 "put options" être achetés dans les quatre jours précédant les attaques, alors que les jours d'avant présentaient une moyenne quotidienne de 252 contrats. »<sup>2</sup>



Soyons objectifs et évitons de sauter aux conclusions. Après tout, on ne nous apprend pas que Buzzy Krongard lui-même fit l'achat de ces "put options", mais bien que les

1. « Suspicious profits sits uncollected ; Airline investors seem to be lying low » (*San Francisco Gate* – 29 septembre 2001)

2. « Mystery of terror insider dealers » (*The Independent* – 14 octobre 2001)

gens qui les ont achetés l'ont fait par l'entremise d'une banque que dirigea Krongard jusqu'en 1998. Notons tout de même qu'après trois années de services en tant que conseiller au directeur de la CIA, Krongard fut ensuite nommé directeur exécutif de cette même agence en mars 2001.<sup>1</sup>

Signalons aussi au passage la coïncidence du départ d'un joueur clé de la Deutsche Bank immédiatement après les événements du 11-Septembre, tel que rapporté par le *New York Times* le 15 septembre 2001 :

« La Deutsche Bank A.G., la plus importante banque d'Europe, a annoncé que Mayo Shattuck III vient de renoncer à son poste de directeur de la division d'investissements bancaires des Etats-Unis, Alex Brown. [...] »<sup>2</sup>

Quel synchronisme ! Cette coïncidence, superposée au refus des enquêteurs de discuter du dossier des 'put options' ou de divulguer l'identité des investisseurs plus de sept ans plus tard, additionné aux volumes anormalement élevés de 'put options' sur les titres de compagnies ayant leurs bureaux dans les tours du World Trade Center, tout cela ne devient-il pas très étrange ?

Ouvrons d'ailleurs une parenthèse pour observer l'opinion particulière de ce même Buzzy Krongard au sujet d'une éventuelle capture d'Oussama Ben Laden. Ses propos furent publiés dans le *London Times* du 9 janvier 2005 :

« Le monde a peut-être avantage à ce qu'Oussama Ben Laden ne soit pas capturé, selon le directeur exécutif de l'Agence Centrale de Renseignements (CIA) récemment hors-fonction. Si le terroriste le plus recherché de la planète est capturé ou tué, une lutte pour le pouvoir parmi ses subordonnés d'Al Qaeda pourrait déclencher une vague d'attaques terroristes, a affirmé AB Buzzy Krongard, qui a démissionné il y a trois semaines du troisième plus haut poste de la CIA.

"On peut argumenter que nous sommes en meilleure position avec lui (au large)", a déclaré Krongard. "Parce que si quelque chose arrivait à Ben Laden, vous pourriez trouver beaucoup de gens qui rivaliseraient pour sa position en démontrant à quel point ils sont puissants en déclenchant une vague de terreur."

Krongard, un ancien investisseur banquier qui s'est joint à la CIA en 1998, a affirmé que le rôle de Ben Laden parmi les militants islamistes changeait. [...] »<sup>3</sup>

Donc, M. Krongard prétend que si Ben Laden est capturé ou tué, la menace terroriste s'en trouvera accentuée. Pourtant, les gouvernements ne nous disent-ils pas que tant qu'il sera libre, la menace terroriste sera omniprésente ?

Revenons sur ces fameux 'put options'. Puisque personne ne pouvait prévoir que les tours du World Trade Center s'effondreraient, les terroristes ne faisaient évidemment pas exception à la règle. A ce moment, était-il logique pour ceux-ci d'aller jusqu'à placer des "put options" sur les titres des locataires du complexe, comme la banque Morgan Stanley par exemple ?

A bien y penser, il ne semble d'ailleurs pas logique pour quiconque de s'exposer au grand jour en achetant des options boursières susceptibles de les relier directement aux attaques. A moins, bien entendu, de connaître les gens nécessaires pour avoir l'assurance de ne pas être dérangé par la suite. A toutes fins pratiques, c'est d'ailleurs précisément ce qui s'est produit. Les enquêteurs refusèrent de discuter de l'affaire et ne firent aucune arrestation dans ce dossier.

1. « Bush was set on path to war, british memo says » (*New York Times* – 27 mars 2006)

2. « Chief steps down at Alex Brown » (*New York Times* – 15 septembre 2001)

3. « Let Bin Laden stay free, says CIA man » (*London Times* – 9 janvier 2005)

Toutefois, une autre piste intéressante s'avère digne de mention, malgré qu'elle n'ait reçu que peu d'attention au printemps 2002. Voici un extrait tiré du quotidien électronique *New Yorkais Newsday*, daté du 29 mai 2002 :

« Dans une poursuite criminelle sur laquelle plane le spectre des attaques terroristes du 11-Septembre, les procureurs ont révélé hier que de l'information confidentielle avait été découverte lors de la fouille des biens d'un ancien agent du FBI faisant prétendument partie d'un complot de négociateurs boursiers initiés.

La révélation sensationnelle a été faite par le procureur américain Kenneth Breen dans le Tribunal Départemental américain à Brooklyn lors de la mise en accusation de Lynn Wingate, qui fut placée en congé administratif par le FBI, et de l'ancien agent Jeffrey Royer pour avoir été impliqués dans un complot d'extorsion lié à des transactions boursières. [...]

Royer, 39 ans, qui a quitté le FBI en décembre 2001, est accusé d'avoir obtenu des informations confidentielles de l'agence pendant et après qu'il était employé par celle-ci, et de les avoir fournies à Amr I. Elgindy. Prétendu délateur de Wall Street ainsi que réputé vendeur d'actions boursières (put options), Elgindy a été accusé vendredi d'être au cœur du complot.

Sans élaborer en cour hier, Breen a toutefois déclaré que les données confidentielles découvertes constituaient des informations que Royer n'avait aucune raison légitime de posséder et qu'elles pouvaient mener à "quelque chose de plus sérieux".

L'accusation reproche aux accusés d'avoir participé à un complot de négociations boursières d'initiés dans lequel Royer a prétendument divulgué des informations confidentielles du FBI à Elgindy qui a ensuite réalisé des transactions en se basant sur ces informations. L'accusation mentionne également que lorsque Royer a quitté le FBI, il a continué d'accéder aux fichiers confidentiels du FBI par le biais de Wingate, 34 ans.

Elgindy, 34 ans, était détenu sans possibilité de libération sous caution. Lors d'une audience à San Diego la semaine dernière, Breen a affirmé que la tentative d'Elgindy de liquider les comptes bancaires de ses enfants le 10 septembre pouvait "possiblement" signifier qu'il possédait "des informations privilégiées sur les attaques du 11-Septembre et que, plutôt que de les rapporter, il tenta de tirer profit de ces informations".

L'avocate de la Défense, Jeanne G. Knight, s'est moquée de cette suggestion et a affirmé qu'elle constituait une tentative de la part des procureurs de salir la réputation d'Elgindy, un citoyen américain natif d'Égypte, avec des "insinuations de terrorisme". »<sup>1</sup>



N'est-il pas révélateur qu'Amr I. Elgindy, un négociateur boursier ayant des liens directs avec deux agents du FBI, ait désiré vider le compte de ses enfants la journée précédant le 11 septembre ?

Selon le *New York Times*, le solde de ce compte s'élevait à 300 000 \$. De plus, M. Elgindy affirmait à son courtier dans l'après-midi du 10 septembre que les marchés boursiers étaient sur le point de s'effondrer :

« [...] Pendant la conversation du 10 septembre, M. Elgindy avait prédit que l'indice industriel du Dow Jones, qui affichait environ 9 600 à ce moment, allait

1. « Feds : Ex-agent had key data » (*Newsday* – 29 mai 2002)

bientôt s'écraser sous les 3 000, a affirmé M. Breen. [...] »<sup>1</sup>

Le dénouement de ce procès eut finalement lieu le 24 janvier 2005. Voici un extrait du reportage de l'*Associated Press* à ce sujet :

« Un ancien agent du FBI ainsi qu'un conseiller boursier par Internet ont été reconnus coupables lundi d'avoir utilisé des ordinateurs du gouvernement pour obtenir de l'information confidentielle qu'ils ont utilisée pour manipuler le marché boursier.

L'ancien agent Jeffrey Royer a été reconnu coupable de s'être livré à du chantage, coupable de fraude boursière, d'entrave à la justice et de soudoiment de témoin, pour avoir divulgué des détails sur des enquêtes du FBI et sur le passé criminel de dirigeants à Anthony Elgindy, un négociateur boursier basé à San Diego.

M. Elgindy a été reconnu coupable de s'être livré à du chantage, des fraudes boursières et des extorsions pour son rôle dans le complot. [...]

M. Royer a même informé l'analyste financier d'origine égyptienne sur une enquête du FBI à savoir s'il avait profité d'informations privilégiées sur les attaques terroristes du 11-Septembre en vendant des actions qui se sont écroulées après les attaques, ont affirmé les procureurs. M. Elgindy n'a pas été inculpé dans cette investigation. [...] »<sup>2</sup>

Autrement dit, un verdict de culpabilité fut rendu sur tous les chefs d'accusations principaux sauf sur les allégations relatives au 11-Septembre, qui furent rejetées. Ne serait-il pas intéressant de savoir comment M. Elgindy avait pu prédire la chute des marchés boursiers une journée avant les attentats, si ce n'était par le biais de l'agent Royer, qui fut pourtant reconnu coupable de lui avoir divulgué des détails d'enquêtes du FBI ?

Il va sans dire qu'une condamnation relative à l'utilisation d'informations privilégiées sur la venue des attaques du 11-Septembre aurait eu pour effet d'incriminer non seulement M. Elgindy mais également le FBI en entier... ce qui expliquerait bien la raison pour laquelle le juge aura préféré ne pas s'aventurer en terrain aussi glissant.

Toujours est-il que le public se retrouve plus de sept ans après le 11-Septembre sans connaître l'identité des investisseurs des 'put options', faute de coopération et de transparence de la part des enquêteurs et du gouvernement américain. Les indications nous permettent toutefois de tracer un profil ressemblant beaucoup plus à celui d'initiés ayant des liens avec les services secrets des Etats-Unis, qu'à celui d'extrémistes arabes se cachant dans les régions montagneuses d'Afghanistan.

Après tout, n'y a-t-il pas fort à parier que si les investigateurs avaient découvert qu'un certain Mohammed Al quelque chose, associé de Ben Laden, était le mystérieux détenteur des "put options", la découverte aurait aussitôt été révélée publiquement et les journaux l'auraient ensuite clamée haut et fort ?

Mentionnons ici l'un des rares mais néanmoins importants développements de l'enquête sur ces 'put options' par la SEC (*Securities and Exchange Commission* – "Commission des Fonds et Actions boursières"). N'ayant reçu que très peu d'attention, cette histoire fut rapportée par le *San Francisco Chronicle* dans son édition du 19 octobre 2001 :

« Dans le but de simplifier son enquête sur les activités financières suspectées d'avoir des liens avec le terrorisme, la *Securities and Exchange Commission* a demandé hier aux firmes de placements de participer à un système de partage

1. « Stock adviser knew about 9/11 attacks, US suggests » (*New York Times* – 24 mai 2002)

2. « Jury finds Elgindy guilty of fraud in stock scheme » (AP – 24 janvier 2005)

d'informations novateur impliquant des membres-clés de la communauté financière.

La mesure sans précédent, qui s'aligne avec d'autres demandes faites à l'industrie des services financiers dans la foulée des attaques du 11-Septembre, apparaît comme un raffinement important dans les efforts fédéraux pour poursuivre la piste financière.

La SEC a précédemment refusé de commenter la nature et la portée de son investigation, mais il est évident que des nombres potentiellement élevés de transactions boursières sur des compagnies ayant été affectées par les attaques sont considérés comme méritant d'être examinés de près. [...]

Le geste d'hier de la SEC survient après une période de silence des autorités à propos de ses activités d'investigations. [...]

Le système proposé, qui entrerait en fonction immédiatement, délègue utilement des centaines, sinon des milliers de joueurs-clés du secteur public. [...]

Dans un communiqué de deux pages émis à "toutes les entités reliées aux actions boursières" du pays, la SEC demande aux compagnies de désigner du personnel haut placé qui reconnaît "la nature délicate" du dossier, sur qui elle peut se fier pour "appliquer la discrétion appropriée" pour agir en tant qu'individus servant de "liens" entre les investigateurs du gouvernement et l'industrie. [...] »<sup>1</sup>

A première vue, la manœuvre peut paraître anodine. Toutefois, lorsqu'on entend Michael Ruppert, ancien policier de Los Angeles familier de cette procédure, commenter le résultat direct de cette 'délégation' de personnel haut placé, certains morceaux du casse-tête prennent alors place. Voici donc les propos de Michael Ruppert, tirés de son livre intitulé *Crossing the Rubicon* :

« [...] Lorsqu'une personne se voit déléguée dans une investigation criminelle, ou touchant à la sécurité nationale, il devient alors illégal pour cette personne de révéler publiquement ce qu'elle sait. C'est une manœuvre brillante. En bout de ligne, ils [les délégués] deviennent des agents du gouvernement et sont contrôlés par les règles du gouvernement plutôt que par leur propre conscience. En fait, ils peuvent être jetés en prison sans aucune audience s'ils parlent publiquement. J'ai vu cette menace sous-entendue à plusieurs reprises lors d'investigations fédérales, des agents des services de renseignements et même des membres du Congrès qui sont liés si fermement par le sceau du secret et certains accords qu'ils ne sont pas en mesure de révéler des activités criminelles au sein du gouvernement par peur d'être emprisonnés. [...] »<sup>2</sup>



Voilà qui pourrait bien expliquer pour quelle raison une étanche discrétion entoure le sujet des 'put options' depuis l'automne 2001. Par conséquent, c'est vers *TBRNews*, un service de nouvelles alternatives (non corporatif), que nous devons nous tourner pour tenter de lever le voile sur cette affaire :

« Entre le 26 août et le 11 septembre 2001, un groupe de spéculateurs identifié par l'*American Securities and Exchange Commission* [SEC] comme étant des citoyens israéliens a vendu "à découvert" une liste de 38 titres dont la valeur était raisonnablement prévisible de chuter suite aux attaques qui allaient bientôt survenir. Les spéculateurs ont opéré sur les marchés boursiers de Toronto, Canada, et de

1. « SEC wants data sharing system » (*San Francisco Chronicle* - 19 octobre 2001)

2. Michael Ruppert, *Crossing the Rubicon* (p.243)

Frankfurt, Allemagne, et leurs profits ont été chiffrés spécifiquement "dans les millions de dollars". [...]

Lynn Howard, une porte-parole du *Chicago Board Options Exchange* (CBOE), a précisé que l'information sur ceux qui avaient effectué les transactions avait été disponible immédiatement. [...]

Howard poursuivit : "Le système est si intelligent que même si une nouvelle survient et déclenche un événement sur le marché, on peut retourner dans le temps et les paramètres peuvent être modifiés pour s'ajuster à ce qui nous intéresse. C'est un système très astucieux et instantané. [...] La firme qui effectue les transactions et qui est membre doit avoir de l'information vérifiable sur le client sous la réglementation 'Connaître votre client' (et nous partageons toute l'information avec la SEC)".

Compte tenu de tout cela, au minimum le CBOE ainsi que les régulateurs du gouvernement qui dirigent les investigations secrètes connaissent depuis un certain temps l'identité de ceux qui ont placé les 'put options' sur un total de 38 titres dont on pouvait raisonnablement anticiper l'abrupte perte de valeur suite à une attaque similaire à celle du 11-Septembre. Le silence du côté des investigateurs pourrait signifier plusieurs choses : soit les terroristes sont responsables pour les 'put options' placés sur les titres listés, ou alors d'autres personnes que les terroristes possédaient des informations sur la venue de l'attaque et ont utilisé celles-ci pour récolter un bon magot sur le dos de la tragédie. [...]

Il a été rapporté par le Centre Interdisciplinaire, une équipe de spécialistes en contre-terrorisme impliquant des anciens agents des services de renseignements israéliens, que des initiés ont réalisé des profits de près de 16 millions de dollars en vendant "à découvert" des titres d'American et d'United Airlines, les deux compagnies aériennes utilisées dans les attaques, et de la firme d'investissements Morgan Stanley, qui occupait 22 étages dans le WTC.

Apparemment, aucune des transactions douteuses n'a pu mener jusqu'à Ben Laden puisque ce sujet de nouvelles s'est discrètement éclipsé, laissant plusieurs personnes à se demander si elles ne menaient pas à des firmes ou à des agences de renseignements américaines.

La plupart des transactions passèrent d'abord par la Banque Allemande A-B. Brown, une firme présidée jusqu'en 1998 par A.B. 'Buzzy' Krongard, qui est par la suite devenu directeur exécutif de la CIA. [...] »<sup>1</sup>

N'est-il pas anormal que plus de sept ans après les événements, cet article provenant d'un service de nouvelles alternatives soit celui qui se rapproche le plus de l'identité de certains individus ayant effectué les transactions boursières suspectes ? Alors qu'il est indiscutable que la crédibilité des services de nouvelles alternatives n'est généralement pas aussi reconnue que celle des médias corporatifs, que ce soit à tort ou à raison, il apparaissait néanmoins important de citer cet article puisqu'il semble être le seul à indiquer une origine probable aux fameux 'put options', soit un groupe de spéculateurs israéliens. Nous reviendrons d'ailleurs un peu plus loin sur le volet israélien.

Examinons ensuite cet article du *Washington Post*, daté du 8 novembre 2001, qui rapportait que le propriétaire de la maison de courtage *First Equity Enterprises*, dont les locaux étaient situés au quinzième étage de la tour Sud du World Trade Center, fut accusé de s'être enfui avec plus de 100 millions de dollars appartenant à des investisseurs :

« Plus de 100 millions de dollars provenant de comptes gérés par une maison de courtage du World Trade Center ont été déclarés manquants dans les jours suivant les

---

1. « SEC Secret probe of stock dealings before 9/11 » (*TBRNews*)

attaques terroristes, selon une poursuite judiciaire.

La poursuite déposée par Dirk Karreman, de Queensland en Australie, accuse le propriétaire Andre Koudachev de *First Equity Enterprises* et d'autres administrateurs "d'avoir dépensé ou de s'être sauvé (avec l'argent) dans un endroit inconnu présentement".

Les 108 millions de dollars appartiennent à 1 400 investisseurs de 14 pays, ont rapporté plusieurs médias étrangers. [...]

Selon les documents remplis en cour mercredi, des administrateurs ont informé un investisseur 11 jours après les attentats terroristes que Koudachev avait disparu avec l'argent des investisseurs et qu'ils "ne le reverraient plus jamais". [...]

Koudachev est un citoyen russe qui a habité à Moscou pendant les deux dernières années, a dit son avocat, Nathaniel Marmur. Il a quitté New York peu de temps après les attaques du 11-Septembre qui ont détruit les bureaux de la maison de courtage du 15e étage du Trade Center. [...] »<sup>1</sup>

Le quotidien allemand *Der Spiegel* abordait quant à lui le sujet de manière plus directe :

« Les voleurs furent aussi téméraires que rusés. Peu avant leur fuite du World Trade Center le 11-Septembre, les administrateurs de monnaie étrangère de la *First Equity Enterprises* se sont enrichis de 100 millions de dollars.

La peur et le chaos régnaient dans le sud de Manhattan ce matin-là : de la fumée, des incendies, des gens qui hurlaient, des véhicules de secours, des policiers. Mais les individus entourant le patron de la *First Equity*, au 15<sup>e</sup> étage du World Trade Center, travaillaient vite et de manière précise, vidant fébrilement les comptes de leurs clients avant de quitter l'édifice. Leur prime : environ 225 millions de Deutsche Marks.

Voilà les événements, pensent les investigateurs de New York, qui doivent s'être déroulés dans les minutes qui précèdent l'effondrement de la tour Sud. Selon les rapports des médias américains, tout le personnel de la *First Equity* a réussi à quitter l'endroit en sécurité. Toutefois, depuis le jour des attaques, le directeur et certains membres haut placés du personnel de la compagnie fondée il y a seulement quatre ans demeurent introuvables. Et les 105 millions de dollars également. [...] »<sup>2</sup>

A ce jour, André Koudachev est considéré comme fugitif et se trouverait en Russie. Au total, huit administrateurs de la *First Equity Enterprises* et d'*Evergreen International Spot Trading*, une firme affiliée, ont finalement été trouvés coupables d'accusations reliées à une fraude fiscale s'élevant à plus de 100 millions de dollars<sup>3</sup>. Étrangement toutefois, aucune mention ne fut faite à savoir si des informations privilégiées sur les attaques du 11-Septembre furent utilisées dans le complot.

La fuite de Koudachev en Russie, immédiatement après les attaques, ainsi que le moment judicieusement choisi pour vider les comptes de leurs clients, soulèvent pourtant certaines interrogations. Koudachev était-il au courant de la venue des attaques, ou avait-il été informé de l'effondrement des deux tours ? Il semble que la justice américaine ne jugea pas utile de s'attarder sur le sujet, ou dans le cas contraire, que les médias ne le rapportèrent pas.

Poursuivons avec une histoire parallèle similaire, impliquant également une somme de plus de 100 millions de dollars. Curieusement, d'énormes sommes d'argent furent brusquement acheminées à travers les ordinateurs du World Trade Center quelques instants seulement avant que les avions ne percutent les tours.

1. « Suit : \$100M missing from WTC brokerage » (*Washington Post* – 8 novembre 2001)

2. « The 100-million-dollar robbery » (*Der Spiegel* – 31 octobre 2001)

3. « 4 Traders guilty in money laundering and fraud conspiracy » (*New York Times* – 28 juin 2003)



Voici ce que rapportait un article de l'agence de presse Reuters, le 17 décembre 2001 :

« Des experts informaticiens allemands travaillent actuellement sans relâche pour faire la lumière sur une hausse significative inexplicée dans les transactions financières complétées juste avant que deux avions détournés ne s'écrasent sur le World Trade Center à New York le 11 septembre.

Des criminels sont-ils responsables de la brusque augmentation des transactions par cartes de crédit qui furent acheminées à travers les systèmes informatiques du World Trade Center peu avant que les avions ne percutent les tours jumelles ?

Ou était-ce une coïncidence que des sommes d'argent anormalement élevées, peut-être plus de 100 millions de dollars, furent précipitées dans les ordinateurs pendant que le désastre se déroulait ?

Chef de file mondial dans le recouvrement de données, la firme allemande Convar tente de répondre à ces questions en aidant les compagnies de cartes de crédit, les firmes de télécommunications et des comptables de New York à récupérer leurs archives sur des disques durs d'ordinateurs qui furent partiellement endommagés par le feu, l'eau ou une fine poussière.

Utilisant une technologie de déchiffrement au laser innovatrice pour accéder aux données sur les disques durs des ordinateurs endommagés, sur les systèmes centraux retrouvés dans les décombres du World Trade Center et dans d'autres édifices écroulés aux alentours, Convar a récupéré des informations sur 32 ordinateurs supportant l'hypothèse des transactions malhonnêtes lors de la catastrophe.

"Les soupçons sont que de l'information privilégiée sur les attaques fut utilisée pour exécuter des commandes sur des transactions financières et des autorisations en croyant pouvoir profiter du chaos pour, à tout le moins, bénéficier d'une bonne longueur d'avance", a dit Peter Henschel, directeur de Convar. [...]

"Il pourrait s'avérer que les Américains se soient laissés aller à une frénésie de magasinage la plus totale lors de ce mardi matin. Mais à ce stade-ci, il y a plusieurs transactions qui ne peuvent pas être expliquées", a dit Henschel.

"Ce n'est pas seulement le volume mais également la taille des transactions qui fut de loin plus élevée qu'à l'habitude pour une journée comme celle-là. Il y a un doute qu'elles puissent avoir été planifiées pour tirer profit du chaos." [...]

Richard Wagner, expert dans le recouvrement de données pour la compagnie, a affirmé que des transferts illégaux de plus de 100 millions de dollars avaient peut-être été complétés immédiatement avant, ainsi que pendant le désastre.

"Il y a un doute que certaines personnes aient profité d'informations privilégiées sur le moment approximatif où les avions s'écraseraient, dans le but de retirer des montants dépassant les 100 millions de dollars", a dit Wagner. "Ils croyaient que les enregistrements de leurs transactions ne pourraient pas être retracés après que les systèmes centraux aient été détruits." [...]

"Le taux de contamination est élevé. La fine poussière qui se trouvait partout dans le secteur a été compactée sous une forte pression dans les disques durs. Mais nous avons tout de même été en mesure de récupérer 100 pour cent des données sur la plupart des disques durs que nous avons reçus", (a dit Henschel).

"Nous les aidons à découvrir le plus tôt possible ce qui s'est produit avec les ordinateurs le 11-Septembre. Je suis certain qu'un jour, nous apprendrons ce qui est arrivé avec l'argent." »<sup>1</sup>

Plusieurs nouveaux éléments intéressants se retrouvent dans cet article. Notons d'abord qu'à ce jour, aucun résultat d'enquête n'a encore émergé publiquement dans ce

---

1. « German firm probes final World Trade Center deals » (Reuters/Rediff – 17 décembre 2001)

dossier, en dépit du fait que le directeur de Convar affirmait en décembre 2001 avoir récupéré la presque totalité des données.

Mais le plus improbable dans cette histoire est l'hypothèse selon laquelle les terroristes auraient prévu de tirer avantage de la destruction de la centrale de traitement de cartes de crédit du World Trade Center. Pourquoi est-ce improbable ? Parce que pour ce faire, les terroristes devaient d'abord avoir l'assurance que ces systèmes seraient détruits. Auraient-ils poussé l'audace jusqu'à désigner précisément au kamikaze sur quel étage de la tour celui-ci devait s'écraser ? Faut-il mentionner une fois de plus que personne ne s'attendait à ce que les édifices s'effondrent, et que par conséquent, sans la destruction totale des tours, il devenait nécessaire que le Boeing percute précisément l'étage où était situé le système central pour l'anéantir.

En supposant que des terroristes arabes soient réellement derrière les attentats, à la base déjà magistralement complexes de par leur seul synchronisme, ne serait-il pas plus vraisemblable que ceux-ci aient été largement satisfaits de réussir à détourner les quatre avions et ensuite atteindre leurs cibles, plutôt que de s'encombrer en plus d'un volet de fraude financière téméraire digne des pires malfrats de la série 007 ?

Même pour un observateur objectif, une telle machination ne ressemble-t-elle pas davantage à l'œuvre d'individus familiers des rouages des systèmes financiers américains, et surtout, d'individus au courant que les tours s'effondreraient ?

Poursuivons en établissant un parallèle entre cette histoire et la suivante. Alors que l'article précédant traitait entre autres de la récupération des données sur les disques durs d'ordinateurs des tours jumelles, paradoxalement, le suivant vient semer un doute sur la version officielle du gouvernement, qui prétend qu'aucune des quatre "boîtes noires" des vols 11 et 175 s'étant encastrés dans le World Trade Center ne furent retrouvées. Vous comprendrez le parallèle bien assez tôt.

Au nombre de deux par avion, ces boîtes noires, spécialement fabriquées pour résister aux pires chocs et scénarios envisageables, servent à enregistrer les données de vols ainsi que les discussions dans la cabine de pilotage. Avant d'enchaîner avec l'extrait suivant, assurons-nous d'abord de la version officielle à ce propos en citant ce qui se trouve en page 456 du rapport de la commission d'enquête sur le 11-Septembre :

« [...] En conformité avec les réglementations de la FAA, l'enregistreur de conversations dans le cockpit du vol United 93 a enregistré les 31 dernières minutes d'audio dans la cabine de pilotage par l'entremise de micros dans les écouteurs des pilotes ainsi que dans le panneau supérieur des instruments de bord. Celui-ci [enregistreur de conversations du cockpit] est le seul des quatre avions détournés à avoir survécu à l'impact et aux feux qui suivirent. Les CVRs (Cockpit Voice Recorder) et FDRs (Flight Data Recorder) des vols American 11 et United 175 ne furent pas retrouvés, et le CVR du vol American 77 fut gravement brûlé et non récupérable. [...] »<sup>1</sup>

Cette annotation, inscrite en caractères minuscules en fin de rapport, est d'ailleurs la seule référence à ces boîtes noires non retrouvées. N'est-il pas curieux que sur un total de huit boîtes noires pratiquement indestructibles, seulement trois aient pu être récupérées (les deux enregistreurs du vol 93 et l'enregistreur de données de vol au Pentagone) ?

Examinons maintenant cet extrait d'un article publié par l'AFP (*American Free Press*) le 12 décembre 2004 :

---

1. 911 Commission Report (21 août 2004)

« Un ouvrier de secours du 11-Septembre est récemment sorti de l'ombre en affirmant que des agents du FBI lui avaient dit de "la fermer" à propos de l'une des boîtes noires qu'un collègue pompier avait contribué à localiser à "ground zero", ce qui vient contredire la version officielle qu'aucun des enregistreurs de données de vol et de la cabine de pilotage n'a été récupéré dans les débris des tours du World Trade Center (WTC).

Le pompier honoraire Mike Bellone affirme avoir été approché par des agents non identifiés de l'agence peu après que lui et son partenaire, Nicholas DeMasi, un pompier de New York à la retraite, eurent retrouvé trois des quatre boîtes noires à travers les débris du WTC avant janvier 2002.

Le duo avait d'abord révélé avoir découvert les enregistreurs de données dans un livre intitulé *Behind the scene : Ground Zero* publié en août 2003.

DeMasi a expliqué que les boîtes noires furent découvertes alors qu'il parcourait "ground zero" sur son véhicule tout-terrain (VTT) accompagné de trois agents fédéraux.

Les responsables du FBI et du département des incendies de la ville de New York ont nié avoir retrouvé les enregistreurs de données de vol et de conversations.

Bellone prétend maintenant que les agents étaient catégoriques sur la nécessité de conserver cette découverte confidentielle.

"Ils m'ont confronté et m'ont dit de ne rien dire", s'est souvenu Bellone en faisant référence à l'une des trois boîtes rouge-orangées marquées de deux bandes blanches qu'il avait vue à l'arrière du VTT de DeMasi. "Je leur ai répondu : 'Donnez-moi une bonne raison'. En voyant qu'ils en étaient incapables, je leur ai dit que je ne garderais pas le silence."

"Pourquoi le devrais-je ? Je n'ai rien à cacher et rien à gagner. C'est la vérité, et Nick et moi maintenons notre version depuis le départ."

Bellone affirme que lui et DeMasi ne sont pas les seuls employés de secours à avoir vu les boîtes noires. Il dit qu'il existe plusieurs autres témoins et qu'il sait qu'ils ont été réduits au silence par des agents fédéraux. [...]

Interrogé pour savoir si DeMasi et Bellone avaient été questionnés ou cités à comparaître, le porte-parole de la commission [d'enquête sur le 11-Septembre], Al Felzenberg, a répondu : "Je ne peux vous dire en ce moment s'il a été l'une des 1 200 personnes avec qui nous nous sommes entretenus ou si le livre fait partie des innombrables que nous avons examinés. Nous avons exploré toutes les pistes, mais j'essaierai de savoir si nous avons parlé avec lui et je reviendrai là-dessus."

Bellone dit que les membres de la commission ne l'ont jamais contacté, ni DeMasi, et qu'ils ne leur ont jamais demandé de comparaître devant le groupe malgré le fait que leur livre fut publié bien avant le début des audiences. [...]

Les deux enregistreurs [de conversations et des données de vol] sont conçus pour résister à un impact énorme ainsi qu'à la chaleur. Les responsables du Comité national de la Sécurité des Transports (NTSB) affirment qu'ils doivent avoir survécu aux conditions du WTC.

Et retrouver les boîtes noires après un crash semble être la procédure normale, selon le NTSB.

"Il est extrêmement rare que nous ne récupérions pas les enregistreurs", a dit le porte-parole du NTSB, Ted Lopatkiewicz. "Je ne peux me souvenir d'un autre cas où nous n'avons pas récupéré les enregistreurs." [...] »<sup>1</sup>

De plus en plus intéressant. Suite à cette histoire, nous devons d'abord déduire que seules deux hypothèses sont envisageables : soit Bellone et DeMasi disent vrai en prétendant avoir vu les boîtes noires, soit ils mentaient. Ajoutons qu'après vérifications,

---

1. « Black Box cover-up » (*American Free Press* – 12 décembre 2004)

le rapport officiel de la commission sur le 11-Septembre ne fait effectivement aucune mention de ces deux employés de secours. Une commission d'enquête digne de ce nom n'aurait-elle pas dû s'intéresser aux déclarations incroyables de ces individus ?

Voici maintenant la raison du parallèle mentionné un peu plus tôt. Pour les besoins de la cause, partons de l'hypothèse selon laquelle Bellone et DeMasi mentent, ce qui conserve intacte la version du gouvernement américain voulant que les boîtes noires ne furent jamais retrouvées. Superposons ensuite à ceci l'histoire des données informatiques récupérées sur les disques durs endommagés, et voyons où ceci peut nous mener.

Tout d'abord, il importe de rappeler que l'article de Reuters était demeuré vague sur l'emplacement d'origine des ordinateurs rescapés, à savoir si ceux-ci provenaient des tours jumelles elles-mêmes ou encore d'édifices connexes. Toutefois, dans les deux cas, l'invraisemblance de la chose peut être mise en lumière par un simple raisonnement. Dans un premier temps, si les ordinateurs se trouvaient dans les édifices voisins des deux tours, n'aurait-il pas été illogique de la part des terroristes de précipiter des transactions dans ces systèmes informatiques alors que les cibles des avions étaient les tours jumelles ?

Suite à ce raisonnement, nous devons présumer, dans le but de pouvoir incriminer les terroristes pour ces transactions, que les ordinateurs en question étaient situés quelque part à l'intérieur des deux tours, logiquement à un endroit susceptible d'être atteint par les avions, puisque présumément, une partie du plan des terroristes consistait à détruire ces systèmes informatiques pour permettre de réaliser impunément leur fraude. Forcément donc, les ordinateurs financiers devaient être situés dans les tours jumelles pour que les terroristes soient responsables du flux subit de transactions. Autrement, à quoi bon précipiter des millions de dollars dans les systèmes si ceux-ci, intacts, mèneraient ensuite directement aux coupables ?

Par conséquent, ceci nous laisse devant l'absurdité sans équivoque de la situation suivante : il fut à la fois possible de récupérer dans les décombres les données informatiques des disques durs – sur de minuscules et vulnérables circuits électroniques – mais néanmoins impossible de retrouver aucune des quatre boîtes noires, pourtant conçues pour résister aux conditions les plus infernales.

Reste bien entendu la possibilité que les prétentions de Bellone et de DeMasi soient exactes, auquel cas...

Mais poursuivons cette analyse avec ce court extrait d'article provenant de l'*Associated Press*, publié le 16 septembre 2001 et corroboré par la BBC<sup>1</sup> ainsi que par plusieurs autres médias, qui nous informait d'une trouvaille ahurissante :

« Le passeport de l'un des terroristes soupçonnés a été découvert près des ruines du World Trade Center, ont affirmé samedi les autorités alors que les travailleurs de secours passaient les débris au peigne fin, dans une recherche infructueuse de signes de vie.

L'assistant directeur du FBI, Barry Mawn, n'a pas révélé le nom sur le passeport ni d'autres détails, mais la découverte a provoqué des recherches intensives d'indices s'étendant sur les quadrilatères voisins des tours, qui furent détruites lors des attaques terroristes de mardi impliquant deux avions détournés. [...] »<sup>2</sup>

Ainsi, il semblerait que l'on nous demande de croire que le passeport de l'un des

1. « Giuliani holds on to hope » (BBC – 16 septembre 2001)

2. « Passport of suspected hijacker found in debris » (*Associated Press* – 16 septembre 2001)

terroristes survécurent à la catastrophe – à l’instar des disques durs des ordinateurs financiers – mais qu’aucune des quatre boîtes noires supposément indestructibles ne fut aussi résistante. Encore faudrait-il vérifier sur quel matériel sont imprimés les passeports saoudiens, toujours est-il que l’on peut aisément imaginer l’un de ceux-ci être expulsé de la valise ou de la poche du terroriste, survivre à l’immense boule de feu produite lors de l’impact et finalement virevolter jusqu’à ce qu’il soit hors de danger, ne demandant plus qu’à être cueilli par un fin limier du FBI.

Mais les boîtes noires, quant à elles ? Perdues à jamais. Disparues. Volatilisées. Toutes les quatre !

Ajoutons que, aussi incroyable que cela puisse paraître, le même scénario se reproduisit au Pentagone. Voici un court extrait du chapitre 2 du document *Monograph on 9/11 and terrorist travel* présenté par la commission d’enquête sur les attentats :

« [...] Une ‘carte d’identité d’étudiant du Royaume d’Arabie Saoudite’ portant le nom de [Majed] Moqed a été retrouvée dans les décombres au Pentagone. [...] »<sup>1</sup>



Alors qu’il était difficile de repérer des débris de l’avion lui-même, et que l’une des deux boîtes noires du vol 77 fut suffisamment endommagée au point de la rendre inutilisable, il semblerait que cette carte d’identité soit quant à elle demeurée en assez bonne condition pour qu’on puisse y lire le nom du terroriste Majed Moqed. Et où croyez-vous que cette information se trouvait dans le document de la Commission ? En notes de bas de page, à la toute dernière page du chapitre, en caractères minuscules.

Serons-nous ensuite surpris d’apprendre que le visa du terroriste Ziad Jarrah, qui se trouvait supposément à bord du vol 93, fut également retrouvé sur le site d’écrasement de Shanksville, en Pennsylvanie ? Rappelons-nous les images prises dans ce champ ; on pouvait difficilement y discerner le moindre débris. Il semblerait pourtant que le visa de Jarrah ait survécu à la catastrophe, comme le rapportait CNN :

« [...] La commission [d’enquête] a rendu publiques des photos des visas des terroristes – incluant les restes calcinés du visa de Ziad Jarrah, retrouvé à travers les débris du vol United 93 près de Shanksville, en Pennsylvanie. [...] »<sup>2</sup>



J’ignore ce que vous en pensez, mais de mon côté, ma décision est prise : je construirai ma prochaine maison à base de visas et de passeports saoudiens !

1. « Monograph on 9/11 and terrorist travel, Chapter 2 – Chronology » (*National Commission on terrorist attacks upon the United States* – 21 août 2004)

2. « 9/11 panel describes how attackers got money » (CNN – 22 août 2004)

## ISRAËL, ALLIÉE DE L'AMÉRIQUE

Il semblerait plus sage, avant d'entreprendre ce volet, de dissiper d'abord toutes éventuelles interprétations erronées en mentionnant que l'auteur de ces lignes ne nourrit aucun sentiment antisémite et condamne d'ailleurs le racisme et la discrimination sous toutes leurs formes. Le but de cet ouvrage, qui consiste à examiner un maximum d'informations relatives aux attaques du 11-Septembre, représente l'unique raison pour laquelle les prochains articles seront cités. Puisqu'il est relativement fréquent que des gens soient accusés à tort de véhiculer des valeurs antisémites, il apparaît dès lors essentiel de spécifier que tel n'est pas le cas ici.

Cela dit, il serait difficile de passer sous silence certains éléments laissant planer un doute sur la possibilité d'une quelconque implication israélienne dans les attaques, ou à tout le moins, que certains d'entre eux possédaient des informations privilégiées sur la venue des attentats. En effet, alors que l'un des articles précédents avançait qu'un des groupes d'individus ayant placé les fameux 'put options' était d'origine israélienne, le prochain extrait nous transporte quant à lui directement en Israël.

Rapportée le 26 septembre 2001 par le *Haaretz*, l'un des trois plus importants quotidiens nationaux du pays (et reprise par le *Washington Post*), cette nouvelle nous apprend qu'au moins deux employés de la société de messagerie instantanée israélienne Odigo reçurent un avertissement plutôt particulier tout juste avant les attaques :

« Odigo, le service de messagerie instantané, affirme que deux de ses employés ont reçu des messages deux heures avant l'attaque sur les tours jumelles, le 11 septembre, prédisant que l'attaque allait se produire, et la compagnie a coopéré avec les forces de l'ordre israéliennes et américaines, incluant le FBI, pour tenter de découvrir l'expéditeur original du message qui prédisait l'attaque. [...]



"Je n'ai aucune idée pourquoi le message a été envoyé à ces deux employés, qui ne connaissent pas l'expéditeur. C'était peut-être simplement quelqu'un qui blaguait et il s'est avéré qu'ils ont accidentellement eu raison. Et nous ne savons pas si nos informations ont été utiles dans quelques arrestations que le FBI a effectuées", a dit [le président de la société, Micha] Macover. [...]

Odigo protège habituellement ardemment la vie privée de ses utilisateurs enregistrés, a affirmé Macover, mais dans ce cas la compagnie a pris l'initiative de fournir aux services du maintien de l'ordre l'adresse Internet d'origine du message, pour que le FBI puisse retracer le fournisseur de services Internet, puis l'expéditeur du message lui-même. [...] »<sup>1</sup>

Israël étant l'un des plus fidèles alliés des Etats-Unis, il peut sembler étonnant que ce soit à des citoyens de ce pays que des messages d'avertissements furent envoyés, plutôt qu'à des ressortissants de pays arabes par exemple. Et comme dans le cas des 'put options', surprise... aucun développement public n'est par la suite survenu pour révéler l'identité de l'auteur des messages d'avertissement dans ce dossier. Pourtant, il aurait été fort simple pour le FBI de retracer la provenance de ces messages.

---

1. « Instant messages to Israel warned of WTC attack » (*Washington Post* – 27 septembre 2001)

Enchaînons avec un article paru le 17 décembre 2001 dans le *Globe and Mail* de Toronto concernant une nouvelle qui fut également rapportée par plusieurs autres quotidiens autour du monde :

« Les autorités américaines ont arrêté, détenu et questionné des centaines de personnes suite à de vagues soupçons de liens terroristes depuis le 11-Septembre, mais quelques douzaines de ces cas s'avèrent mystérieux : ils sont Israéliens, jeunes et apparemment juifs, ils travaillent aux Etats-Unis sous des visas temporaires et possèdent des liens peu évidents avec l'extrémisme islamique.

Le gouvernement américain n'a offert aucune explication pour leurs détentions, dont les estimés s'élèvent à autant que 60, et certains d'entre eux ont commencé à protester en demandant à la Cour de mettre un terme à leur détention. Mais Washington semble les traiter comme des menaces substantielles : plusieurs sont toujours emprisonnés. La plupart ont été accusés d'infraction aux règles d'immigration, et ont soit été ou seront expulsés. [...]

Israël a protesté contre les arrestations. Mark Regec, porte-parole de l'ambassade israélienne à Washington, a affirmé que le FBI n'avait pas contacté Israël concernant des allégations d'espionnage, et que "pas un seul individu n'a été accusé d'infraction relative aux services de renseignements. Elles étaient toutes des infractions de visas." [...]

Egalement, cinq des Israéliens ont attiré l'attention du FBI après avoir été aperçus par des résidents du New Jersey le 11 septembre alors qu'ils s'amusaient aux dépens des ruines du World Trade Center et qu'ils se photographiaient avec exubérance devant la scène. Le FBI a saisi et développé les photos, l'une d'entre elles montrant Sivan Kurzberg qui agite un briquet superposé devant les ruines fumantes dans un geste de célébration apparente. [...]

Les cinq ont été expulsés depuis. [...] »<sup>1</sup>

Considérant que les seules démonstrations de joie relevées par les médias à survenir suite aux attaques furent attribuées à ces Israéliens plutôt qu'à des Arabes, le cas de ces cinq individus devient particulièrement intéressant lorsqu'on apprend ce que rapportait ensuite le quotidien juif *The Forward*, basé à New York, le 15 mars 2002 :

« Malgré les démentis colériques des supporteurs américains et israéliens, les informations selon lesquelles Israël conduisait des opérations d'espionnage à l'intérieur des Etats-Unis pourraient contenir une parcelle de vérité, a appris *The Forward*.

Toutefois, loin de pointer vers l'Israël qui espionne contre le gouvernement américain et ses installations militaires, tel que rapporté en Europe la semaine dernière, les incidents en question semblent représenter un cas dans lequel des Israéliens aux Etats-Unis espionnaient un ennemi commun, les réseaux islamiques radicaux suspectés de liens avec le terrorisme au Moyen-Orient.

En particulier, un groupe de cinq Israéliens arrêtés peu après les attaques du 11-Septembre et détenus pendant plus de deux mois ont été soumis à un nombre inhabituel de tests de détecteur de mensonges et ont été interrogés par une série d'agences gouvernementales incluant la division de contre-espionnage du FBI, qui, selon certains rapports, demeure convaincue qu'Israël conduisait une opération de renseignements. Les cinq Israéliens travaillaient pour une compagnie de déménagement possédant peu d'actifs qui ferma boutique immédiatement après [le 11-Septembre], et dont le propriétaire s'est enfui en Israël. [...]

Des sources mettent l'accent sur le fait que la libération de tous les Israéliens sous enquête indique qu'ils furent absous de tous soupçons qu'ils possédaient des

---

1. « US arrests of israelis a mystery » (*Globe and Mail* – 17 décembre 2001)

informations à l'avance sur les attaques du 11-Septembre, comme certains médias anti-israéliens l'ont suggéré. [...]

Selon un ancien responsable de haut niveau aux services de renseignements américains, qui a demandé à ne pas être identifié, le FBI en est venu à la conclusion à la fin de son enquête que les cinq Israéliens mis sous arrestations au New Jersey en septembre dernier menaient une mission de surveillance du Mossad [services secrets israéliens] et que leur employeur, Urban Moving Systems de Weehawken, N.J., leur servait de couverture.

Suite à leur arrestation, les hommes ont été gardés en détention pendant deux mois et demi et furent extradés à la fin novembre, officiellement pour des infractions de visas.

Toutefois, une investigation de contre-espionnage du FBI a conclu qu'au moins deux d'entre eux étaient en fait des agents du Mossad, selon l'ancien responsable américain, qui a affirmé être régulièrement informé de l'enquête par deux différents responsables des forces de l'ordre.

"L'estimation était que Urban Moving Systems était une couverture pour le Mossad ainsi que ses employés", a-t-il affirmé. "La conclusion du FBI était qu'ils espionnaient des Arabes locaux mais qu'ils pouvaient partir car ils ne savaient rien du 11-Septembre." [...]

Les porte-parole du FBI, du Département de la Justice et du Service d'Immigration ont refusé de discuter du dossier. Les responsables israéliens ont simplement qualifié ces allégations de non-fondées.

Toutefois, l'ancien responsable américain a affirmé qu'après que les autorités américaines aient confronté Jérusalem sur ce dossier à la fin de l'année dernière, le gouvernement israélien a reconnu l'opération et a présenté des excuses pour ne pas l'avoir coordonnée avec Washington. [...] »<sup>1</sup>

Ainsi, nous apprenons que certains de ces cinq individus, qui se réjouissaient sans retenue et se photographiaient devant les décombres du World Trade Center le 11 septembre, étaient en fait des agents du service de renseignements du Mossad, les services secrets israéliens. Toutefois, la prétention que ces hommes se trouvaient présumément sur place pour espionner les 'ennemis de l'Amérique' – des extrémistes islamiques – n'est-elle pas implicitement contredite par leurs démonstrations d'euphorie à la vue du résultat des attaques sur les tours jumelles ?

Pour quelle raison de véritables alliés des Etats-Unis se délecteraient-ils d'un tel spectacle ? Pourrait-ce être qu'ils contemplaient déjà les conséquences de l'événement, bénéfique à la cause de leur pays, c'est-à-dire une implication militaire américaine soutenue au Moyen-Orient ?

Mentionnons aussi cet article du quotidien *The Record*, de Bergen, au New Jersey, qui rapportait le 12 septembre 2001 :

« L'escouade policière spécialisée en explosifs du comté de Bergen a passé aux rayons X les colis retrouvés dans la camionnette [des cinq individus] mais n'y a trouvé aucun explosif, ont affirmé les responsables. Toutefois, des sources près de l'enquête ont affirmé que d'autres preuves avaient été découvertes reliant les hommes au complot d'attentat à la bombe. 'Il y avait des cartes de la ville avec certains endroits encerclés', a déclaré la source. 'Il semble qu'ils étaient impliqués dans l'affaire. Il semble qu'ils savaient ce qui allait se produire lorsqu'ils se trouvaient au Liberty State Park.' Des sources ont également affirmé que les chiens renifleurs d'explosifs ont réagi comme s'ils avaient détecté des explosifs, même si les agents ont été incapables

---

1. « Spy rumors fly on gusts of truth : Americans probing reports of Israeli espionage » (*The Forward* – 15 mars 2002)



de trouver quoi que ce soit." »<sup>1</sup>

Tous ne s'entendent donc pas pour dire que ces cinq Israéliens ne savaient rien du complot du 11-Septembre. Par ailleurs, la réaction des chiens-renifleurs pourrait quant à elle indiquer que des explosifs furent transportés dans la camionnette des agents du Mossad avant que ceux-ci ne soient interpellés par les policiers.

Lors d'une rétrospective sur le sujet, le quotidien écossais *Sunday Herald* rapportait dans son édition du 2 novembre 2003 que Paul Kurzberg, l'un de ces cinq Israéliens, "avait refusé pendant 10 semaines de se soumettre au test de détecteur de mensonges, puis y avait ensuite échoué" lors de sa détention aux Etats-Unis. De plus, le quotidien soulignait ainsi la réaction du Premier ministre israélien suite aux attentats :

« [...] Après les attaques sur New York et Washington, l'ancien Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, fut interrogé pour savoir ce que signifiaient les attentats terroristes pour les relations américano-israéliennes. Il avait affirmé : "C'est très bon." Puis, il se corrigea, ajoutant : "Eh bien, ce n'est pas bon, mais cela générera immédiatement de la sympathie". [...] »<sup>2</sup>

Le *Sunday Herald* citait ensuite une information rapportée par le réseau Fox News, prenant bien soin de mentionner la réputation patriotique et pro-Israël de ladite chaîne :

« [...] Suite au 11 septembre 2001, plus de 60 Israéliens furent gardés en détention sous le Patriot Act ainsi que sous les lois de l'immigration. Un investigateur haut placé a affirmé à Carl Cameron, de Fox News, qu'il existait des liens entre les Israéliens et le 11-Septembre ; l'insinuation impliquait clairement qu'ils avaient rassemblé des renseignements sur les attaques prévues mais qu'ils les avaient gardés pour eux.

La source de Fox News avait refusé de fournir des détails, déclarant : "Les preuves liant ces Israéliens au 11-Septembre sont confidentielles. Je ne peux pas vous parler des preuves qui ont été amassées. Ce sont des informations confidentielles." [...] »<sup>3</sup>

L'article nous apprenait également de quelle manière le propriétaire d'*Urban Moving Systems*, la compagnie qui servait de couverture aux agents du Mossad, quitta subitement les Etats-Unis après les attaques :

« [...] Un mandat fut émis pour fouiller les locaux d'*Urban Moving* à Weehawken, au New Jersey. Des boîtes de papiers ainsi que des ordinateurs avaient été déplacés. Le FBI avait questionné le propriétaire israélien de la firme, Dominik Otto Suter, mais lorsque les agents étaient revenus pour le réinterroger quelques jours plus tard, il était parti. [...] »

Après la disparition du propriétaire, les bureaux d'*Urban Moving* paraissaient avoir été fermés avec empressement. Des téléphones portables avaient été jetés aux ordures, les téléphones du bureau étaient encore en service et les biens d'au moins une douzaine de clients étaient empilés dans l'entrepôt. Le propriétaire avait vidé sa maison familiale au New Jersey et était retourné en Israël. [...] »<sup>4</sup>

A la lumière de toutes ces informations, n'est-il pas étrange que le gouvernement américain ait renvoyé les cinq Israéliens dans leur pays sous de simples infractions relatives à leurs visas, alors qu'il apparaît clair que ces agents du Mossad détenaient des informations sur la venue des attaques et qu'ils préférèrent ne pas avertir leurs "alliés" ?

1. « Five men detained as suspected conspirators » (*The Record*, Bergen NJ – 12 septembre 2001)

2. « Five Israelis were seen filming as jet liners ploughed into the Twin Towers on Sept.11, 2001 » (*Sunday Herald* – 2 novembre 2003)

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*

A bien y réfléchir, en supposant que les services secrets israéliens aient bel et bien été au courant de la venue des attaques, serait-il possible que ceci se reflète directement dans le nombre de victimes d'origine israélienne le 11 septembre ? Voyons ce qu'on peut découvrir à ce sujet.

Signalons d'abord que, selon le rapport officiel de la commission d'enquête, environ 50 000 personnes travaillaient dans les tours jumelles du World Trade Center et plus ou moins 40 000 personnes supplémentaires transitaient quotidiennement à cet endroit <sup>1</sup>.

Voici ensuite l'un des premiers estimés évaluant le nombre d'Israéliens susceptibles d'avoir été victimes des attaques. L'extrait suivant parut le 12 septembre 2001 dans l'édition électronique du *Jerusalem Post* :

« [...] Le ministre des Affaires étrangères à Jérusalem a reçu jusqu'ici les noms de 4 000 Israéliens qui sont suspectés de s'être trouvés dans les zones du World Trade Center et du Pentagone au moment des attaques.

Des délégations israéliennes à New York et à Washington travaillent aussi ardemment pour localiser les Israéliens manquants. [...] » <sup>2</sup>

Voici pourtant ce que rapportait par la suite le *New York Times* le 22 septembre 2001 :

« Les responsables municipaux ont déclaré hier que le nombre de personnes déclarées manquantes, dont on craint le décès dans le désastre du World Trade Center et qui s'élève à 6 333, pourrait diminuer de façon significative suite à des problèmes de signalement de personnes manquantes provenant de pays étrangers ainsi que d'autres sources. [...] »

Il est devenu clair, toutefois, que la question des citoyens étrangers a été la plus problématique dans les efforts pour maintenir précis le décompte de la ville. Au cours des derniers jours, la liste municipale des personnes manquantes avait été gonflée par ce que les responsables affirment être des rapports de personnes manquantes des consulats et ambassades incluant des pays tels l'Inde et Israël. [...] »

Par exemple, la ville avait reçu d'une quelconque manière des rapports de plusieurs Israéliens qu'on craignait manquants sur le site, et le président Bush, dans son discours à la nation jeudi soir, a mentionné qu'environ 130 Israéliens avaient péri dans les attaques.

Mais aujourd'hui, Alon Pinkas, premier représentant du Consulat d'Israël ici, a affirmé que les listes des personnes manquantes incluaient des signalements de personnes qui s'étaient rapportées parce que, par exemple, de la parenté de New York n'avait pas retourné les appels d'Israël. Il n'y avait en fait seulement que trois Israéliens qui avaient été confirmés morts : deux se trouvaient à bord des avions et un autre visitait les tours par affaires et a été identifié et enterré. [...] » <sup>3</sup>

Ainsi, le décompte passait donc de 4 000 israéliens susceptibles de s'être trouvés sur les lieux, à 130 décès selon un discours du président Bush, puis tombait finalement au maigre total officiel de trois victimes, dont finalement un seul avait péri sur le site du World Trade Center. Mais d'où pouvait bien provenir ce chiffre de 130 victimes israéliennes mentionné par le président Bush ?

Il est également approprié d'ajouter que moins d'une semaine avant les attentats, une certaine compagnie quittait ses locaux du 16<sup>e</sup> étage au World Trade Center, le 5

1. *911 Commission Report* (21 août 2004)

2. « Hundreds of Israelis missing after WTC attack » (*Jerusalem Post* – 12 septembre 2001)

3. « Officials say number of those still missing may be overstated » (*New York Times* – 22 septembre 2001)

septembre 2001 plus précisément. En effet, selon l'hebdomadaire américain *Real Estate Weekly*, la *Zim-American Israeli Shipping Co*, appartenant partiellement au gouvernement israélien, relocalisait à ce moment ses 250 employés à Norfolk, en Virginie.<sup>1</sup>

Observons finalement l'un des seuls articles à attaquer de front l'hypothèse d'une implication israélienne dans les attentats du 11-Septembre. Daté du 7 avril 2005, il parut sur l'AFP (*American Free Press*) :

« Les investigateurs américains et les médias contrôlés ont ignoré une importante quantité de preuves d'une implication de l'agence des services de renseignements israéliens, le Mossad, dans les attentats terroristes du 11-Septembre. [...] »

Peu après la destruction des tours jumelles, des reportages à la radio décrivaient l'arrestation de cinq "individus du Moyen-Orient" au New Jersey après qu'ils aient été aperçus en train de filmer et célébrer les foudroyants "effondrements" du World Trade Center.

Ces hommes, qui appartenaient à une fausse compagnie de déménagement de Weehawken, du New Jersey, se sont avérés être des agents du service de renseignements militaire israélien, le Mossad. De plus, leur "camionnette de déménagement" avait révélé des traces d'une présence d'explosifs.

Dominic Suter, le propriétaire israélien d'*Urban Moving Systems*, cette fausse "compagnie de déménagement", avait fui avec empressement, ou reçu la permission de s'enfuir, en Israël avant que les agents du FBI puissent l'interroger. Les agents israéliens furent plus tard renvoyés en Israël pour des infractions mineures de visas. [...]

L'un des agents israéliens a plus tard déclaré à la radio israélienne qu'ils avaient été envoyés pour "documenter l'événement" - événement qui coûta la vie à près de 3 000 Américains.

Malgré le fait que les Israéliens arrêtés au New Jersey possédaient de toute évidence des informations préalables ou étaient impliqués dans la planification des attentats du 11-Septembre, les médias de grande écoute américains n'abordèrent jamais la question de complicité israélienne dans les attaques.

Le 12 septembre 2001, l'édition électronique du *Jerusalem Post* rapportait que "le ministre israélien des Affaires étrangères a rassemblé les noms de 4 000 Israéliens suspectés de s'être trouvés dans la zone du World Trade Center et du Pentagone au moment des attaques".

Pourtant, seulement un Israélien fut tué au WTC et deux furent rapportés tués à bord des avions détournés.

Même si, selon les comptes rendus, trois Israéliens au total avaient perdu la vie le 11 septembre, les auteurs des discours du président George W. Bush gonflèrent de manière exagérée le nombre de morts israéliens à 130 dans le discours du président devant une session du Congrès le 20 septembre 2001.

Le fait qu'un seul Israélien ait perdu la vie au World Trade Center, alors que 4 000 Israéliens étaient considérés comme étant sur la scène des attaques le 11 septembre, a naturellement mené à des rumeurs répandues associées à des sources arabes, que les Israéliens avaient été avertis de se tenir loin cette journée-là.

"Si cet article était à l'origine de la rumeur ou pas", a écrit Bret Stephens, éditeur en chef du [*Jerusalem*] *Post* en 2003, "je ne peux l'affirmer. Ce que je peux affirmer, c'est qu'il n'y avait pas d'erreurs dans notre reportage."

La preuve que des Israéliens ont été avertis plusieurs heures avant les attaques a fait surface dans un service de messagerie électronique israélien, connu sous le nom

---

1. « Hunter retained for Staten Island office project – for Zim-American Israeli Shipping Co » (*Real Estate Weekly* – 14 novembre 2001)

d'Odigo. Cette histoire, une preuve évidente d'informations israéliennes préalables, ne fut rapportée que brièvement dans les médias américains – puis rapidement oubliée. [...]

Le siège social d'Odigo aux Etats-Unis se trouvait à deux quadrilatères du World Trade Center. [...]

L'adresse Internet de l'expéditeur fut fournie au FBI, et deux mois plus tard il fut rapporté que le FBI enquêtait toujours sur le sujet. Aucun reportage ne fut publié dans les médias depuis.

Odigo, comme plusieurs compagnies de logiciels israéliennes, est basée et a son centre de recherche et de développement (R & D) à Herzliya, Israël, petit village au nord de Tel Aviv, où sont justement situés les quartiers généraux du Mossad. [...] »<sup>1</sup>

Notons que le journaliste Christopher Bollyn, auteur de cet article, fut ensuite victime d'une campagne de dénigrement. Il fut plus tard renvoyé de l'AFP et fut même attaqué par un policier clandestin qui utilisa contre lui un pistolet à impulsion électrique (Taser) à son propre domicile.<sup>2</sup>



Est-il possible que Christopher Bollyn ait été trop loin aux yeux de certains ?

---

1. « Mossad : The Israeli connection » (AFP - 7 avril 2005)

2. « Christopher Bollyn fired from American Free Press » (Christopher Bollyn website - 9 octobre 2006)

## DE LA BOUCHE DES TÉMOINS

Devant une version officielle saturée d'autant d'inconsistances, il devient logique, voire sain, de développer des doutes et de s'interroger. Toutefois, puisque de nombreuses questions et anomalies surgissent et tendent à nous enligner vers des implications particulièrement sinistres, il importe de s'assurer que chaque avenue est dûment explorée avant de sauter aux conclusions, quelles qu'elles soient. Après tout, ce n'est pas à chaque jour que nous sommes appelés à modifier drastiquement notre perception de la société ; s'informer en profondeur sur le 11-Septembre possède certainement cette capacité à première vue potentiellement dévastatrice.

Cependant, s'ouvrir les yeux sur ce qui nous entoure – les faits entourant les événements du 11-Septembre, dans le cas présent – représente une étape cruciale pour prendre conscience de notre environnement réel et pouvoir ensuite réaliser qu'une force certaine réside dans la connaissance et le savoir.

C'est pourquoi il n'est pas recommandé de tirer hâtivement ses conclusions sans avoir d'abord posé certaines questions fondamentales, celles qui vont droit au but. A commencer par celles qui suivent.

Les édifices du World Trade Center, incluant le Building 7, furent-ils détruits volontairement à l'aide d'explosifs ou autres ? Des milliers de personnes étaient présentes sur les lieux ce jour-là. Forcément, si tel était le cas, ne retrouverions-nous pas au moins quelques témoignages pointant dans cette direction ?

Voyons donc s'il est possible de dénicher de tels témoignages, en commençant par examiner les premiers rapports de nouvelles diffusés en direct le 11 septembre. Examinons d'abord les propos de Stephen Evans, un journaliste de la BBC qui se trouvait au rez-de-chaussée du World Trade Center au matin du 11 septembre :

« J'étais assis au rez-de-chaussée de l'édifice et j'attendais que quelqu'un vienne me rejoindre. [...] Il y a eu un énorme bang. J'ai eu l'impression que quelqu'un venait de laisser tomber un gros conteneur rempli de déchets d'une haute distance sur la terrasse entre les deux énormes tours du World Trade Center. Je me suis dit en moi-même, quelque chose vient de se produire sur une zone de construction. Mais quelques secondes plus tard, il y a eu deux ou trois autres énormes explosions semblables, et l'édifice a littéralement tremblé. [...] »<sup>1</sup>

Deux ou trois explosions semblables à la première dans les secondes suivant l'impact ? Voici ensuite ce que rapportait Rick Sanchez en direct sur les ondes de MSNBC :

« [...] Nous sommes à la hauteur de [la rue] Chambers, ce qui nous place à environ un quadrilatère et demi du site où est survenue l'explosion. Ce secteur vient tout juste d'être évacué parce que la police a découvert ce qu'ils ont décrit comme étant un dispositif suspect, et ils craignent que cela puisse mener à une autre explosion. Evidemment, tout le monde est sur ses gardes ici du côté de la police. J'ai parlé à des responsables de la police il y a quelques instants, Chris, et ils m'ont dit qu'ils avaient des raisons de croire qu'une des explosions au World Trade Center, distincte de celle

---

1. « BBC reporter at centre of attack » (*The Guardian* – 11 septembre 2001)

qui aurait été causée par l'impact de l'avion contre l'édifice, pourrait avoir été causée par une camionnette qui était stationnée dans l'édifice et qui pourrait avoir contenu un engin explosif à l'intérieur. Alors ils craignent qu'il y ait des engins explosifs dissimulés dans l'édifice ou dans les environs, et c'est pourquoi ils sont si prudents. [...] »<sup>1</sup>

Nous apprenons donc que les policiers avaient découvert un « dispositif suspect ». On retrouve également la mention non négligeable d'une explosion dans les stationnements souterrains – explosion distincte de celle provoquée par l'impact de l'avion. Poursuivons ensuite avec le reportage de Pat Dawson, de NBC, en direct le 11 septembre :

« [...] Il y a quelques instants, j'ai parlé avec le chef de la sécurité du Département des incendies de la ville de New York [Albert Turi], qui fut évidemment l'un des premiers à se trouver ici sur les lieux après que ces deux avions se soient écrasés contre la façade, nous assumons, du World Trade Center [...]. Essentiellement, il [Albert Turi] a reçu l'indication d'un dispositif secondaire, ce qui veut dire une autre bombe qui explose. Il a tenté d'évacuer ses hommes aussi rapidement que possible, mais il a dit qu'une autre explosion est survenue. Ensuite, une heure après l'impact initial, il a dit qu'il y a eu une autre explosion dans l'une des tours, alors de toute évidence, selon sa théorie, il croit que des engins [explosifs] avaient été placés dans l'édifice. Il pense que l'un des engins secondaires [détonné] après l'impact initial pourrait avoir été à bord de l'avion qui s'est écrasé contre l'une des tours. Le deuxième engin, spécule-t-il, était probablement caché dans l'édifice. C'est ce que nous a dit Albert Turi, chef de la sécurité du Département des incendies de la ville de New York, il m'a dit cela il y a quelques instants à peine. [...] »<sup>2</sup>

Pat Dawson enchaînait ensuite en ajoutant que des explosions se faisaient toujours entendre au moment du reportage, mais qu'elles étaient toutefois le résultat de conduites de gaz sectionnés. Était-ce donc une conduite de gaz qui fut responsable de l'explosion rapportée par Marlene Cruz, une employée du World Trade Center, sur les ondes d'ABC ? Remarquons à quel endroit celle-ci se trouvait au moment de l'explosion :

« Peter Jennings : 'Dites-moi, comment vous sentez-vous, comment vous êtes-vous retrouvée là, et que vous est-il arrivé ?'

Marlene Cruz : 'Je travaille comme menuisière au World Trade Center. J'étais sur le point d'aller faire un boulot et j'ai pris l'ascenseur de chargement. J'ai entendu la première explosion et l'ascenseur a explosé, les portes ont explosé et sont tombées. J'ai été chanceuse que l'ascenseur reste pris entre deux étages...'

Peter Jennings : 'Quels étages ?'

Marlene Cruz : 'Les étages B – dans les sous-sols, où se trouve la mécanique. Et tous les collègues de travail ont sorti l'homme et moi-même de l'ascenseur en criant. [...] »<sup>3</sup>



Le témoignage de Marlene Cruz fut d'ailleurs corroboré par son collègue de travail, Arthur Del Bianco, qui rapporta lors d'une interview sur les ondes de NBC que lorsqu'il parvint finalement à atteindre le rez-de-chaussée, il entendit ce qu'il décrit comme étant

1. « Rick Sanchez reports live on Sept. 11th » (MSNBC – 11 septembre 2001)  
 2. « Pat Dawson reports live on Sept. 11th » (NBC – 11 septembre 2001)  
 3. « Marlene Cruz survivor of Sept. 11th » (ABC News – 12 septembre 2001)

des sons « pareils à des coups de feu, et ensuite, ensuite trois grosses explosions ».<sup>1</sup>

Sans aller jusqu'à dire qu'elles soient inexistantes, quelles sont les probabilités qu'une conduite de gaz ait pu provoquer ces explosions plus de 1 000 pieds sous l'impact initial de l'avion ? A l'opposé, serait-il possible que des explosifs aient été préalablement placés à la base des tours pour affaiblir les colonnes de soutien ? Telle était précisément la question que se posa en direct ce journaliste de CNN le 11 septembre :

« Nous avons été informés au sujet d'explosions secondaires après que l'avion se soit écrasé, à savoir s'il n'y avait pas quelque chose d'autre à la base des tours qui porta en fait le coup de grâce pour les jeter à terre. [...] »<sup>2</sup>

Quelle fut par ailleurs la réaction immédiate du journaliste Don Dahler, en direct sur les ondes d'ABC News lors de l'effondrement de la tour Sud ?

« [...] Je me trouve à quatre quadrilatères du World Trade Center. Le deuxième édifice à avoir été frappé par un avion vient tout juste de s'effondrer complètement. L'édifice au complet vient de s'écrouler comme si une équipe de démolition l'avait déclenché, comme lors de la démolition de ces vieux édifices. Il s'est écroulé sur lui-même, et il n'est plus là maintenant. [...] »<sup>3</sup>

Soulignons aussi les propos on ne peut plus catégoriques du présentateur de nouvelles de la chaîne CNBC, en direct le 11 septembre, après que la deuxième tour se soit effondrée :

« [...] Ceci est clairement – de la manière que la structure a cédé – ceci est le résultat de quelque chose qui était planifié. Ce n'est pas accidentel que la première tour se soit tout simplement écroulée et qu'ensuite la deuxième tour se soit effondrée exactement de la même manière. De quelle façon ils s'y sont pris, nous ne le savons pas. [...] »

Observons ensuite la réaction de divers individus des services d'urgence de la ville de New York. Débutons avec cette discussion entre le capitaine Dennis Tardio et Patrick Zoda, tous deux pompiers de la Caserne 7. L'extrait suivant est tiré du documentaire des frères Naudet sur le 11-Septembre :

« Capitaine Dennis Tardio : 'Nous sommes redescendus à l'entrée [rez-de-chaussée d'une des tours] et nous avons réalisé qu'ils [leurs collègues] avaient abandonné le poste de commandement. Nous savions qu'on était dans le pétrin.'

Patrick Zoda : 'On est descendu. C'était dans des conditions bien pires que quand nous étions montés. Exact ? [Quand] nous sommes montés, tout était organisé. Nous sommes redescendus, c'était ravagé.'

Capitaine Dennis Tardio : 'Nous sommes descendus à l'entrée. C'était une putain de zone de guerre. Il n'y avait plus personne là. Merde, où étaient-ils ? Qu'est-ce qu'on fait ? Nous sommes sortis, nous avons marché environ un quadrilatère ?'

Patrick Zoda : 'Nous avons marché au moins deux quadrilatères.'

Capitaine Dennis Tardio : 'Deux quadrilatères.'

Patrick Zoda : 'Et nous avons commencé à courir.'

Capitaine Dennis Tardio : 'Pow-pow-pow-pow-pow-pow-pow !!!'

Patrick Zoda : 'Etage par étage, ça s'est mis à éclater.'

Capitaine Dennis Tardio : 'C'était comme si... On aurait dit qu'ils l'avaient fait

1. « World Trade Center survivor Arthur Del Bianco » (NBC – 13 septembre 2001)

2. *Live coverage* (CNN – 11 septembre 2001)

3. Don Dahler reporting live on Sept. 11th (ABC News – 11 septembre 2001)

exploser.’

Patrick Zoda : ‘Oui, fait exploser.’

Capitaine Dennis Tardio : ‘Tu sais, comme s’il y avait eu un plan pour jeter un édifice au sol. Boom-boom-boom-boom-boom-boom-boom-boom !’ [...] »<sup>1</sup>

Serait-ce une perception isolée de la part de ces pompiers ? Pour le savoir, enchaînons avec un extrait tiré du rapport d’entrevue de l’équipe tactique du 11 septembre réalisée le 3 octobre 2001 avec le commissaire Stephen Gregory, qui se trouvait lui aussi sur le site du World Trade Center. Ce rapport, ainsi que plusieurs autres cités ultérieurement, est accessible au public via les archives du *New York Times* :

« [...] Question : “Vous rappelez-vous un quelconque bataillon dont les véhicules auraient pu être stationnés près de l’endroit où vous vous trouviez, à n’importe quel moment, particulièrement lorsque vous étiez sur la rue West ?”

Réponse : “Non. Je sais que j’étais avec un officier de la division 146, un lieutenant nommé Evangelista, qui m’a éventuellement téléphoné quelques jours plus tard simplement pour savoir comment j’allais. Nous avions tous les deux, pour une raison quelconque – encore une fois, je ne sais pas ce que ça vaut avec tout ce qui se produisait à ce moment précis, mais pour une raison quelconque je pensais que lorsque j’ai regardé en direction du [World] Trade Center avant qu’il ne s’effondre, avant que le numéro 2 [tour Sud] s’effondre, que j’avais vu des flashes de bas niveau. Dans ma conversation avec le lieutenant Evangelista, sans jamais lui avoir mentionné ceci, il m’a interrogé et m’a demandé si j’avais vu des flashes de bas niveau sur la devanture de l’édifice, et j’étais en accord avec lui parce que je pensais – à ce moment je ne savais pas ce que c’était. Je veux dire, ça pouvait avoir été le résultat de l’édifice qui s’écroule, des choses qui explosent, mais j’ai vu un flash flash flash et ensuite l’édifice s’est effondré.”

Question : “Était-ce dans le bas de l’édifice ou en haut, où se trouvait le feu ?”

Réponse : “Non, dans le bas de l’édifice. Vous savez, comme quand ils démolissent un édifice, la manière qu’ils le font exploser, quand il s’écroule. C’est ce que je croyais avoir vu. Et je n’ai pas amené le sujet, c’est lui qui me l’a demandé. Il a dit : ‘Je ne sais pas si je suis fou, mais je voulais te demander parce que tu te tenais juste à côté de moi’. Il a dit : ‘As-tu vu quelque chose en regardant l’édifice ?’ Et j’ai dit : ‘Qu’est-ce que tu veux dire, quelque chose ?’ Il a dit : ‘As-tu vu des flashes ?’ J’ai dit : ‘Oui, mais je croyais que c’était seulement moi.’ Il a dit : ‘Non, je les ai vus moi aussi.’ [...] »<sup>2</sup>

Venant d’un commissaire sur le terrain, doit-on discuter de sa crédibilité ? De plus, quiconque a déjà été témoin de la démolition contrôlée d’un édifice sait que ces flashes sont caractéristiques de l’utilisation d’explosifs. Les experts dans le domaine s’entendent d’ailleurs pour dire que c’est à la base d’un édifice qu’une quantité importante d’explosifs doit être placée pour provoquer sa chute. Et le commissaire répète à deux reprises que les flashes sont survenus au bas de l’édifice juste avant qu’il s’effondre.

Ouvrons ici une parenthèse pour mentionner un élément intéressant qui se retrouve plus loin dans ce même témoignage du commissaire Gregory :

« [...] Réponse : “J’écoutais ce matin la cassette d’enregistrement des gens qui appelaient et ils décrivaient l’avion qui a frappé l’édifice. En fait, il y a tellement de

1. « Naudet brothers’ 9/11 documentary » (2002)

2. « Commissioner Stephen Gregory » ( *New York Times* 9/11 interview archives – 3 octobre 2001)



gens qui l'ont vu. Ils décrivaient de quelle manière l'avion a frappé. Ils disaient que c'était un avion de type militaire et qu'il était vert et que c'était ainsi. Je veux dire, je n'ai jamais vu la couleur de l'avion. [...] »<sup>1</sup>

Les seules images disponibles du premier avion à percuter la tour Nord à 8h46 (celles que le président Bush a prétendument vues en direct) sont de piètre qualité et la distance considérable ainsi que l'angle entre le caméraman et l'avion ne permettent pas de distinguer avec précision ni sa forme, ni sa couleur. N'est-il pas alors intrigant que de nombreux citoyens aient rapporté un avion de type militaire, de couleur verte, et que selon les propos du commissaire, il n'existait pas d'opinion discordante mais plutôt un consensus sur ce point ?

A ce stade, pouvons-nous encore être surpris d'apprendre que le rapport officiel de la commission d'enquête sur le 11-Septembre ne mentionne en aucun temps le témoignage du commissaire Gregory ?

Et puisqu'il est question de l'apparence du premier avion, prenons un instant pour signaler ce que rapportait en direct Marc Birnbach, de la chaîne américaine Fox, quelques minutes après avoir aperçu de ses yeux l'un des avions survoler Manhattan :

« Présentateur : 'Nous avons Marc Birnbach, un employé de Fox, au téléphone avec nous. Marc a pu voir ce qui s'est passé, d'après ce qu'on nous dit. Marc, étiez-vous suffisamment près pour pouvoir voir une inscription quelconque sur l'avion ?'

Marc Birnbach : 'Bonjour messieurs. Oui, il y avait définitivement un logo bleu et un logo circulaire à l'avant de l'avion, oui, c'était vers l'avant. Il ne ressemblait définitivement pas à un avion commercial, je n'ai vu aucune fenêtre sur le côté et il était définitivement très bas. Je suis absolument sous le choc, je ne peux pas croire ce que je viens tout juste de voir.'

Présentateur : 'Eh bien nous sommes tous ébranlés par ceci. Nous regardons en ce moment les images en direct. Les étages supérieurs du World Trade Center, à Manhattan, sont en flammes présentement, après que deux gros avions – il est question de deux avions de ligne – se soient apparemment écrasés contre la façade aux environs de 9 heures ce matin. Marc, si ce que vous dites est vrai, il s'agissait peut-être d'avions cargo [militaires] ou quelque chose de ce genre. Vous dites que vous n'avez aperçu aucune fenêtre sur le côté ?'

Marc Birnbach : 'Je n'ai vu aucune fenêtre sur le côté, j'ai vu l'avion qui volait bas. J'étais probablement à un quadrilatère du métro de Brooklyn et cet avion est descendu très bas. Une fois de plus, ce n'était pas un avion normal comme ceux que j'ai toujours vus sur un aéroport. C'était un avion avec un logo bleu à l'avant et il ne semblait pas à sa place à cet endroit.' [...] »<sup>2</sup>

Fait regrettable autant qu'étrange : les caméras des stations de télévision situées sur le toit du World Trade Center étaient inhabituellement hors-service ce matin-là, comme nous le verrons un peu plus loin.

Enchaînons avec un autre extrait d'interview de l'équipe tactique du 11 septembre, celle-ci réalisée le 7 novembre 2001 avec le capitaine Karin Deshore :

« [...] Puis j'ai entrepris de panser tout le monde et les gens s'étaient un peu calmés à cet endroit. Comme je disais, [nous étions] peut-être 10, 12 personnes à ce moment. A ce point, je devais également m'occuper de deux femmes âgées. Donc nous étions peut-être 12 individus. Je suis alors sorti pour voir ce que je pouvais faire, et lorsque j'ai vu le deuxième édifice du World Trade Center, je ne savais pas encore

1. « Commissioner Stephen Gregory » ( *New York Times* 9/11 interview archives – 3 octobre 2001)

2. Marc Birnbach – Couverture en direct World Trade Center (Fox News – 11 septembre 2001)

que le premier s'était effondré.

Aux environs du milieu du World Trade Center, il y avait ce flash orange et rouge qui apparaissait. Au début, ce n'était qu'un seul flash. Ensuite ce flash s'est mis à apparaître partout dans l'édifice et l'édifice a commencé à exploser. Le bruit [était] sec, et à chacun de ces bruits secs provenait de l'édifice un flash d'abord orange, puis rouge, puis ensuite ça s'est reproduit partout dans l'édifice sur les deux façades aussi loin que je pouvais voir. Les sons secs et les explosions s'intensifiaient, allant de haut en bas puis partout dans l'édifice. [...] »<sup>1</sup>

Nous pouvons ainsi ajouter les propos du capitaine Karin Deshore dans la balance. Notons à nouveau que ce témoignage ne fut pas jugé suffisamment important pour figurer dans le rapport de la commission d'enquête du 11-Septembre.

Poursuivons ensuite avec le témoignage du technicien médical d'urgence Jason Charles, également recueilli par les responsables de l'équipe tactique du 11 septembre, en date du 23 janvier 2002 :

« [...] J'ai demandé à ces types s'ils allaient entrer dans l'édifice. Il a répondu que oui. La seule raison pour laquelle je ne suis pas entré dans l'édifice, c'est que je savais que le niveau commercial [rez-de-chaussée] était complètement en poussières et que ça aurait pratiquement été du suicide pour moi d'entrer là-dedans sans protection.

[...] Alors en revenant au 222, Broadway, nous sommes entrés à l'intérieur et je me suis mis à dire à tout le monde : 'Écoutez, je n'ai pas réussi à trouver aucun équipement, mais nous allons devoir sortir d'ici parce que la Tour 1 [Nord] va s'écrouler.' Un certain sergent, un sergent-officier de police m'a dit : 'Ne leur dis pas ça, ne leur dis pas ça.' Je réponds : 'Quoi ?'. Puis il a fait - - alors j'ai dit : 'Très bien, peu importe, oubliez ça, si c'est ainsi je ne le répéterai plus.' Ensuite j'ai dit : 'Très bien, mesdames et messieurs, si nous sommes pour faire ceci, nous allons sortir d'ici et nous allons marcher vers l'est jusqu'à la rivière. [...]

Nous avons commencé à marcher à cet endroit, puis j'ai entendu une explosion au niveau du sol, alors j'ai dit : 'Putain de merde', et ensuite on a entendu ce vacarme de torsion de métal à nouveau. Alors j'ai dit : 'Merde', et tout le monde s'est mis à courir, et je me suis mis à courir derrière eux, et nous sommes arrivés à la porte. [...] »<sup>2</sup>

Ce témoignage apporte à son tour trois éléments particulièrement intéressants. Une fois de plus, n'est-il pas étonnant que le niveau commercial de l'une des tours ait été "complètement en poussières" alors que les explosions s'étaient produites quelques 80 étages plus haut ? Des images ont d'ailleurs été filmées au rez-de-chaussée dans les minutes précédant l'effondrement et révèlent des dégâts d'une ampleur stupéfiante.

La version officielle affirme que l'explosion provoquée par l'impact de l'avion s'est propagée à travers les cages d'ascenseurs, c'est-à-dire sur une distance de plus de 1 000 pieds (environ 300 mètres), pour ensuite provoquer une destruction presque totale à cet endroit. Rien de mieux que d'observer les images pour saisir l'ampleur des dégâts.

De plus, pour quelle raison ce technicien médical se vit-il interdire par un sergent non identifié d'avertir les gens que la tour allait s'effondrer ? Et pourquoi la commission d'enquête ne demanda-t-elle pas à Jason Charles de nommer ou de décrire ce sergent pour chercher à savoir comment celui-ci avait appris que la tour était sur le point de s'effondrer ? Mais avant tout, pourquoi cela devait-il demeurer secret ? Une fois de plus, nous ne retrouvons aucune trace de ce témoignage dans le rapport officiel de la commission d'enquête.

1. Captain Karin Deshore (World Trade Center Task Force interview – 7 novembre 2001)

2. EMT Jason Charles (World Trade Center Task Force interview – 23 janvier 2002)

Par ailleurs, il semble important de noter que Charles rapporta lui aussi avoir entendu une explosion "au niveau du sol" tout juste avant que la tour s'effondre. Ceci ne coïncide-t-il pas avec l'hypothèse de la démolition par explosifs, surtout lorsqu'on y ajoute les témoignages de gens ayant vu des flashes apparaître un peu partout sur l'édifice avant qu'il ne s'écroule ?

Observons maintenant un extrait d'interview du pompier Thomas Turilli, qui eut lieu le 17 janvier 2002. Pour se situer, son récit débute alors qu'il se trouvait dans le lobby de l'hôtel du World Trade Center (Building 3), adjacent aux deux tours :

« [...] La porte [de l'ascenseur] s'est refermée, ils [d'autres pompiers] ont commencé à monter puis, après ce qui me parut être quelques secondes, nous avons entendu ce qui ressemblait pratiquement ce jour-là à des bombes qui explosaient, qui faisaient boum boum boum, environ sept ou huit fois, puis ensuite un énorme souffle d'air arriva et mon supérieur nous a littéralement tous agrippés et nous a jetés au sol en se jetant sur nous, couché sur nous. Il y avait des tuiles et un paquet de choses qui tombaient. Les lumières étaient toujours allumées à ce moment, puis tout à coup elles se sont éteintes et on ne pouvait plus rien voir. [...] »<sup>1</sup>

Une fois de plus, ce pompier décrit ce qui lui a semblé être des bombes, 'environ sept ou huit', suivies d'un énorme souffle d'air. Lorsqu'il ressortit ensuite de l'hôtel, Turilli réalisa que la tour Sud venait de s'écrouler. Poursuivons avec une autre section de son témoignage, environ 30 minutes plus tard la même journée :

« [...] Ensuite, nous nous sommes remis à marcher en direction de la tour 1 [Nord] et un flic et un chef de bataillon sont venus vers nous et nous ont dit de courir dans l'autre direction. L'autre tour allait s'écrouler.

Question : "Qui vous a dit ça ? Un flic ?"

Réponse : "Un flic et un chef de bataillon. Nous nous tenions tout près d'eux. Je suis demeuré avec lui – j'étais avec le chef de bataillon à un moment et je me suis mis à courir en remontant la rue et j'ai un peu perdu de vue tous les gars avec qui j'étais. Les deux autres gars que j'avais moi-même amenés à l'ambulance, l'ambulancier a dit : 'Vous devez sortir de l'ambulance'. Ils se sont alors mis à courir en direction de l'eau. Nous avons commencé à courir, moi, le chef de bataillon, le policier, mon lieutenant se trouvait avec moi à ce moment, sur la rue West, et alors nous avons entendu un grondement, un énorme grondement, et j'ai tout simplement plongé sous une voiture, avec un gars du véhicule 138, je crois. La tour est tombée, la deuxième tour est tombée. [...] »<sup>2</sup>

Ainsi, le policier et le chef de bataillon ont clairement annoncé à Turilli l'effondrement de la tour Nord avant que ça ne se produise. Poursuivons avec cet extrait d'entrevue du pompier Patrick Martin, qui eut lieu le 28 janvier 2002 :

« [...] Nous regardions vers le haut. Nous pouvions voir la fumée s'échapper. Nous n'avions pas reçu d'assignation particulière à ce moment. Notre lieutenant est revenu. Je ne me souviens pas si c'est là qu'il nous a donné l'assignation de ce que nous devons faire, mais c'est à ce moment précis que nous avons entendu le bruit.

Mon lieutenant a dit qu'il a regardé vers le premier étage, et qu'il a alors vu le premier étage de la tour Sud voler en éclats. J'ai regardé en haut. J'ai levé les yeux, et le ciel était rempli d'un nuage de débris. Nous pouvions voir que les débris tombaient en notre direction. Nous nous tenions juste en dessous.

A ce moment, nous avons fait demi-tour et nous nous sommes mis à courir vers le

---

1. Pompier Thomas Turilli

2. *Id.*

sud sur la rue West. [...] »<sup>1</sup>

Voici à nouveau un témoignage indiquant une explosion au niveau du sol, au moment exact où le haut de l'édifice commençait à s'écrouler. La version officielle prétend pourtant que c'est l'intensité extrême des feux situés dans la partie supérieure du gratte-ciel qui fut responsable de l'effondrement de la structure – du haut vers le bas – l'acier ayant supposément été fragilisé à cet endroit.

Citons ensuite les propos de Teresa Veliz, une employée travaillant pour une compagnie de développement de logiciels dans la tour Nord. Elle se trouvait au 47<sup>e</sup> étage lorsque le vol 11 percuta l'édifice quelques dizaines d'étages plus haut. La citation suivante est tirée du livre *September 11 : An oral history* de Dean E. Murphy :

« [...] Je suis sortie [de l'ascenseur], j'ai tourné le coin et j'ai ouvert la porte de la toilette des femmes. J'ai dit bonjour à une femme qui se regardait dans le miroir puis l'édifice a été secoué. J'ai cru que c'était un tremblement de terre. Ensuite j'ai entendu des bruits violents de l'autre côté du mur. On aurait dit que quelqu'un venait de couper les câbles de l'ascenseur. [...] »

Mais je n'ai pas eu beaucoup de temps pour être bouleversée parce que l'édifice a tremblé à nouveau, encore plus violemment cette fois. [...] »

Dans la noirceur totale, Veliz et sa collègue de travail suivirent quelqu'un qui tenait une lampe de poche.

« La lampe de poche nous a menés à la librairie Borders, puis dans un ascenseur et finalement nous sommes sortis sur la rue Church. Il y avait des explosions partout. J'étais persuadée que des bombes avaient été disposées partout sur le site et que quelqu'un était assis à un panneau de contrôle et appuyait sur les boutons de détonation. J'avais peur de descendre la rue Church jusqu'à Broadway, mais il fallait que je le fasse. Je me suis retrouvée sur la rue Vesey. Il y a eu une autre explosion. Et une autre. Je ne savais plus où courir. [...] »<sup>2</sup>

Il est intéressant de noter que la deuxième secousse qui ébranla l'édifice fut encore plus violente que la première, qui devait logiquement avoir été causée par l'impact de l'avion. Qu'est-ce qui pouvait donc secouer l'édifice plus que l'impact d'un Boeing 767 ?

Voyons également les propos du pompier Edward Cachia, également disponibles via les archives du *New York Times* :

« [...] Alors que mon officier et moi regardions la tour Sud, elle a cédé. Elle a en fait cédé à un étage plus bas, pas à l'étage où l'avion a frappé, car nous croyions au départ qu'il y avait eu une détonation d'explosifs à l'intérieur, parce qu'il y a eu une succession de boom, boom, boom, boom, et ensuite la tour s'est écroulée. [...] »<sup>3</sup>

Des propos qui se passent de commentaires. Regardons ensuite ce que déclarait le pompier Louie Cacchioli dans la célèbre revue *People*, édition du lendemain de la tragédie, le 12 septembre 2001 :

« [...] Nous étions les premiers dans la deuxième tour après que l'avion eut frappé. J'escortais des pompiers par l'ascenseur jusqu'au 24<sup>e</sup> étage pour être en position d'évacuer les travailleurs. La dernière fois que nous sommes montés, une bombe a explosé. Nous pensons que des bombes étaient installées dans l'édifice. J'ai demandé

---

1. Pompier Patrick Martin.

2. Teresa Veliz (*September 11 : An Oral History* – Dean E. Murphy)

3. Firefighter Edward Cachia (*New York Times* archives)

à un autre pompier de rester avec moi, [...] »<sup>1</sup>

Ce qui s'avère particulièrement intéressant dans le cas du pompier Louie Cacchioli est cette entrevue subséquente réalisée avec lui à l'été 2005 par l'*Arctic Beacon*, publiée le 19 juillet de la même année. En voici un extrait :

« [...] Quatre années se sont écoulées et Cacchioli n'a pas beaucoup parlé de ce cauchemar qu'il a vécu le 11 septembre. D'abord, il ne voulait pas vraiment en parler. Puis, il en a eu assez que ses paroles soient manipulées par la commission d'enquête sur le 11-Septembre, et finalement, les médias new-yorkais n'ont jamais réellement tenté de le contacter pour obtenir une version authentique de ce qu'il avait vu et entendu dans la tour Nord juste avant qu'elle ne s'effondre.



Au départ, le 12 septembre 2001, le magazine *People* avait fait paraître quelques courts paragraphes sur ce vétéran pompier de New York, avec plus de vingt années d'expérience, qui avait entendu ce qui lui avait semblé être des bombes qui explosaient dans la tour Nord.

Bref et bon, voilà ce que c'était. Quelques mots à propos de bombes qui explosent, mais ces mots furent répétés et répétés, histoire après histoire, par des auteurs et des présentateurs qui ne se donnèrent pourtant jamais la peine de lui parler directement.

De plus, Cacchioli était contrarié que le magazine *People* l'ait mal cité, disant "une bombe a explosé" dans l'édifice alors qu'il avait dit qu'il avait entendu "ce qui ressemblait à des bombes" sans avoir de preuves définitives que des bombes avaient explosé.

Après cette malencontreuse bavure journalistique, un peu en colère et un peu dégoûté, il se fonda dans le décor new-yorkais, son histoire n'apparaissant que dans un livre peu connu intitulé *American Spirit*, et en 2004 son témoignage réalisé en privé devant la commission d'enquête du 11-Septembre ne fut jamais rendu public dans le rapport final de la commission.

[...] Alors que la scène à l'hôtel Marriott était horrible, la tour Nord ressemblait à une zone de guerre. Au départ, son équipe avait reçu l'ordre de se rendre à la tour Sud, mais il fut dirigé vers l'autre tour dans la confusion, une tournure du destin qui lui sauva la vie.

Lorsqu'il entra finalement dans le hall de la tour Nord, Cacchioli se souvient que les portes des ascenseurs étaient complètement soufflées, et que c'était une autre scène de chaos total avec des gens qui couraient et hurlaient, étant percutés par des débris.

"Je me rappelle avoir pensé en moi-même : Mon Dieu, comment tout cela a-t-il pu se produire si rapidement puisqu'un avion a frappé en haut complètement ? Ça n'avait aucun sens", a dit Cacchioli.

[...] Alors qu'il montait en compagnie de ses collègues des camions 21, 22 et de la section 13, les portes s'ouvrirent au 24<sup>e</sup> étage devant une scène qui faisait encore une fois peu de sens pour le pompier chevronné, qui considérait que la grande quantité de poussières et la fumée qui s'y trouvaient étaient anormales par rapport à l'endroit qui avait été frappé.

"Tommy Hetzel était avec moi et tous les autres sont sortis de l'ascenseur quand il s'est arrêté au 24<sup>e</sup> étage", a dit Cacchioli. "C'était rempli de fumée. Tommy et moi avons été forcés de redescendre par l'ascenseur pour aller chercher des outils, et aussitôt que l'ascenseur s'est refermé sur nous, nous avons entendu cette énorme explosion qui sonnait comme une bombe. C'était un bruit si fort, les lumières

1. « United in courage, New York City, Louie Cacchioli » (*People* – 12 septembre 2001)

s'éteignirent et l'ascenseur s'arrêta."

"Par chance, nous n'avons pas été pris entre deux étages et nous avons été capables de forcer les portes. Les gens étaient paniqués, ils criaient à tue-tête. Et pendant ce temps, je rampais au sol et j'avançais dans le noir avec une lampe de poche jusqu'aux escaliers en pensant à Tommy qui se trouvait derrière moi."

"J'ai trouvé le moyen de parvenir à l'escalier et plus de gens se trouvaient là. Lorsque j'ai commencé à me diriger vers le bas, une autre explosion semblable à la première a frappé. Celle-ci arriva environ deux minutes plus tard, quoique ce soit difficile à dire, mais j'ai pensé : 'Oh ! mon Dieu, ces enfoirés ont placé des bombes ici comme ils l'ont fait en 1993 !'"

"Mais malgré tout, il ne m'a jamais traversé l'esprit que l'édifice pourrait s'effondrer." [...]

Cacchioli fut appelé à témoigner en privé, mais il partit avant que plusieurs membres de la commission n'aient terminé, ayant le sentiment d'être questionné et contre-interrogé plutôt que de se voir simplement permettre de dire la vérité sur ce qui s'était produit dans la tour Nord le 11-Septembre.

"Mon histoire ne fut jamais mentionnée dans le rapport final et j'ai eu l'impression de subir un procès dans une salle de Cour", a dit Cacchioli. "Je suis finalement sorti. Ils essayaient de manipuler mes paroles et d'ajuster l'histoire avec uniquement ce qu'ils voulaient entendre. Tout ce que je voulais faire était de dire la vérité, et lorsque j'ai vu qu'ils ne me laisseraient pas faire ça, je suis sorti."

"C'était une véritable honte pour tout le monde, les victimes et les membres des familles qui avaient perdu des êtres chers. Je ne suis pas d'accord avec la commission sur le 11-Septembre. Toute cette expérience-là a été horrible.

[...] Interrogé pour savoir s'il a déjà été forcé à rester discret à propos de son expérience du 11-Septembre, il a ajouté :

"Personne ne m'a embêté. Je ne pense pas avoir de raisons d'être embêté. Je sais ce qui s'est passé ce jour-là et je sais que toute la vérité n'est pas encore connue. J'ai ma propre conscience, mon propre esprit et personne, je dis bien personne, ne forcera Lou Cacchioli à dire quelque chose qui ne s'est pas produit et qui n'est pas vrai." [...] »<sup>1</sup>

De multiples énormes explosions et une commission d'enquête qui tenta par la suite de manipuler ses paroles, voilà qui en dit long.

Examinons maintenant les propos de William Rodriguez, préposé à l'entretien du World Trade Center au moment des attentats. Celui-ci est publiquement reconnu comme étant le dernier survivant à avoir été retiré des décombres. Il livre ici son compte-rendu alors qu'il se trouvait au sous-sol de la tour Nord.

« [...] Tout à coup, nous avons entendu BOOM ! J'ai cru que c'était un générateur qui avait explosé au sous-sol. Alors je me suis dit en moi-même : 'Oh mon Dieu ! je crois que c'est le générateur'. Je m'apprêtais à aller y travailler et je n'avais pas encore terminé de me dire ces mots en moi-même lorsque j'ai entendu BOOM venant de très haut [dans l'édifice]. Il y avait une distinction entre le son provenant du sous-sol et celui qui provenait d'en haut. Tout le monde s'est mis à hurler, et une personne est entrée dans le bureau en criant : 'Une explosion, une explosion, une explosion !' Il avait les bras



1. « Lou Cacchioli A true hero » (*The Arctic Beacon* – 19 juillet 2005)

ouverts, et sa peau pendait sous ses bras jusqu'au bout de ses doigts. [...] »

A nouveau, deux explosions distinctes, presque simultanées, toutefois la première provenait clairement, selon M. Rodriguez, du sous-sol du gratte-ciel, suivie par la seconde, celle-ci beaucoup plus haute. Mais pourquoi donc y aurait-il eu une explosion à la base de la tour avant celle provoquée par l'impact de l'avion ?

Qui plus est, les propos de William Rodriguez sont corroborés par ceux d'Anthony Saltalamacia, superviseur d'une centaine de travailleurs du World Trade Center au moment de la tragédie. Il se trouvait au niveau sous-terrain B1 de la tour Nord en compagnie de M. Rodriguez lors du premier impact. Voici ses propos :

« [...] Au départ, nous avons cru que l'explosion provenait de la salle de mécanique. Ensuite, nous avons entendu une série d'explosions supplémentaires qui semblaient provenir des étages supérieurs de l'édifice, et c'est à ce moment que nous avons réalisé qu'il y avait quelque chose qui n'allait pas, que c'était un problème majeur. [...] Ensuite, environ 14-15 personnes sont arrivées en courant et en criant dans notre bureau. [...] Un homme noir est entré dans le bureau, il tremblait et semblait en état de choc. Il avait de multiples blessures, ses bras étaient en sang, sa peau était arrachée, c'était une chose très pénible à regarder. [...] Alors que nous étions là, d'autres explosions ont eu lieu, beaucoup de cris, de confusion, et c'est alors que William a dit que c'était le moment de quitter l'édifice. Nous sommes donc tous partis. C'était rempli de fumée [...]. De 8h46 jusqu'à ce que je sorte de l'édifice, les explosions étaient si nombreuses, je dirais que j'en ai entendu au moins dix. [...] »

Considérons ensuite ce passage du témoignage du technicien médical d'urgence, Richard Zarrillo. Cette entrevue, réalisée le 25 octobre 2001, figure également parmi les archives du *New York Times* :

« [...] Alors que je marchais en direction du poste de commandement du service des incendies, j'ai croisé Steve Mosiello. J'ai dit : 'Steve, où est le patron ? Il faut que je lui transmette un message.' Il a dit : 'Eh bien, quel est le message ?' J'ai dit : 'Les édifices vont s'effondrer. Il faut faire évacuer tout le monde.' Avec un air très confus, il m'a demandé qui m'avait dit ça. Je lui ai dit que je me trouvais à l'instant avec John à l'OEM [Office of Emergency Management]. L'OEM dit que les édifices vont s'effondrer, nous devons partir.

Il m'a escorté jusqu'au chef Ganci. Il a dit : 'Hé, Pete, nous avons un message que les édifices vont s'effondrer. Il a répondu : 'Putain de merde, qui t'a dit ça ?' Alors, Steve m'a introduit et devant le chef Ganci, le commissaire Feehan, Steve, et je crois que le chef Turi était là au départ, j'ai dit : 'Ecoutez, j'arrive tout juste de l'OEM. Le message qu'on m'a donné est que les édifices vont s'effondrer ; il faut que nous fassions évacuer notre monde.' A ce moment, cet énorme grondement est survenu et c'est là que l'édifice s'est effondré, la première tour s'est effondrée. [...] »<sup>1</sup>

Voilà à nouveau une indication claire et nette que l'effondrement des tours jumelles ne fut pas une surprise pour tout le monde. Il est d'ailleurs important de remarquer que l'avertissement de Zarrillo concernait les deux tours.

Poursuivons maintenant avec une rafale de courts extraits de témoignages provenant de pompiers présents sur les lieux, concernant plus spécifiquement l'effondrement du Building 7, qui ne fut frappé par aucun avion. Rappelons une fois de plus que jamais dans l'histoire un gratte-ciel ne s'est écroulé suite à un incendie à l'exception des trois tours le 11 septembre 2001.

1. « Technicien médical d'urgence Richard Zarrillo » (*NY Times archives* – 25 octobre 2001)

Débutons avec les commentaires du pompier Thomas Smith, également archivés par le *New York Times* :

« [...] Ils m'ont demandé de m'éloigner de notre camion parce que [le Building] 7 était en danger, alors ils ont fait reculer tout le monde et ils nous ont envoyés à l'extrémité arrière de la rue Vesey. Nous sommes demeurés debout à cet endroit pendant une demi-heure, quarante minutes, parce que [le Building] 7 devait s'effondrer de manière imminente et s'est finalement écroulé. [...] »<sup>1</sup>

Voici ensuite les commentaires du pompier Vincent Massa :

« [...] Je me souviens que plus tard dans la journée, alors que nous attendions que [le Building] 7 s'écroule, ils nous repoussaient constamment sur [la rue] Vesey, sur presque un quadrilatère complet. Ils étaient inquiets à propos de la chute du [Building] 7, et ils nous déplaçaient sans cesse, ils avaient établi un périmètre d'effondrement et ils nous avaient fait reculer. [...] »<sup>2</sup>

Un périmètre d'effondrement ? Continuons avec les propos du pompier Tiernach Cassidy :

« [...] Alors, comme je le disais, l'édifice 7 allait s'effondrer de façon imminente. Ils ont fait sonner les sirènes. Ils ont dit à tout le monde de dégager le périmètre jusqu'à ce qu'il ne reste plus un seul civil. Nous avons tenté une autre recherche rapide pendant que nous le pouvions, mais ensuite ils ne nous ont pas permis de rester là plus longtemps. Alors nous avons quitté le périmètre. Notre point de rassemblement était à ce moment sur Vesey. [...] »<sup>3</sup>

Voici aussi les propos d'Indira Singh, une secouriste volontaire, tirés d'une interview sur les ondes de la station de radio KPFA FM de Berkeley, en Californie :

« [...] Nous devions évacuer ce point de triage particulier, peu après midi le 11 septembre, parce qu'ils nous avaient dit que le Building 7 était sur le point de s'effondrer. [...] Je crois qu'ils l'ont fait s'effondrer parce que j'ai entendu qu'ils allaient le faire tomber car il était instable à cause des dommages collatéraux. [...] Il y a eu un autre mouvement de panique vers 16 heures parce qu'ils allaient provoquer la chute de l'édifice et les gens semblaient être au courant à l'avance, alors les gens paniquaient à nouveau et couraient. [...] »<sup>4</sup>

Regardons aussi ce qu'avait à dire le secouriste Joseph Fortis :

« [...] Quand le troisième édifice s'est effondré, nous étions sur ce coin de rue en face de l'école, et tout le monde attendait là debout. Ils nous avaient fait reculer plus tôt, presque une heure avant, parce qu'ils étaient certains – ils savaient qu'il allait s'écrouler, mais ils n'étaient pas certains. Alors ils ont fait reculer tout le monde, et tout le monde est resté là à attendre et nous sommes simplement restés là à attendre encore et encore jusqu'à ce qu'il s'écroule, parce que ce n'était pas sécurisé. [...] »<sup>5</sup>

Voyons ensuite cet extrait du compte-rendu du chef pompier Thomas McCarthy :

« [...] Alors quand je suis arrivé au poste de commande, il y avait un énorme rassemblement de gars [pompiers] qui se tenaient là. Ils attendaient simplement que [le Building] 7 s'écroule. [...] J'ai descendu la rue Vesey jusque devant la passerelle

---

1. Pompier Thomas Smith (*NY Times* archives)

2. Pompier Vincent Massa (*NY Times* archives)

3. Pompier Tiernach Cassidy (*NY Times* archives)

4. Secouriste volontaire Indira Singh Radio Interview (KPFA FM Berkeley)

5. Secouriste Joseph Fortis (*NY Times* archives)



du Building 7. Les gens me disaient de ne pas rester là, que ça allait s'effondrer. [...] Alors à ce moment, nous étions un peu méfiants de la solidité de la passerelle, donc personne ne s'y aventurait, et ils disaient aussi que [le Building] 7 allait s'effondrer. Ils ont chassé tout le monde du quadrilatère. [...] »<sup>1</sup>

Voyons aussi les propos du pompier Edward Kennedy :

« [...] C'est le seul appel de détresse dont je me souviens, et pour vous dire la vérité, le seul gars qui parlait sur notre radio qui me vient à l'esprit est le chef Visconti. Je me souviens qu'il parlait et qu'il donnait des directives sur ceci et cela. [...] Je me rappelle qu'il hurlait à propos [du Building] 7, le numéro 7, qu'il voulait que tout le monde s'éloigne du 7 parce que le 7 allait définitivement s'effondrer, ils ne savaient pas quand, mais il allait définitivement s'effondrer, on devait seulement s'éloigner de ce périmètre, tout le monde devait se tasser, s'assurer qu'on en était loin, que c'était un ordre, vous savez, ce genre de choses. [...] »<sup>2</sup>

Nous pourrions poursuivre ainsi encore longtemps. Toutefois, la question qui s'impose est évidente : comment ces gens pouvaient-ils être au courant que le Building 7 était sur le point de s'écrouler, au point d'établir un périmètre d'effondrement, alors que jamais dans l'histoire aucun autre édifice ne s'était effondré suite à un incendie ? N'oublions pas que les photos et les vidéos du Building 7 dans les instants précédant sa chute ne trahissent aucune indication d'un gratte-ciel sur le point de céder. Bien au contraire.

Mais jetons tout de même un œil sur un dernier compte-rendu de témoin, justement celui du chef de pompiers délégué Nick Visconti. L'extrait suivant provient de l'édition de septembre 2002 du magazine américain *Firehouse*, spécialisé en service de protection contre les incendies :

« [...] Alors que le World Trade Center 7 brûlait, je me disais à moi-même : Comment se fait-il qu'ils n'essaient pas d'éteindre ce feu ? [...] A un certain moment, Frank Fellini a dit : 'Nous avons des centaines de gars à cet endroit, seulement du côté de la rue West'. Il m'a dit : 'Nick, il faut que tu éloignes ce monde-là de cet endroit.' Je me suis dit en moi-même : 'Quel endroit ?'. 'Frank, qu'est-ce que tu me demandes, chef ?' Il a répondu : 'World Trade Center 7, effondrement imminent, il faut éloigner les gens de cet endroit.' [...] Il y avait là-bas quelques chefs que je connaissais et je les ai appelés individuellement. Je leur ai dit : 'Ecoutez, commencez à faire reculer les gens, nous devons reculer jusqu'au poste de commandement. Pendant que ça se faisait, j'ai croisé différents officiers. Je sifflais : 'Capitaine, amenez vos gars par ici'. Je rencontrais de la résistance. La réaction la plus commune était : 'Hé, on a encore des gens ici, on ne veut pas partir.' Je leur ai expliqué que nous étions inquiets à propos du Building 7, qu'il allait tomber et que nous ne voulions pas que quelqu'un soit pris dans l'effondrement. Un commentaire était : 'Oh, cet édifice ne s'écroulera jamais, il n'a pas été frappé par un avion, pourquoi n'y a-t-il personne qui éteint ce feu ?' Il y a eu beaucoup de commentaires, un peu de résistance, de la résistance compréhensible. [...] »<sup>3</sup>

Pourtant, alors que plusieurs édifices furent bien plus endommagés que lui lors de la chute des deux tours (voir photos en annexe – PH-8.1 à 8.17 et 9.1 à 9.12) sans pour autant s'effondrer, le Building 7 s'écroula symétriquement sur lui-même après qu'un périmètre d'effondrement ait été érigé.

1. Chef pompier Thomas McCarthy.

2. Pompier Edward Kennedy (*NY Times* archives)

3. Chef de pompiers délégué Nick Visconti (*Firehouse* – Septembre 2002)

Voici d'ailleurs quelques photos des édifices environnants :





Rappelons-nous à ce point les commentaires de Larry Silverstein, propriétaire du World Trade Center : « ... *and they made that decision to pull and then we watched the building collapse* » (en français, selon le jargon de démolition, “ils ont pris la décision de le jeter à terre”).

Au fait, ajoutons que ce même Larry Silverstein, dont les bureaux étaient situés au 88<sup>e</sup> étage de la tour Nord du World Trade Center, avait une raison en or de ne pas se trouver au travail ce matin-là. Laissons à ce court extrait du *New York Magazine* le soin de nous expliquer la raison pour laquelle le richissime et tout nouveau propriétaire du complexe échappa à la mort :

« Au matin du 11 septembre 2001, Silverstein se trouvait dans son appartement sur Park Avenue et se disputait avec sa femme Klara à propos du fait qu’il devait se rendre au boulot, au 88<sup>e</sup> étage de la tour Nord, où il transférait les bureaux de sa compagnie.

Klara lui jeta un regard glacé. Silverstein avait un rendez-vous chez le dermatologue – après avoir passé sa vie à naviguer, il avait des problèmes de carcinomes faciaux – et il lui était impossible de manquer ce rendez-vous. “Alors tu seras au travail plus tôt demain”, lui avait-elle dit. [...] »<sup>1</sup>

Le *New York Observer* confirma également l’information, ajoutant même de son côté :

« Son fils Roger, et sa fille Lisa, travaillaient pour lui dans ses bureaux temporaires du 88<sup>e</sup> étage de la tour Nord du WTC. Des rencontres régulières avec les locataires se tenaient à chaque matin au Windows on the World [restaurant luxueux du 107<sup>e</sup> étage de la tour Nord] dans les semaines qui suivirent immédiatement sa prise de possession le 26 juillet 2001. Mais le 11 septembre, Roger et Lisa Silverstein étaient en retard. »<sup>2</sup>

Ajoutons donc le rendez-vous de Silverstein chez le dermatologue ainsi que le retard de ses deux enfants dans la filière du hasard...

Tous ne furent pas aussi chanceux le jour du 11-Septembre. Le cas de John O’Neill s’avère d’ailleurs incontournable dans un ouvrage tel celui-ci. Pour mieux se situer dans



1. « Who wants to move to Ground Zero » (*New York Magazine* – 18 avril 2005)

2. « Mike sees city taking control at Ground Zero » (*New York Observer* – 17 mars 2003)

le contexte, voyons d'abord ce que rapportait CNN lors de son édition du 22 septembre 2001 :

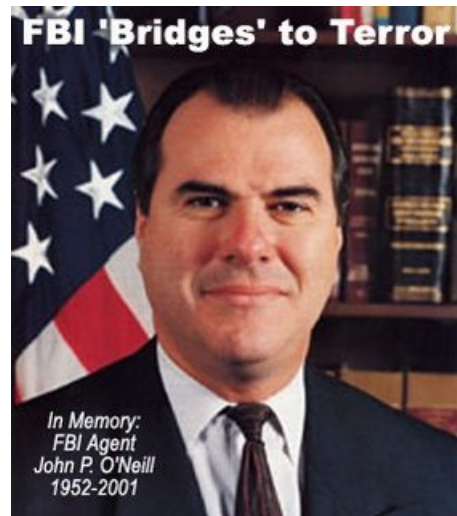
« Le corps de John P. O'Neill, ancien assistant-directeur au FBI et un expert en terrorisme, a été retrouvé vendredi sous les décombres du World Trade Center.

O'Neill avait récemment démissionné du FBI et venait tout juste de prendre en charge la sécurité du World Trade Center, a déclaré le commissaire de la police de New York, Bernard Kerik.

'Ce mardi était son premier ou deuxième jour au boulot', a dit Kerik vendredi lors d'une entrevue pour l'émission Larry King Live, sur CNN. [...]

O'Neill, 50 ans, était à la tête des opérations de terrorisme international pour le FBI. [...] »<sup>1</sup>

Quelle malchance, donc, pour John O'Neill qui, jusqu'à la fin du mois d'août 2001, dirigeait toujours les opérations liées au terrorisme international pour le FBI. Certains seront probablement tentés d'avancer que les services de renseignements américains jouèrent de malchance lors du décès d'un de leurs experts en terrorisme les plus notoires. Après tout, O'Neill avait lui-même dirigé de multiples investigations sur Oussama Ben Laden au cours des années précédentes, notamment sur le premier attentat contre le World Trade Center en 1993 ; sur l'attentat à la bombe aux tours Khobar, en Arabie Saoudite, qui avait fait 19 victimes américaines en 1996 ; et sur l'attentat suicide contre l'USS Cole dans un port du Yemen en 2000, lors duquel 17 marins avaient perdu la vie.



Toutefois, l'histoire prend une tournure plutôt particulière lorsqu'on découvre la raison pour laquelle John O'Neill avait quitté le FBI quelques semaines seulement avant le 11 septembre 2001 : à l'instar de plusieurs de ses collègues de l'agence à l'époque, O'Neill était frustré de voir ses investigations sur la famille Ben Laden être bloquées par ses supérieurs. Voici ce que rapporta le *New York Times* le 12 novembre 2001 :

« Un ancien responsable antiterroriste du FBI, qui a été tué au World Trade Center le 11 septembre, s'était plaint amèrement cet été que les Etats-Unis étaient réticents à confronter l'Arabie Saoudite à propos d'Oussama Ben Laden et que le pétrole dictait les politiques étrangères américaines, selon un nouveau livre publié en France.

L'ancien responsable, John P. O'Neill, était le directeur de la division antiterroriste du bureau de New York lorsqu'il a remis sa démission en août pour devenir chef de la sécurité aux tours jumelles. [...]

L'un des co-auteurs du livre [*Ben Laden – La vérité interdite*], Jean-Charles Brisard, un expert en sécurité qui passa plusieurs années à examiner l'empire financier de M. Ben Laden, affirme dans le livre avoir rencontré M. O'Neill en juin et en juillet. [...]

Vers la fin juillet, a dit [Brisard], ils se sont rencontrés seuls à New York pour prendre un verre et pour dîner, et M. O'Neill s'est plaint que le FBI n'était pas libre d'agir dans ses investigations de terrorisme international parce que le Département d'Etat interférait constamment. [...]

1. « FBI terrorist fighter's body found at WTC » (CNN – 22 septembre 2001)

Les frustrations de M. O'Neill à l'égard du Département d'Etat n'étaient un secret pour personne. [...] »<sup>1</sup>

Dit autrement, ces frustrations de John O'Neill étaient de toute évidence devenues dérangeantes pour certaines personnes influentes à l'été 2001. Quelle triste coïncidence, donc, qu'il ait débuté ce nouvel emploi à la tête de la sécurité du World Trade Center le 10 ou le 11 septembre. Inutile de mentionner que depuis les événements de 2001, le synchronisme de son transfert d'emploi alimente de nombreuses rumeurs posthumes à son sujet : qui donc avait bien pu lui proposer ce poste au World Trade Center ?

Ajoutons que le livre *La vérité interdite*, de Jean-Charles Brisard et Guillaume Dasquié, dévoilait qu'à l'été 2001, plusieurs mois d'efforts diplomatiques entre les Etats-Unis et le régime taliban d'Afghanistan avaient culminé. Ces efforts de la part des Américains, affirment Brisard et Dasquié, auraient eu pour but de convaincre les talibans d'accepter qu'un important pipeline traverse l'Afghanistan pour acheminer du pétrole vers l'océan Indien, permettant ainsi aux Etats-Unis de rivaliser avec la Russie quant à l'accès aux ressources pétrolières hautement convoitées du Moyen-Orient.

Toutefois, *La vérité interdite* soutient qu'à l'été 2001, devant l'impasse qui subsistait dans les discussions entre les deux parties, les diplomates américains auraient alors fait part d'un ultimatum sans équivoque aux talibans : « Acceptez notre offre d'un tapis d'or, ou c'est un tapis de bombes que vous recevrez. » Notons au passage que cette information est corroborée par l'article de la BBC, cité en début d'ouvrage, à propos de Niaz Naik, ancien secrétaire des Affaires étrangères du Pakistan qui affirmait que les Etats-Unis planifiaient dès juillet 2001 d'attaquer l'Afghanistan à l'automne.<sup>2</sup>

Mais revenons un peu au Building 7. Il est important de souligner qu'aucune mention de son effondrement n'est faite dans le rapport officiel de 567 pages de la commission d'enquête. Est-ce à croire que la chute d'un gratte-ciel de 47 étages n'était pas suffisamment importante pour figurer dans le rapport final ?

Il est cependant possible de dénicher ailleurs une information très pertinente à son sujet : le chapitre 1 du rapport de juin 2004 de la *National Institute of Standards and Technology* (NIST) – une agence fédérale américaine – sur le complexe du World Trade Center nous apprend entre autres que le système de détection d'incendies du WTC7 avait curieusement été programmé tôt au matin du 11 septembre de manière à ce que toute alerte soit ignorée pour une période de huit heures.

Observons le passage suivant avec attention :

« [...] Trouvaille 2.25 : Le système d'alarme d'incendies contrôlant le WTC7 a envoyé un seul signal à la compagnie qui le supervise (à 10 :00 :02am, peu après l'effondrement du WTC2) indiquant une situation d'incendie dans l'édifice le 11 septembre 2001. Ce signal ne contenait aucune information spécifique sur la localisation du feu à l'intérieur de l'édifice. Aux yeux du service de surveillance du système d'alarme, l'édifice n'était constitué que d'une seule zone, 'AREA 1'. Le système d'alarmes d'incendie de l'édifice avait été placé sur le mode TEST pour une période de huit heures débutant à 6 :47 :03 au matin du 11 septembre 2001. Ordinairement, cette commande est activée lorsqu'un entretien ou d'autres tests sont effectués sur le système, pour que toutes alarmes reçues par le système soient perçues comme étant le résultat de l'entretien ou des tests et qu'elles soient ignorées. La compagnie de surveillance a informé la NIST que dans le cas des systèmes placés en

1. « Oil diplomacy muddled US pursuit of Bin Laden, new book contends » ( *New York Times* – 12 novembre 2001)

2. « US planned attack on Taleban » (BBC – 18 septembre 2001)

mode TEST, les signaux d'alarme ne sont pas affichés à l'écran de l'opérateur, mais que les archives de l'alarme sont enregistrées dans l'historique. [...] »<sup>1</sup>

En d'autres mots, aucune alarme ne pouvait parvenir du Building 7 aux opérateurs du centre de contrôle des systèmes d'alarme jusqu'à environ 15h dans l'après-midi du 11 septembre. Qui avait donc placé ce système d'alarme en mode TEST ce matin-là, et pourquoi ? Voilà à nouveau une question que la commission d'enquête ne jugea pas utile de poser. De plus, rappelons que le système d'extinction automatique d'incendies du Building 7 était étrangement hors service cette journée-là.

Il serait par ailleurs difficile de ne pas mentionner un développement plus récent concernant justement ce Building 7, communément appelé le Salomon Brothers Building. Vers la fin de février 2007, une séquence-vidéo d'un bulletin de nouvelles de la BBC provenant de leur couverture en direct des attentats du 11-Septembre refit surface sur Internet. Une curieuse particularité accompagnait toutefois ces images : devant une vue panoramique des gratte-ciel de Manhattan surplombés d'une dense fumée due à la chute récente des tours jumelles, la journaliste Jane Standley, correspondante de la BBC à New York, annonçait candidement l'effondrement du Salomon Brothers Building. Un léger détail lui avait toutefois échappé : l'édifice en question était encore pourtant clairement visible derrière elle !

Ainsi, on peut apercevoir en direct Jane Standley discuter de l'effondrement du Building 7 pendant plusieurs minutes avec le présentateur en studio, avant que la transmission satellite ne soit brouillée et finalement coupée. Ce n'est qu'environ 25 minutes plus tard que le Building 7 s'effondra réellement, vers 17h20.

Ceci soulève évidemment une question évidente : d'où la BBC reçut-elle l'information que cet édifice s'était effondré, près d'une demi-heure avant que cela ne se produise ? Dans un communiqué paru sur le site officiel de la BBC le 27 février 2007, Richard Porter, directeur du service de nouvelles, tenta d'éclaircir la situation suite à une avalanche de commentaires et de questions provoqués par cette séquence-vidéo :



« [...] Certains sites Internet utilisent une séquence d'un bulletin de nouvelles de la BBC World du 11 septembre 2001 pour suggérer que nous avons participé activement à une certaine forme de manipulation de l'audience. Résultat, nous recevons beaucoup de courriels nous demandant de clarifier notre position. Alors voici.

Nous ne faisons pas partie d'une conspiration. Personne ne nous a dicté quoi dire ou quoi faire le 11 septembre. On ne nous a pas informés à l'avance que des édifices allaient s'effondrer. Nous n'avons pas reçu de communiqués de presse ou de scripts avant que les événements se produisent.

Dans le chaos et la confusion de la journée, je suis persuadé que nous avons dit des choses qui se sont révélées fausses ou inexactes – mais à ce moment, elles étaient basées sur les meilleures informations dont nous disposions. [...]

1. « Progress report on the federal building and fire safety investigation of the WTC - Chapter 1 » (NIST – June 2004)

Nous n'avons plus en notre possession les enregistrements originaux de notre couverture du 11-Septembre (en raison d'une bourde, et non d'une conspiration). [...]

Si nous avons rapporté que l'édifice s'est écroulé avant que cela ne se produise, alors ce n'est qu'une erreur – rien d'autre. [...] »<sup>1</sup>

Ainsi, la BBC, certainement l'une des plus importantes chaînes de nouvelles dans le monde, aurait 'égaré' ses enregistrements de l'événement le plus déterminant du XXI<sup>e</sup> siècle. Impossible par ailleurs d'apprendre pourquoi ladite erreur concernait précisément le Building 7 et non pas l'un ou l'autre des édifices environnants – pourtant plus endommagés et situés plus près des deux tours. N'aurait-il pas été plus plausible et plus compréhensible qu'une annonce accidentelle de la sorte soit survenue à propos d'un des nombreux gratte-ciel plus endommagés ? Et dont le propriétaire aurait été autre que Larry Silverstein ?

N'empêche qu'un vent de changement se fait sentir quant au dédain médiatique dont le Building 7 a longtemps fait l'objet. En 2007, par exemple, la populaire animatrice de télévision Rosie O'Donnell entreprenait de s'attaquer au sujet en glissant des commentaires de plus en plus fréquents à propos de l'invraisemblance de la version officielle sur l'effondrement de cet édifice.

Vers la fin du mois de mars 2007, O'Donnell alla jusqu'à affirmer clairement au cours de son émission de grande écoute *The View* qu'il lui paraissait impossible que ce gratte-ciel se soit effondré sans l'utilisation d'explosifs. Étrangement, seule la station Fox News avait traité de l'histoire par la suite, le commentateur Bill O'Reilly insultant O'Donnell et exigeant son licenciement. Des invités à l'émission d'O'Reilly se permirent même d'aller jusqu'à demander qu'elle soit pendue pour trahison ou encore jetée en prison. Outre la réaction partisane de Fox News toutefois, les autres chaînes de télévision et la plupart des médias écrits demeurèrent muets à ce propos.



Un certain éditorial canadien attira tout de même l'attention. En voici un extrait, paru le 26 mars 2007 dans le *Calgary Herald* :

« Maintenant que Rosie O'Donnell tente d'amener le sujet sur *The View*, je crois que nous pouvons en parler ici.

Tout d'abord, un quiz d'actualités. Si, quelque temps après l'effondrement des tours 1 et 2 du World Trade Center, un édifice à bureaux de 47 étages s'était également écrasé au sol dans une grande ville américaine, pensez-vous que vous seriez au courant ?

Bien sûr, vous le seriez.

Mais si je vous disais qu'un tel événement s'est réellement produit, pourriez-vous nommer cet édifice ? Si vous êtes comme la plupart des Nord-Américains, je devine que vous ne pourriez probablement pas.

En fait, l'effondrement de l'édifice Salomon Brothers, qui était également connu sous le nom de WTC7 et qui se dressait à deux quadrilatères de Ground Zero [*sic*], s'est produit plus tard dans la journée du 11 septembre 2001.

Ceci demeure l'une des anomalies centrales d'une journée remplie d'anomalies, pourtant ce fut alors traité, et ça le demeure encore aujourd'hui, dans les annales officielles à tout le moins, comme une insignifiante note en bas de page.

1. « Part of the conspiracy ? » (BBC – 27 février 2007)

Frappé par aucun avion et par peu de débris, le WTC7 avait tout de même de petits incendies qui brûlèrent mystérieusement sur plusieurs de ses étages du milieu. A en juger par les photographies, on peut assurer que ces incendies auraient dû être aisément contenus.

Pourtant à 17h20, en l'espace de 6,5 secondes, ou pratiquement à la vitesse d'une chute libre, le WTC7 s'effondra parfaitement sur lui-même. Ceci aurait dû faire les gros titres, seulement par le fait qu'il était le premier édifice à structure d'acier à s'effondrer dans l'histoire, dû exclusivement au feu. Mais pour une raison quelconque, les journalistes évitèrent le sujet.

Peu après le 11 septembre, lorsque l'Associated Press publia sa chronologie des événements intitulée *A stunning 48 hours of news* [“48 heures de nouvelles renversantes”], le WTC7 ne fut pas mentionné du tout. Pas plus d'ailleurs que dans le rapport officiel du gouvernement sur le 11-Septembre. Et à ce jour, les autorités n'ont publié qu'une version préliminaire d'un rapport non concluant à savoir pourquoi l'édifice s'est écroulé. [...]

Quoi qu'il est peu probable que vous les ayez vues, des images vidéo de l'effondrement existent (et peuvent être trouvées sur Internet). Les séquences démontrent les signes d'une démolition contrôlée, incluant des jaillissements de poussière provenant de ce qui semble être plusieurs minuscules explosions ainsi que la chute soudaine, comme un rideau, de la structure entière.

Durant les brefs instants avant que le WTC7 ne disparaisse dans le trou de mémoire, le présentateur de CBS, Dan Rather, présenta ainsi le vidéo : “Pour la troisième fois aujourd'hui, ceci évoque ces images que nous avons tous trop vues à la télévision précédemment, où un édifice a été délibérément détruit par de la dynamite bien placée.”

Plusieurs conclurent que c'était précisément le cas. De plus, il fut découvert que le WTC7 possédait des locataires inhabituels, incluant plusieurs étages consacrés respectivement au FBI, à la CIA et aux quartiers généraux d'urgences du maire Giuliani. C'était également le domicile d'une filiale légale de la *Security and Exchange Commission* [marché boursier] qui contenait prétendument des preuves liées à de nombreuses investigations en cours concernant des cas de malversation des marchés.

Un documentaire télévisé de la station PBS présentait plus tard le propriétaire du WTC, Larry Silverstein, décrivant sa réaction cette journée-là. “Nous avons déjà subi une terrible perte de vies, peut-être que la chose la plus intelligente à faire est de \*pull it\* et ils ont pris cette décision de \*pull\* et nous avons ensuite regardé l'édifice s'effondrer.” [...]

Finalement, du département de l'inusité nous est arrivé un autre coup de théâtre cette année. Des chercheurs ont détéré un bulletin de télévision de la BBC datant du 11 septembre, dans lequel la journaliste annonce l'effondrement du WTC7. Etrangement toutefois, l'édifice est toujours clairement visible au-dessus de son épaule droite, et n'allait pas s'effondrer avant un autre 20 minutes encore.

Enfin, si le reste du monde ne vient pas à bout de cette histoire, peut-être que Rosie y parviendra. »<sup>1</sup>

Signalons que Rosie O'Donnell quitta subitement *The View* moins d'un mois après ses déclarations sur le sujet...

---

1. « The curious tale of the 'other' WTC tower » (*Calgary Herald* – 26 mars 2007)



## ECHECS, DESTRUCTION DE PREUVES ET PROMOTIONS

Revenons brièvement sur les propos tenus par ces nombreux pompiers et premiers secouristes. Est-il normal qu'autant de témoignages viennent contredire la version officielle, et qu'ils aient par la suite été boudés par la commission d'enquête sur les attentats ?

Par exemple, pour quelle raison un témoignage comme celui de Louie Cacchioli devait-il être présenté en privé, alors que la commission avait pour mandat de « faire la lumière » sur les événements du 11-Septembre ? Mais surtout, pourquoi les membres de cette même commission tentèrent-ils de manipuler ce témoignage et d'en ajuster l'histoire à leur convenance, comme l'a affirmé Cacchioli ?

Pour le besoin de la cause, poussons cette réflexion plus loin et supposons que des bombes provoquent effectivement l'effondrement des tours jumelles. Placer des explosifs dans un endroit aussi fréquenté et imposant que l'était le World Trade Center n'était certainement pas une tâche facile et nécessitait à coup sûr quelques journées de travail. Si de telles procédures avaient réellement eu lieu, n'existerait-il pas forcément certaines indications en ce sens ?

Voyons donc ce qu'on peut découvrir.

Débutons avec la réaction de Ben Fountain, un analyste financier qui travaillait au 47<sup>e</sup> étage de la tour Sud. Ses propos furent publiés dans le magazine *People* le 12 septembre 2001 :

« [...] Comment ont-ils pu laisser cela se produire ? Ils savaient que l'édifice était une cible. Au cours des dernières semaines, nous avons été évacués plusieurs fois, ce qui est inhabituel. Je crois qu'ils soupçonnaient que quelque chose se tramait. [...] »<sup>1</sup>

Le World Trade Center, évacué plusieurs fois dans les semaines précédant le 11 septembre ? Intéressant. Surtout que M. Fountain ajoutait que de telles évacuations étaient inhabituelles. Mais n'en restons pas là et jetons un œil sur un extrait d'article du *AM New York*, le quotidien électronique possédant la plus grande visibilité de tout Manhattan, également paru le 12 septembre 2001 :

« Le World Trade Center a été détruit quelques jours seulement après qu'une alerte de sécurité élevée fut retirée aux célèbres tours de 110 étages, ont dit hier des employés de la sécurité.

Daria Coard, 37 ans, un gardien de la tour 1 [Nord], a dit que les employés de sécurité ont travaillé sur des quarts de travail de 12 heures au cours des deux dernières semaines à cause de nombreuses menaces téléphoniques. Mais jeudi, les chiens renifleurs d'explosifs ont été brusquement retirés.

"Aujourd'hui était la première journée sans protection supplémentaire", a dit Coard. [...]

Le gardien de sécurité Hermina Jones a dit que les responsables avaient récemment pris des précautions pour protéger les tours contre des attaques aériennes en installant des fenêtres anti-balles ainsi que des portes à l'épreuve du feu dans le centre de

---

1. « Nation under siege, New York City, Ben Fountain » (*People* – 12 septembre 2001)

commandement informatisé au 22<sup>e</sup> étage. [...] »<sup>1</sup>

Evidemment, le plus important à retenir de l'extrait précédant est cette décision de retirer les chiens renifleurs d'explosifs jeudi le 6 septembre 2001, soit cinq jours avant la catastrophe. Ceci ne laissait-il pas le temps à des équipes hautement spécialisées dans la démolition d'édifices d'accomplir leur boulot ? Quoique ce ne soit certainement pas une perspective agréable à envisager, il apparaît toutefois fondamental d'explorer toutes les possibilités, particulièrement dans un contexte aussi peu transparent que celui du 11-Septembre.

Notons également que la journée des attentats fut la « première journée sans protection supplémentaire » sur le site du World Trade Center. Il demeure toutefois que les systèmes de sécurité et de surveillance du complexe auraient empêché que des dispositifs explosifs soient installés en toute quiétude dans les jours menant aux attaques, diront certains. Examinons donc un extrait d'article de la *World Independent News Group*, paru le 23 avril 2004, qui révélait quant à lui nombre d'informations concernant le week-end des 8 et 9 septembre 2001 :

« Les tours du World Trade Center ont-elles été touchées par une "coupure de courant" volontaire la fin de semaine précédant les attaques terroristes du 11-Septembre ? D'après Scott Forbes, un administrateur de bases de données haut placé de la compagnie Fiduciary Trust, Inc. – une banque d'investissements en haute-technologie qui fut plus tard achetée par Franklin Templeton – c'est précisément ce qui s'est produit. Forbes, qui fut embauché par la Fiduciary en 1999 et qui fut ensuite relocalisé dans des bureaux d'une division britannique, travaillait la fin de semaine des 8 et 9 septembre 2001, et affirme que sa compagnie avait reçu un préavis de trois semaines indiquant que l'Autorité Portuaire de New York devrait couper le courant dans la tour Sud à partir du 48<sup>e</sup> étage en montant. La raison : l'Autorité Portuaire allait effectuer une mise à niveau du câblage pour améliorer les capacités informatiques du WTC.

[...] Le processus, se rappelle Forbes, a commencé tôt le samedi matin (8 septembre) et s'est poursuivi jusqu'en milieu d'après-midi dimanche (9 septembre) – approximativement 30 heures. Suite à l'interruption du courant, les caméras de sécurité du World Trade Center sont devenues inopérantes, tout comme les systèmes d'identification par cartes ainsi que les ascenseurs vers les étages supérieurs.

Forbes insiste toutefois sur le fait qu'il y avait toujours du courant sur les étages inférieurs du World Trade Center, et que des ingénieurs en entraient et sortaient en abondance, ayant libre accès à tout l'édifice puisque le système de sécurité se trouvait hors-service. [...]

Forbes n'accorda pas une grande importance à ces événements sur le coup, et a affirmé qu'il avait travaillé jusqu'au lundi matin (10 septembre) pour remettre en fonction tous les systèmes informatiques. A cause des tâches informatiques qu'il avait effectuées le samedi et le dimanche, Forbes était en congé le mardi 11 septembre, et il a donc observé les tours du World Trade Center s'écrouler depuis son appartement. A ce moment, il s'est rappelé que "j'étais immédiatement convaincu que quelque chose s'était produit en rapport avec le travail de la fin de semaine".

De plus, Forbes affirme qu'il existe d'autres particularités reliées à cet événement qui passèrent sous silence, incluant que :

1- des employés de la Fiduciary pris au piège entre les étages 90 à 97 de la tour Sud ont dit à des membres de leurs familles (via leurs téléphones cellulaires) qu'ils entendaient des explosions ressemblant à des bombes un peu partout dans les tours.

---

1. « Heightened security alert had just been lifted » (*AM New York* – 12 septembre 2001)

2- les caméras vidéo placées sur le toit du World Trade Center utilisées pour transmettre des images quotidiennes aux stations de télévisions locales étaient inexplicablement inopérantes ce matin-là.

3- un employé de la Fiduciary qui se trouvait sur les étages inférieurs et qui s'est échappé immédiatement après que la première tour (Nord) fut frappée a rapporté avoir été étonné par le grand nombre d'agents du FBI déjà présents dans les rues entourant le complexe du World Trade Center, seulement quelques minutes après l'attaque initiale.

[...] Finalement, Forbes affirme que même si ces révélations pourraient lui faire perdre son emploi, il a décidé de sortir de l'ombre parce que "j'ai envoyé cette information à plusieurs personnes, incluant la commission d'enquête sur le 11-Septembre, mais personne ne semble tenir compte de ces faits". [...] »<sup>1</sup>

Une fois de plus, voilà de nombreux éléments importants, qui soulèvent leur part de questions. Remarquons qu'ici encore, la commission d'enquête n'a pas cherché à tirer au clair ces allégations particulières. N'aurait-il pas été essentiel pour un comité d'investigation sérieux de vérifier si une coupure de courant d'une durée de près de 30 heures, provoquant l'arrêt des caméras de surveillance et des systèmes de sécurité, s'était réellement produite moins de deux jours avant la catastrophe ?

N'aurait-il pas par ailleurs été important de vérifier si, et pour quelle raison, la transmission d'images provenant des caméras situées sur le toit du World Trade Center fut interrompue au matin du 11 septembre ? Apparemment, cette commission jugea qu'il n'était pas approprié de répondre à ces questions.

Mais poursuivons et voyons si des traces d'explosifs furent retrouvées sur les lieux suite à l'effondrement des tours. Nous supposons bien entendu que des experts auront été envoyés sur place pour analyser les décombres et s'assurer qu'aucune indication de ce genre ne pouvait y être découverte. Après tout, avec l'ampleur de la tragédie du 11-Septembre, une telle étape ne devait-elle pas figurer en tête du protocole d'inspection ? Ceux qui seront tentés de répondre par l'affirmative sont malheureusement en voie de désillusion.

Souvenons-nous de l'un des premiers extraits cités dans cet ouvrage, publié par l'AFP (*American Free Press*) :

« [...] Alors que l'acier est souvent testé pour déceler des traces d'explosifs, malgré de nombreux rapports de témoins visuels rapportant des explosions dans les tours, les ingénieurs impliqués dans l'évaluation de bâtiments dirigée par la FEMA ne conduisirent aucun test du genre. [...] »<sup>2</sup>

Voici ensuite un extrait d'article du journal *Fire Engineering*, qui sonnait l'alarme le 4 janvier 2002 en lançant un appel à toute la communauté d'ingénierie de la protection contre les incendies :

« Se sont-ils débarrassés des portes verrouillées de l'incendie du Triangle Shirtwaist ? Ont-ils jeté à la poubelle les contenants de gaz utilisés lors de l'incendie du Happy Land Social Club ? Ont-ils mis de côté les valves de régulation de pression lors de l'incendie du Meridian Plaza ? Bien sûr que non. Mais essentiellement, c'est ce qu'ils sont en train de faire au World Trade Center.

Depuis plus de trois mois, l'acier de la structure du World Trade Center a été et continue d'être coupé en morceaux et vendu à la ferraille. Des preuves cruciales, qui pourraient répondre à plusieurs questions sur l'élaboration de plans de gratte-ciel et

1. « Pre-911 World Trade Center Power-Down » (*World Independent News Group* – 23 avril 2004)

2. « New seismic data refutes official explanation » (*American Free Press* – 3 septembre 2002)

sur leur performance lors d'incendie, se retrouvent sur des paquebots en direction de la Chine, et ne seront probablement jamais revues en Amérique jusqu'à ce que vous achetiez votre prochaine voiture.

Une telle destruction de preuves démontre l'ignorance stupéfiante des responsables du gouvernement envers l'importance d'une investigation scientifique exhaustive du plus gros effondrement dû à un incendie de toute l'histoire mondiale. [...]

Des investigations complètes de sinistres signifient une sécurité améliorée. Elles signifient un changement positif. La NASA le sait. Le NTSB le sait. Est-ce que FEMA le sait ?

Non. *Fire Engineering* a de bonnes raisons de croire que "l'investigation officielle", sous la tutelle de FEMA et dirigée par la Société des Ingénieurs Civils Américains (ASCE) est une comédie de mauvais goût qui a peut-être déjà été réquisitionnée par des forces politiques dont les intérêts, disons-le poliment, ne ressemblent en rien à une complète transparence. A l'exception du peu de résultats obtenus par une visite d'observation de trois jours sur les lieux du drame menée par des membres du comité d'investigation de l'ASCE – décrite par une source bien informée comme étant un voyage touristique – personne n'examine aucune preuve. [...]

A la manière dont les choses se déroulent et si elles se poursuivent ainsi, l'investigation sur l'incendie et l'effondrement du World Trade Center se résumera à du papier – et à des hypothèses générées par ordinateur.

Toutefois, des membres respectés de la communauté d'ingénierie de la protection contre les incendies commencent à sonner l'alarme, et une résonante théorie a émergé : les dommages sur la structure produits par les avions et l'explosion initiale de leur carburant n'étaient pas suffisants pour causer l'effondrement des tours. [...]

Les constructeurs et propriétaires du World Trade Center, l'Autorité portuaire de New York-New Jersey, une agence gouvernementale opérant sans rendre de comptes et hors de portée de la réglementation locale sur les incendies et les édifices, ont nié les accusations selon lesquelles les éléments de construction ou de protection des incendies des édifices étaient non-conformes, mais ont refusé de coopérer avec les requêtes de documentation pour supporter leur position. [...]

La destruction et le retrait des preuves doivent cesser immédiatement.

Le gouvernement fédéral doit abandonner l'organisation actuelle et ordonner la mise sur pied d'un comité ayant accès à toutes les ressources pour mener une investigation franche et en profondeur sur les incendies et les effondrements, en ne laissant aucune pierre non tournée.

Pompiers, ceci est votre appel à l'action. [...] »<sup>1</sup>

Puisque cet éditorial faisait directement référence aux débris du World Trade Center vendus à la Chine sous forme de ferraille sans être examinés, corroborons immédiatement cette information avec un extrait d'article publié le 24 janvier 2002 par le *People's Daily*, l'un des journaux les plus influents de Chine :

« Le groupe Baoshan Iron and Steel Company a acheté 50 000 tonnes d'acier des débris du World Trade Center détruit par des terroristes le 11 septembre l'an dernier.

La compagnie prévoit de faire fondre les débris, acquis au prix de 120 \$US par tonne, dans une fournaise pour fabriquer du nouvel acier.

Un cargo transportant les débris d'acier doit arriver au port de Shanghai ce vendredi, a rapporté le *Beijing Youth Daily* mercredi. [...]

Les poutres d'acier calcinées du World Trade Center – coupées, fondues et reforgées – seront bientôt transformées en centaines de milliers de boîtes de conserve, en machinerie, en moteurs d'automobiles et en édifices à travers le monde, selon un

---

1. « Selling out the investigation » (*Fire Engineering Magazine* – Janvier 2002)

récent reportage du *New York Daily News*. [...]

Alors que la plupart des chargements ont pour destination des aciéries de Corée du Sud, d'autres ont également abouti en Malaisie, à Chicago et en Floride.

Le parcours rapide de l'acier, depuis les décombres fumants de Ground Zero jusqu'aux fournaies de recyclage, est le résultat d'une décision controversée de la ville [de New York] d'envoyer les poutres, les colonnes et les poutrelles dans des cours de ferrailles – qui les ont alors mis en vente.

"C'est une insulte à la mémoire de près de 3 000 personnes tuées", a dit Sally Regenhard, mère du pompier Christian Regenhard, qui a péri le 11 septembre.

Elle fait partie d'un groupe de familles de victimes, d'ingénieurs en bâtiment et d'experts en protection contre les incendies qui désire que le recyclage soit interrompu jusqu'à ce que l'acier puisse être examiné en profondeur. [...]

Le processus de recyclage est si rapide, disent des experts de l'industrie, qu'un peu plus de quatre mois après les attaques terroristes, des tonnes d'acier ont probablement déjà été mélangées avec un minerai vierge, fondues et réutilisées. [...] »<sup>1</sup>

Et selon le site officiel de l'Etat de Pennsylvanie, dès le 14 septembre 2001, le gouverneur Tom Ridge

« implémentait des mesures d'urgence pour s'occuper des décombres et débris dont l'arrivée est prévue aux décharges et incinérateurs de l'Etat suite aux attaques terroristes de mardi à New York. [...]

Les procédures d'urgence de manipulation des décombres seront effectives jusqu'au 30 septembre, mais cet échéancier pourrait être prolongé selon le statut des efforts de recouvrement. »<sup>2</sup>

Voyons maintenant ce que rapportait le *New York Times* sur l'évolution des travaux d'investigation à Ground Zero dans son édition du 25 décembre 2001 :

« Affirmant que l'investigation actuelle sur le comment et le pourquoi de l'effondrement des tours jumelles est inadéquate, certains des ingénieurs en bâtiment les plus éminents du pays et des experts en protection contre les incendies réclament une nouvelle enquête, indépendante et mieux financée, pouvant déboucher sur des conclusions vitales pour les gratte-ciel et d'éventuels édifices à la grandeur du pays. [...]

Des experts critiques envers la procédure actuelle, incluant certaines personnes actuellement en charge des opérations, citent un manque de support financier significatif et une mauvaise coordination avec les agences qui nettoient le site du désastre. Ils indiquent que l'équipe d'environ 20 enquêteurs ne possède pas le pouvoir d'envoyer des citations à comparaître et dispose de peu d'employés de soutien, et n'a même pas été en mesure d'obtenir des informations de base comme les plans détaillés des édifices qui se sont effondrés. [...]

Des membres des familles de certaines victimes ont ajouté leurs voix aux appels pour une investigation plus poussée.

La portée exacte d'une enquête plus détaillée n'a pas été définie. Mais la volonté centrale est de tirer quelques leçons pouvant se trouver cachées sous les débris et d'identifier précisément l'enchaînement et la cause de l'effondrement, sans partir de la prémisse que c'était inévitable à partir du moment où les avions se sont écrasés, ont affirmé des membres de l'équipe d'investigation ainsi que d'autres sources.

Dans leur appel pour une nouvelle investigation, certains ingénieurs en bâtiment ont affirmé qu'une erreur sérieuse avait déjà été commise dans la foulée chaotique des

1. « Baoshan Group buys steel debris from WTC » (*People's Daily* – 24 janvier 2002)

2. « Pennsylvania implements procedures to handle debris from WTC site » (Pennsylvania Environmental Protection Update – 14 septembre 2001)

effondrements : la décision de recycler rapidement les colonnes d'acier, les poutres et les joints qui supportaient les édifices. Ceci pourrait avoir privé les investigateurs de certaines des preuves physiques les plus directes sur lesquelles se baser pour pouvoir parvenir à une réponse.

Les responsables aux bureaux du maire ont refusé de donner suite à des requêtes de commentaires écrites et orales sur une période de trois jours pour connaître qui a pris la décision de recycler l'acier, ainsi que sur l'inquiétude que cette décision pourrait avoir handicapé l'investigation. [...]

Des entrevues avec quelques membres de l'équipe, qui incluent certains des ingénieurs les plus respectés du pays, ont également révélé des mécontentements pour avoir été à diverses reprises menottés par des restrictions bureaucratiques les ayant empêchés d'interroger des témoins, d'examiner le site du désastre et d'exiger l'accès à de l'information cruciale tels des enregistrements d'appels de détresse à la police et au département des incendies.

L'investigation, organisée immédiatement après le 11-Septembre par la Société des Ingénieurs Civils Américains, l'organisation professionnelle la plus importante dans le domaine, a été financée et administrée par la Federal Emergency Management Agency (FEMA). Une mauvaise acclimatation entre l'agence fédérale et les chefs-ingénieurs, habitués de contourner le protocole pour obtenir des réponses rapides, a été identifiée comme étant clairement un point de friction.

"C'est pratiquement une équipe nationale d'ingénieurs de rêve qui travaille là-dessus, et nous avons les mains liées", a dit un membre de l'équipe qui a demandé à ne pas être identifié. Les membres ont été menacés de licenciement s'ils parlaient à la presse.

"FEMA contrôle tout", a dit ce membre de l'équipe. "Ça peut paraître étrange, mais donnez-nous seulement l'argent et laissez-nous travailler, et sortez les politiques du portrait."

Un porte-parole de FEMA, John Czwartacki, a affirmé que la mission première de l'agence était d'aider les victimes et les travailleurs de secours, et d'accélérer le rétablissement de la ville, et a ajouté : "Nous ne sommes pas une agence d'investigation." [...]

Certains experts ont suggéré que la seule manière de déterminer définitivement l'enchaînement et la cause de l'effondrement est de récupérer de grandes quantités d'acier provenant de l'endroit où l'avion a frappé, et si possible de rassembler ces sections des tours.

D'autres affirment qu'une telle reconstruction d'une section entière pourrait être impraticable, mais ont aussi exprimé l'inconfort envers les obstacles qu'ils disent avoir rencontrés dans leur investigation.

Par exemple, trois mois après le désastre, Ronald Hamburger, expert en analyse de bâtiments pour A.B.S. Consulting de Oakland, Californie, et directeur du *National Council of Structural Engineers Associations*, affirme ne pas s'être vu accorder accès aux plans de base décrivant où l'acier et d'autres éléments de la structure se trouvaient lorsque le World Trade Center était encore entier.

"J'aimerais être en mesure d'avoir une copie des plans pour tous les bâtiments touchés", a dit M. Hamburger, "mais je ne les ai pas." »<sup>1</sup>

Beaucoup d'informations se retrouvent dans cet article. Sans répéter chacune de celles-ci, relevons les plus importantes. Tout d'abord, les membres de l'équipe d'investigation se sont vus menacés d'être congédiés s'ils parlaient à la presse. Bien sûr, lorsqu'une enquête est en cours, il n'est pas permis de commenter l'affaire, cela va de soi. Mais lorsque les enquêteurs se voient imposer des restrictions bureaucratiques

---

1. « Experts urging broader inquiry in towers fall » ( *New York Times* – 25 décembre 2001)

auxquelles ils n'ont pas l'habitude de se heurter, il devient d'intérêt public de le révéler, sans pour autant nuire à la progression de cette enquête. L'effet recherché est alors, au contraire, de la faire progresser.

Comme l'article le mentionnait, les frictions entre FEMA et les ingénieurs en charge provenaient du fait que les ingénieurs avaient habituellement la possibilité de contourner les restrictions bureaucratiques pour parvenir à des réponses, mais cette fois-ci particulièrement, FEMA s'y opposa.

Par ailleurs, quelle raison pouvait justifier que les investigateurs eux-mêmes n'aient pu avoir accès aux enregistrements d'appels de détresse ? Et pourquoi les enquêteurs ne pouvaient-ils pas avoir accès à tous les témoins désirés ? Pour quelle raison les experts se virent-ils refuser l'accès aux plans originaux de la structure du World Trade Center ?

Tant de questions, si peu de réponses.

Mais puisqu'il est sujet des plans originaux du World Trade Center, voici ce que concluait le rapport final de la commission d'enquête sur les attentats :

« [...] De plus, l'extérieur de chacune des tours était recouvert d'une charpente faite de colonnes d'acier de 14 pouces de large ; le centre de chaque colonne était séparé de 40 pouces entre chacune. Ces murs extérieurs supportaient la majorité du poids de l'édifice. Le cœur intérieur des édifices était une cage d'acier vide, dans laquelle les ascenseurs et les escaliers étaient regroupés. [...] »<sup>1</sup>

Une cage d'acier vide ? Une minute ! Observons une image datant de la construction du World Trade Center (photos en annexe – PH-12.1). D'énormes colonnes d'acier sont pourtant clairement visibles en plein centre de la tour, à l'endroit précis où, selon le rapport de la commission d'enquête, devrait se trouver une cage d'acier vide.

A-t-on réellement besoin de connaissances poussées en ingénierie du bâtiment pour savoir que de massives colonnes se trouvent forcément au centre de tout type d'édifices ? Pour quelle raison les membres de la commission d'enquête ont-ils donc préféré exclure de leur rapport final l'existence de plus de 45 énormes colonnes d'acier situées en plein cœur de chacune des tours ? Serait-ce pour cette raison que les ingénieurs n'eurent pas accès aux plans originaux des édifices ?



Signalons au passage que le groupe notamment chargé d'enquêter sur la cause des effondrements au World Trade Center – la Société Américaine des Ingénieurs Civils – est la cible d'accusations majeures depuis plusieurs années. Voici un extrait d'article paru par l'*Associated Press* le 25 mars 2008 :

« L'organisation professionnelle des ingénieurs qui développent les réseaux routiers, les digues et les ponts du pays, a été accusée par des collègues ingénieurs de camoufler des défauts de conception catastrophiques lors d'enquêtes sur des désastres nationaux.

Suite aux attentats de 2001 contre le World Trade Center et à la défaillance des digues causée par l'ouragan Katrina en 2005, le gouvernement fédéral a payé la Société Américaine des Ingénieurs Civils pour enquêter sur ce qui avait mal tourné.

1. 911 Commission Report (21 août 2004)

Les critiques accusent maintenant le groupe de dissimuler des erreurs d'ingénierie, de diminuer la nécessité de modifier les normes de construction, et de se servir des enquêtes pour protéger les ingénieurs et les agences du gouvernement contre des poursuites.

Des accusations similaires avaient fait surface après chacun de ces désastres, mais les plus récentes accusations ont poussé l'organisation à réunir une équipe indépendante pour investiguer. [...]

Dans le cas du World Trade Center, les critiques soutiennent que la société d'ingénierie a conclu à tort que les gratte-ciels ne peuvent pas supporter l'impact d'avions. [...]

La société a reçu 1,1 million de dollars du Corps d'Armée des Ingénieurs pour étudier la défaillance des digues [de la Nouvelle-Orléans]. Pareillement, l'Agence de Gestion de Crises Américaine [FEMA] a fourni au groupe environ 257 000 \$ pour enquêter sur l'effondrement du World Trade Center. [...]

En 2002, le rapport de la société sur le World Trade Center avait fait l'éloge des édifices pour avoir tenu le coup assez longtemps pour avoir permis à des dizaines de milliers de personnes de s'échapper.

Mais, affirmait le rapport, les gratte-ciels ne sont pas typiquement conçus pour résister aux impacts d'avions. Au lieu de solidifier les édifices contre de tels impacts, il avait été recommandé d'améliorer la sécurité aérienne et la protection contre les incendies. [...] »<sup>1</sup>

Cette conclusion du rapport de 2002 entrainait pourtant directement en contradiction avec les propos de Leslie Robertson, de John Skilling et de Frank A. DeMartini, qui affirmaient tous trois que les tours jumelles avaient été conçues pour résister à de tels impacts, comme nous l'avons mentionné au début de cet ouvrage. M. DeMartini déclarait même en janvier 2001 que chaque tour pouvait, selon lui, résister à de multiples impacts d'avions.

Mais revenons à l'absence d'analyses conduites sur les débris des tours. Voici un extrait d'article tiré du *USA Today*, qui rapportait parallèlement l'importance d'examiner les colonnes et piliers d'acier du complexe :

« L'investigation sur l'effondrement du World Trade Center a été entravée par la destruction des débris d'acier qui pouvaient fournir des indices vitaux sur la raison pour laquelle les tours jumelles se sont écroulées, a affirmé un expert en incendies devant un comité du Congrès.

Glenn Corbett, un professeur en science des incendies au collège John Jay, a été critique à l'endroit de la décision de la ville de New York de faire fondre et de recycler des tonnes d'acier carbonisé et tordu du Trade Center. [...] »<sup>2</sup>

L'extrait suivant provient à nouveau de la presse chinoise, qui citait une déclaration contextuelle intéressante provenant du maire de New York, Mike Bloomberg. Celui-ci avait succédé à Rudolph Giuliani en novembre 2001. L'article est daté du 24 janvier 2002 :

« Une cargaison de ferraille d'acier provenant des ruines du World Trade Center arrivera à Shanghai demain, selon les rapports des médias. L'acier a été acheté par le groupe Baosteel Shanghai Inc ainsi que par plusieurs autres aciéries domestiques, toujours désireuses d'acquérir de l'acier de ferraille. [...]

Une autre cargaison de 10 000 tonnes de ferraille du World Trade Center est arrivée en Inde plus tôt ce mois-ci, a rapporté le *Morning Post* de Shanghai. [...]

1. « Engineer society accused of cover-ups » (*Associated Press* – 25 mars 2008)

2. « Congressional panel focuses on why WTC collapsed » (*USA Today* – 6 mars 2002)



La décision des autorités new-yorkaises d'expédier la ferraille des tours jumelles aux compagnies de recyclage a soulevé la colère des familles de victimes ainsi que de certains ingénieurs qui sont d'avis que les poutres massives devraient être examinées de plus près pour aider à déterminer comment les tours se sont effondrées.

Mais le maire de New York a insisté sur le fait que de meilleurs moyens existent pour étudier une tragédie comme celle du 11-Septembre.

"Si vous voulez regarder les méthodes de construction et les plans, c'est ce que font les ordinateurs à notre époque", a dit Bloomberg, lui-même un ancien étudiant en ingénierie. "Simplement regarder un morceau de métal ne vous dit généralement rien du tout." »<sup>1</sup>



A elle seule, cette déclaration en disait long : de toute évidence, le maire de New York tentait de défendre la décision injustifiable d'expédier et de supprimer avec empressement les preuves matérielles d'une scène de crime. Dans un contexte où plusieurs éléments pointaient vers la présence d'explosifs dans les édifices, il apparaît hautement vraisemblable que seule l'analyse scientifique de ces "morceaux de métal" ait pu confirmer ou infirmer définitivement une telle hypothèse.

Le code criminel est pourtant très clair vis-à-vis de toute destruction de preuves sur une scène de crime. Serait-il possible que le maire de New York n'ait pas été familier de cette loi ?

Observons maintenant de plus près de quelle manière le FBI mena sa lutte contre le terrorisme avant le 11 septembre 2001, du point de vue d'un de leurs propres agents. Voici un extrait de communiqué officiel publié par *Judicial Watch* le 14 novembre 2001 :

« *Judicial Watch*, la firme de droit d'intérêt public qui enquête et entame des procédures contre la corruption au sein du gouvernement, a annoncé aujourd'hui qu'un agent spécial encore actif du FBI a déposé une plainte la semaine dernière concernant l'interférence ainsi qu'une gestion incompétente de la part du FBI et du Département de la Justice dans des investigations sur des terroristes. L'agent spécial du FBI, qui désire conserver l'anonymat à ce stade, allègue qu'il a été réprimandé lorsqu'il a continué à pousser et à poursuivre certaines investigations terroristes malgré les objections de ses superviseurs du FBI et du Département de la Justice. [...] »

En se basant sur les preuves, l'agent spécial du FBI croit que si certaines investigations s'étaient vues permettre de suivre leurs cours, le réseau d'Oussama Ben Laden pourrait avoir été empêché de commettre les attentats terroristes du 11-Septembre, qui ont entraîné la mort de près de 5 000 innocents [*les premiers bilans avaient été considérablement surévalués*]. [...] »<sup>2</sup>

Ceci vient donc corroborer ce dont nous avons brièvement traité plus tôt. Examinons ensuite un nouvel extrait du *Judicial Watch*, publié un an jour pour jour après les attaques :

1. « Baosteel will recycle World Trade Center debris » (China.org – 24 janvier 2002)

2. « Active FBI special agent files complaint concerning obstructed FBI anti-terrorist investigations » (*Judicial Watch* – 14 novembre 2001)

« *Judicial Watch* [...] représente l'agent spécial (AS) 'd'annonciateur' Robert G. Wright Jr, des bureaux de la Division de Chicago, qui a affirmé aujourd'hui que le FBI continue d'éviter de rendre des comptes et dissimule sa négligence et l'abandon de son devoir de poursuivre les terroristes qui présentent une menace directe pour les Etats-Unis. [...]

L'AS Wright attire l'attention sur une récente inconduite et des falsifications de formulaires de demande de mandats d'écoute électronique par des agents du FBI (signés par l'ancien directeur du FBI, Louis Freeh) à la Cour de la Loi sur la Surveillance des Renseignements Etrangers (FISA). Avant le 11-Septembre, l'AS Wright allègue que des agents du renseignement du FBI ont menti et ont caché des dossiers d'agents criminels d'une importance capitale dans le but d'entraver son investigation criminelle sur les terroristes pour protéger leurs 'sujets', ainsi que pour prolonger leurs opérations de renseignements. L'AS Wright était stupéfait d'apprendre récemment que certains des agents de renseignements du FBI, qui avaient étouffé et nuit à ses investigations criminelles sur des terroristes à Chicago, avaient également menti aux juges de la Cour de la FISA à Washington, D.C.

L'AS Wright affirme être d'avis que, avant le 11-Septembre, l'incompétence et les échecs répétés de l'ITU (Unité Internationale sur le Terrorisme du FBI) à soutenir des investigations criminelles ont contribué directement à la mort de cinq Américains. L'échec total de l'ITU à détecter et à identifier le complot terroriste du 11-Septembre, ainsi que les islamistes extrémistes qui l'ont perpétré, constitue une preuve supplémentaire de la négligence de l'ITU, et place la mort de milliers d'Américains à sa porte. [...]

Le FBI continue d'interdire illégalement la publication du manuscrit de 500 pages de l'AS Wright, intitulé *Fatal Betrayals of the Intelligence Mission*, que l'AS Wright a soumis pour une révision de prépublication en octobre 2001. [...]

"L'AS Wright rend un service à son pays en exposant l'abandon du devoir de la part du FBI – particulièrement les membres de la direction au quartier général du FBI. Le directeur Mueller a survécu à une 'presse critique' en mai dernier, et l'attention de la nation s'est ensuite portée sur un autre sujet – jusqu'à la prochaine attaque terroriste. Combien d'Américains supplémentaires devront-ils mourir pour qu'on obtienne du FBI qu'il rende des comptes?", a déclaré Larry Klayman, président et conseiller général de Judicial Watch. [...] »<sup>1</sup>

Ce second aperçu du fonctionnement à l'intérieur des services de renseignements américains nous pousse à nous interroger pour savoir si la source du problème ne ressemblerait pas davantage à de la corruption qu'à une lourdeur bureaucratique. Des "falsifications de formulaires de demandes de mandats d'écoute électronique" à la dissimulation de "dossiers d'agents criminels d'une importance capitale" dans le but d'entraver une enquête sur des terroristes, en passant par des mensonges aux juges de la Cour de la FISA, tout cela ne sent-il pas très mauvais ?

Demandons-nous une fois de plus pourquoi, après tant d'incompétence et d'échecs à maints égards et paliers gouvernementaux à prévenir le pire attentat terroriste de l'Histoire, n'y eut-il en bout de ligne aucune réprimande ou congédiement relatifs au 11-Septembre ? Au contraire, comme nous l'avons souligné plus haut, de nombreuses promotions furent même accordées à des individus occupant des postes stratégiques au moment de la tragédie.

Citons enfin quelques exemples.

---

1. « FBI agent Robert Wright says FBI agents assigned to intelligence operations continue to protect terrorists from criminal investigations and prosecutions » (*Judicial Watch* – 11 septembre 2002)

Souvenons-nous d'abord de celui qui fut nommé comme étant le plus haut responsable impliqué dans l'évacuation des nombreux Arabes, dont plusieurs membres de la famille Ben Laden, hors des Etats-Unis dans les jours suivant le 11-Septembre : Richard Clarke. Malgré cette décision contentieuse, M. Clarke se vit assigné au poste de conseiller spécial du président pour la sécurité cybernétique en octobre 2001, quelques semaines seulement après les attentats. Il occupait précédemment le poste de coordonnateur de la division de contre-terrorisme au Conseil de Sécurité Nationale.<sup>1</sup>



Situation similaire dans le cas du major Kevin Nasypany, commandant des installations militaires de la NEADS (Secteur de la Défense Aérienne du Nord-Est, précisément où les attaques eurent lieu). M. Nasypany fut promu lieutenant-colonel<sup>2</sup> malgré l'incapacité de la plus importante puissance aérienne du monde à défendre, sous sa gouvernance, le cœur de son propre territoire à quatre reprises en moins de deux heures.



Le général Ralph Eberhart, quant à lui, se trouvait aux commandes de NORAD (Commandement de la Défense Aérienne de l'Amérique du Nord) au matin du 11-Septembre. M. Eberhart dirige maintenant NORTHCOM, cette agence de défense du Pentagone dont la création fut annoncée le 17 avril 2002 dans le contexte de lutte au terrorisme<sup>3</sup>. NORTHCOM couvre l'Amérique du Nord dans son entier, incluant le Mexique



et le Canada, au détriment peu décrié sur leurs souverainetés territoriales respectives, ce qui conférait au général Eberhart le pouvoir, non plus sur la seule défense aérienne mais également sur les effectifs terrestres et maritimes. Dans l'éventualité d'un décret de loi martiale, par exemple, c'est ce même général Eberhart qui se retrouverait aux commandes.

Nous avons également souligné plus tôt le cas de Michael Maltbie. Celui-ci, un supérieur du FBI, avait d'abord mentionné à son agent qu'émettre un mandat pour investiguer sur Zacarias Moussaoui nuirait à ses perspectives de carrière. Il avait par la suite été promu.

Une autre promotion digne de mention est celle du général Richard Myers, qui s'éleva du poste de vice-président du Comité des chefs d'Etats-Majors interarmes (Joint Chief of Staff) pour en assumer la présidence, le 1<sup>er</sup> octobre 2001<sup>4</sup>. C'est d'ailleurs ce même Richard Myers, un maillon important dans la chaîne de commandement militaire le 11 septembre, qui avait déclaré avoir cru à un accident lorsqu'on l'avait informé du

1. « Clarke praises Bush team in '02 » (Fox News – 24 mars 2004)

2. « 9/11 Live : The NORAD tapes » (*Vanity Fair* – 2 août 2006)

3. « One-stop shopping for US Defense » (*US Northern Command News Room* – 19 juin 2003)

4. Biography Gen. Richard B. Myers (Official Website of the United States Airforce)

premier avion qui s'était écrasé sur le World Trade Center. Il s'était ensuite enfermé dans une salle de réunion pour n'en ressortir qu'après que le Pentagone eut été frappé, sa réunion ayant donc couvert les 50 minutes les plus critiques des attaques, le rendant du fait même non disponible et handicapant ainsi la capacité de réaction militaire américaine.



Citons par ailleurs les cas respectifs de Marion Bowman et de Pasquale D'Amuro. Laissons à cet extrait du *Time* américain, daté du 22 décembre 2002, le soin de nous les rapporter :

« [...] Toutefois, dans d'autres domaines, le FBI a peu fait pour modifier ses méthodes. [Le directeur de l'agence, Robert] Mueller a stupéfié certains observateurs initiés du FBI en offrant des promotions ainsi qu'en décernant des distinctions d'honneur à des responsables qui détenaient des positions-clés de leadership lorsque l'agence a raté les signaux d'alarme dans les mois menant au



11-Septembre. Le chef du FBI a outragé les critiques du Congrès en citant Marion (Spike) Bowman – le chef de la Division Législative à la Sécurité Nationale de l'agence, qui avait refusé aux agents de Minneapolis, Minn., de fouiller les biens et l'ordinateur de Zacarias Moussaoui en août 2001 – pour 'performance exceptionnelle'. Mueller a également assigné Pasquale D'Amuro, chef de contre-terrorisme du FBI au bureau de New York avant le 11-Septembre, au poste le plus élevé de contre-terrorisme de l'agence – consternant les critiques qui affirmaient que les défaillances de l'année dernière au sein des services de renseignements nécessitaient un remue-ménage dans l'organisation. 'Ils ont essentiellement promu les personnes spécifiques qui gouvernaient lors des ... échecs', a déclaré un ancien responsable au Département de la Justice, 'et ces individus ont fait suivre le même raisonnement avec eux'. [...] »<sup>1</sup>

Pour sa part, le lieutenant-général Michael Hayden, qui se trouvait à la tête de la NSA (Agence de Sécurité Nationale) au moment des attentats, ne fut jamais blâmé pour ne pas avoir vu venir ce que de nombreux autres pays avaient pourtant flairé. Au contraire, il fut ensuite promu au grade de général. Depuis mai 2006, M. Hayden est à la tête de la CIA.<sup>2</sup>

Nous avons mentionné précédemment le cas de Porter Goss, ce membre républicain du Congrès et président du comité de renseignements de la Chambre lors des attaques du 11-Septembre. C'est lui qui, au moment des attaques, déjeunait avec le chef des services secrets pakistanais à l'origine du transfert de 100 000 \$ à destination de Mohammed Atta. Goss fut ensuite promu à la direction de la CIA en 2004.



1. « The FBI : Does it want to be fixed ? » (*Time* – 22 décembre 2002)

2. Biography Gen. Michael Hayden (Official Website of the US Airforce)

Voyons d'ailleurs ce que ce même Porter Goss déclarait à propos de l'absence de réprimandes en rapport avec les échecs de son agence à prévenir les attentats du 11-Septembre, dans cet extrait d'un article paru le 6 octobre 2005 par le service de nouvelles ISN (*International Relations and Security Network*) :

« La CIA ne punira pas d'agents actifs ou retraités pour les échecs évidents ayant mené aux attaques du 11 septembre 2001, a déclaré le directeur de l'agence, Porter Goss, dans un communiqué destiné aux médias mercredi.

"Je ne convoquerai pas de comité de reddition de comptes pour juger de la performance de quelconque agent de la CIA", a dit Goss.

Le directeur de la CIA a également annoncé que l'agence de renseignements ne rendrait pas public le rapport interne de l'inspecteur général John L. Helgerson qui blâme prétendument plusieurs responsables de la CIA pour les échecs des services de renseignements qui ont mené aux attaques sur le World Trade Center et le Pentagone, tuant près de 3 000 personnes.

Goss a affirmé que ce rapport contient des informations délicates qui ne pouvaient être révélées au public sans mettre en danger la sécurité nationale.

Il a aussi déclaré qu'il ne suivrait pas la recommandation de Helgerson de convoquer un "comité de reddition de comptes et de révision" pour évaluer les performances de certains officiers de la CIA avant les attaques.

Selon un reportage du *New York Times* publié jeudi, le rapport Helgerson identifie quelque 20 employés, actuels et anciens, de la CIA pour leurs échecs spécifiques à anticiper et à prévenir les attaques du 11-Septembre.

L'évaluation des renseignements menée par Helgerson a été remise au Congrès en août. Les démocrates autant que les républicains ont demandé qu'elle soit rendue publique. [...]

Les législateurs au Capitole ne sont toutefois pas nécessairement d'accord avec la décision de Goss.

Le sénateur démocrate Jay Rockefeller de Virginie occidentale, siégeant au comité de renseignements du Sénat, a affirmé que Goss devrait révéler autant que possible le contenu du rapport, prétendant que la CIA disposait d'assez d'informations qui, "si elles avaient été utilisées convenablement", auraient pu prévenir les attentats du 11-Septembre.

"L'annonce du directeur Goss me laisse avec une question troublante : quels échecs de performance, si ce n'est pas ceux-ci, nécessitent d'établir un comité de reddition de comptes à la CIA ?", a demandé Rockefeller dans une déclaration écrite publiée mercredi. [...]

Des requêtes sous la loi du libre accès à l'information furent par la suite déposées pour apprendre ce que contenait le rapport de l'inspecteur général. Voici d'ailleurs ce que rapportait l'*Associated Press* à ce sujet, le 17 mai 2007 :

« Un groupe biparti de sénateurs tente de faire passer une loi qui forcerait la CIA à rendre public le rapport d'un inspecteur général sur les attaques terroristes du 11 septembre 2001.

La CIA a mis plus de 20 mois à évaluer les requêtes sous la Loi de Liberté d'Information pour son investigation interne des attaques mais n'en a à ce jour rendu publique aucune section.

"C'est incroyable, les efforts que l'administration met pour bloquer ceci", a affirmé Wyden [sénateur Ron Wyden, démocrate, Oregon]. "Le peuple américain a le droit de savoir ce que la CIA faisait au cours des mois critiques avant le 11-Septembre. ... Je

---

1. « CIA won't punish agents for failures » (*International Relations and Security Network* – 10 juin 2005)

vais les harceler jusqu'à ce que le public y ait accès." [...]

Mais il [Wyden] a déclaré que protéger des individus de l'embarras n'était pas une raison légitime pour maintenir le contenu du rapport hors de la vue du public. Il a ajouté que la décision de classer secret le rapport n'avait rien à voir avec la sécurité nationale, mais plutôt avec la sécurité politique. [...]

Mais la CIA n'a pas fourni de documents à l'*Associated Press* ou autres organisations qui ont débuté leurs requêtes d'information il y a au moins 20 mois.

La loi exige que les agences répondent aux requêtes en l'espace de 20 jours, mais les responsables respectent rarement ces échéances et accusent fréquemment les accumulations de travail. [...] »<sup>1</sup>

Certains individus cités dans le rapport Helgerson en 2005 occuperaient d'ailleurs toujours des postes-clés au sein de l'administration. Il apparaît également approprié de jeter un œil sur un extrait du témoignage de Bogdan Dzakovic lors de la deuxième séance d'audiences publiques de la commission d'enquête sur le 11-Septembre, qui eut lieu le 22 mai 2003. M. Dzakovic fut membre du Département de Sécurité de la FAA (Agence Fédérale d'Aviation) des Etats-Unis pendant 14 ans.

« [...] Mais qu'est-ce qu'a fait la TSA [agence de sécurité des transports nationale] ? Une chose est certaine, personne ne fut puni pour avoir mal dirigé une agence [la FAA] qui fonctionnait de manière à la rendre "un danger considérable et spécifique à la sécurité publique" et qui contribua directement à la mort de près de 3 000 personnes le 11 septembre tout en virant ce pays à l'envers. L'OSC (*Office of Special Counsel*) a formellement convenu que cela était inacceptable. En fait, plusieurs de ces mêmes directeurs ont été promus à la TSA et sont des joueurs-clés dans la façon dont la TSA exécute ses responsabilités. Les directeurs qui n'ont pas été transférés à la TSA sont toujours à la FAA, et ils dirigent les investigations internes, les responsabilités liées à la sécurité à la FAA et les manipulations de matières dangereuses précisément de la même manière qu'ils ont mal dirigé les opérations de sécurité d'aviation précédentes. [...] »<sup>2</sup>

Le FBI présente également sa part de problèmes à l'interne. Il est d'ailleurs de mise de s'intéresser au cas de Sibel Edmonds, une traductrice engagée par l'agence de renseignements peu de temps après les attentats du 11-Septembre. Celle-ci fut ensuite renvoyée après qu'elle ait fait part de certains soucis professionnels à ses supérieurs. Voici l'extrait d'un article publié le 8 août 2004 par *CBS News* :

« [...] Sibel Edmonds, une traductrice ayant travaillé au département des langues du FBI, affirme que les documents n'y étaient pas traduits parce que le département était rempli d'incompétence et de corruption.

Edmonds fut congédiée après avoir rapporté ses inquiétudes aux dirigeants du FBI. Elle a raconté son histoire derrière des portes closes aux investigateurs du Congrès et du Département de la Justice. Plus récemment, elle a parlé avec la commission qui enquête sur les attentats du 11-Septembre. [...]

Edmonds affirme qu'à son grand étonnement, dès son premier jour à l'ouvrage, elle s'est fait dire à répétition par l'un de ses superviseurs qu'il n'y avait pas d'urgence –



1. « Senators want CIA to release 9/11 report » (*Associated Press* – 17 mai 2007)

2. Témoignage de Bogdan Dzakovic (*Commission d'enquête sur le 11 septembre* – 22 mai 2003)

qu'elle pouvait prendre son temps pour traduire les documents pour que le département paraisse surchargé et en manque de personnel. De cette façon, il recevrait un budget plus important l'année suivante. [...]

Edmonds a mis sur papier ses soucis à propos du département des langues du FBI et les a remis à ses supérieurs immédiats ainsi qu'à un haut responsable du FBI. Pendant des mois, elle dit n'avoir reçu aucune réponse. Puis elle a cherché de l'aide auprès de l'inspecteur général du Département de la Justice et du Sénateur Charles Grassley, dont le comité, le Comité Judiciaire, supervise directement le FBI.

"Elle est crédible", dit Grassley. "Et la raison pour laquelle je crois qu'elle est très crédible est que des gens à l'intérieur du FBI ont confirmé en grande partie son histoire." [...]

Elle affirme s'être plainte à maintes reprises à ses patrons à propos de ce qu'elle avait découvert sur des enregistrements de mise sur écoute électronique et sur la conduite de [Jan] Dickerson [un collègue traducteur turc], mais que personne au FBI ne voulait en entendre parler, pas même l'assistant auxiliaire en charge.

"Il a dit : 'Est-ce que tu réalises ce que tu es en train d'avancer ? Es-tu en train de dire que notre personnel de sécurité ne fait pas son travail ? Est-ce que c'est ce que tu me dis ? Si tu insistes sur cette enquête, je vais m'assurer qu'en moins de deux, ça se retourne et que ça devienne une enquête sur toi", affirme Edmonds.

Sibel Edmonds fut renvoyée. Le FBI n'a pas offert d'explications, mentionnant simplement dans la lettre que son contrat prenait complètement fin à la convenance du gouvernement. [...]

Est-ce que le cas de Sibel Edmonds fait partie d'un certain type de comportement, de conduite de la part du FBI ?

"Le type habituel", affirme Grassley. "Laissez-moi vous dire ceci : tout d'abord, l'information embarrassante sort, [puis] la réaction du FBI est de la glisser sous le tapis, et éventuellement ils s'en prennent au messenger."

L'agent spécial John Roberts, récemment retraité du poste de dirigeant du Département des Affaires internes du FBI, est d'accord. [...]

A-t-il trouvé des cas depuis le 11-Septembre où des gens étaient impliqués dans une situation de mauvaise conduite et qui furent non pas réprimandés, mais même promus ? Roberts affirme que oui.

"C'est ahurissant", réplique Bradley [journaliste] à Roberts. "On pourrait croire que le 11-Septembre fut une grosse gifle au visage. Que c'est le temps de se réveiller."

"Ça dépend de qui vous êtes", dit Roberts. "Si vous êtes dans les hauts niveaux du pouvoir exécutif, cela pourrait ne pas vous nuire. Vous recevrez une promotion."

Le mois dernier, le FBI a entrepris la démarche hautement inhabituelle de classer secrète l'information qu'il avait fournie au Congrès il y a deux ans dans le dossier de Sibel Edmonds.

Quant au département des langues du FBI, l'agence affirme avoir drastiquement augmenté ses capacités de traduction. [...] »<sup>1</sup>

Curieusement, les accusations les plus dévastatrices de Sibel Edmonds ne furent jamais abordées dans le dernier article. En effet, l'ancienne traductrice du FBI posait un jugement bien plus dommageable qu'une simple question de mauvaise gestion de personnel à l'endroit de ses ex-employeurs, comme l'indiquait une lettre écrite de sa main près d'un mois avant la parution de l'article de *CBS News*. En voici un extrait :

« Mardi, le 6 juillet 2004, le juge Reggie Walton prenait une décision et statuait sur mon dossier. Sous sa décision, moi, une citoyenne américaine, ne suis pas en mesure d'exercer mon droit d'utiliser les 1<sup>er</sup> et 5<sup>e</sup> Amendements garantis par la Constitution

---

1. « Lost in translation » (*CBS News* – 8 août 2004)

des Etats-Unis. Le raisonnement cite vaguement, sans explication, qu'il s'agit de protéger 'certaines relations diplomatiques pour des raisons de sécurité nationale'. Le juge Walton est parvenu à cette décision après être demeuré assis sur le dossier sans bouger pendant près de deux ans. [...] Il a pris sa décision après avoir permis aux avocats du gouvernement de présenter leur dossier en privé devant lui, à huis clos et en présence d'une seule partie ; nous n'étions pas autorisés à participer à ces petites sessions. [...]

Le 11 septembre 2001, 3 000 vies furent perdues. Néanmoins, cette administration a entravé toutes les investigations passées et présentement en cours sur les causes de cette journée horrible en prétextant cette vague notion de protection de 'certaines relations diplomatiques étrangères'.

Résultat de l'attaque du 11-Septembre, plusieurs milliers de personnes perdirent des êtres chers et virent leur vie changée à jamais. Malgré cela, cette administration a sciemment et intentionnellement laissé en liberté plusieurs personnes impliquées directement ou indirectement dans cet acte de terrorisme – inatteignables et sans qu'elles soient investiguées – en citant simplement 'la protection de certaines relations diplomatiques étrangères pour des raisons de sécurité nationale'.

Aujourd'hui, on nous dit que nous sommes toujours sous la menace des terroristes, et nous vivons sous un système codé par couleurs pour évaluer la menace, [un système] inventé et encouragé par cette administration. Pourtant, cette même administration empêche ardemment toute investigation réelle pour découvrir les faits, les faits véritables à propos d'actes, d'organisations semi-légales, et d'individus impliqués dans des complots contre ce pays et sa population – sous le misérable prétexte de 'protéger certaines relations diplomatiques étrangères'.

N'est-il pas temps de demander quelles sont ces relations diplomatiques étrangères auxquelles ils font constamment référence ?

N'est-il pas légitime d'exiger qu'ils laissent savoir au peuple quelle sorte de relations étrangères valent 3 000 vies perdues ? [...]

Il est évident que cette administration s'attend avec assurance que le peuple américain lui signe des chèques en blanc sans poser de questions. [...]

Comme je l'ai indiqué à plusieurs reprises précédemment, je vais poursuivre ce combat, puisqu'en prêtant serment de citoyenneté je me suis engagée à supporter et à défendre la Constitution et les lois des Etats-Unis d'Amérique contre tout ennemi, étranger ou interne. [...] »<sup>1</sup>

Cette lettre permet de constater que les accusations de Sibel Edmonds envers l'administration américaine ne visaient pas tant la gestion interne du département des langues du FBI, comme le laissait entendre *CBS News*, mais concernaient plus directement les obstructions d'investigations sur les événements du 11-Septembre, à la demande du gouvernement lui-même pour 'protéger certaines relations diplomatiques étrangères'.

Certains se demanderont d'ailleurs sans doute pour quelle raison CBS aura choisi de mettre l'emphase sur le fonctionnement interne du département des langues du FBI, alors que Sibel Edmonds s'attaquait pourtant à un problème beaucoup plus sérieux.

Mais revenons un instant sur un point intéressant soulevé en fin d'article. L'agent spécial John Roberts confirmait à son tour que des promotions furent accordées après le 11-Septembre à certains individus haut placés, malgré des allégations d'infractions au code de conduite. Nous venons d'ailleurs de citer plusieurs cas semblables. Toutefois, l'importance de tels mouvements de personnel à la tête du commandement militaire et gouvernemental américain ne saurait être surévaluée.

---

1. Sibel Edmonds, *Our broken system* (9 juillet 2004)



Prenons un peu de recul et adonnons-nous un instant à un exercice de logique fort simple, en adoptant une perspective plus générale.

Puisque notre société occidentale est indubitablement fondée sur des principes capitalistes, son système s'en trouve conséquemment ancré dans la compétitivité, et ce à tous les niveaux. Par exemple, il n'est pas rare qu'une compagnie ferme l'une de ses filiales pour la déménager dans un pays où il lui sera plus rentable d'opérer ; il n'est pas rare non plus qu'un patron remplace un de ses employés par un nouveau, dans l'espoir qu'il soit plus performant ; ou même qu'une femme ou un homme, pour pousser l'exemple à l'extrême, quitte son conjoint pour un autre, croyant que celui-ci répondra mieux à ses besoins. Telle est la portée de la compétitivité de nos jours. Si bien que cela constitue pratiquement une règle non-écrite de notre société.

Il s'agit d'ailleurs d'une logique implicite profondément enracinée dans la mentalité de chaque individu : « Si je ne suis pas performant, quelqu'un d'autre le sera et prendra ma place. » Le principe s'avère d'autant plus vrai à mesure que l'on gravit les échelons de la chaîne du pouvoir. Il existe très certainement plus de compétitivité pour l'obtention d'un poste de directeur dans une multinationale que pour un poste de secrétaire dans la même entreprise. Assurément, ce raisonnement demeure valide pour l'obtention d'un poste militaire haut placé ou de commandement d'une importante agence gouvernementale américaine.

Loin de vouloir débattre du bien-fondé du système capitaliste et de la compétitivité qu'il engendre, le pourquoi de cette parenthèse apparaît évident. En assumant que la version officielle sur le 11-Septembre soit authentique, et qu'après des années de préparatifs, ces 19 Arabes armés de cutters soient réellement parvenus à détourner quatre avions ce jour-là, cela représenterait alors sans contredit la plus importante défaillance du système de sécurité de toute l'histoire américaine. A ce moment, la raison pour laquelle on ne retrouve aucun licenciement mais au contraire plusieurs promotions aux plus hauts niveaux d'un système capitaliste prônant la compétitivité demeure aussi inexplicable qu'incohérente.

L'expérience sociétale nous apprend pourtant qu'une promotion est le résultat d'un travail bien fait. Ne serait-il pas plus logique que les individus qui reçurent ces promotions suite au 11-Septembre aient précisément accompli de manière satisfaisante le boulot qui leur avait été demandé ?

Et puisqu'il est question de travail bien fait, en voici un exemple concret rapporté par la BBC le 23 décembre 2007. Nous y apprenons qu'en 2002, la CIA avait procédé à l'enregistrement vidéo de séances d'interrogatoires musclés de présumés terroristes suspectés d'avoir trempé dans le complot du 11-Septembre, et que l'agence de renseignements avait ensuite caché l'existence de ces enregistrements à la commission d'enquête sur le 11-Septembre pour finalement les détruire en 2005 :

« Un mémo de l'ancienne commission du 11-Septembre récemment divulgué révèle que plusieurs demandes ont été faites par celle-ci à la CIA pour obtenir de l'information sur l'interrogatoire des suspects d'Al Qaeda.

Mais l'ancien directeur exécutif de la commission, Philip Zelikow, affirme que la CIA ne leur a pas remis les enregistrements qui ont depuis fait surface, a rapporté le *New York Times*.

La CIA a plus tard effacé les enregistrements, qui contenaient prétendument des images de mauvais traitements [des suspects].

Le mémo insiste sur une investigation plus en profondeur afin de déterminer si l'agence a agi illégalement en retenant les enregistrements.

La CIA affirme qu'il n'y a eu aucune requête spécifique pour les enregistrements,

qui contenaient prétendument des images de techniques d'interrogatoires incluant le 'waterboarding', qui constitue une simulation de noyade. La CIA nie qu'elle torture. [...]

Le mémo note que la commission a demandé à la CIA, en 2003 et 2004, d'obtenir les 'documents', les 'rapports' et l' 'information' relative aux interrogatoires. [...] »<sup>1</sup>

Pourquoi donc la CIA cacha-t-elle à la commission d'enquête l'existence d'enregistrements d'interrogatoires de suspects liés au 11-Septembre ? Et surtout, pourquoi avoir détruit ces enregistrements par la suite ? Voici à ce propos les réactions de certaines personnes particulièrement concernées par cette révélation dans les médias, telles que rapportées par le *International Herald Tribune* le 8 décembre 2007 :

« La CIA a fait face à des menaces d'enquêtes pour obstruction de justice, vendredi, de la part du Département de la Justice ainsi que des comités congressionnels au sujet de la destruction d'enregistrements vidéo de séances d'interrogatoires de membres d'Al Qaeda.

Dana Perino, porte-parole de la Maison-Blanche, a déclaré vendredi que le président George W. Bush 'n'a aucun souvenir d'avoir été informé sur les enregistrements ou sur leur destruction' avant cette semaine. [...]

L'agence [CIA] a dit que les enregistrements avaient été détruits en partie pour protéger l'identité des interrogateurs.

Entre-temps, les anciens présidents de la commission sur le 11-Septembre, qui affirment que la CIA leur avait assuré à répétition durant l'enquête qu'aucun matériel original des interrogatoires des membres d'Al Qaeda n'existait, se sont dit furieux d'apprendre l'existence des enregistrements. [...]

'La CIA était assurément au courant de notre intérêt à obtenir toute l'information possible sur les détenus, et ils ne nous ont jamais indiqué que des enregistrements quelconques existaient', a dit [Lee] Hamilton. 'Ont-ils fait obstruction à notre enquête ? La réponse est clairement oui. Si cela représente un crime, ce sera à d'autres d'en juger.'

[Thomas] Kean a déclaré, 'Je suis contrarié qu'ils ne nous aient pas dit la vérité'. [...] »<sup>2</sup>

Poursuivons dans cette même lignée avec un nouvel exemple de destruction de preuves. Voici un extrait d'article du *New York Times* daté du 6 mai 2004 :

« Au moins six des contrôleurs aériens ayant dû composer avec deux des avions de ligne détournés le 11 septembre 2001 ont procédé à l'enregistrement d'une cassette audio la même journée pour décrire les événements, mais la cassette fut détruite par un superviseur sans que personne ne fasse la transcription de son contenu ou ne l'ait même écoutée, révèle aujourd'hui un rapport du Département des Transports.

L'enregistrement avait commencé avant midi le 11 septembre au Centre de Contrôle du Trafic Aérien de New York, à Ronkonkoma, Long Island, où environ 16 personnes se sont réunies dans une salle de conférence du sous-sol connue sous le nom de "la Bat Cave" et se sont échangé un micro, se rappelant à tour de rôle leur version des événements survenus quelques heures plus tôt.

Mais les responsables du Centre n'informèrent jamais personne au-dessus d'eux de l'existence de la cassette, et elle fut plus tard détruite par un responsable de la FAA [Administration Fédérale de l'Aviation] décrit dans le rapport comme étant un superviseur au bon fonctionnement de l'endroit. Ce superviseur a écrasé la cassette dans sa main, a déchiqueté le ruban et en a jeté les morceaux dans différentes

1. « CIA 'kept' tapes from 9/11 probe » (BBC – 23 décembre 2007)

2. « US Congress plans obstruction inquiries » (*International Herald Tribune* – 8 décembre 2007)

poubelles de l'édifice, selon un rapport rendu public aujourd'hui par l'inspecteur général du Département des Transports.

L'enregistrement avait été fait suite à une entente avec le syndicat pour qu'il soit ensuite détruit après les déclarations écrites des contrôleurs, selon le rapport de l'inspecteur général. Mais le superviseur au bon fonctionnement avait soutenu que la création de cet enregistrement avait elle-même été une violation des procédures de l'Administration Fédérale de l'Aviation, dit le rapport. [...]

Sur l'enregistrement, les contrôleurs, dont certains avaient communiqué par radio avec des gens à bord des avions et d'autres avaient suivi les avions sur les radars, avaient fait des déclarations d'une durée de cinq à dix minutes chacun, selon le rapport. [...]

L'une des questions centrales sur les événements de ce matin-là concerne la manière dont la FAA a réagi aux premières indications que quatre avions avaient été détournés. Un enregistrement réalisé moins de quelques heures après les événements, tout comme des déclarations écrites réalisées plus tard, pouvaient contribuer à y répondre. [...] »<sup>1</sup>

Existe-t-il des limites à blâmer la bureaucratie, ou si la destruction de preuves demeurera à jamais justifiable aussi aisément ? Rappelons-nous entre autres les piles de documents liés au 11-Septembre qui avaient été détruites à l'ambassade américaine de Riyadh, en Arabie Saoudite, ainsi que le métal des décombres du World Trade Center qui fut rapidement expédié outre-mer pour y être recyclé sans être d'abord inspecté, sans oublier la destruction des données informatiques recueillies par l'équipe de renseignements militaire *Able Danger* sur les terroristes.

Mais dans ce cas précis, l'existence d'un enregistrement réalisé sur le vif du moment n'aurait-il pas gêné la tâche d'une personne désireuse de mettre en doute l'exactitude des déclarations écrites, composées quelques trois semaines plus tard par les contrôleurs aériens ?

Par ailleurs, l'individu ayant pris la décision de détruire cette cassette ne méritait-il pas de voir son nom apparaître dans l'article du *New York Times* ? Comment un « superviseur au bon fonctionnement » pouvait-il prendre une décision d'une telle importance par lui-même compte tenu de la gravité des événements, sans au préalable consulter ses supérieurs ?

Considérons ensuite la version du *Washington Post*, parue le même jour. Celle-ci nous apporte quelques nouveaux éléments :

« [...] Le rapport a été mené à la demande du sénateur John McCain (républicain, Arizona) après que le comité investiguant sur les attaques du 11-Septembre [...] se soit plaint que la FAA [Administration Fédérale d'Aviation] ait été peu coopérative à leur fournir des documents et qu'il ait envoyé une citation à comparaître à l'agence pour obtenir plus d'informations.

La FAA avait dit qu'elle coopérait pleinement avec le comité du 11-Septembre. L'agence a affirmé qu'elle avait entrepris des mesures disciplinaires contre l'employé qui a détruit l'enregistrement, mais a refusé d'élaborer sur le genre d'action entreprise. [...]

Une contrôleuse a dit qu'elle avait demandé à écouter l'enregistrement dans le but de préparer le rapport écrit de son expérience, mais l'un des directeurs a refusé sa requête.

Les directeurs [des bureaux] de New York ont reconnu avoir reçu un courriel des responsables de la FAA leur donnant la consigne de retenir tous les documents relatifs

---

1. « FAA official scrapped tape of 9/11 controllers' statement » (*New York Times* – 6 mai 2004)

aux attaques du 11-Septembre. "Si vous vous demandez si vous devriez retenir les données ou non, RETENEZ-LES", mentionnait le courriel cité dans le rapport. [...]

L'inspecteur général conclut aujourd'hui que les actions des directeurs ont résulté en la perte de preuves qui auraient potentiellement permis à la commission du 11-Septembre de comparer le souvenir des événements des contrôleurs immédiatement après les attaques avec les déclarations écrites préparées trois semaines plus tard.

"La destruction de preuves en possession du gouvernement, dans le cas présent un enregistrement-audio – particulièrement lors de temps de crise nationale – a pour effet d'entretenir l'apparence que de l'information est maintenue hors de l'accès du public." »<sup>1</sup>

D'abord, pour quelle raison la FAA refusa-t-elle de préciser la nature des mesures disciplinaires présumément entreprises contre cet employé responsable de la destruction de l'enregistrement ? Et pourquoi n'a-t-elle pas voulu l'identifier, voire même le poursuivre en bonne et due forme pour destruction de preuves ? Si l'agence avait justement été un tant soit peu soucieuse des apparences qu'elle souhaitait donner au public, n'aurait-elle pas été moins vague sur ce sujet, ce qui aurait peut-être contribué à éviter de donner l'impression qu'elle n'avait en fait émis qu'un simple avertissement verbal et officieux au principal intéressé, subrepticement suivi de félicitations et d'une bonne tape dans le dos ?

Au fait, cet exemple nous permet de constater une chose : l'ère du journalisme d'enquête est vraisemblablement révolue. Conséquence ? On retrouve maintenant les informations par bribes, ici et là, un jour à New York et le suivant à Londres, tantôt à Washington, puis en Inde ou en Chine. Mais en bout de ligne, le public se retrouve dépourvu d'une vision globale et distincte de la réalité dont il ne peut percevoir qu'une partie, celle que les médias locaux lui rapportent.

Achevons enfin cette section en signalant l'existence d'une lettre cosignée par 25 experts des milieux militaires et de divers services de renseignements des Etats-Unis (FBI, CIA, FAA, DIA, Douanes). Celle-ci avait pour but de sonner l'alarme sur le caractère incomplet du rapport final de la commission d'enquête sur le 11-Septembre et fut présentée au Congrès américain le 13 septembre 2004. En voici un extrait :

« [...] Nous, soussignés, souhaitons soumettre à l'attention du Congrès ainsi que du peuple des Etats-Unis ce que nous considérons être de sérieux manquements dans le rapport [de la commission] et dans ses recommandations. [...]

L'un des défauts majeurs du rapport de la commission est l'omission [d'informations ou d'éléments]. Nous sommes au courant de problèmes importants et de cas qui furent rapportés avec diligence à la commission par ceux d'entre nous qui possédaient des informations directes, mais ces cas échappèrent d'une quelconque manière à son attention. Des problèmes sérieux ainsi que des défaillances au sein d'agences gouvernementales furent similairement rapportés à la commission mais ne furent pas inclus dans le rapport. Le rapport ne touche tout simplement pas aux problèmes-clés des services de renseignements, de la sécurité de l'aviation et des communautés d'application de la loi. L'omission de ces sujets sérieux et pertinents, et l'information en elle-même, rend le rapport erroné et soulève des doutes quant à la validité de plusieurs de ses recommandations.

Nous sommes d'avis que l'un des buts premiers de la commission était de rendre des comptes [quant à la responsabilité des individus impliqués] ; que cette étape est essentielle à la compréhension des échecs qui ont mené au 11-Septembre et pour prescrire les changements nécessaires. Toutefois, dans son rapport, la commission ne

---

1. « FAA managers destroyed 9/11 tape » (*Washington Post* – 6 mai 2004)

tient personne responsable, déclarant plutôt que ‘notre but n’était pas d’assigner des blâmes individuels’. Ceci revient à jouer le jeu de la politique, et cela démontre que l’objectif d’atteindre l’unanimité a surpassé l’un des objectifs primaires de l’établissement de cette commission. Lorsque nous exigeons qu’elle rende des comptes, nous ne faisons pas référence aux erreurs presque innocentes causées par un ‘manque d’imagination’ ou attribuables à ‘l’erreur humaine’ habituelle. Nous nous référons plutôt à des actions ou inactions intentionnelles venant d’individus responsables de notre sécurité nationale, des actions ou inactions dictées par des motifs autres que la sécurité du peuple américain. Le rapport ignore délibérément les responsables ou les fonctionnaires qui étaient, et qui sont toujours, clairement négligents et/ou qui ne remplissent pas leur devoir envers la nation. Si ces individus sont protégés plutôt que tenus responsables, cette manière de penser qui a entraîné le 11-Septembre persistera [...].

La commission, avec son rapport incomplet de ‘faits et de circonstances’, son refus de tenir quiconque responsable et son indifférence aux connaissances, à l’expertise et à l’expérience de ceux qui font le boulot sur le terrain, a maintenant entrepris de presser le Congrès et notre nation pour mettre à exécution avec hâte toutes ses recommandations. [...] »<sup>1</sup>

---

1. « 25 Military and Intelligence experts’ letter to Congress » (13 septembre 2004)

## EXERCICES ET SIMULATIONS ÉQUIVOQUES

Tel que souligné précédemment, de nombreux exercices militaires et autres simulations avaient été prévus pour le 11 septembre 2001. Examinons quelques-uns de ces cas en débutant par l'un des plus étonnants. L'article suivant fut publié le 22 août 2002 par l'AP (*Associated Press*) :

« Décrit par le gouvernement comme étant une coïncidence bizarre, une agence de renseignements américaine avait prévu un exercice le 11 septembre dernier dans lequel un avion perdu entraînait en collision avec l'un de ses édifices. Mais la cause n'était pas le terrorisme – c'était plutôt une simulation d'accident.

Des responsables à la *National Reconnaissance Office*, située à Chantilly en Virginie, avaient prévu un exercice ce matin-là dans lequel un petit jet corporatif s'écrasait sur l'une des quatre tours du siège social de l'agence après avoir rencontré des problèmes mécaniques.

L'agence est située à environ quatre milles des pistes de l'aéroport international de Dulles à Washington. [...]

Ajoutant à la coïncidence, le vol American Airlines 77 – le Boeing 767 [*sic*] qui fut détourné et qui s'écrasa sur le Pentagone – s'était envolé de Dulles à 8h10 au matin du 11 septembre, soit 50 minutes avant le début de l'exercice. Il percuta le Pentagone aux environs de 9h40, tuant 64 personnes à bord de l'avion ainsi que 125 autres au sol.

La *National Reconnaissance Office* opère plusieurs des satellites-espions du pays. Elle recrute son personnel dans le service militaire ainsi qu'à la CIA.

Après les attaques du 11-Septembre, la majorité des 3 000 personnes qui travaillaient au siège social de l'agence furent renvoyées chez eux, à l'exception du personnel essentiel, a affirmé Haubold [porte-parole de l'agence]. [...] »<sup>1</sup>

N'est-il pas incroyable qu'une agence aux affiliations directes avec les services secrets américains ait effectué au matin du 11-Septembre une simulation presque identique à ce qui se déroulait exactement au même moment ? Et que pour ajouter aux coïncidences, l'agence qui dirigeait cette simulation se trouvait tout près de l'aéroport de Dulles et du Pentagone ?

Après tout ce que nous avons vu jusqu'ici, n'apparaît-il pas plus plausible que les services de renseignements américains aient volontairement prévu cet exercice dans le but de créer de la confusion notamment dans les salles de contrôle aérien, ou encore pour servir d'issue de secours éventuelle si quelque chose devait mal tourner lors de l'exécution finale ?

D'ailleurs, observons la réaction des contrôleurs aériens lorsqu'ils apprirent que des avions étaient réellement détournés. L'extrait suivant est tiré de la transcription officielle des enregistrements de leurs communications parue dans le *Vanity Fair* en août 2006 :

« [...] 08 :37 :52

BOSTON CENTER : 'Bonjour. Boston Center TMU [Unité de gestion des transports], nous avons un problème ici. Nous avons un avion détourné qui se dirige

---

1. « Agency planned exercise on Sept. 11 built around a plane crashing into a building » (*Associated Press* – 22 août 2002)

vers New York, et nous avons besoin que vous, nous avons besoin que quelqu'un déploie des F-16 ou quelque chose là-haut, aidez-nous.'

POWELL : 'Est-ce que c'est réel ou c'est un exercice ?'

BOSTON CENTER : 'Non, ce n'est pas un exercice, pas un test.'

Commentaire du *Vanity Fair* : La question de Powell - "Est-ce que c'est réel ou c'est un exercice?" - est entendue sans arrêt presque textuellement sur les enregistrements alors que les troupes affluaient sur l'étage des opérations et recevaient un exposé sur le détournement. Powell, comme pratiquement tout le monde dans la salle, assumait d'abord que l'appel téléphonique provenait de l'équipe de simulation de service qui envoyait des "inputs" - des scénarios simulés - faisant partie de l'exercice d'entraînement de cette journée-là. [...]

08 :43 :06

FOX : 'Je n'ai jamais vu autant de choses réelles se produire pendant un exercice.' [...]

08 :57 :11

NASYPANY : 'Je crois que nous allons mettre l'exercice en attente. Qu'est-ce que vous en pensez ?' [rires] [...]

En arrière-plan, on peut entendre plusieurs soldats qui essaient de comprendre ce qui se produit.

09 :04 :50

- 'Est-ce que cette explosion fait partie de ce qu'on voit en ce moment à la télévision ?'

- 'Oui.'

- 'Jésus...'

- 'Et il y a aussi un deuxième détournement possible - un United Airlines...'

- 'Deux avions ?'

- 'Tu n'es pas sérieux...'

- 'Je crois que c'est un putain d'input, pour être honnête.'

Commentaire du *Vanity Fair* : La dernière phrase - "Je crois que c'est un putain d'input" - faisait référence à l'exercice, signifiant une donnée de simulation. [...]»<sup>1</sup>

Assurément, les exercices de simulation occasionnèrent beaucoup de confusion dans cette salle de contrôle aérien. Rien d'étonnant, puisque pour ajouter aux coïncidences, d'autres exercices militaires étaient simultanément menés par NORAD. A ce sujet, voici un extrait paru dans le *Toronto Star* le 9 décembre 2001 :

« Profondément à l'intérieur d'une montagne du Colorado et loin sous le granite de North Bay, des membres du Commandement de Défense Aérospatial Nord-Américain (NORAD) sont au niveau maximum de "personnel de combat" pour un exercice annuel majeur qui met à l'épreuve chaque facette de l'organisation.

L'opération "Northern Vigilance", planifiée des mois à l'avance, incluait le déploiement d'avions chasseurs à des emplacements en Alaska et dans le nord du Canada. Une partie de l'exercice n'était qu'une simulation, mais une autre était bien réelle : NORAD gardait un œil sur les Russes, qui avaient déployé des bombardiers à longue portée à leur extrême nord dans un exercice semblable. [...]

Une heure après le début de son quart de travail [du capitaine Mike Jellinek], quelque chose d'imprévu s'est produit. Le secteur de Défense Aérienne du Nord-Est de NORAD (NEADS), basé à Rome, NY, contacta la montagne.

L'Administration Fédérale de l'Aviation était aux prises avec un détournement et demanda à NORAD de lui apporter son soutien. Ceci ne faisait pas partie de l'exercice.

1. « 9/11 Live : The NORAD tapes » (*Vanity Fair* - 2 août 2006)

En un éclair, l'opération "Northern Vigilance" fut annulée. Toute information simulée, appelée "input", était retirée des écrans.

Quelqu'un cria de regarder au moniteur qui affichait les images de CNN.

"A ce moment, nous voyions le World Trade Center, l'une des tours avec de la fumée qui s'en échappait. Et une minute plus tard, nous apercevions le deuxième avion percuter la deuxième tour en direct", a raconté Jellinek. [...] »<sup>1</sup>

Ainsi, un exercice militaire supplémentaire nommé « Northern Vigilance » impliquait le système de défense aérien et avait lieu au matin du 11 septembre 2001. Cet exercice nécessitait notamment l'envoi d'avions chasseurs loin de la zone sensible des Etats-Unis, prise pour cible cette journée-là. Plus concrètement, ladite manœuvre réduisait de 30 % la capacité de réaction immédiate de la flotte d'avions chasseurs américains, comme l'indique cet extrait tiré de l'*Aviation Week's*, daté du 3 juin 2002 :

« [...] La confusion était envahissante [au centre de commandement de NORAD], mais les responsables et les soldats retournèrent immédiatement à leurs rôles professionnels, tentant de séparer les rumeurs des faits. [...] »

A ce moment, NORAD avait 20 avions chasseurs armés sur alerte à travers tout le continent nord-américain. Seulement 14 étaient sur le territoire américain, répartis sur sept bases ; les autres se trouvaient en Alaska et au Canada [dans le cadre de l'exercice "Northern Vigilance"]. En moins de 18 heures, 300 avions chasseurs pouvaient être en alerte, répartis en 26 emplacements. [...] »<sup>2</sup>

Compte tenu que les indications d'une menace provenant de l'espace aérien abondaient de toutes parts, et que même le Congrès avait été averti de l'imminence d'une attaque, était-il approprié d'envoyer six des 20 chasseurs disponibles, soit 30 % de la flotte en alerte, loin de la zone sensible (Washington et New York) pour un simple exercice annuel ? N'oublions pas que jusqu'à 300 chasseurs supplémentaires étaient disponibles pour combler le vide temporaire engendré par « Northern Vigilance », mais qu'étrangement, aucun d'entre eux ne fut utilisé pour contrebalancer les effectifs de défense.

Signalons que l'une des bases militaires les plus importantes des Etats-Unis, la base Andrews de l'Air Force, est située tout près du Pentagone. Cette base était le domicile de la 121<sup>e</sup> escadrille, assignée à la défense de la capitale nationale. Mais aucun chasseur ne fut déployé de cette base ce matin-là. Pourquoi ? Voici un extrait du *USA Today* daté du 16 septembre 2001 :

« [...] Jusqu'à mardi, la base de chasseurs sur alerte la plus près du Pentagone était la base Langley de l'Air Force, en Virginie, à 130 milles de distance. Elle était trop loin pour que les avions chasseurs puissent intercepter l'avion commercial détourné avant qu'il ne frappe le Pentagone.

La base Andrews de l'Air Force, domicile de l'Air Force One [avion présidentiel], n'est située qu'à 15 milles du Pentagone, mais aucun chasseur n'y était assigné. [...] »<sup>3</sup>



1. « The scene at NORAD on sept.11 » (*Toronto Star* – 9 décembre 2001)

2. « Exercise jump-starts response to attacks » (*Aviation Week's* – 3 juin 2002)

3. « Military now a presence on home front » (*USA Today* – 16 septembre 2001)



Surprise ! Aucun chasseur n'était donc à ce moment assigné à la base de défense aérienne de la capitale américaine, en dépit de nombreuses menaces d'attaques terroristes. Mais où se trouvait la 121<sup>e</sup> escadrille ? Laissons à cet extrait d'article de l'*Aviation Week* le soin de nous éclairer :

« [...] La 121<sup>e</sup> escadrille de chasseurs basée à Andrews n'était pas en alerte le 11 septembre parce que l'unité de la Garde Nationale Aérienne du District de Columbia (DCANG) n'était pas assignée à la force de défense aérienne du Commandement de Défense Aérospatial Nord-Américain. [...] »

La journée de la 121<sup>e</sup> escadrille avait débuté normalement. Trois F-16 volaient dans une mission formative air-sol au-dessus des territoires de la Caroline du Nord, à 180 milles nautiques. [...] »<sup>1</sup>

Ainsi, c'est au profit d'une mission d'entraînement en Caroline du Nord que le ciel de Washington fut laissé vulnérable au matin du 11-Septembre. Il semblerait donc qu'envoyer six des 20 chasseurs de la flotte aérienne en Alaska n'était pas suffisamment téméraire aux yeux des dirigeants militaires, qui décidèrent de baisser la garde de la capitale.

Selon le rapport officiel de la commission d'enquête, seulement deux équipes d'avions chasseurs étaient en alerte pour protéger le tiers-Est du territoire américain au moment des attaques. L'une d'elles était basée au Massachusetts, l'autre en Virginie<sup>2</sup>.

Observons par ailleurs quel traitement réservait le *New York Press*, un hebdomadaire de variétés et de nouvelles, à la réaction du système de défense aérien dans son édition du 8 janvier 2002 :

« Réexaminons le curieux manque d'action militaire au matin du 11-Septembre. [...] »

Les détournements d'avions qui transportent des passagers ne sont pas inhabituels et le gouvernement des Etats-Unis dispose de plans détaillés pour faire face à ces situations. Le 11 septembre, ces plans furent complètement ignorés. Selon le *New York Times*, les contrôleurs aériens savaient à 8h20 du matin 'que le vol American Airlines 11, à destination de Los Angeles depuis Boston, avait probablement été détourné. Lorsque le premier rapport de nouvelles parut à 8h48, disant qu'un avion aurait percuté le World Trade Center, ils savaient que c'était le vol 11.' [...]

Les Etats-Unis sont censés déployer des avions militaires dès le moment où un détournement est confirmé. La révélation de [Richard] Myers au Comité des Services Inter-Armes du Sénat le 13 septembre, expliquant qu'aucun avion chasseur n'avait décollé avant que le Pentagone n'ait été frappé, était alors surprenante. Des sénateurs et même des présentateurs de la télévision étaient un peu incrédules. [...]

De toute évidence, une autre histoire plus rassurante était requise, et dans la soirée du 14 septembre, CBS fournissait celle-ci en révélant que la FAA avait en fait alerté les unités de défense aérienne des Etats-Unis d'un possible détournement à 8h38 mardi matin, puis que six minutes plus tard deux F-15 avaient reçu un ordre de déploiement à la base de la Garde Nationale Aérienne d'Otis à Cape Cod [Massachusetts] et qu'à 8h56 les F-15 fonçaient vers New York. Malheureusement, les chasseurs étaient toujours à 70 milles de distance quand le deuxième avion frappa la tour Sud. Puis à 9h30, trois F-16 décollaient de la base Langley [Virginie] de l'Air Force, à 150 milles au sud de Washington. Mais seulement sept minutes plus tard, à 9h37, le vol 77 s'écrasait sur le Pentagone. Les F-16 arrivèrent à Washington juste avant 10h.

1. « F-16 pilots considered ramming flight 93 » (*Aviation Week's* – 9 septembre 2002)

2. *911 Commission Report* (21 août 2004)

Cette histoire, qui est maintenant devenue la version ‘officielle’, soulève plus de questions qu’elle n’apporte de réponses. Les F-15 peuvent voler à des vitesses de 1 875 milles à l’heure, alors que les F-16 peuvent se déplacer à 1 500 milles à l’heure. S’il fallut une demi-heure aux F-16 pour couvrir 150 milles, c’est donc qu’ils ne peuvent avoir volé à plus de 300 milles à l’heure – soit 20 % de leur capacité. Les Boeings 767 et 757 ont des vitesses de croisière de 530 milles à l’heure. Quel manque d’empressement ! En prenant pour acquis que la base de la Garde Nationale Aérienne d’Otis est située à 180 milles de Manhattan, les F-15 auraient dû prendre moins de six minutes pour s’y rendre. De plus, puisque Washington, D.C., est situé à un peu plus de 200 milles de New York, les deux chasseurs F-15 auraient eu le temps de se rendre à D.C., d’intercepter le vol 77 et de ramener leur petit-déjeuner en route.

Ah ! mais évidemment, les transpondeurs avaient été éteints. Alors, personne ne pouvait retracer les avions. S’il était vrai que dès que le transpondeur est éteint un avion devient invisible, il n’y aurait alors aucune défense contre un avion ennemi. Un radar normal renvoie l’écho de la surface métallique d’un avion et l’identifie tout de même sur la portée de ce radar.

Heureusement, nous pouvons toujours compter sur des médias de première qualité pour nous assurer de garder confiance en notre gouvernement. »<sup>1</sup>

Bien sûr, ce manque d’empressement du côté de la défense aérienne pourrait toujours être interprété comme de l’incompétence, quoique personne ne fut blâmé ou licencié pour la lenteur de la réaction. Mais devons-nous par ailleurs écarter que toutes ces manœuvres aient été prévues spécialement dans le but d’affaiblir et de ralentir les capacités de défense aérienne dans la zone spécifique où les attaques allaient survenir ?

Cette dernière hypothèse n’épouse certes pas la conclusion aux vertus psychologiquement rassurantes que procure la thèse de l’incompétence, mais n’expliquerait-elle toutefois pas mieux les promotions subséquentes du général Ralph Eberhart et du lieutenant-colonel Kevin Nasypany, qui se trouvaient tous deux en position de commande du système de défense aérien lors des attaques ?

Examinons maintenant le cas du vol 11 d’un peu plus près. Les données suivantes sont celles fournies par le rapport final de la commission d’enquête. Après le décollage, à 7h59, il fut établi que les terroristes passèrent à l’action peu après 8h14. Puis, à 8h19, American Airlines était informé du détournement. A partir de ce moment, selon les procédures normales de défense aérienne, la chaîne de commandement est normalement alertée en quelques secondes. Mais, selon le rapport officiel,

« le Centre [de contrôle aérien] de Boston n’a pas suivi la procédure consistant à exiger une assistance militaire à travers la chaîne de commandement prescrite. [...] A 8h38, le Centre de Boston communiquait avec le NEADS [défense militaire aérienne]. C’était le premier avis reçu par les militaires – à tous niveaux – que le vol American 11 avait été détourné. [...]

En résumé, NEADS a reçu l’avertissement du détournement neuf minutes avant l’impact sur la tour Nord. Ce neuf minutes d’avis avant l’impact fut le plus long que les militaires allaient avoir avant chacun des quatre détournements. [...]

La défense de l’espace aérien des Etats-Unis le 11-Septembre ne fut pas menée en accord avec les entraînements et les protocoles préexistants. [...] Il s’est avéré que les militaires de contrôle aérien du NEADS ont eu un avertissement de neuf minutes pour le premier détournement, aucun avertissement à l’avance sur le second, aucun avertissement à l’avance sur le troisième, et aucun avertissement à l’avance sur le

---

1. « Another look at 9/11 and those unscrambled jets » (*New York Press* – 8 janvier 2002)

quatrième. [...] »<sup>1</sup>

Ainsi, même la commission d'enquête conclut que les protocoles de défense ne furent pas respectés le 11 septembre. Mais aussi incroyable que cela puisse paraître, celle-ci prétend toutefois que les militaires ne reçurent aucun avertissement au sujet du vol 93 avant son écrasement, alors qu'il fut détourné à 9h28 et qu'il s'écrasa à 10h03 (ou 10h06, selon la version), soit 35 ou 38 minutes plus tard. Situation similaire du côté du vol 77, qui fut détourné à 8h54 pour ensuite percuter le Pentagone 43 minutes plus tard, à 9h37.

Aucun avertissement ?

Rappelons-nous pourtant le témoignage du ministre Mineta, qui déclara qu'« un jeune homme était entré et a dit au vice-président 'L'avion se trouve à 50 miles. L'avion se trouve à 30 miles.' Et lorsqu'il en fut à dire 'L'avion est à 10 miles', le jeune homme a également demandé au vice-président 'Est-ce que les ordres tiennent toujours ?' [...] ».

Puisque le vice-président Dick Cheney et le personnel du PEOC sous la Maison-Blanche suivaient attentivement la trajectoire du vol 77, au point de tenir un décompte, pourquoi prétendre dans le rapport officiel que les militaires ne reçurent aucun avertissement à l'avance ?

La commission soutient donc que pendant tout ce temps, les militaires n'étaient pas au courant des détournements. A en croire le rapport final, après que deux avions se soient engouffrés dans les tours jumelles à New York, les contrôleurs et les responsables de la FAA ne firent parvenir aucune information aux militaires concernant les détournements des vols 77 et 93.

Rappelons-nous également que la version officielle atteste que les écrans radars des contrôleurs aériens avaient étrangement relevé la présence d'un 'avion fantôme', le vol 11 par un pur hasard, et que les militaires avaient été entraînés sur cette fausse piste. Le *Washington Post*, entre autres, avait rapporté ceci :

« [...] En fait, la commission rapportait un an plus tard que des enregistrements audio du centre de commandement Nord-Est de NORAD et d'autres documents démontrent clairement que les militaires n'ont jamais eu aucun des avions de ligne détournés en vue et qu'ils ont à un certain moment poursuivi un avion fantôme – le vol American Airlines 11 – longtemps après qu'il se soit écrasé sur le World Trade Center. [...] »<sup>2</sup>

Curieusement, pour que les militaires aient pu poursuivre cet « avion fantôme », identifié comme étant le vol 11 après que celui-ci ait percuté le World Trade Center, il eut été nécessaire que le transpondeur de cet avion soit en mouvement quelque part dans le ciel américain, et non pas enfoui dans les décombres de la tour Nord. Ou alors, qu'une défaillance technique extraordinaire des systèmes radar soit à l'origine de l'erreur. Incidemment, cette défaillance aurait prétendument identifié le vol 11 parmi les milliers d'autres avions alors en vol. Quelles sont les probabilités qu'une telle chose se soit produite ?

Souvenons-nous ensuite qu'aucune image ne permet de distinguer clairement le premier avion à frapper la tour Nord à 8h46, le vol 11 supposément, et que le commissaire Stephen Gregory a rapporté que de nombreux témoins visuels ont décrit l'avion comme étant vert et de type militaire.

1. *911 Commission Report* (21 août 2004)

2. « 9/11 Panel suspected deception by Pentagon » (*Washington Post* – 2 août 2006)

Comment un ‘avion fantôme’ émettant avec l’identité du vol 11 a-t-il pu apparaître tout bonnement sur les radars de la plus grande puissance mondiale et ensuite réussir à distraire tous les militaires au pire moment possible ?

Quelle veine pour les terroristes !

Mais ce n’est pas tout : d’autres simulations et événements méritent d’être mentionnés. Transportons-nous à la base militaire de Belvoir, en Virginie, située à quelques kilomètres seulement du Pentagone. Le 5 septembre 2002, le service de presse *The Connection Newspapers*, un regroupement de journaux de Virginie, rapportait un exercice militaire particulier qui avait lui aussi été prévu pour le matin du 11-Septembre :

« [...] Deux des groupes à s’être précipités au Pentagone lors de ce matin fatidique étaient les pompiers du Département d’incendie de Fort Belvoir et un contingent d’ingénieurs du Bataillon des sièges sociaux du USAG Fort Belvoir, du district militaire de Washington. [...] »

“Ironie du sort, nous étions en train de donner des cours sur les techniques de secours lorsqu’on nous a informés que les avions avaient frappé le World Trade Center”, a affirmé le Staff Sergeant Mark Williams. “Mon équipe était l’une des premières à répondre à l’appel, l’une des premières à pénétrer dans l’édifice dès notre arrivée sur le site [du Pentagone]. ” [...]

Le lieutenant-colonel Mark R. Lindon, commandant au bataillon des sièges sociaux de Belvoir, menait un exercice de contrôle de garnison. Le but était de mettre à l’épreuve la sécurité à la base dans le cas d’une attaque terroriste. L’exercice d’entraînement est passé au mode opérationnel ce matin-là. [...] »<sup>1</sup>

Voyons aussi les commentaires du lieutenant-colonel John Felicio, qui prit part aux opérations médicales d’urgence au Pentagone. Ses propos sont tirés des archives de l’*Office of Medical History* :

« [...] Ce qui nous a grandement aidés dans nos efforts fut les deux exercices MASCALS que nous avions menés précédemment avec la direction et le personnel de la clinique. Vous savez, c’était un peu bizarre. Le scénario de ces [exercices] MASCALS était très semblable à ce qui est arrivé réellement. Notre scénario pour les deux [exercices] MASCALS était basé sur un avion qui s’écrasait dans la cour du Pentagone. [...] »<sup>2</sup>

Les coïncidences se poursuivent ! Jetons ensuite un œil sur un reportage paru le 16 septembre 2001 dans le *Washington Post*. Celui-ci abordait les attentats avec une approche différente, axée sur les expériences concrètes de plusieurs individus impliqués malgré eux dans la tragédie. A travers de nombreux exemples successifs surgit le cas de Matt Rosenberg. En voici un extrait :

« [...] La poésie prosaïque est représentée dans la vie de tous les jours, au travail et un peu partout, même dans les endroits et parmi les gens habitués au danger. Sheila Moody s’était présentée pour sa première journée de travail en tant que comptable au Pentagone, en prenant le métro pour se rendre à son bureau – premier étage, Anneau E, corridor 4, salle 472 – avant le lever du soleil pour qu’elle puisse remplir ses piles de paperasse administrative. Matt Rosenberg, un médecin à la clinique de santé des imposants sièges sociaux militaires, était au bout du corridor 8, et était reconnaissant de profiter d’une heure de travail non interrompue dans laquelle il pouvait étudier un

1. « An engineer’s expertise joins a firefighter’s nightmare » (*The Connection Newspapers* – 5 septembre 2002)

2. Lieutenant-colonel John Felicio (*Office of Medical History* – Archives)

nouveau plan médical d'urgence pour une situation de désastre impliquant le scénario peu probable qu'un avion s'écrase sur l'édifice. A l'aéroport de Dulles, le capitaine Charles Burlingame, qui avait été pilote de F-4 dans la Navy, ... [...] »<sup>1</sup>

Ainsi, le *Washington Post* nous balançait tout bonnement au visage en plein cœur d'article que ce médecin était en train d'étudier un nouveau plan d'urgence établi dans le but précis de réagir à la situation « peu probable » où un avion s'écraserait sur le Pentagone. Le reportage changeait ensuite complètement de sujet !

Et comme si la série de hasards n'était pas déjà assez longue, nous découvrons dans un article de l'*International Herald Tribune*, propriété du *New York Times*, qu'une autre simulation avait été prévue pour le 11 septembre. Celle-ci se tenait à un endroit tout particulier. Voici le court extrait pertinent, qui se retrouvait profondément enfoui dans cet article daté du 7 avril 2006 :

« [...] Juste avant que la tour Sud ne s'effondre à 9h59, une bourrée d'appels furent placés aux opérateurs du 911. L'un de ces appels provenait de Shimmy Biegeleisen, qui travaillait sur des systèmes informatiques pour la Fiduciary Trust dans la tour Sud. Il se trouvait au 97<sup>e</sup> étage où, par hasard, une simulation d'urgence avait été planifiée cette journée-là.

Biegeleisen a appelé chez lui à Brooklyn, parlé avec sa femme et prié avec un ami, [...] »<sup>2</sup>

Etonnamment, le journaliste ne sembla pas curieux d'obtenir plus d'informations sur la nature de cette simulation d'urgence.

Concluons ce volet avec un article du *USA Today* paru le 18 avril 2004 :

« Dans les deux années précédant les attentats du 11-Septembre, le Commandement de Défense Aérospatial Nord-Américain [NORAD] a mené des exercices simulant ce que la Maison-Blanche qualifie d'inimaginable à l'époque : des avions de ligne détournés et utilisés comme des armes pour les écraser sur des cibles et causer un maximum de victimes.

L'une des cibles imaginées était le World Trade Center. Dans un autre exercice, des avions chasseurs s'entraînaient à abattre au-dessus de l'océan Atlantique un avion rempli de poisons chimiques se dirigeant vers une cible aux Etats-Unis. Dans un troisième scénario, la cible était le Pentagone – mais la simulation ne fut pas réalisée après que des responsables de la Défense l'aient considérée irréaliste, ont affirmé des responsables de NORAD et de la Défense.

NORAD, dans une déclaration écrite, a confirmé que de tels exercices de détournements ont eu lieu. [...]

"Plusieurs types d'avions civils et militaires ont été utilisés pour simuler des détournements d'avions", dit le communiqué. [...]

Mais les exercices impliquant de vrais avions démontrent qu'au moins une partie du gouvernement croyait que la possibilité de telles attaques, quoique peu probable, méritait de s'y attarder. [...]

Le président Bush a affirmé dans une conférence de presse mardi : "Personne à l'intérieur de notre gouvernement à tout le moins, et je ne crois pas non plus dans le gouvernement précédent, pouvait imaginer que des avions s'écraseraient sur des édifices avec tant d'envergure". [...] »<sup>3</sup>

1. « September 11th, 2001 » (*Washington Post* – 16 septembre 2001)

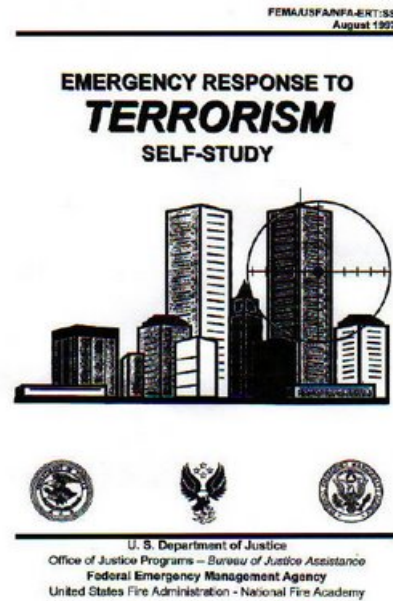
2. « The word to Towers on Sept. 11 : Sit tight » (*International Herald Tribune* – 7 avril 2006)

3. « NORAD had drills of jets as weapons » (*USA Today* – 18 avril 2004)

Pour quelle raison l'administration Bush affirmait-elle que de tels scénarios étaient tout simplement inimaginables, alors même que des exercices militaires simulant des détournements d'avions pour les écraser sur le World Trade Center avaient eu lieu ? L'agence de gestion de crises américaine FEMA avait pourtant même présenté la tour Nord du World Trade Center dans une mire en page couverture de son étude sur la réponse aux actes de terrorisme, de août 1997 jusqu'à juin 1999<sup>1</sup> (voir annexe de photos – PH-16.13 et 16.14).

Ajoutons que les activités régulières de l'aéroport international de Newark, d'où allait décoller le vol 93 le lendemain, furent interrompues pendant environ 35 minutes le 10 septembre 2001, alors que les responsables de la sécurité à cet endroit durent répondre à un appel d'incendie mineur dans un nouvel édifice administratif situé à plusieurs kilomètres du terminal principal.<sup>2</sup>

Inutile de dire que bien des choses peuvent se produire en 35 minutes dans l'univers des opérations clandestines. Jusqu'à quel point faut-il croire aux coïncidences ?



1. « 'Emergency response to terrorism self-study' cover » (FEMA/US Department of Justice)

2. « Fire temporarily closes Newark Airport » (*Associated Press* – 10 septembre 2001)

## LES À-CÔTÉS

Dans le but de permettre un aperçu plus global du sujet, examinons maintenant divers événements connexes au terrorisme ainsi qu'à l'utilisation de prétextes pour justifier certaines actions législatives ou militaires autrement peu populaires.

Effectuons d'abord un bref retour dans le temps jusqu'en 1993. Certains se souviendront peut-être que cette année-là, le 26 février plus précisément, le World Trade Center avait été la cible d'une attaque à la bombe. L'extrait suivant provient du *New York Times*, édition du 28 octobre 1993. Nous y découvrons des éléments très révélateurs :

« Des agents responsables du maintien de l'ordre ont été informés que des terroristes préparaient une bombe devant éventuellement servir à faire exploser le World Trade Center, et ils ont planifié de contrecarrer les plans des conspirateurs en remplaçant en secret les explosifs par une poudre inoffensive, a révélé un informateur après l'explosion.



Cet informateur était censé aider les conspirateurs à fabriquer la bombe et fournir la fausse poudre, mais le plan fut annulé par un superviseur du FBI qui avait d'autres idées sur la manière d'utiliser l'informateur, Emad Salem, selon lui.

Le compte-rendu, fourni dans une transcription de centaines d'heures d'enregistrements sur cassettes que M. Salem a réalisé en secret lors de ses conversations avec les agents du maintien de l'ordre, présente les autorités comme étant en bien meilleure position que ce qui était connu auparavant pour déjouer l'attentat à la bombe contre les plus hautes tours de la ville de New York le 26 février. [...]

Après l'attentat à la bombe, il [Salem] a recommencé son travail clandestin. Dans une copie non datée d'une conversation de cette période, M. Salem rapporte une conversation qu'il avait eue plus tôt avec un agent à propos d'un superviseur du FBI non identifié qui, affirme-t-il, "est venu tout gâcher". "Il a demandé de me rencontrer à l'hôtel", a dit M. Salem en parlant du superviseur.

"Il a fait une demande pour que je témoigne, et s'il n'avait pas exigé cela, nous allions fabriquer la bombe avec une fausse poudre et attraper les gens impliqués dans le coup. Mais comme vous le savez, nous ne l'avons pas fait."

La copie du compte-rendu cite M. Salem affirmant qu'il désirait porter plainte aux quartiers généraux du FBI à Washington à propos de l'échec de l'agence à empêcher l'attentat à la bombe, mais il en fut dissuadé par un agent identifié comme étant John Anticev.

M. Salem affirme que M. Anticev lui a dit : 'Je ne crois pas que les gens de New York aimeraient que les choses sortent du bureau de New York pour se rendre à Washington, D.C.' [...]'<sup>1</sup>

---

1. « Tapes depict proposal to thwart bomb used in Trade Center blast » ( *New York Times* – 28 octobre 1993)

Après autant d'éléments abondant dans le même sens, est-il surprenant d'apprendre que déjà en 1993, les pratiques des services de renseignements américains semblaient douteuses ? Après tout, cet article décrit carrément qu'un agent clandestin fut sur le point d'empêcher le premier attentat à la bombe contre le World Trade Center et d'en capturer les terroristes, mais que le FBI permit plutôt à l'attentat de survenir. Pourquoi ne pas incriminer à nouveau la lourdeur de la bureaucratie, laisser Ben Laden et les extrémistes islamiques être pointés du doigt et passer notre chemin ?

Effectuons ensuite un bond de deux ans dans le temps. Resituons-nous dans le contexte du plus important attentat terroriste à survenir aux Etats-Unis au cours des années 90. Le 19 avril 1995, l'attentat à la bombe de l'édifice fédéral Alfred P. Murrah, à Oklahoma City, faisait 168 victimes et plus de 800 blessés en soufflant près de la moitié de l'édifice (photo en annexe – PH-16.3).



De sérieuses modifications législatives avaient suivi cet événement dont la version officielle, à l'instar des attentats du 11-Septembre, recèle suffisamment d'irrégularités pour justifier un ouvrage semblable à celui-ci. Citons d'abord un article particulièrement intéressant sur le sujet. Celui-ci parut près de 12 ans après l'attentat, le 21 février 2007 dans le *Morning News* de Deseret, une ville située près de Salt Lake City, en Utah :

« L'unique survivant reconnu coupable de l'attentat à la bombe du 19 avril 1995 contre l'édifice fédéral Alfred P. Murrah, à Oklahoma City, affirme que son co-conspirateur, Timothy McVeigh, lui avait dit qu'il prenait ses ordres d'un haut responsable du FBI pour l'orchestration de l'attentat.

Une déclaration de Terry Lynn Nichols, enregistrée à la Cour du District des Etats-Unis de Salt Lake City, s'avère l'une des confessions les plus détaillées de Nichols jusqu'ici à propos de son implication dans l'attentat à la bombe autant que dans l'implication d'autres individus. [...]

L'allégation la plus choquante de la déclaration signée, longue de 19 pages, est celle de Nichols qui atteste que le complot de l'attentat était entièrement une opération du FBI et que McVeigh avait laissé échapper dans un moment de colère qu'il prenait ses instructions de Larry Potts, un ancien haut responsable du FBI. [...]

Lorsque contacté mardi, le siège social du FBI à Washington D.C., a déclaré ne pas pouvoir commenter les allégations de Nichols dans l'immédiat. [...]

Nichols prétend qu'en décembre 1992, McVeigh lui a dit que "pendant qu'il servait dans les forces armées des Etats-Unis, il avait été recruté pour exécuter des missions clandestines". [...] »<sup>1</sup>

Etonnamment, et sans vouloir jouer avec les mots, cette nouvelle au potentiel explosif ne fut rapportée que par les médias locaux seulement. En effet, seul le *Salt Lake Tribune* couvrit également le sujet le lendemain, ajoutant que « les documents qui aident supposément à soutenir ses allégations [de Nichols] ont été scellés [par la Cour] pour protéger l'information qu'ils contiennent »<sup>2</sup>. Cet article ne mentionnait d'ailleurs plus le nom de Larry Potts, ce haut responsable du FBI désigné par le *Morning News*, l'information devant probablement faire partie de celles nouvellement « protégées » par

1. « Nichols says bombing was FBI op » (*Deseret Morning News* – 21 février 2007)

2. « Affidavit : McVeigh had high-level help » (*Salt Lake Tribune* – 22 février 2007)



l'ordre de la Cour.

Il est également intéressant d'apprendre que dans l'édifice Alfred P. Murrah se trouvaient des bureaux de l'ATF (division de réglementation fédérale américaine sur l'alcool, le tabac et les armes à feu), et que selon les rapports des médias locaux, les agents de cette division fédérale étaient en fait tous absents lors de l'explosion. Voyons ce que rapportait la station de télévision locale KFOR NewsChannel 4, une filiale de NBC, suite aux événements :

« Linda Cavanaugh, présentatrice : 'Est-ce que des agents fédéraux ont été avertis à l'avance à propos d'une bombe à Oklahoma City ? Savaient-ils que l'édifice Murrah était une cible ? L'ATF dit que non, absolument pas. Mais ce soir, dans le cadre d'un reportage exclusif au NewsChannel, vous êtes sur le point d'entendre une version différente, celle de gens qui se trouvaient à l'édifice Murrah ce matin-là.'

Témoin : 'Nous posons des questions très simples et nous ne pouvons pas obtenir de réponses, alors ça nous rend encore plus curieux, vous savez. Où diable se trouvaient-ils [les employés de l'ATF] ?'

[...] Journaliste : 'Un autre témoin, une employée de secours, affirme qu'après avoir discuté avec un agent sur la scène de l'attentat, elle suspecta également que l'ATF avait été averti et que les agents ne s'étaient pas présentés au travail ce matin-là.'

Témoin n° 2, employée de secours : 'Je lui ai demandé si son bureau se trouvait dans l'édifice et il m'a répondu que oui. Et je lui ai demandé si il y avait toujours des agents de l'ATF dans l'édifice et il m'a dit non, nous n'étions pas là.'

Journaliste : 'Le témoin n° 1 a discuté avec un agent de l'ATF qui se trouvait sur les lieux. Il affirme avoir demandé à l'agent ce qui s'était produit et le témoin dit que ceci est la réponse de l'agent.'

Témoin n° 1 : 'Il a semblé devenir un peu nerveux et a tenté de contacter quelqu'un sur son radio-émetteur. Il ne pouvait joindre personne et j'ai insisté pour obtenir une réponse immédiatement. Il a dit qu'ils évaluaient la situation, qu'aucun des agents ne se trouvait dans l'édifice, qu'ils avaient été informés par pagette de ne pas rentrer travailler ce jour-là. C'est sorti de sa bouche aussi clairement que cela. Si eux ont été avertis, pourquoi personne d'autre ne l'a été ? Il y avait beaucoup de gens, de bonnes personnes qui sont mortes là, et s'ils étaient au courant, ils auraient dû informer tout le monde.'

Linda Cavanaugh, présentatrice : 'NewsChannel a demandé aux responsables de l'ATF de les rencontrer en privé pour discuter de la crédibilité de ces témoignages, mais l'ATF a refusé et déclaré qu'ils n'avaient rien à ajouter sur le sujet.' »<sup>1</sup>

Signalons aussi que la même station télévisée rapportait ensuite un fait insolite très particulier relativement à cet attentat. Voici un court extrait du bulletin de nouvelles en question :

« Linda Cavanaugh, présentatrice : 'NewsChannel a appris l'existence d'un autre développement étrange. Apparemment, avant l'attentat, le frère du gouverneur [de l'Etat de l'Oklahoma] Frank Keating, Martin, travaillait sur un roman portant sur un attentat terroriste à la bombe à Oklahoma City. Plus étrange encore, l'un des personnages du roman s'appelait Thomas McVey.' »<sup>2</sup>

Il faut rappeler que la version officielle du gouvernement américain sur les événements d'Oklahoma City accuse Timothy McVeigh d'avoir perpétré l'attentat. Serait-ce le fruit d'un hasard exceptionnel que le roman de Martin Keating, *The Final*

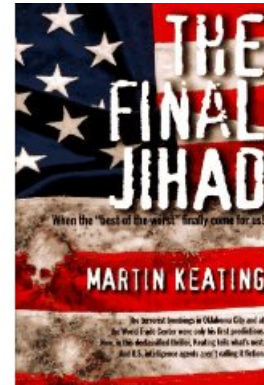
1. « BATF warned before Oklahoma City bombing ? » (NBC - KFOR NewsChannel 4 – 1995)

2. « Martin Keating worked on a novel before the bombing » (NBC - KFOR NewsChannel 4 – 1995)

*Jihad*, présentait Thomas McVey comme étant à la tête d'un attentat terroriste fictif avant que les attentats réels ne surviennent précisément dans la même ville ?

Pour tenter de répondre à cette question, examinons la présentation officielle de l'auteur Martin Keating, qui figure à même le roman :

« Martin Keating est maître dans l'art de raconter des histoires, possédant un accès unique aux agences de renseignements américaines et aux groupes terroristes clandestins. Son frère Frank Keating, présentement gouverneur de l'Oklahoma jusqu'en janvier 2003, est un ancien agent du FBI ainsi que sous-secrétaire au Trésor qui a supervisé les services secrets, les douanes américaines ainsi que le Bureau de l'Alcool, du Tabac et des Armes à feu [ATF]. L'oncle de Keating, Barney Martin, a fait carrière comme officier aux services de renseignements et a dirigé les opérations de collectes de renseignements étrangers du monde entier et des activités de contre-espionnage pour les Marines américains.



Initié à la communauté des renseignements suite à l'implication de générations familiales, Martin Keating connaît en profondeur les détails de ce que le reste de la population peut seulement imaginer. Possédant des connaissances poussées sur les explosifs ainsi que sur les armes chimiques et biologiques, Keating révèle avec précision ce que les plus hauts responsables du gouvernement ont su, craint et dissimulé pendant trop longtemps. »<sup>1</sup>

Les plus attentifs auront probablement noté la relation entre le gouverneur de l'Oklahoma et l'ATF. Ajoutons enfin que Martin Keating dédia son roman, *The Final Jihad*, à la société secrète « Knights of the secret Circle ».

Laissons maintenant l'attentat d'Oklahoma City pour survoler les attaques terroristes de Londres, survenues dix ans plus tard, le 7 juillet 2005. A l'instar de plusieurs actes de terrorisme, de nombreux éléments et anomalies entourent à nouveau cet attentat. Mentionnons seulement l'un de ces éléments en gardant en tête les exercices militaires qui avaient entouré les attentats du 11-Septembre.



Curieusement, les coïncidences extraordinaires se transportèrent sur le sol

1. Martin Keating, *The Final Jihad*.

britannique à l'été 2005. Histoire de se situer dans le contexte, retenons que ces attentats furent composés de quatre bombes distinctes : trois d'entre elles avaient soufflé des wagons de métro alors que la quatrième avait détruit un autobus du transport en commun, tuant au total 56 personnes et en blessant plus de 770 autres.

Laissons ensuite à l'extrait d'interview suivant, diffusée le soir même des attentats sur la radio de la BBC, le soin de nous expliquer cette nouvelle coïncidence ahurissante. L'individu cité dans ce reportage est Peter Power, un directeur chez *Visor Consultants*, une firme privée sous contrat avec la London Metropolitan Police :

« [...] POWER : "A 9h30 ce matin, nous étions en train de mener un exercice pour une compagnie impliquant plus de 1 000 personnes à Londres, basé sur l'explosion simultanée de bombes précisément aux stations de métro où ça s'est produit ce matin, alors j'en ai encore la chair de poule en ce moment."

ANIMATEUR : "Pour que les choses soient bien claires, vous dirigiez un exercice pour voir comment vous réagiriez à une telle situation, et celle-ci s'est produite pendant que vous meniez l'exercice ?"

POWER : "Précisément. Et il était environ 9h30 ce matin, nous avions planifié ceci pour une compagnie dont je ne révélerai pas le nom pour des raisons évidentes, mais ils écoutent et ils vont se reconnaître. Et nous avons une pièce remplie de gestionnaires de crise qui se rencontraient pour la première fois, et donc, en l'espace de cinq minutes nous avons pris la décision très rapidement que c'était un cas réel et nous avons donc passé les étapes et activé les procédures de gestion de crise en passant du mode de réflexion lente à rapide, et ainsi de suite." [...] »<sup>1</sup>

N'est-ce pas frappant de ressemblance avec les exercices militaires qui entourèrent le 11-Septembre ? Seulement, cette fois les exercices se tenaient précisément aux mêmes stations de métro que les événements réels, avec un synchronisme parfait. De plus, le scénario impliquait comme par hasard des explosions simultanées, ce qui fut également le cas dans la réalité.

Une des rares autres chaînes à consacrer un article à cette nouvelle sensationnelle fut Aljazeera, édition du 10 juillet 2005 :

« Une agence de consultation ayant des liens avec le gouvernement et la police conduisait un exercice de simulation pour une compagnie non identifiée sur des attentats à la bombe dans le réseau londonien souterrain précisément aux mêmes moments et lieux qu'ils se sont produits dans la réalité le 7 juillet.

Dans une entrevue sur les ondes de la BBC Radio 5 diffusée le soir même, l'animateur interviewait Peter Power, directeur de gestion chez *Visor Consultants*, une firme se qualifiant elle-même comme une compagnie de consultation en 'gestion de crise', aussi connue en tant que firme de relations publiques.

Peter Power est un ancien officier de Scotland Yard [police métropolitaine de Londres], qui a travaillé dans le passé avec la division antiterroriste. [...]

Le fait que l'exercice se soit produit aux endroits et au moment exacts des attentats à la bombe dépasse la 'coïncidence'. Selon Power, la simulation était basée sur des 'explosions simultanées'. Au départ, les attentats avaient été considérés comme étant survenus avec plus d'une heure d'intervalle, mais la police confirma plus tard que cette information était incorrecte et qu'en fait les explosions n'étaient séparées que de quelques secondes, donc simultanées. [...]



1. « Peter Power tells of Drills on London 7/7 Bombings » (BBC Radio – 7 juillet 2005)

Il est clair qu'au moins cinq, si ce n'est pas six exercices d'entraînement, étaient en cours dans les jours menant au 11-Septembre, au matin même. Ceci signifiait que les écrans-radar de NORAD affichaient jusqu'à 22 avions de ligne détournés au même moment. Puisque NORAD avait été informée que ceci faisait partie de l'exercice de simulation, les procédures de réaction normales furent désamorçées et retardées.

Le grand nombre de 'signaux' sur les écrans de NORAD, qui indiquaient les vrais avions détournés ainsi que ceux qui faisaient partie de la simulation, explique pourquoi les rapports de presse publiés sur le coup étaient imprécis et citaient jusqu'à huit avions détournés.

Selon le porte-parole de l'Agence de Gestion de Crise Fédérale (FEMA), l'agence se trouvait à New York la veille du 11-Septembre. Le porte-parole de FEMA, Tom Kenney, avait déclaré au présentateur de nouvelles Dan Rather dans une interview le mercredi, 12 septembre 2001, que FEMA avait été déployée à New York le lundi soir, 10 septembre, pour être prête à passer à l'action le mardi matin, 11 septembre. [...]

Inutile de dire que la déclaration de Kenney fut réfutée et blâmée pour sa confusion dans les dates. [...]

L'établissement anglo-américain qui contrôle le complexe industriel-militaire de l'Occident s'est fait prendre à maintes occasions à perpétrer des attentats à la bombe et autres attaques autour du monde dans le but d'atteindre ses objectifs corporatifs et blâmer ses ennemis. [...]

A qui tout cela profite-t-il ? Qui a le motif ?

Les exercices dans le réseau souterrain de Londres furent utilisés pour fournir une couverture sur laquelle se rabattre pour perpétrer l'attaque. »<sup>1</sup>

Et si le ton préconisé dans cet article d'Aljazeera était plus près de la réalité que nous voudrions bien le croire ? Autrement dit, est-il possible qu'une faction à l'intérieur des gouvernements occidentaux ait coordonné ces attentats terroristes dans le but de faire avancer son agenda, notamment en créant un support public envers des guerres autrement criminelles ?

Pourrions-nous avoir été victimes de ce même vieux truc que les historiens soupçonnent les nazis d'avoir utilisé en brûlant eux-mêmes leur Reichstag, l'édifice parlementaire à Berlin, le 27 février 1933 ? Suite à cet incendie, les nazis dirigés par Adolf Hitler avaient accusé les 'communistes', ce qui avait débouché six ans plus tard sur la Seconde Guerre mondiale.

Qu'arrive-t-il si nous remplaçons aujourd'hui le mot 'communiste' par 'terroriste' ? Ne peut-on pas établir plusieurs parallèles entre les attitudes des administrations allemandes et américaines suite à l'incendie du Reichstag en 1933 et aux attentats du 11-Septembre 2001 respectivement ? Après l'Afghanistan, les Etats-Unis n'envahissent-ils pas l'Irak sous de faux prétextes ? Et ne menacent-ils pas de s'en prendre à l'Iran, un autre pays extrêmement riche en pétrole (quatrième producteur mondial) ?

Il est cependant difficile de concevoir qu'un système gouvernemental aussi imposant que celui des Etats-Unis puisse entreprendre une telle feuille de route sans qu'aucun membre de ses rangs ne vienne sonner l'alarme. A ce sujet, nous réaliserons en fin d'ouvrage que le nombre d'individus très crédibles des milieux gouvernementaux et militaires ayant tenté d'avertir la population est impressionnant.



1. « Bomb drill occurred same time as London bombs » (Aljazeera – 10 juillet 2005)

Ajoutons pour l'instant un autre exemple de nouvelles explosives, celui-ci parvenant de l'édition du 14 août 2005 du *Today's Zaman*, un quotidien anglophone majeur de Turquie :

« Un incendie dans une maison près des quais de la ville méridionale turque d'Antalya a révélé qu'Al Qaeda préparait une attaque visant des bateaux de croisière israéliens.

Les opérations de sécurité qui suivirent cet incident fortuit sont devenues le centre d'intérêt des agences de sécurité autour du monde.

Les pays faisant face à la menace d'Al Qaeda attendent les renseignements que la sécurité turque doit fournir. A travers la fumée produite par cet incendie fortuit a émergé la possibilité qu'Al Qaeda pourrait ne pas être, au sens précis du mot, une organisation mais plutôt un élément d'opération d'une agence de renseignements. Les spécialistes des renseignements turcs s'entendent sur le fait qu'il n'existe pas d'organisation nommée Al Qaeda. Le concept de 'combattre la terreur' représente l'arrière-plan de la 'guerre de faible intensité' menée dans un ordre mondial monopolaire. L'idée de cette stratégie de tension se fait appeler 'Al Qaeda'.

[Louai] Sakra, [cinquième lieutenant d'Oussama ben Laden], était recherché par les services secrets depuis 2000. La CIA l'avait précédemment interrogé à deux reprises. Suite à l'interrogatoire [le dernier], la CIA lui avait offert de travailler pour elle. Il avait également reçu une importante somme d'argent de la CIA, qui a toutefois éventuellement perdu contact avec lui. [...]

Ces affirmations stupéfiantes ont surgi à la suite de l'interrogatoire de quatre jours de [Louai] Sakra au siège social du Département anti-terrorisme d'Istanbul. Les responsables de la sécurité turque, qui questionnaient un membre haut placé d'Al Qaeda pour la première fois, ont été complètement bouleversés par ces découvertes sur Al Qaeda. [...] »<sup>1</sup>

De nouvelles informations fort intéressantes furent par la suite révélées deux ans plus tard dans un article du *Times* britannique traitant exclusivement de ce même Louai Sakra – ou Louai al-Sakka :

« Dans une étroite cellule sans fenêtre éclairée d'une seule ampoule, Louai al-Sakka demeure 24 heures par jour assis et isolé du reste du monde ainsi que des autres prisonniers. [...]

Selon son propre compte-rendu, il était un agent haut placé d'Al Qaeda qui se trouvait à l'avant-plan de l'insurrection en Irak, qui a pris part à la décapitation du britannique Kenneth Bigley et qui a collaboré à l'entraînement des terroristes du 11-Septembre. [...]

Il voyageait sous le nom turc d'Erkan Ozer – l'une de ses 16 fausses identités – lorsqu'il fut arrêté dans le village de Diyarbakir, au sud-est [de la Turquie] en août 2005. Sa capture fut le résultat d'une explosion nocturne qui avait causé un incendie dans son appartement une semaine plus tôt. [...]

Sakka planifiait de faire couler des bateaux israéliens au large de la côte turc en se servant de canots motorisés. [...]

Les services de renseignements turcs étaient au courant d'activités de militantisme islamique inhabituelles dans les montagnes de Yalova, où Sakka avait établi ses



1. « Al Qaeda, a secret service operation ? » (*Today's Zaman* – 14 août 2005)

camps. Mais cela ne posait aucune menace envers la Turquie à ce moment.

Toutefois, un complot plus important prenait forme. Vers la fin de 1999, affirme [Osman] Karahan [avocat de Sakka], un groupe de quatre jeunes étudiants saoudiens se sont rendus en Turquie pour se préparer à combattre en Tchétchénie. 'Ils voulaient être de bons musulmans et joindre le jihad pendant leurs vacances', a-t-il dit.

Ils avaient entrepris un parcours devant se terminer avec les attaques du 11-Septembre contre l'Amérique en 2001. Ils étaient : Ahmed et Hamza al-Ghamdi, qui ont détourné l'avion ayant percuté la tour sud du World Trade Center ; leur compagnon Saeed al-Ghamdi, dont l'avion s'est écrasé dans un champ de Pennsylvanie ; et Nawaf al-Hazmi qui a péri dans l'écrasement au Pentagone.

Ils ont suivi le programme d'entraînement physique de Sakka dans les montagnes et furent plus tard rejoints par deux autres des futurs terroristes : Majed Moqed, qui a également péri au Pentagone, et Satam al-Suqami, qui se trouvait dans le premier avion qui percuta la tour nord.

Moqed et Suqami avaient été spécifiquement sélectionnés par des dirigeants d'Al Qaeda en Arabie Saoudite pour l'opération des tours jumelles, affirme Sakka, et étaient en route pour l'Afghanistan. Sakka avait convaincu les quatre autres de se rendre en Afghanistan après que les plans de voyage en Tchétchénie eurent avorté dû à des problèmes pour traverser la frontière. [...] »<sup>1</sup>

Un article paru dans le *Washington Post*<sup>2</sup> en 2006 avait également fait mention du rôle de Louai Sakka dans le complot du 11-Septembre. Cependant, ces articles omettaient tous deux de mentionner un léger détail : que Sakka avait été engagé par la CIA, dont il avait reçu une somme d'argent importante juste avant qu'il n'entame en 2000 les préparatifs des attentats du 11-Septembre.

Beaucoup se rappelleront que dans les semaines ayant suivi le 11-Septembre, une série d'attaques biochimiques, mieux connues sous le nom d'attaques à l'anthrax, ou bacille de charbon, avait terrorisé la population nord-américaine. Par le biais d'enveloppes contenant la poudre mortelle, cinq personnes avaient perdu la vie et au moins 17 autres avaient été intoxiquées. Des milliers de personnes avaient alors été placées sous antibiotiques.<sup>3</sup>

La première vague d'enveloppes avait été envoyée en date du 18 septembre 2001 à destination d'ABC News, CBS News, NBC News, le *New York Post* ainsi qu'au *National Enquirer* situé dans l'édifice d'AMI (*American Media Inc.*), une semaine jour pour jour après les attentats.<sup>4</sup>

Trois semaines plus tard, une seconde vague d'enveloppes, estampillées du 9 octobre par les services postaux, avait pour destinataires les sénateurs démocrates Tom Daschle (leader de la majorité au Sénat, Dakota du Sud), et Patrick Leahy (président du Comité Judiciaire au Sénat, Vermont).<sup>5</sup>



1. « Al Qaeda kingpin : I trained 9/11 hijackers » (*Times Online* – 25 novembre 2007)
2. « A bomb-builder, 'Out of the shadows' » (*Washington Post* – 20 février 2006)
3. « FBI fails to re-create anthrax production » (*USA Today* – 29 septembre 2003)
4. « Anthrax diagnosed in two more people » (CNN – 16 octobre 2001)
5. « HHS Chief : Anthrax terrorism likely domestic » (CNN – 20 novembre 2001)

Aucun membre du parti républicain (celui de George W. Bush) ne reçut de menaces dans cette histoire d'anthrax.

En dépit du fait que chacune des enveloppes contenait une note manuscrite mentionnant le 11-Septembre et se terminant par « Allah est grand » (voir photos en annexe – PH-16.8 et 16.9), demandons-nous qui, parmi les hypothèses suivantes, avait le plus intérêt à effrayer et menacer les médias ainsi que deux influents sénateurs de l'opposition : des extrémistes d'Al Qaeda, responsables des attaques terroristes ? Un individu isolé ? Ou encore des éléments clandestins à même le gouvernement américain ou leurs services secrets, eux-mêmes responsables des attentats ?

Pour quelle raison Al Qaeda désirerait-il menacer les médias américains et certains membres influents du parti de l'opposition suite aux attentats ? Une mention plutôt particulière se trouvait sur l'une des lettres et recommandait de « prendre de la pénicilline », un antibiotique efficace contre les infections au bacille de charbon (voir photos en annexe – PH-16.8 et 16.9).

Un terroriste authentique, habité d'un véritable désir de tuer, présenterait-il d'entrée de jeu à sa cible le moyen de s'en sortir ? Manifestement, l'intention de l'auteur des attaques au bacille de charbon n'était pas de tuer mais plutôt de menacer, d'intimider.

D'ailleurs, quelles raisons pouvaient être valables pour effrayer ces gens en particulier ? Dans le cas des deux sénateurs démocrates, une réponse à cette question semble plus apparente lorsqu'on apprend qu'un important et controversé projet de loi américain, le *Patriot Act*, fut rapidement déposé en réaction aux attaques du 11-Septembre. Il fut ultimement soumis au vote les 24 et 25 octobre 2001. Coïncidence ou non, les sénateurs Leahy et Daschle se trouvaient tous deux en position-clé pour favoriser ou empêcher le passage de cette loi.

Né sous la forme d'une proposition législative provenant de l'administration Bush, le *Patriot Act* rencontra d'abord un premier obstacle : Patrick Leahy, le président du Comité Judiciaire au Sénat, avait entrepris d'intenses négociations avec le Département de la Justice pour apporter des modifications substantielles au projet de loi dans le but premier de protéger certaines libertés civiles.

Puis, le 9 octobre, le sénateur Russ Feingold (démocrate, Wisconsin) bloquait le passage du *Patriot Act*, exigeant que celui-ci soit soumis à un débat en vue d'éventuels amendements. Voici un extrait d'article de l'*Associated Press* paru le 10 octobre 2001 :

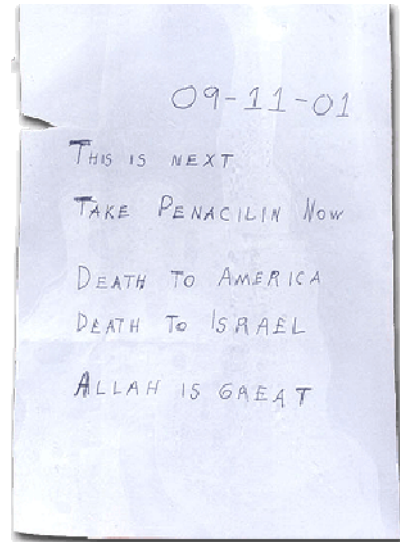
« La loi antiterrorisme [*Patriot Act*] de l'administration Bush est au point mort parce qu'un sénateur s'inquiète du fait qu'elle érodera les libertés civiles.

Le leader de la majorité au Sénat, Tom Daschle (démocrate, Dakota du Sud), a tenté d'accélérer le passage du projet de loi mardi, mais le sénateur Russ Feingold (démocrate, Wisconsin) a refusé la requête de Daschle de laisser libre passage au projet sans qu'il soit débattu ou amendé.

"Je ne comprends pas très bien pourquoi nous ne pouvons pas prendre seulement quelques heures de débat", a affirmé Feingold, qui désire obtenir l'occasion de limiter certains des pouvoirs policiers accordés dans le projet de loi du Sénat. [...]

Les amendements de Feingold :

- élimineraient une disposition du projet de loi qui permettrait à la police de fouiller en secret le domicile de suspects.



- limiteraient une disposition permettant la mise sur écoute téléphonique par les responsables fédéraux.

- empêcheraient le FBI d'avoir accès aux renseignements personnels des Américains (nouvelles – sites Internet).

- clarifieraient le pouvoir du gouvernement fédéral à mettre les ordinateurs sous surveillance.

“Il est crucial que les libertés civiles dans ce pays soient préservées”, a affirmé Feingold. “Sans quoi les terroristes gagneront le combat contre les valeurs américaines sans avoir à tirer une seule autre balle.” [...] »<sup>1</sup>

L'information la plus importante que nous fournissait ce développement était la date à laquelle Feingold avait bloqué le processus de passage du *Patriot Act* : le 9 octobre 2001. Rappelons-nous que les enveloppes d'anthrax expédiées aux sénateurs Daschle et Leahy furent précisément postées le 9 octobre 2001.

Tel que souligné, les sénateurs Tom Daschle et Patrick Leahy se trouvaient alors à des postes potentiellement clés pour bloquer, ralentir ou accélérer le passage du *Patriot Act*, et ils reçurent ces lettres de menace contenant l'anthrax moins de deux semaines avant le vote historique. Ce projet de loi majeur fut par la suite adopté sans problème, augmentant ainsi drastiquement le pouvoir des forces de l'ordre dans un contexte de lutte contre le terrorisme.

Sans trop entrer dans les détails législatifs du *Patriot Act*, nous pouvons à tout le moins mentionner que ce projet de loi constituait sans l'ombre d'un doute une étape cruciale vers l'établissement d'une police d'Etat aux Etats-Unis. Pour ne citer que quelques exemples, signalons que le gouvernement américain s'appropriait de ce fait le droit de fouiller ses citoyens sans motif raisonnable (n'ayant qu'à prétexter la guerre contre la terreur), ce qui allait à l'encontre du Quatrième Amendement de leur Constitution. Il leur devenait également possible de refuser l'accès à un avocat à un Américain accusé de crime en prétextant simplement la lutte contre la terreur. Le gouvernement acquérait aussi le droit d'emprisonner indéfiniment des individus sans qu'ils aient accès à un procès ; le droit d'enfermer des Américains sans qu'ils soient accusés et sans qu'ils puissent être confrontés à ceux qui témoignent contre eux. De plus, le *Patriot Act* leur permettait de surveiller les institutions politiques et religieuses, et d'écouter les conversations entre les détenus incarcérés et leur avocat.<sup>2</sup>



Tout ceci au nom de la lutte contre la terreur.

Signalons que cette liste d'accrocs aux droits civiques date de 2002. Depuis ce temps, le gouvernement américain a poursuivi en ce sens, notamment avec le passage du *Patriot Act 2*, aussi connu sous le nom de *Domestic Security Enhancement Act* en 2003, ainsi que d'autres lois connexes tels les *Military Commissions Act* de 2006.

Mais revenons sur cette histoire de bioterrorisme et observons certains détails concernant l'origine de l'anthrax, ou bacille de charbon, utilisé dans les enveloppes. Voici un extrait d'article tiré de l'édition du 13 décembre 2001 du *Washington Post* :

1. « Senator blocks attempt to pass bill » (*Associated Press* – 10 octobre 2001)

2. « Overview of changes to legal rights » (*Newsday* – 5 septembre 2002)



« Une installation biologique et chimique de l'armée a discrètement développé une forme virulente de spores de bacille du charbon pouvant servir d'armes depuis au moins 1992, et des échantillons de la bactérie ont été expédiés à plusieurs reprises entre cette installation et Fort Detrick, au Maryland, au cours des dernières années, selon des responsables du gouvernement et des archives de transport.

Les spores de l'Utah, cultivés et préparés au Dugway Proving Ground, installation de 800 000 acres située à environ 80 milles de Salt Lake City, appartiennent à la souche Ames – la même souche utilisée dans les lettres mortelles qui furent envoyées aux services de médias et aux deux sénateurs en septembre et en octobre. Aucun autre pays n'est connu pour avoir fabriqué la souche Ames pour servir d'arme. [...]

Des responsables de l'armée ont déclaré hier que le matériel qu'ils avaient fabriqué était entièrement sous contrôle et qu'ils coopéraient avec l'investigation du FBI. Le FBI n'a pas voulu faire de commentaires sur le programme de Dugway hier, mais des responsables de l'agence ont émis l'hypothèse que les attaques étaient l'œuvre d'un terroriste domestique – probablement une personne possédant des connaissances en microbiologie. [...]

Différents responsables de l'armée et d'ailleurs ont affirmé que les spores d'anthrax qui se trouvaient dans la lettre destinée au chef de la majorité au Sénat, Thomas A. Daschle (Démocrate, Dakota du Sud), étaient hautement concentrés et avaient été produits en une poudre composée de particules inférieures à trois microns de diamètre – les classant dans le type de format qui les rendent extrêmement dangereux s'ils sont relâchés dans l'air. [...]

Les nouvelles révélations à propos du niveau de sophistication technique du matériel utilisé dans les lettres à Daschle et au sénateur Patrick J. Leahy (Démocrate, Vermont) ont approfondi le débat à propos de [l'identité de celui] qui pourrait être derrière les attaques. Certains éminents experts sur l'anthrax croient que les indications pointent vers un scientifique américain ayant des liens avec le programme d'armes biologiques des Etats-Unis ou avec l'un de ses contracteurs.

"Le bacille de charbon dans les lettres a probablement été fabriqué et développé en tant qu'arme dans un laboratoire du gouvernement des Etats-Unis ou de l'un de ses contracteurs", a conclu Barbara Hatch Rosenberg, microbiologiste et directrice de la *Federation of American Scientists' Working Group on Biological Weapons*, dans une analyse rendue publique par la fédération lundi. [...]

Richard Spertzel, un ancien colonel des forces armées ayant dirigé l'équipe d'inspection d'armes biologiques des Nations Unies en Irak, s'est moqué la semaine dernière de l'hypothèse d'un 'bio-bomber', un scientifique contrarié ou dérangé qui aurait fabriqué artisanalement l'arme mortelle d'anthrax seul dans un laboratoire de sous-sol.

"La qualité du produit contenu dans la lettre au sénateur Daschle était supérieure à celle retrouvée dans les programmes soviétiques, irakiens ou américains, certainement en termes de pureté et de concentration des particules de spores", a déclaré Spertzel dans un témoignage le 5 décembre devant le Comité de la Chambre sur les Relations Internationales, faisant apparemment référence au programme offensif des Etats-Unis qui avait pris fin en 1969. »<sup>1</sup>

Trois jours après la parution de cet article, le *Washington Post* revenait sur le sujet et confirmait la source du matériel utilisé dans les attaques :

« Des études sur les empreintes digitales génétiques indiquent que les spores de bacille de charbon envoyés par la poste sur la colline du Capitole sont identiques aux réserves de la bactérie mortelle conservées par l'armée des Etats-Unis depuis 1980,

---

1. « Army working on weapons-grade anthrax » (*Washington Post* – 13 décembre 2001)

selon les scientifiques familiers avec les tests les plus récents.

Quoique plusieurs laboratoires possèdent la souche Ames de l'anthrax impliquée dans les attaques bioterroristes de cet automne, seulement cinq laboratoires ont été identifiés jusqu'ici comme détenant la compatibilité génétique parfaite avec celles des lettres envoyées au Sénat, affirment les scientifiques. Et les échantillons de tous ces laboratoires ne mènent qu'à une seule source militaire américaine : l'Institut de Recherche Médicale des Forces Armées des Etats-Unis sur les Maladies Infectieuses (USAMRIID) de Fort Detrick, au Maryland.

"Cela signifie que la source originale [du matériel terroriste] se doit d'être l'USAMRIID", a déclaré l'un des scientifiques. [...]

L'investigation du FBI sur les attaques à l'anthrax se concentre de plus en plus à savoir si des programmes de recherches d'armes biochimiques du gouvernement des Etats-Unis, dont l'un est dirigé par la CIA, pourrait avoir été la source de la poudre d'anthrax mortelle envoyée par la poste, selon des sources au courant de l'enquête. Les résultats des tests génétiques renforcent cette possibilité. Le FBI se concentre sur un contracteur ayant travaillé avec la CIA, a révélé une source.

Mais l'identité du laboratoire qui aurait perdu le contrôle de son matériel, qui a apparemment abouti dans les mains de terroristes, demeure inconnue. [...]

Des sources parmi les forces de l'ordre affirment toutefois que le FBI demeure extrêmement intéressé par le travail de la CIA avec l'anthrax, l'un des officiels présentant cette piste comme étant la meilleure qu'ils détiennent en ce moment. Les sources affirment que les investigateurs du FBI n'en connaissent pas encore beaucoup sur le programme de la CIA. [...] »<sup>1</sup>

Trois mois plus tard, Barbara Rosenberg, citée précédemment par le *Washington Post*, précisait ses conclusions lors d'une entrevue avec la BBC. Voici un extrait de l'émission *Newsnight* daté du 14 mars 2002 :

« Une investigation de *Newsnight* a soulevé la possibilité qu'il y ait eu un projet secret à la CIA pour investiguer sur les méthodes d'envoyer de l'anthrax par la poste et qui aurait tourné terriblement mal.

L'affirmation choquante est qu'un membre-clé de l'opération secrète pourrait avoir retiré, raffiné et ensuite posté l'anthrax pouvant servir d'arme, qui a tué cinq personnes.

Dans la foulée du 11-Septembre, les attaques à l'anthrax avaient provoqué la panique à travers les Etats-Unis et dans le monde. Mais le FBI a-t-il jugé que tout ce dossier était trop délicat pour s'en charger ? [...]

L'investigation a initialement examiné la possibilité d'un lien avec Al Qaeda ou l'Irak, puis elle s'est tournée vers un terroriste local, et ensuite vers l'intérieur, vers un programme de bio-défense des Etats-Unis eux-mêmes. Mais dans les quatre ou cinq dernières semaines, l'investigation semble s'être enlisée dans le sable. [...]

Il y a trois semaines, le docteur Barbara Rosenberg – une figure d'autorité reconnue dans le domaine de bio-défense américaine – a prétendu que le FBI traînait les pieds parce qu'une arrestation serait embarrassante pour les autorités américaines. Ce soir, sur *Newsnight*, elle va encore plus loin en suggérant qu'il pourrait y avoir eu un projet secret de la CIA sur le terrain pour tester la faisabilité d'envoyer de l'anthrax par la poste – et dont un scientifique haut placé aurait gravement déraillé.

"Il est possible qu'une personne avec une très grande expertise dans le domaine ait été en charge et qu'il ait été laissé à sa discrétion de décider de la manière exacte de procéder. Résultat, le projet pourrait avoir complètement dérapé si cette personne décida de l'utiliser pour ses propres motifs en visant les médias et le Sénat,

---

1. « Capitol Hill anthrax matches Army's stocks » (*Washington Post* – 16 décembre 2001)

contrairement à ce qui était prévu par le projet du gouvernement... je crois que c'est une possibilité qui se doit d'être considérée", a déclaré Barbara Rosenberg. [...] »<sup>1</sup>

Malgré toutes les informations recueillies dans les semaines qui suivirent les attaques au bacille de charbon, il est important de noter qu'à l'instar notamment des investigations sur les achats des 'put options' ainsi que des investigations sur les énormes montants d'argent acheminés à travers les systèmes financiers du World Trade Center au moment précis des attentats, aucun développement n'a encore été annoncé sept ans plus tard quant à l'identité de l'auteur des lettres contenant l'anthrax.

Toutefois, un important morceau du casse-tête tomba en place lorsque le groupe *Judicial Watch* déposa des poursuites contre plusieurs agences américaines pour ne pas avoir fourni de réponses adéquates à des requêtes sous la loi de l'accès à l'information. Voici un extrait du communiqué de *Judicial Watch*, daté du 10 janvier 2003 :

« *Judicial Watch* [...] a affirmé aujourd'hui que l'administration Bush a échoué à fournir une réponse complète et précise à une requête sous la Loi de la Liberté d'Information (FOIA) concernant la décision de placer le personnel de la Maison-Blanche sous le régime du puissant antibiotique Cipro le jour même des attaques terroristes du 11 septembre 2001. En contraste, les employés du Service Postal des Etats-Unis au centre des postes de Brentwood, à Washington, D.C. – les clients de *Judicial Watch* – se sont vu refuser le traitement antibiotique, ceci même après qu'il soit devenu apparent que le centre Brentwood avait été contaminé. [...]

Malgré que de multiples rapports de presse confirment que le personnel de la Maison-Blanche a commencé à utiliser Cipro le 11 septembre 2001, la réponse incomplète et évasive de la Maison-Blanche au FOIA fut constituée de quatre courriels sans valeur [...]. *Judicial Watch* fait appel de la réponse au FOIA et entreprendra une forte action légale pour découvrir la vérité malgré les tactiques obstructionnistes de l'administration. [...] »<sup>2</sup>

N'est-il pas hautement suspect qu'une semaine avant l'envoi de la première lettre contenant l'anthrax, le personnel de la Maison-Blanche se vit administrer du Cipro, un traitement antibiotique contre cette même poudre mortelle ?

Assurons-nous d'abord de corroborer cette information avec un extrait du *Washington Post* daté du 23 octobre 2001 :

« Le président Bush a affirmé en toute confiance mardi que "je n'ai pas l'anthrax" [*sic*] après les examens de contrôle biochimique à la Maison-Blanche et la découverte d'anthrax dans une machine servant à ouvrir le courrier aux installations de triage six milles plus loin.

Tout le courrier de la Maison-Blanche – plus de 40 000 lettres par semaine – est examiné aux installations militaires de l'autre côté de la rivière Potomac.

"Laissez-moi le dire de la manière suivante", a dit Bush. "J'ai confiance que lorsque je viendrai travailler demain, je serai en sécurité."

Lorsque interrogé pour savoir s'il avait été examiné à propos du microbe qui a déjà fait trois victimes ce mois-ci, ou s'il prend des antibiotiques par précaution, Bush a simplement rétorqué : "Je n'ai pas l'anthrax" [*sic*].

Au moins certains membres du personnel se sont vu administrer du Cipro, il y a six semaines. Les responsables de la Maison-Blanche refusent de discuter de l'identité de ceux qui reçoivent encore le traitement antibiotique contre l'anthrax en ce moment.

Le soir des attaques du 11-Septembre, le Cabinet Médical de la Maison-Blanche a

1. « Anthrax attacks » (BBC Newsnight – 14 mars 2002)

2. « White House dodges anthrax questions » (*Judicial Watch* – 10 janvier 2003)

distribué le Cipro au personnel accompagnant le vice-président Dick Cheney alors qu'il était envoyé aux abris à Camp David, en leur disant que c'était "une précaution", selon un individu impliqué directement. [...] »<sup>1</sup>

Non seulement ceci vient confirmer que l'antibiotique contre l'anthrax fut administré à la Maison-Blanche le jour même du 11-Septembre, soit une semaine complète avant l'envoi de la première lettre contaminée, mais nous découvrons également que ce ne fut que certains employés, plus spécifiquement le personnel accompagnant le vice-président Dick Cheney, qui avaient reçu le traitement.

En bout de ligne, nous nous retrouvons donc avec une souche d'anthrax ne pouvant provenir que d'une installation de bio-défense américaine ; avec des suggestions d'experts pointant vers un programme secret de la CIA ; avec des lettres contaminées destinées aux médias et à deux membres influents du parti de l'opposition – dont le sceau postal coïncide jour pour jour avec le blocage du *Patriot Act* par un sénateur démocrate. Et finalement, répétons que certains membres privilégiés de la Maison-Blanche affiliés au vice-président reçurent le traitement 'anti-anthrax' une semaine complète *avant* l'envoi de la première enveloppe.

Puisqu'on y est, signalons que la première victime de l'anthrax fut Robert Stevens, éditeur de la photographie pour *American Media*<sup>2</sup>, propriétaire du *National Enquirer*. Incidemment, le *National Enquirer* avait défrayé la chronique en décembre 2000 en publiant une photo de Jenna Bush, fille du président, visiblement soûle et en pleine débauche (voir annexe de photos – PH-16.10). Probablement une simple coïncidence.

Reste que plus de sept ans après, aucune accusation n'est encore portée contre qui que ce soit dans le dossier des enveloppes d'anthrax. Voici d'ailleurs ce qu'affirmait Rush Holt, membre démocrate du Congrès américain, dans un communiqué officiel intitulé « Réponses exigées sur l'immobilisme de l'investigation sur l'anthrax » émis le 2 mars 2007 :

« Le représentant [au Congrès] Rush Holt (New Jersey, 12<sup>e</sup> District) a demandé aujourd'hui aux présidents des comités de la Chambre des représentants chargés d'assurer le bon fonctionnement de mener des audiences sur l'échec du FBI à déterminer la source des attaques à l'anthrax qui avaient paralysé la nation, le commerce et le gouvernement fédéral. [...]

"Le Département de la Justice et le FBI ont ouvertement affirmé leur conviction



1. « White house mail machine has anthrax » (*Washington Post* – 23 octobre 2001)

2. « Anthrax – Full list of cases » (*London Guardian* – 23 novembre 2001)

que le Congrès ne doit pas être informé sur ce sujet de sécurité nationale vitale”, a écrit Holt. “M. le Président [du comité], je demande votre aide pour déterminer quelles sont les raisons pour lesquelles nous avons été incapables de soumettre à la justice les auteurs de ces actes odieux. Il est temps d’assurer une surveillance efficace du Département de la Justice et du FBI.” [...]

“Le refus du FBI de présenter un rapport aux membres du Congrès soulève de sérieuses inquiétudes à propos de la position de l’investigation ainsi qu’à savoir si elle représente une priorité réelle pour le FBI, qui ne semble pas plus près de résoudre cet acte de bioterrorisme qu’il ne l’était il y a cinq ans”, a écrit Holt. [...] »<sup>1</sup>

---

1. « Answers needed on stalled anthrax investigation » (rep. Rush Holt, New Jersey 12th District – 2 mars 2007)

## UN AVENIR À L'IMAGE DU PASSÉ ?

Abordons enfin un dernier volet – historique, celui-là – qui permettra sans doute d'accéder à une meilleure perspective générale avant de conclure. Tel que nous le verrons, certains éléments d'un passé relativement récent révèlent explicitement que l'utilisation de prétextes par les gouvernements pour justifier des guerres auprès de leurs populations n'a rien de nouveau en soi.

Examinons dans un premier temps un article à tout le moins révélateur sur le type de tractations pouvant survenir au sein d'un gouvernement. L'article en question nous ramène en 1962, nous plongeant dans un contexte de tensions élevées entre les Etats-Unis et Cuba, et fut publié moins de cinq mois avant les attentats du 11-Septembre, le 1<sup>er</sup> mai 2001, par ABC News suite à la déclassification de documents historiques :

« Au début des années 60, les dirigeants militaires américains ont, selon certaines informations, élaboré des plans pour tuer des gens innocents et commettre des actes de terrorisme dans des villes des Etats-Unis pour créer un support public envers une guerre contre Cuba.

Sous le nom de code 'Operations Northwoods', des informations indiquent que les plans incluait l'assassinat possible d'émigrés cubains, de couler des bateaux de réfugiés cubains en haute mer, de détourner des avions, de faire exploser un navire américain, et même d'orchestrer de violents actes de terrorisme dans des villes des Etats-Unis.

Les plans avaient été développés de manière à duper le public américain ainsi que la communauté internationale pour qu'ils soutiennent une guerre qui devait chasser le nouveau dirigeant cubain, le communiste Fidel Castro.

Les haut dirigeants militaires américains envisagèrent même de provoquer des pertes militaires du côté des Etats-Unis, écrivant : "Nous pourrions faire sauter un navire américain dans la baie de Guantanamo et accuser Cuba" et "les listes des décès dans les journaux des Etats-Unis provoqueraient une vague d'indignation nationale utile". [...] »<sup>1</sup>

Heureusement, ces plans sordides ne virent jamais le jour, étant apparemment rejetés par le président John F. Kennedy, d'ailleurs assassiné l'année suivante.

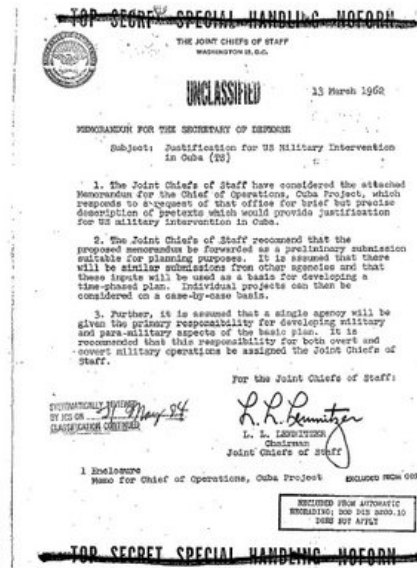
Cependant, le délai avant qu'une telle information ne soit rendue publique – près de 40 ans – n'est-il pas inquiétant ? Alors qu'il apparaît peu aisé, après tout ce temps, de tenir quiconque responsable d'avoir fomenté de tels plans, la révélation en elle-même ne devrait-elle pas servir de sérieux avertissement envers la possibilité qu'un gouvernement puisse commettre des actes de terrorisme contre ses propres citoyens pour parvenir à ses fins ?

Observons la confirmation officielle des *Archives de la Sécurité Nationale*, parue le 30 avril 2001 à ce sujet :

---

1. « US Military wanted to provoke war with Cuba » (ABC News – 1<sup>er</sup> mai 2001)

« Dans son nouvel exposé de l'Agence de Sécurité Nationale intitulé *Body of Secrets*, l'auteur James Bamford met en évidence une série de propositions à propos de Cuba par le Comité des Chefs d'Etat-major interarmes (Joint Chief of Staff) sous le nom de code 'Operations Northwoods'. Ce document, titré "Justification pour une intervention militaire à Cuba" fut fourni par le JCS au secrétaire à la Défense Robert McNamara le 13 mars 1962 en tant que composant-clé de Northwoods. Formulé en réponse à une requête du dirigeant du 'Projet Cuba', le colonel Edward Lansdale, le mémorandum décrit des plans américains pour subrepticement organiser divers prétextes pouvant justifier une invasion de Cuba par les Etats-Unis. Ces propositions – qui faisaient partie d'un programme secret anticastriste connu sous le nom d' 'Operation Mongoose' – incluaient la mise en scène d'assassinats de Cubains vivant aux Etats-Unis, de développer une fausse "campagne de terrorisme par des communistes cubains dans la région de Miami, dans d'autres villes de la Floride et même à Washington", incluant de "couler un bateau plein de réfugiés cubains (vrai ou simulé)", de faire croire à une attaque de l'aviation militaire cubaine sur un avion de ligne civil, et d'élaborer un incident du type 'En souvenir du Maine' en faisant sauter un navire américain dans les eaux cubaines pour ensuite imputer l'incident à du sabotage cubain. Bamford lui-même écrit que l'Opération Northwoods "pourrait être le plan le plus corrompu jamais conçu par le gouvernement des Etats-Unis". »<sup>1</sup>



Alors que l'Opération Northwoods ne reçut jamais l'autorisation nécessaire par l'administration Kennedy pour passer à l'action, il en fut toutefois autrement deux ans plus tard, lors de l'incident du Golfe de Tonkin. Cet événement historique venait aggraver considérablement la guerre du Vietnam sous la direction du président américain Lyndon B. Johnson, successeur de JFK.

Des documents déclassifiés en 2005 confirment en effet que l'administration Johnson avait alors manipulé des informations pour faire croire au Congrès et au public à une deuxième attaque en trois jours de la part des bateaux vietnamiens.

Voici un extrait d'article paru le 12 décembre 2005 par l'*USNews* :

« Les événements obscurs dans le Golfe de Tonkin en août 1964 propulsèrent les Etats-Unis dans la guerre du Vietnam. Sur une période de trois jours, le gouvernement américain avait rapporté deux attaques sur ses destroyers. Le premier assaut par des bateaux de patrouille nord-vietnamiens, survenu le 2 août, avait provoqué une simple protestation de la part de Washington. Puis, le soir nuageux du 4 août, deux navires américains détectèrent une embuscade apparente. Ils ouvrirent le feu en réponse, et prétendirent avoir coulé plusieurs bateaux ennemis. L'incident motiva Lyndon Johnson à ordonner des frappes aériennes et obtenir l'équivalence d'une déclaration de guerre du Congrès.

1. « Pentagon proposed pretexts for Cuba invasion in 1962 » (*National Security Archive* – 30 avril 2001)

Toutefois, dans les années qui suivirent, les doutes du public augmentèrent à propos du deuxième incident. Il n'y avait aucune preuve physique de l'attaque, quoique le secrétaire à la Défense Robert McNamara ait assuré le Congrès en 1968 que les renseignements disponibles étaient 'irrécusables'. Il faisait alors principalement référence à des communications navales nord-vietnamiennes interceptées par l'Agence de Sécurité Nationale (NSA). En 1984, une histoire qui avait défrayé la chronique du *USNews* citait deux responsables haut placés du service des renseignements de l'époque qui mettaient sérieusement en doute ces rapports [...].



Maintenant, une étude nouvellement déclassifiée de la NSA – et plus de 140 rapports top secret du service de renseignements – confirment à quel point McNamara avait tort. En effet, le rapport de 55 pages de l'historien Robert Hanyok réécrit efficacement l'histoire de cet événement crucial. Hanyok prouve, non seulement qu'il n'y a jamais eu de deuxième attaque, mais également que la NSA disposait en abondance de preuves contradictoires ayant été activement supprimées. "La grande majorité des rapports, s'ils avaient été utilisés, auraient démontré qu'aucune attaque n'avait eu lieu", conclut Hanyok. "Alors un effort consciencieux s'ensuivit pour démontrer que l'attaque s'était produite." [...]

Plus accablant encore, les analystes de la NSA ne s'étaient fiés qu'à six interceptions seulement pour mettre sur pied leur compte-rendu. Mais Hanyok a découvert 53 autres interceptions relatives qui demeurèrent enfouies pendant près de quarante ans, inaccessibles pour les investigateurs du Congrès et les hauts responsables américains. Les interceptions perdues – 90 % des renseignements de la NSA sur le sujet – démontrent que les bateaux nord-vietnamiens suspectés dans l'attaque du 4 août étaient occupés à porter secours aux bateaux endommagés deux jours plus tôt. Et que les Nord-Vietnamiens tentaient activement d'éviter les navires américains. [...]»<sup>1</sup>

Soulignons qu'alors que le prétexte lui-même ne coûta la vie à personne, les frappes aériennes et les années de combats qui découlèrent de la déclaration de guerre du Congrès – justifiée par cette deuxième attaque inexistante – résultèrent quant à elles en plusieurs centaines de milliers de morts, selon les plus basses estimations.

Assurons-nous cependant de confirmer l'information à l'aide d'un bref extrait tiré du site officiel de la NSA, paru le 1<sup>er</sup> décembre 2005 :

« La plus importante agence de renseignements américaine, l'Agence de Sécurité Nationale, a déclassifié aujourd'hui plus de 140 documents anciennement top secrets – historiques, chronologiques, des rapports de renseignements indicatifs (SIGINT), ainsi que des interviews historiques verbaux – sur l'incident du Golfe de Tonkin de 1964. Ceci inclut la publication d'un article controversé de l'historien de l'Agence, Robert J. Hanyok, sur les SIGINT et le Golfe de Tonkin qui confirme ce que les historiens soutenaient depuis longtemps : qu'il n'y a pas eu de deuxième attaque sur les navires américains à Tonkin le 4 août 1964. [...]»<sup>2</sup>

1. « The attack that wasn't » (*USNews* – 12 décembre 2005)

2. « Tonkin Gulf intelligence skewed according to official history and intercepts » (*National Security Archive*)



L'utilisation de prétextes pour partir en guerre semble malheureusement toujours figurer parmi les stratégies militaires modernes. L'un des exemples les plus connus de nos jours est probablement cette allégation des Etats-Unis que l'Irak possédait des armes de destruction massive, ce qui se révéla totalement faux. Un autre prétexte concernant l'Irak, moins connu celui-ci, fut également considéré par l'administration Bush pour duper le public et partir en guerre.

Laissons à cet article du *New York Times*, daté du 27 mars 2006, le soin de relater les faits :

« Dans les semaines précédant l'invasion de l'Irak par les Etats-Unis, alors que les Américains et l'Angleterre pressaient les Nations Unies de déposer une deuxième résolution sur l'Irak, l'ultimatum public du président Bush à Saddam Hussein était sans équivoque : désarmez le pays ou ce sera la guerre.

Mais derrière les portes closes, le président était convaincu que la guerre était inévitable. Lors d'une rencontre privée de deux heures dans le Bureau Ovale le 31 janvier 2003, il avait expliqué clairement au Premier ministre d'Angleterre, Tony Blair, qu'il était déterminé à envahir l'Irak sans la deuxième résolution, ou même si les inspecteurs d'armes internationaux ne parvenaient pas à découvrir des armes non-conventionnelles, selon un mémo confidentiel à propos de la rencontre rédigé par le premier conseiller en politiques étrangères de Tony Blair, et examiné par le *New York Times*. [...]

"La date du début de la campagne militaire avait été établie pour le 10 mars", écrivait M. [David] Manning en paraphrasant le président. "C'était à ce moment que les bombardements devaient débiter." [...]

Le mémo démontrait également que le président et le Premier ministre reconnaissaient qu'aucune arme non-conventionnelle n'avait été découverte en Irak. Confrontés à la possibilité de ne rien trouver avant la date d'invasion prévue, M. Bush avait discuté de plusieurs manières de provoquer une confrontation, incluant une proposition de peindre un avion de surveillance américain selon les couleurs des Nations Unies dans l'espoir que celui-ci se fasse tirer dessus, ou encore d'assassiner M. Hussein. [...] »<sup>1</sup>

Ainsi, le président George W. Bush envisagea de faire peindre un avion américain aux couleurs des Nations Unies en souhaitant que celui-là se fasse descendre par les Irakiens. Evidemment, la communauté internationale aurait ensuite été bien mal vue de ne pas soutenir une réplique 'défensive' contre l'Irak.

A bien y réfléchir, ce type de ruse consistant à accuser à tort un ennemi pour ensuite justifier des actions déjà prévues, n'a rien de nouveau en soi. La fin justifie les moyens, dit l'adage. D'ailleurs, en remontant aussi loin que l'empire romain, il est possible de retracer les vestiges de cette stratégie. Quoique ce ne put jamais être officiellement confirmé, nombre d'historiens soutiennent qu'en l'an 64 après J.-C., l'empereur Néron avait lui-même ordonné le célèbre incendie de Rome, qui avait alors brûlé pendant neuf jours et touché dix des quatorze quartiers de la ville. Les chrétiens de l'époque avaient rapidement été accusés par Néron avant d'être persécutés et massacrés.



1. « Bush was set on path to war, british memo says » (*New York Times* – 27 mars 2006)

Un autre événement controversé, plus récent celui-ci, survint lorsque l'USS Maine, un navire de guerre américain, explosa au large de Cuba en 1898. Au total, 266 personnes périrent dans l'incident. Sans fournir de preuves à l'appui, le gouvernement américain avait aussitôt accusé l'Espagne et lui avait déclaré la guerre, suite à laquelle les Etats-Unis prirent possession quelques mois plus tard des colonies espagnoles de Puerto Rico, des Philippines et de Guam. De plus, l'Espagne avait dû céder toutes revendications de souveraineté sur Cuba.



Il existe par ailleurs des prétextes différents de ceux destinés à provoquer les guerres. Les prétextes pour prolonger celles-ci sont également utilisés à l'occasion. Dans le cas de l'Irak plus particulièrement, les Etats-Unis et leurs alliés n'ont-ils pas en bout de ligne tout avantage à éterniser leur occupation ? Celle-ci ne leur permet-elle pas entre autres de protéger les ressources pétrolières nouvellement conquises ? Après tout, advenant l'absence de combats ou de tensions en Irak, quelle serait la justification des forces de la coalition pour y demeurer présentes ?

Dès lors, ne soyons pas étonnés d'apprendre que des opérations clandestines sont menées en Irak pour fomenter et entretenir une situation chaotique servant à prolonger une guerre extrêmement lucrative pour une minorité au pouvoir, notamment le complexe industriel-militaire.

Voici d'ailleurs un exemple à ce sujet, tiré du *Guardian* britannique en date du 19 septembre 2005 :

« Des scènes de violence ont éclaté à Bassora [sud de l'Irak] cet après-midi suite à l'arrestation de deux soldats britanniques pour avoir prétendument tué un policier et en avoir blessé un autre. [...] »

Les combats ont débuté après que les deux soldats britanniques, prétendument déguisés en arabes, aient ouvert le feu sur une patrouille de police, tuant un officier et en blessant un second.

Le Ministère de la Défense a confirmé que deux membres du personnel militaire étaient détenus par les autorités irakiennes aujourd'hui, mais n'ont pas voulu commenter les rumeurs que les soldats travaillaient en mission clandestine. [...] »<sup>1</sup>

Le service de presse chinoise Xinhua rapportait de nouveaux éléments le même jour :

« La police irakienne a arrêté deux soldats britanniques en habits civils à Bassora, une ville du sud du pays, pour avoir ouvert le feu vers une station de police lundi, a affirmé la police.

« Deux individus portant des uniformes arabes ont ouvert le feu sur une station de police de Bassora. Une patrouille de police a poursuivi les assaillants et les a capturés pour découvrir que c'étaient deux soldats britanniques », a déclaré à Xinhua une source du Ministère de l'Intérieur.

Les deux soldats utilisaient une voiture civile remplie d'explosifs, a affirmé la source. [...] »

Les forces britanniques ont informé les autorités irakiennes que les deux soldats étaient en mission officielle, a ajouté la source. [...] »<sup>2</sup>

1. « British soldiers arrested over alleged killing » (*Guardian Unlimited* – 19 septembre 2005)

2. « Iraqi police detain two british soldiers in Basra » (Xinhua – 19 septembre 2005)

Le lendemain, la BBC rapportait que dans les heures suivant l'arrestation, les forces militaires britanniques avaient eu recours à la force pour extirper ces deux soldats – des agents spéciaux des forces élites SAS – aux mains des autorités irakiennes. Un véhicule blindé fut même utilisé pour défoncer l'un des murs de la station de police où étaient détenus les deux soldats des forces spéciales <sup>1</sup>.

Par la suite, les reportages médiatiques cessèrent de mentionner la voiture remplie d'explosifs ainsi que le déguisement des Britanniques pour se concentrer principalement sur la « mission de sauvetage » menée par l'armée. Bien entendu, l'essentiel de cette histoire demeure que des membres des forces spéciales britanniques en mission officielle, vêtus d'habits arabes et se baladant dans une voiture civile bourrée d'explosifs, ont ouvert le feu sur des policiers irakiens.

Lorsqu'ils sont perpétrés sans heurts, de tels actes maintiennent assurément un niveau de tension élevé en Irak et peuvent être imputés à Al Qaeda ou n'importe quels extrémistes, justifiant du fait même la présence de forces militaires pour « stabiliser » la situation. Alors que cette fusillade fut incidemment portée à notre attention, rien n'écarte cependant la possibilité que d'autres missions clandestines semblables ne soient monnaie courante en Irak.

Tournons-nous vers un avenir rapproché. En considérant la récurrence des reportages médiatiques occidentaux sabrant la réputation de l'Iran sur le plan international depuis quelques années, il fait peu de doutes que le régime islamiste de Mahmoud Ahmadinejad se retrouve à son tour dans la ligne de mire des Américains.



Les Iraniens, accusés haut et fort de soutenir l'instabilité en Irak et de vouloir se munir de bombes nucléaires, en dépit de leur statut de signataires du Traité de Non-Prolifération et malgré le fait qu'ils se soumettent aux normes de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique – contrairement à Israël – devraient être les premiers à se méfier de l'utilisation de prétextes comme stratégie militaire.

Voyons d'ailleurs ce qu'affirmait Ron Paul, membre républicain de la Chambre des représentants du Congrès américain, le 11 janvier 2007 :

« Monsieur le président de la Chambre,  
Une victoire militaire en Irak est inaccessible, tout comme c'était le cas pour la guerre du Vietnam. [...]

Les choses ne pourront s'améliorer en Irak jusqu'à ce que nous comprenions que notre occupation est la source première du chaos et des tueries. Nous sommes une force étrangère occupante, qui déplaît fortement à la majorité des citoyens d'Irak. [...]

Les discussions à propos d'une augmentation des troupes et de programmes d'emplois en Irak ne font que distraire les Américains de la possibilité très réelle d'une attaque sur l'Iran. Notre présence navale grandissante



1. « Iraq probe into soldier incident » (BBC – 20 septembre 2005)

dans la région ainsi que notre rude rhétorique à l'endroit de l'Iran sont troublantes. [...]

Les rumeurs abondent à propos de quand, et non pas si, l'Iran sera bombardé soit par Israël ou par les Etats-Unis – peut-être avec des armes nucléaires. Notre CIA affirme que l'Iran est à dix ans de produire une bombe nucléaire et ne possède pas de système pour la transporter, mais cela n'empêche pas nos plans de conserver « toutes les options sur la table » lorsqu'il est question de l'Iran.

Nous devrions nous rappeler que l'Iran, comme l'Irak, est un pays en voie de développement sans puissance militaire significative. Rien dans l'Histoire ne laisse supposer qu'il [Iran] soit susceptible d'envahir un pays voisin, et certainement pas de s'en prendre aux Etats-Unis ou à Israël. Je suis soucieux, toutefois, qu'un incident tel celui du Golfe de Tonkin soit arrangé et pourrait se produire pour gagner le support populaire envers une attaque sur l'Iran. [...] »<sup>1</sup>

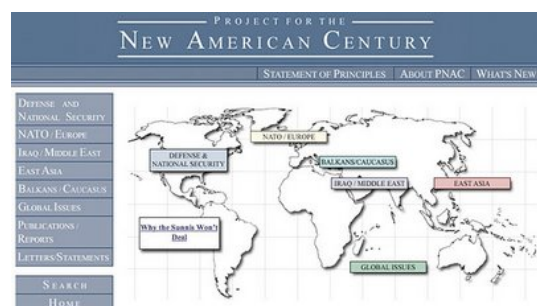
Considérons également les propos de Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller à la sécurité nationale des Etats-Unis, de 1977 à 1981, sous la présidence de Jimmy Carter. Les commentaires suivants furent présentés devant le Comité sur les Relations Etrangères du Sénat américain en date du 1<sup>er</sup> février 2007 :

« [...] Si les Etats-Unis continuent de s'empêtrer dans une implication sanglante prolongée en Irak, l'aboutissement final probable de ce parcours en chute libre sera un conflit direct avec l'Iran ainsi qu'avec une majeure partie du monde islamique en général. Un scénario vraisemblable pour une collision militaire avec l'Iran implique un échec irakien à rencontrer les critères [exigés] ; ceci suivi d'accusations envers les Iraniens d'être responsables de l'échec ; ensuite par une certaine provocation en Irak ou un acte de terrorisme aux Etats-Unis imputé à l'Iran ; ce qui déboucherait sur une action militaire américaine 'défensive' contre l'Iran qui plongerait une Amérique isolée dans une situation difficile encore plus vaste et profonde, s'étendant éventuellement de l'Irak, l'Iran, l'Afghanistan jusqu'au Pakistan. [...] »<sup>2</sup>



Signalons ensuite l'existence d'un document-clé intitulé *Project for the New American Century* (PNAC), élaboré à la fin des années 90 par les futures têtes dirigeantes de l'administration Bush. Appelé à servir d'assises et de guide au prochain gouvernement, ce document mettait en relief le besoin de transformer les politiques de défense.

Coïncidence ou non, il fut notamment signé par Dick Cheney avant que celui-ci devienne vice-président des Etats-Unis, par Donald Rumsfeld avant qu'il soit nommé secrétaire à la Défense, par Jeb Bush, gouverneur de la Floride de 1999 à 2007 et frère du Président, et par Paul Wolfowitz, qui devint secrétaire-adjoint à la Défense en 2001.



The Project for the New American Century is a non-profit educational organization dedicated to a few fundamental propositions: that American leadership is good both for America and for the world, and that such leadership requires military strength, diplomatic energy, and commitment to moral principle.

The Project for the New American Century intends, through issue briefs, research papers, advocacy journalism, conferences, and seminars, to explain what American world leadership entails. It will also strive to rally support for a vigorous and principled policy of American international involvement and to stimulate useful public debate on foreign and defense policy and America's role in the world.

1. « Escalation is hardly the answer » (Hon. Ron Paul of Texas, US House of representatives – 11 janvier 2007)

2. « Zbigniew Brzezinski testimony to Senate Foreign Relations Committee » (1<sup>er</sup> février 2007)

L'étude de ce document s'avère particulièrement instructive sur la conduite des dirigeants américains vis-à-vis des politiques étrangères des dernières années. Il importe de réaliser que les extraits suivants, publiés dans un rapport final intitulé « *Rebuilding America's Defenses* » (“Reconstruire les défenses de l'Amérique”), furent publiés un an avant les attentats du 11-Septembre dans le cadre du PNAC. En voici un premier extrait :

« [...] En effet, les Etats-Unis ont tenté depuis des décennies de jouer un rôle plus permanent dans la sécurité régionale du Golfe [Persique]. Alors que le conflit non résolu avec l'Irak fournit la justification immédiate, le besoin de présence des forces américaines dans le Golfe dépasse le sujet du régime de Saddam Hussein. [...] » page 14, Chapitre 3 – « Repositionner nos forces actuelles ».

« [...] D'une perspective américaine, la valeur de telles bases demeurerait présente même si Saddam venait à quitter la scène. A long terme, l'Iran pourrait bien s'avérer une menace aussi grande vis-à-vis des intérêts américains dans le Golfe que l'Irak. Et même si les relations américano-iraniennes s'amélioraient, maintenir les forces à l'avant-plan dans la région demeurerait encore un élément essentiel dans les stratégies de sécurité des Etats-Unis, compte tenu des intérêts américains de longue durée dans la région. [...] » page 17, Chapitre 3 – « Repositionner nos forces actuelles ».

Ces deux extraits reflètent bien l'essence du document, qui établissait entre autres que l'une des quatre missions centrales à venir pour les forces militaires américaines serait de « combattre et de remporter de manière décisive des théâtres de guerre majeurs, multiples et simultanés ». Dans un contexte pré-11-Septembre et pré-« guerre contre la terre » cependant, comment les auteurs de ce document avaient-ils pu prévoir qu'ils allaient bientôt devoir composer avec de multiples théâtres de guerre, majeurs et simultanés, au point d'inclure cette idée comme étant l'une des missions centrales de leurs forces armées ?

Alors que le rapport soulignait aussi l'importance d'augmenter substantiellement les budgets militaires américains dans le but connexe d'expérimenter de nouvelles armes, celui-ci prenait par ailleurs soin de noter que le parcours à suivre pour atteindre ces objectifs s'étalerait sur une longue période, et qu'une progression lente était à prévoir.

Alors surgissait une phrase que beaucoup perçoivent comme étant la déclaration-clé du document « *Rebuilding America's Defenses* » :

« [...] De plus, le procédé de transformation, même s'il apporte un changement révolutionnaire, est susceptible d'être long, en l'absence d'un événement catastrophique et catalyseur – comme un nouveau Pearl Harbor. [...] » page 51, Chapitre 5 – « Créer la force dominante de demain ». <sup>1</sup>

Un an après la parution de ce rapport survenaient les attentats du 11-Septembre, incarnant cet « événement catastrophique et catalyseur » arborant toutes les caractéristiques d'un « nouveau Pearl Harbor » (le point d'entrée des Américains dans la Seconde Guerre mondiale).

N'est-il pas significatif de retrouver cette mention d'un « nouveau Pearl Harbor » dans un contexte où cette éventualité était manifestement présentée pour ses effets bénéfiques et favorables à l'agenda militaire des Etats-Unis ?

Les attaques du 11-Septembre n'évitèrent-elles justement pas à la nouvelle administration américaine, dont plusieurs étaient signataires de ce même PNAC, de se soumettre à un long « procédé de transformation » ?

---

1. *Rebuilding America's Defenses* (PNAC report – September 2000)

Prenons d'ailleurs un instant pour examiner la réaction de certaines personnes haut placées au Pentagone, dans le bureau de Donald Rumsfeld, au moment même où le deuxième avion percuta la tour Sud du World Trade Center. M. Rumsfeld se trouvait entre autres en compagnie de Paul Wolfowitz, également signataire du PNAC. Voyons si ces hommes semblèrent surpris par les événements en cours.

L'extrait suivant provient d'un article paru dans le quotidien britannique *Telegraph* :

« [...] M. Rumsfeld, se souvient M. Cox, regardait la couverture télévisée provenant de New York et a dit : "Croyez-moi, ceci n'est pas encore terminé. Il va y avoir une autre attaque, et ça pourrait être nous."

Quelques instants plus tard, l'avion s'écrasait [sur le Pentagone]. [...] »<sup>1</sup>



Fort heureusement, le bureau du clairvoyant Donald Rumsfeld était situé du côté complètement opposé à l'endroit de l'impact<sup>2</sup>.

A l'interne, l'administration Bush ne mit d'ailleurs pas longtemps avant de mettre en branle les stratégies mentionnées dans le rapport *Rebuilding America's Defenses*, qui révélait à mots presque non couverts que des justifications devaient être utilisées pour que les Etats-Unis puissent se positionner militairement au Moyen-Orient et ainsi avoir la mainmise sur les « intérêts américains de longue durée dans la région », expression implicite mais discrète désignant les ressources pétrolières.

Le 11-Septembre devenait en fait une opportunité en or pour l'administration américaine de mettre à exécution leurs plans de domination mondiale. Citons d'ailleurs ce commentaire de Gary Hart, ancien candidat présidentiel américain, lors d'une réunion télévisée du Conseil sur les Relations Etrangères (*Council on Foreign Relations*) tenue le 14 septembre 2001 :

« [...] Il s'agit d'une opportunité pour le président des Etats-Unis de se servir de ce désastre pour mettre à exécution ce que son père... une expression que je crois que son père n'a utilisée qu'une seule fois, et qui n'a pas été utilisée depuis... c'est-à-dire un 'nouvel ordre mondial'. [...] »<sup>3</sup>



Voilà donc ce que représentaient les attentats du 11-Septembre pour certains politiciens influents trois jours plus tard : une *opportunité d'établir un nouvel ordre mondial*.

Six ans plus tard, ce même Gary Hart publiait une lettre ouverte directement destinée au gouvernement d'Iran. Le titre de celle-ci, « Conseil non sollicité pour le gouvernement iranien », à l'image de son contenu, était sans équivoque. En voici un extrait :

1. « Revealed : What really went on during Bush's missing hours » (*Telegraph* – 16 décembre 2001)  
 2. « Hard hats unfurl flag, sing 'God bless America', for presidential visit to Pentagon » (*The Augusta Chronicle* – 12 septembre 2001)  
 3. « National Security in the 21st Century : Findings of the Hart-Rudman Commission » (*Council on Foreign Relations* – 14 septembre 2001)

« En supposant que vous n'êtes pas suffisamment ignorants pour désirer une guerre avec les Etats-Unis, vous seriez bien avisés de vous familiariser avec l'histoire du naufrage du USS Maine dans le port de La Havane en 1898 ainsi qu'avec l'histoire du Golfe de Tonkin en 1964.

Une fois que ce sera fait, vous reconnaîtrez certainement que les Américains sont réticents à partir en guerre à moins qu'ils n'aient été attaqués. Jusqu'à Pearl Harbor, nous étions même réticents à nous impliquer dans la Seconde Guerre mondiale. Pour les historiens spécialisés dans les guerres américaines, la question est : 'Est-ce que nous provoquons les provocations ?'. [...]

Compte tenu de tout cela, vous seriez probablement bien avisés de tenir vos forces, incluant vos forces clandestines, aussi loin que possible de la frontière irakienne. Vous pourriez peut-être même considérer d'inviter des pays voisins à confirmer que vous n'expédiez pas d'armes de l'autre côté de la frontière [Iran/Irak]. [...]

Mais, pour les seize prochains mois environ [*jusqu'à la fin du mandat de George W. Bush*], vous devriez non seulement ne pas entreprendre d'actions provocatrices, mais vous ne devriez pas non plus sembler le faire.

Pour la vaste majorité d'Américains qui désirent éviter que la guerre s'étende, au Moyen-Orient ou ailleurs, ne poussez pas votre chance. Ne fournissez pas à un certain vice-président que nous connaissons [*Dick Cheney*] la justification qu'il recherche pour attaquer votre pays. A moins bien entendu que vous ne désiriez que des bombes vous tombent sur la tête. »<sup>1</sup>

Comme nous le savons aujourd'hui, les attentats du 11-Septembre s'avérèrent être le « nouveau Pearl Harbor » nécessaire pour propulser nos voisins du Sud et leurs alliés, Canada inclus, dans un type de guerre inhabituel, une guerre internationale contre la terreur, dans laquelle le seul moyen d'identifier l'ennemi, pour les citoyens, devenait dorénavant de s'en remettre à la bonne parole de ses dirigeants.

Jetons un coup d'œil sur un article fort révélateur quant à l'atmosphère particulière entretenue par l'administration Bush au cours des dernières années. L'extrait suivant est tiré du *Telegraph* britannique, daté du 3 novembre 2007 :

« Donald Rumsfeld, ancien secrétaire à la Défense des Etats-Unis, a tenté de maintenir une atmosphère de peur en Amérique dans le cadre d'une campagne de propagande sur la guerre en Irak, démontre une série de mémos divulgués aux médias.

Un mémo, rédigé en avril 2006, contenait une liste de directives pour le personnel du Pentagone, incluant 'Continuez d'élever la menace' et 'Parlez de la Somalie, des Philippines, etc. Faites réaliser au peuple américain qu'il est entouré d'extrémistes violents partout dans le monde.'

Un autre disait : 'Liez l'Irak à l'Iran. L'Iran inquiète le peuple américain, et si nous échouons en Irak, ça avantagera l'Iran. [...]

Le quotidien [*Washington Post*] a rapporté que ces mémos étaient si nombreux qu'ils étaient appelés 'flocons de neige'. Il [Rumsfeld] en envoyait entre 20 et 60 par jour, ordonnant fréquemment à son équipe de réfuter des rapports de nouvelles négatives dans les médias. [...] »<sup>2</sup>

Bien entendu, à mesure que cette atmosphère de peur se propage au sein de la population, les budgets militaires peuvent être parallèlement augmentés de manière drastique, tel que le rapport « *Rebuilding America's Defenses* » l'exigeait vers la fin des années 90.

De plus, force est d'admettre que l'Irak et l'Afghanistan furent tous deux utilisés

1. « Unsolicited advice to the government of Iran » (Gary Hart – 26 septembre 2007)

2. « Rumsfeld 'kept up fear of terror attacks » (*Telegraph* – 3 novembre 2007)

comme terrains d'expérimentation pour de nouvelles armes. Les Américains érigèrent également des bases militaires permanentes au Moyen-Orient au cours des dernières années. Le document PNAC reconnaissait d'ailleurs ouvertement la nécessité d'une présence militaire à long terme dans cette région dans le but de protéger ses intérêts, soit les sous-sols riches en ressources naturelles.

Déjà en 2000, « Rebuilding America's Defenses » affirmait avec arrogance que même suite au départ de Saddam Hussein, il demeurerait vital pour les Etats-Unis de conserver leurs forces militaires dans ce pays. En conséquence, devons-nous être surpris que la situation y demeure chaotique ? Et est-il étonnant, dans ce contexte, que l'administration américaine cherche à faire « réaliser au peuple américain qu'il est entouré d'extrémistes violents partout dans le monde » ?

En posant un œil rétrospectif sur les actions stratégiques militaires des Etats-Unis depuis le 11-Septembre, et à la lumière de toutes les informations présentées dans cet ouvrage, n'est-il pas approprié de se demander si les événements de 2001 n'auront pas volontairement déclenché cette série d'invasions de pays étrangers ?



## CITATIONS ET CONCLUSION

Comme on a pu le constater, une quantité impressionnante d'informations s'est accumulée dans le domaine public au sujet du principal élément déclencheur de la guerre contre le terrorisme, soit le 11-Septembre 2001. En effet, les indications pointant vers une version officielle précaire sur ces événements ne tarissent pas. Qui plus est, nombre d'articles et documentations complémentaires pourraient se voir greffés au présent ouvrage.

Cependant, puisque celui-ci se voulait avant tout informatif et concis, et non-exhaustif, il apparaît raisonnable de croire que l'amalgame de renseignements dont vous vous apprêtez à émerger aura su fournir suffisamment d'éléments pour vous permettre de préciser votre conception personnelle du sujet.

Prenons enfin un instant avant de conclure pour s'intéresser aux propos pertinents de quelques personnalités notables ayant déjà fait part publiquement de leurs doutes ou questions envers la version officielle, à un niveau ou un autre, des événements du 11-Septembre. Vous reconnaîtrez probablement leur crédibilité.

Le lieutenant-colonel **Robert Bowman** (retraité), 101 missions de combat à son actif, ancien directeur du 'Advanced Space Programs Development' de l'US Air Force, a servi sous les administrations Ford et Carter, diplômé en aéronautique et en ingénierie nucléaire :



« Etant un ancien pilote d'avion intercepteur, je connais la procédure car je l'ai pratiquée. Je connais le temps nécessaire, je connais les règles [...]. Les critiques qui disent de la version du gouvernement sur le 11-Septembre : 'Eh bien, ils étaient au courant et ils n'ont rien fait'. Ce n'est pas vrai. Si notre gouvernement n'avait rien fait cette journée-là, et s'il avait permis que la procédure normale suive sont cours, ces avions, peu importe où ils se trouvaient, auraient été interceptés, les tours jumelles seraient encore intactes et des milliers d'Américains seraient toujours en vie. »

Le colonel **Ronald D. Ray** (retraité), ancien assistant-auxiliaire au secrétaire de la Défense de l'administration Reagan ; vétéran de la guerre du Vietnam :



« Je serais stupéfait que la théorie de complot présentée par l'administration [américaine] se révèle vraie, et les preuves ne semblent pas suggérer que ce soit le cas. » Le colonel Ray utilisa également l'expression "*the dog that doesn't hunt*" pour décrire la version officielle du gouvernement sur les attentats. Cette expression anglophone est utilisée par quelqu'un qui doute fortement de la plausibilité d'une proposition donnée. »

**Robert David Steele**, ex-Marine responsable aux services de renseignements américains pendant 20 ans, ainsi qu'ancien agent secret de la CIA :



« Le 11-Septembre s'est au minimum vu permettre de survenir en tant que prétexte de guerre. »

**Bill Christison**, ancien analyste et haut responsable à la CIA, pour laquelle il a travaillé pendant 28 ans :

« Je pense maintenant qu'il y a des preuves convaincantes que les événements de septembre ne se sont pas déroulés tel que l'administration Bush et la Commission sur le 11-Septembre voudraient qu'on le croie. [...] Tous les trois [édifices qui furent détruits au World Trade Center] ont fort probablement été détruits par des charges de démolition contrôlée placées dans les édifices avant le 11-Septembre. »

**Jesse Ventura**, ancien gouverneur du Minnesota de 1999 à 2003 ; ancien Navy SEAL formé notamment dans le domaine des explosifs :

« [...] En tant qu'ancien militaire et gouverneur à ce moment, lorsque les attaques sont survenues je suis passé en mode de focalisation avec des œillères, me disant que notre pays avait été attaqué et me demandant ce qu'il fallait faire pour répondre à l'attaque. Aujourd'hui, je me reproche cela, parce qu'à l'époque j'étais en position de pouvoir et si je n'avais pas réagi ainsi, de la manière que nous avons tous été tellement surpris lorsque c'est arrivé, j'aurais alors pu soulever plusieurs questions à propos des événements qui se sont produits cette journée-là. Car, naturellement, lorsque je soulève ces questions aujourd'hui, l'impact n'est pas le même qu'il l'aurait été à l'époque. [...] Comment se fait-il que le troisième édifice [*Building 7*] se soit effondré cinq heures plus tard ? [...] Comment cet édifice peut-il avoir implosé sur lui-même cinq heures plus tard ? [...] Comment ces édifices peuvent-ils s'écrouler à la vitesse de gravité ? [...] Le carburant d'avion est constitué à 80 % de kérosène, qui n'est pas un combustible qui brûle à hautes températures ; ils veulent que nous croyions que c'est ce qui a fait fondre les poutres d'acier et provoqué l'effondrement. [...] Après avoir examiné les images au super-ralenti, de la manière que les édifices se sont effondrés et en comparant cela à une démolition contrôlée d'un hôtel à Las Vegas, ils se sont écroulés de façon identique. [...] »

**Andreas von Bulow**, ancien chef des services secrets allemands :

« La version officielle est si inadéquate et tirée par les cheveux qu'il doit exister une version différente. »

**Michael H. Meacher**, membre du Parlement britannique :

« La guerre au terrorisme est une invention. [...] Il est clair que les autorités américaines ont peu ou rien fait pour prévenir les événements du 11-Septembre. [...] Le 11-Septembre a offert un prétexte extrêmement commode pour mettre en marche le plan de PNAC (*Project for a New American Century*). Les preuves sont encore une fois très claires que les plans d'action militaire contre l'Afghanistan et l'Irak se trouvaient entre leurs mains bien avant le 11-Septembre. »

**Paul Craig Roberts**, ancien sous-secrétaire au Trésor de l'administration Reagan :

« Je débiterai en affirmant ce que nous connaissons comme étant un fait scientifique solide et irrécusable. Nous savons qu'il est strictement impossible pour quelque édifice que ce soit, encore moins des édifices à la structure d'acier, de s'effondrer à la vitesse d'une chute libre. Par conséquent, c'est un fait non discutable que l'explication officielle de l'effondrement des édifices du World Trade Center est fautive. [...] Puisque ce fait irrécusable et incriminant n'a pas fait l'objet d'investigation, la spéculation et les "théories de complot" ont comblé le vide. »



**Robin Hordon**, ancien contrôleur aérien du Boston Center pendant onze ans, ainsi qu'ancien pilote commercial et instructeur de vol :

« Je savais dans les heures qui ont suivi les attaques du 11-Septembre que c'était un coup de l'intérieur. [...] Je déclare sans équivoque qu'il est absolument impossible que quatre gros avions de ligne commerciaux aient pu circuler hors trajectoire pendant 30 à 60 minutes le 11 septembre sans être interceptés et s'être faits descendre par nos avions chasseurs, à moins que des gens très haut placés dans notre gouvernement et dans l'armée aient désiré que ça se produise. »

Le général **Wesley Clark**, quatre-étoiles, retraité de l'armée des Etats-Unis, carrière cumulative de 34 ans dans l'armée américaine et au Département de la Défense, récipiendaire de multiples honneurs militaires :

« Nous n'avons jamais complété l'investigation sur le 11-Septembre pour savoir si l'administration a fait un mauvais usage des renseignements qu'elle détenait. Les preuves semblent très claires à mes yeux, c'est mon opinion depuis longtemps. »



**Daniel Ellsberg**, ancien analyste militaire américain ; ancien commandant de troupes dans les Marines ; célèbre pour avoir sacrifié sa carrière en 1971 en rendant publics les "papiers du Pentagone" sur la guerre du Vietnam :

« Il me semble très plausible que le Pakistan ait été très impliqué dans ceci [le 11-Septembre]... Et pour moi, qui dit Pakistan dit CIA parce que [...] on peut difficilement soutenir que le ISI [services secrets du Pakistan] savait quelque chose que la CIA ignorait. »

**Dennis Kucinich**, candidat démocrate aux élections présidentielles américaines de 2008 ; membre du Congrès américain depuis six mandats (Ohio) ; membre du Comité de l'Education et de la Main d'Œuvre ; ancien maire de Cleveland, Ohio :

« Il faut comprendre que partout dans le pays les gens sont inquiets et se demandent s'ils se sont faits dire la vérité au sujet du 11-Septembre. Et cette manière avec laquelle l'administration [Bush] s'est occupé du 11-Septembre, en nous entraînant dans une guerre contre l'Irak qui n'avait rien à voir avec le 11-Septembre, a augmenté les doutes des gens quant à la possibilité qu'il pourrait y avoir un 'cover up'. Car pourquoi le gouvernement mentirait-il à propos d'un prétexte de guerre ? Alors, tout ce que je dis, c'est que je respecte les inquiétudes que les gens ont lorsqu'ils se demandent si on leur a dit la vérité ou non. »



**Ray McGovern**, ex-agent de la CIA pendant 27 ans ; chargé pendant des années de la préparation des exposés présidentiels relatifs aux services de renseignements pour Ronald Reagan ainsi que George H.W. Bush :

« Je crois que, dans les termes les plus simples, il y a un 'cover-up'. Le rapport [de la Commission] sur le 11-Septembre est une farce. La question est : qu'est-ce qui est dissimulé ? [...] Il existe un paquet de questions sans réponses. Et la raison pour laquelle elles demeurent sans réponses est que cette administration [Bush] ne veut pas



répondre aux questions. [...] En bout de ligne, à mon avis, tout comme Hitler a cyniquement exploité en 1933 l'incendie de l'édifice parlementaire, le Reichstag, c'est exactement ce qu'a fait notre président en exploitant le 11-Septembre. La manière cynique avec laquelle il a joué sur notre traumatisme, l'a utilisé pour justifier une attaque [militaire], déclencher une guerre d'agression sur un pays en sachant que celui-ci n'avait rien à voir avec le 11-Septembre. »

**Dr Morgan Reynolds**, ancien chef-économiste au Ministère du Travail sous l'administration de George W. Bush, en 2001-2002 :

[La version officielle sur les attentats du 11-Septembre est] « pleine de trous, partout où l'on regarde, ça ne tient pas la route. »

**Russ Wittenberg**, ancien pilote commercial pendant plus de 30 ans ; ancien pilote de l'US Air Force avec plus de 100 missions de combat au Vietnam à son actif :

« J'ai piloté deux des vols qui furent détournés le 11-Septembre, les vols 175 et 93. [...] Je ne crois pas qu'il soit possible pour un soi-disant terroriste de s'entraîner sur un [Cessna] 172 et d'ensuite sauter dans un cockpit de type [Boeing] 757-767, de naviguer verticalement l'avion, de naviguer latéralement l'avion, et de piloter l'avion à des vitesses qui excèdent ses limites de conception par bien au-delà de 100 nœuds, d'effectuer des virages à haute vitesse et haute inclinaison, atteignant probablement 5, 6, 7G. Je ne pourrais pas le faire, et je suis absolument catégorique qu'ils ne pourraient pas le faire. »

**Melvin Goodman**, ancien chef de division et analyste haut gradé à la CIA pendant 24 ans ; enseignant de Sécurité internationale au National War College de 1986 à 2004 :

« Le rapport final [de la Commission sur le 11-Septembre] est en bout de ligne un 'cover-up'. »

**Giulietto Chiesa**, membre du Parlement Européen (Italie) depuis 2004 ; membre de la Commission sur le Commerce International ; journaliste de 1980 à 2004 :

« Il y a quatre ans, un énorme événement médiatique changea le cours du monde. Des milliards de personnes ne reçurent qu'une seule explication sur le sujet, et elle est entièrement fausse. Par conséquent, quiconque ose la remettre en question se fait traiter de fou. Tout est déjà prévu et ça restera ainsi pour les cent prochaines années. Les médias demeurent muets. Je crois que vous savez de quel événement je parle : le 11-Septembre. [...] »



**Louis Freeh**, ancien directeur du FBI de 1993 à 2001 ; ancien agent du FBI ; ancien juge de tribunal départemental des Etats-Unis :

« La commission sur le 11-Septembre obtient la mention 'I' – incomplet – pour sa négligence concernant *Able Danger*. »

Le lieutenant-colonel **Steve Butler**, renvoyé de l'Armée américaine après 24 ans dans la US Air Force suite à l'écriture d'une lettre contenant notamment ces propos :

« Evidemment que Bush était au courant de l'imminence des attaques sur l'Amérique. Il n'a rien fait pour avertir le peuple américain car il avait besoin de cette guerre contre le terrorisme. »

**Francesco Cossiga**, ancien président italien de 1985 à 1992 :

« [...] Tous les milieux démocratiques d'Amérique et d'Europe, incluant de toute

évidence celui de la centre-gauche italienne, savent maintenant parfaitement que la terrible attaque a été planifiée et réalisée par la CIA américaine ainsi que le Mossad, avec l'aide des cercles sionistes pour permettre d'accuser des pays arabes et d'intervenir en Irak et en Afghanistan. [...] »



**John Loftus**, ancien procureur fédéral au Bureau des Investigations spéciales du Département de la Justice des Etats-Unis sous les présidents Jimmy Carter et Ronald Reagan ; ancien officier de renseignements de l'armée américaine :

« L'information fournie par les services de renseignements européens avant le 11-Septembre était si poussée qu'il n'est plus possible pour la CIA ni pour le FBI de se défendre en prétendant l'incompétence. »

**Amir Khadir**, porte-parole du parti politique provincial Québec Solidaire :

« La question se pose : quelle crédibilité faut-il accorder aux théories conspirationnistes ? De manière plus directe, les Américains seraient-ils impliqués dans les attentats du 11-Septembre ? Moi je pense qu'il faut être extrêmement prudent. Et je pense que la prudence primordiale, c'est de ne pas rejeter du revers de la main ces théories-là, de demander une enquête sérieuse et indépendante des pouvoirs publics. [...] Je trouve que c'est un peu léger de taxer ça de théories du complot et de dire que ça n'a aucune crédibilité. Car les enjeux sont immenses, aux plans du contrôle des ressources, des débouchés stratégiques pour les armes. Il est à tout le moins raisonnable de penser qu'il peut y avoir eu conspiration. Sachant ce qui s'est produit dans le passé, on a le devoir de fouiller. [...] »



Le colonel **George Nelson**, ancien investigateur d'accidents d'avion de la US AirForce et contrôleur de pièces d'avion ; 34 ans de carrière dans la US AirForce ; pilote commercial :

« Le gouvernement allègue que quatre énormes avions de ligne se sont écrasés au matin du 11 septembre, provoquant la mort de plus de 3 000 personnes, pourtant aucune pièce d'avion constituant une preuve solide ne fut présentée pour tenter d'identifier catégoriquement l'un ou l'autre des quatre avions. Au contraire, il semble que toutes les preuves potentielles furent délibérément cachées hors de la vue du public. Avec toutes les preuves présentes sur le site d'écrasement du Pentagone, tout investigateur rationnel et impartial ne peut que conclure qu'un Boeing 757 ne s'est pas écrasé contre le Pentagone tel que prétendu. Pareillement, avec toutes les preuves disponibles au site d'écrasement en Pennsylvanie, il est hautement incertain qu'un avion de ligne ait causé le trou évident dans le sol, certainement pas un Boeing 757 tel que prétendu. Aussi pénibles et déchirants que sont la perte de vies innocentes et les problèmes de santé persistants de milliers d'autres, une probabilité hautement dérangeante et terrifiante demeure que de nombreux Américains semblent être impliqués dans le complot le plus odieux de toute l'histoire de notre pays. »

**Max Cleland**, ancien sénateur américain, vétéran de la guerre du Vietnam ; ancien commissaire de la Commission d'enquête sur les attentats du 11-Septembre, démissionna de ce poste en déclarant :

« C'est un scandale national. Cette investigation est maintenant compromise. [...] Un de ces jours, nous devons



obtenir l'histoire complète du 11-Septembre, car le sujet est tellement important pour l'Amérique. Mais la Maison-Blanche désire la dissimuler. »

Le capitaine **Eric H. May**, ancien responsable au service des renseignements et aux affaires publiques de l'armée des Etats-Unis ; ancien éditorialiste pour NBC :

« La manière la plus simple de perpétrer une attaque 'sous faux pavillon' [*false flag*] est d'organiser un exercice militaire qui simule précisément l'attaque telle que vous désirez qu'elle se produise. [...] C'est exactement de cette manière que des malfaiteurs au sein des gouvernements des Etats-Unis et de l'Angleterre ont arrangé les attaques 'terroristes' du 11 septembre et du 7 juillet, qui étaient en réalité des attaques imputées à des 'terroristes'. [...] Les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis et du 7 juillet 2005 en Angleterre comportent tous deux des preuves flagrantes que les assassins de masse n'étaient pas des terroristes étrangers mais bien des tyrans internes. [...] Nous ne pouvons arrêter la dérive mortelle de l'Amérique qu'en comprenant le 11-Septembre et en prévoyant le prochain attentat du même genre. [...] »



**James Quintiere**, ancien dirigeant de la Division Scientifique des Incendies de la NIST (*National Institute of Standards and Technology*) – l'agence fédérale américaine qui enquêta sur les effondrements au World Trade Center :

« Je souhaiterais qu'il y ait une révision de [l'enquête de la NIST sur les effondrements du 11-Septembre] par d'autres professionnels. Je crois que toute la documentation que la NIST a assemblée devrait être archivée. J'aimerais réellement voir quelqu'un d'autre jeter un œil à ce qu'ils ont fait, autant du point de vue structurel que du point de vue des incendies. Je pense que la conclusion officielle à laquelle la NIST est parvenue est questionable. Examinons les vraies alternatives qui peuvent avoir été la cause des effondrements au World Trade Center et comparons-les avec la cause officielle. [...] »

**Scott Ritter**, ancien inspecteur en chef d'armes aux Nations-Unies de 1991 à 1998 ; ancien officier aux renseignements dans les Marines américains pendant 12 ans :

« Nous avons la nécessité absolue de savoir ce qui s'est produit le 11-Septembre et aucune pierre ne doit demeurer non retournée. Le rapport de la commission sur le 11-Septembre n'a pas été à la hauteur de sa tâche, et il se doit d'y avoir une réouverture de l'enquête pour que nous, le peuple des Etats-Unis, sachions ce qui s'est produit lors de cette horrible journée. [...] Est-ce que Bush et Cheney avaient planifié la chute des édifices ? Est-ce que c'était une attaque terroriste par Al Qaeda ? Ou était-ce quelque chose à mi-chemin ? Honnêtement, nous ne le savons pas car les données ne sont pas toutes disponibles [...]. »

Le major-général **Albert Stubblebine**, retraité, ancien dirigeant de l'US Army Intelligence and Security Command :

« L'une de mes expériences était de diriger la division d'interprétation des images de l'Armée pour en tirer des renseignements scientifiques et tactiques pendant la Guerre Froide. Je mesurais des pièces d'équipement soviétiques à partir de photographies. C'était mon boulot. Quand j'ai vu le trou dans le Pentagone, j'ai regardé le format d'un avion qui était censé avoir percuté le Pentagone, et j'ai dit : « L'avion ne rentre pas



dans ce trou.” Alors, qu’est-ce qui a frappé le Pentagone ? Qu’est-ce que c’était ? Où est-ce ? Qu’est-ce qui se passe ? »

**Dwain Deets**, ancien directeur des projets aérospatiaux au Centre de Recherche Aérienne Dryden de la NASA ; récipiendaire du Trophée pour Travail Exceptionnel de la NASA et autres mérites :

« Les nombreux supports visuels (pièces structurelles massives projetées horizontalement, énormes nuages pyroclastiques, etc.) ne laissent aucun doute dans mon esprit que des explosifs furent utilisés [dans la destruction du World Trade Center]. »

**Yukihisa Fujita**, membre du Parlement japonais, Parti Démocratique. Lors d’une déclaration officielle le 11 janvier 2008, M. Fujita confronta les membres du Parlement du Japon à plusieurs faits et informations couvertes dans cet ouvrage :

« [...] Ce que je désire savoir, c’est si cet événement [le 11-Septembre] fut causé par Al Qaeda ou non. Jusqu’ici, la seule chose que le gouvernement [japonais] a dite, c’est que nous croyons que ce fut causé par Al Qaeda parce que c’est ce que le président Bush nous a affirmés. [...] Puisque je dispose de peu de temps, j’aimerais poser quelques questions à propos d’informations suspectes qui ont vu le jour et sur les doutes que les gens ont partout autour du monde sur les événements du 11-Septembre. Plusieurs de ces personnes qui doutent sont des gens très influents. [M. Fujita présentait ensuite des photos du trou dans le Pentagone, attestant que les dommages étaient insuffisants pour avoir été causés par un Boeing ; mettait en doute le manque de réaction de la défense aérienne ; soulignait des témoignages de pompiers qui avaient rapporté des explosions ; s’interrogeait sur l’effondrement du Building 7 ; mettait l’accent sur la désintégration des avions et la disparition des boîtes noires ; mentionnait les ‘put options’, ainsi que plusieurs autres sujets.] [...] Nous devons nous demander qui sont les véritables victimes de la guerre contre la terreur. Je crois que les citoyens du monde en sont les victimes. [...] Nous devons regarder les preuves et nous demander ce qu’est réellement la guerre contre le terrorisme. Je peux voir les ministres signifier leur accord d’un hochement de tête, mais j’aimerais poser la question au Premier ministre Fukuda. Regardez-moi s’il vous plaît. [...] »



**Jack McLamb**, président de l’*American Citizen and Lawmen Association* ; ancien négociateur du FBI lors de prises d’otages ; ancien officier de police à Phoenix, Arizona – où il détient le record pour un policier ayant reçu le plus de distinctions honorifiques de l’histoire de cette ville ; vétéran de l’armée américaine :

« [...] Vos auditeurs et les gens que vous connaissez savent probablement cela, mais le commun des Américains n’a aucune idée de la quantité de preuves qui existent, en fait, pour confirmer les déclarations qu’Oklahoma City, le premier attentat à la bombe du World Trade Center [1993], le deuxième attentat à la bombe du World Trade Center [11 septembre] furent tous orchestrés et notre gouvernement était au courant de cela. [...] Alors tout est orchestré, et il va y avoir encore plus de terrorisme parce que c’est la façon la plus facile de faire non seulement accepter par le peuple américain que la loi martiale soit déclarée mais aussi pour qu’ils l’exigent de leurs responsables. Quand ils auront suffisamment peur, ils abandonneront tout pour avoir la sécurité. [...] »

Le lieutenant-colonel **Jochen Scholz**, ancien officier de l’Air Force allemande et de

l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord) ; 38 ans de carrière dans l'Air Force :

« Parmi les nations de l'OTAN, la règle générale est qu'en l'espace de 10 à 15 minutes d'une alarme, des avions doivent avoir décollé. C'est exactement ce qui ne s'est pas produit pendant deux heures [le 11-Septembre]. Pas un seul avion chasseur n'a tenté de forcer un des avions [détournés] à atterrir ou l'investiguer, ou quoi que ce soit d'autre. [...] Et les écrans de fumée qui furent présentés par le comité d'enquête officiel du Congrès expliquant que cette journée-là, un nombre incroyable d'exercices de l'Air Force étaient en cours, et que tout le monde était dans la confusion et incapable de différencier la réalité des exercices ; cela est tout simplement incompréhensible pour quelqu'un qui a de l'expérience en défense aérienne. Parce que ces exercices, en ce qui concerne le contrôle du trafic aérien et la défense aérienne, sont toujours séparés de la réalité [...]. »

**Richard Humenn**, ancien ingénieur en chef chargé de la conception du système électrique du World Trade Center :

« J'ai été directement lié aux projets en cours au World Trade Center pendant environ 35 ans avant de prendre ma retraite à la mi-1997. Même si j'étais ingénieur électrique de métier, j'étais également très familier avec les structures et les paramètres des plans de conception. Le 11 septembre, j'observais avec incrédulité l'effondrement progressif des tours du World Trade Center en direct à la télévision, alors que la masse et la force de la structure auraient dû survivre aux dommages locaux causés par les avions et le kérosène en combustion. [...] Le kérosène et les avions n'ont pas à eux seuls jeté les tours au sol. Je soutiens donc la proposition de former un groupe de professionnels international pour enquêter sur toutes les causes plausibles ayant causé l'effondrement à une vitesse comparable à celle de la chute libre et sur la destruction presque totale des structures du World Trade Center. »

Le capitaine **Gregory M. Zeigler**, ancien officier aux renseignements militaires des Etats-Unis :

« J'ai su à partir du 18 septembre 2001 que la version officielle sur le 11-Septembre était fausse. [...] Les anomalies se sont vite présentées en grand nombre : les noms des pirates de l'air ne figuraient sur aucune des listes de passagers publiées, les reportages de la BBC sur l'identité volée des présumés terroristes ou que ceux-ci se sont avérés vivants, les démolitions évidentes des tours WTC 1, 2 et 7, l'absence de débris d'un Boeing 757 au Pentagone. [...] »

**Fred Burks**, ancien interprète des présidents George W. Bush, Bill Clinton, des vice-présidents Dick Cheney et Al Gore, des secrétaires d'Etat Colin Powell et Madeleine Albright ; 18 ans de carrière au Département d'Etat :

« Comment est-il possible que les systèmes militaires de détection de missiles hautement vantés ne purent pas localiser le vol 77 durant les 42 minutes qu'on le savait égaré, avant qu'il ne s'écrase au cœur même du système de défense des Etats-Unis ? [...] Une question encore plus importante est : pourquoi est-ce que nos médias ne posent pas ces questions ? Pour quelle raison l'armée ne dépense-t-elle pas plusieurs millions pour découvrir pourquoi les systèmes de défense militaires ont échoué le 11-Septembre ? Pourquoi le budget de la commission sur le 11-Septembre était-il beaucoup moins important que les budgets alloués au désastre de la navette Challenger ou encore à





l'affaire Monika Lewinsky ? »

Le général **Mirza Aslam Beg**, ancien chef d'Etat Major de l'armée pakistanaise :

« Beaucoup d'entre nous dans la région croient qu'Oussama et Al Qaeda ne sont pas responsables des attaques du 11-Septembre à New York et Washington, mais la coalition dirigée par les Etats-Unis est tout de même occupée à s'en prendre à l'Afghanistan, à poursuivre leurs objectifs qui vont bien au-delà d'Oussama Ben Laden. Les informations qui font maintenant surface tendent à démontrer que l'implication d'éléments 'rebelles' au sein des milieux militaires et de renseignements des Etats-Unis devient plus évidente. Oussama Ben Laden et Al Qaeda ne possédaient définitivement pas le savoir-faire ou les capacités pour exécuter de telles opérations nécessitant une coordination d'une aussi haute précision, d'après mes connaissances et mes compétences. »



**Horst Ehmke**, ancien coordinateur des services secrets de l'Allemagne de l'Ouest ; ancien ministre de la Justice ; ancien ministre des Affaires spéciales :

« Des terroristes n'auraient pas pu perpétrer une telle opération impliquant quatre avions détournés sans le soutien de services secrets. »

**Ron Paul**, candidat républicain aux élections présidentielles de 2008 ; actuellement dans son neuvième mandat au Congrès américain (Texas) ; membre du Comité des Services financiers du Congrès ; membre du Comité sur les Relations internationales ; membre du Comité Economique conjoint ; médecin généraliste et ancien chirurgien de l'US Air Force :

« Les investigations gouvernementales, en règle générale, ne sont pas très utiles parce que lorsque le gouvernement en entreprend une, il protège habituellement le gouvernement. Et que ce soit une investigation sur le 11-Septembre, ou sur Ruby Ridge par exemple, ou sur Waco, ils ont une tendance à la dissimulation plus qu'autre chose. [...] Je suis convaincu que le rapport de la Commission sur le 11-Septembre a ignoré certains éléments très, très importants, comme le troisième édifice [Building 7], et pour quelle raison plusieurs Arabes d'Arabie Saoudite qui portaient le nom de Ben Laden purent retourner chez eux alors qu'aucun d'entre nous n'était admis sur des avions. Cela m'a toujours étonné, particulièrement vu que 15 des 19 terroristes provenaient d'Arabie Saoudite. Et ils [le gouvernement] renversent ensuite la situation et l'utilisent comme excuse pour envahir l'Irak. [...] La seule manière que cela peut fonctionner [propagande médiatique dans le but d'envahir un pays] est de terroriser les gens, notre peuple, d'une manière différente que ce que représente en réalité le terrorisme ; il faut les terroriser en développant une peur énorme. Quelque chose du genre : 'Si vous ne faites rien, si vous n'acceptez pas de concéder vos libertés [civiles] et si vous ne voulez pas envahir ce pays, nous allons tous exploser.' Vous comprenez ? Alors ils doivent nous terroriser et bâtir une peur énorme que quelque chose de terrible est sur le point d'arriver à notre pays, à moins que nous ne sacrifions nos libertés et que nous ne partions en guerre. »



**Hans Koechler**, président de l'*International Progress Organization* (association consultative auprès des Nations Unies) ; professeur et président du département de

philosophie à l'Université de Innsbruck, en Autriche :

« Il est possible que le 11-Septembre ait été accompli en interne. Je ne suis plus un petit garçon – j'ai 59 ans. Il y a plusieurs inconsistances et inexactitudes dans la version officielle des événements. Ceux qui n'étaient pas capables de piloter un Cessna ont réussi leur coup le 11-Septembre. »

Le capitaine **Daniel Davis**, retraité, ancien officier de la Défense Aérienne de l'Armée américaine et ancien directeur à NORAD ; vétéran décoré de la guerre du Vietnam ; pilote privé :

« Je peux garantir qu'aucun des moteurs de haute technologie, faits d'alliages à haute température de n'importe lequel des quatre avions qui se sont écrasés le 11-Septembre ne peut être complètement détruit, brûlé, fracassé ou avoir fondu suite à un quelconque crash ou incendie. Endommagé, oui, mais pas détruit. Où sont tous ces moteurs, particulièrement au Pentagone ? Si des avions de ligne se sont écrasés le 11-Septembre, ces moteurs, ainsi que les ailes et le fuselage arrière seraient présents. De plus, selon mon expérience en tant qu'officier pour NORAD au poste de directeur tactique de la Défense Aérienne de la région de Chicago-Milwaukee, et en tant que pilote privé actuellement, il n'y a aucune chance qu'un avion sur plans de vol automatique ne soit pas intercepté lorsqu'il dévie de son plan de vol, éteint son transpondeur, ou coupe les communications avec le Contrôle de Trafic Aérien. Impossible ! Avec beaucoup de malchance, peut-être qu'un seul pourrait se faufiler, mais il est impossible que tous les quatre y soient parvenus. »

Le lieutenant-colonel **Guy S. Razer**, retraité, pilote d'avions chasseurs de l'US Air Force ; a mené diverses missions de combat en Irak, plus de 20 ans de carrière dans l'US Air Force :

« Après plus de quatre années de recherches suite à ma retraite en 2002, je suis convaincu à 100 % que les attaques du 11 septembre 2001 ont été planifiées, organisées et exécutées par des traîtres malfaiteurs qui ont infiltré les plus hauts niveaux de notre gouvernement. Il est temps de reprendre notre pays. »

**Stephen Beckow**, ancien membre du Conseil sur l'Immigration et les Réfugiés du Canada ; ancien historien du Musée canadien des Civilisations :

« Trois milles Américains ont perdu la vie le 11-Septembre et, quoique je sois Canadien et non Américain, je rends hommage à chacun d'eux. Mais à mon avis, ils ne sont pas morts dans un acte de terrorisme étranger. J'allègue qu'ils sont morts aux mains de groupes inconnus, dirigés par le président Bush et le vice-président Dick Cheney. [...] En bout de ligne, il n'y a aucune raison de 'sécurité nationale' à garder secrets tous les détails concernant le 11-Septembre. Il n'y a seulement que la 'peur d'être accusés' (*impeachment*). »



**Mahathir bin Mohamad**, ex-Premier ministre de la Malaisie (1981 à 2003) :

« Je peux croire qu'ils [les Etats-Unis] soient prêts à tuer 3 000 de leurs propres [citoyens] pour avoir un prétexte pour tuer 650 000 Irakiens. C'est le genre d'individus auxquels nous avons affaire. S'il vous plaît, ne croyez pas que cela est de la fiction. »

**Daniel Hamburg**, ancien membre démocratique du Congrès américain ; ancien candidat au poste de gouverneur de l'Etat de Californie :

« C'est difficile pour les gens de croire que leur gouvernement peut être aussi traître que celui-ci, mais les preuves sont là. Les preuves qu'Al Qaeda est en fait une branche du gouvernement américain sont abondantes. Je sais que c'est le cas, je fais partie de ceux qui croient qu'ils ont contribué à ce que ça se produise [les attentats du 11-Septembre]. Je crois qu'il y a eu beaucoup d'aide en interne. Tout cela n'a pas été élaboré dans une grotte en Afghanistan. »

Le commandant **Ralph Kolstad**, retraité, ancien pilote d'avion chasseur de la US Navy ; ancien pilote d'avion commercial :

« Lorsqu'une personne se met à réfléchir par elle-même et cesse de croire ce qu'on lui dit, il y a très peu à croire dans la version officielle. »

**Wayne Madsen**, ancien officier de renseignements à la US Navy, spécialiste en surveillance électronique et en sécurité ; actuellement journaliste d'investigation, chroniqueur et auteur :

« Après cinq années de discussions avec plusieurs personnes de la communauté des renseignements de l'armée, d'agences de renseignements étrangères et une grande quantité d'autres personnes, des gens du milieu du contrôle de trafic aérien, de la FAA, j'en suis venu à la conclusion que ce qu'on a vu se produire au matin du 11 septembre 2001 est le résultat d'une opération secrète hautement compartimentée ayant pour but d'entraîner un coup d'Etat fasciste dans ce pays. [...] Ces gens doivent être traduits en justice, et si ce n'est pas fait par notre propre Congrès, alors que ce soit fait par le tribunal international de la Haye, aux Pays-Bas. Bush, Blair, Rumsfeld et Cheney devraient être assis au même endroit où Milosevic et les criminels de guerre de Serbo-Croatie furent assis. »



**Paul Lannoye**, membre du Parlement Européen de 1989 à 2004 (Belgique) ; ancien vice-président de la Commission sur l'Energie, la Recherche et la Technologie ; ancien vice-président de la Commission sur l'Environnement, la Santé publique et la Protection du consommateur :

« [...] J'implore les législateurs, les parlementaires ainsi que les citoyens du monde entier de s'impliquer activement dans le Mouvement '9/11 Truth' en s'inscrivant sur les sites web [...] <http://www.911truth.org/>. Ces organismes ont travaillé avec les membres des familles [de victimes] du 11-Septembre et avec les citoyens du monde entier pour solliciter les gouvernements, les médias et la commission sur le 11-Septembre à exiger la vérité et à organiser des activités publiques dans le but d'éduquer le monde sur le 'cover up' évident du 11-Septembre. »



**Connie Fogal**, chef du Parti Action Canadienne :

« La raison pour laquelle il est si important de découvrir la vérité au sujet du 11-Septembre est que cet événement a déclenché une institutionnalisation fondamentale des milieux politiques à l'échelle mondiale qui s'éloigne des intérêts de l'humanité. Ceci a escaladé en une gouvernance corporative tyrannique. Ceci fut le moyen de jeter les gens à genoux de leur plein gré et d'imposer le concept orwellien. [...] Être libres et souverains est notre droit d'aïnesse. Nous ne pouvons être libres



si la vérité nous est cachée ou interdite. Mais la vérité ne peut jamais être retenue en permanence. Elle se libèrera de toutes ses chaînes. Le prolongement de l'univers mensonger entourant le 11-Septembre dépend entièrement de nous, de notre consentement à accepter les mensonges ou de notre insistance à obtenir la vérité. Le Canada ainsi que la planète sont à la croisée des chemins. [...] »

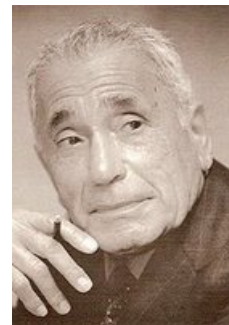
Le lieutenant-colonel **Shelton F. Lankford**, retraité, ancien Marine américain ; pilote d'avion chasseur avec plus de 300 missions de combat à son actif ; 20 ans de carrière chez les Marines :

« Ce n'est pas une question de partis [politiques], ce n'est pas la question de s'en prendre à Bush. C'est à propos de notre pays, de notre constitution, de notre avenir. [...] Vos compatriotes ont été assassinés, et plus on regarde en profondeur, plus il semble qu'ils ont été assassinés par notre gouvernement, qui a utilisé [le 11-Septembre] comme une excuse pour assassiner d'autres personnes à des milliers de milles d'ici. [...] Si vous ridiculisez ceux qui ont des doutes sincères et qui connaissent des faits vérifiables qui contredisent directement le rapport officiel, qui désirent des explications de la part de ceux qui détiennent les clés de notre gouvernement et qui ont le mobile, les moyens ainsi que l'opportunité d'organiser un [attentat semblable au] 11-Septembre, mais que vous êtes trop paresseux ou craintif [...] pour vérifier les faits vous-mêmes, qu'est-ce que cela fait de vous ? »



**Mohamed Hassanein Heikal**, ancien ministre par intérim des Affaires étrangères de l'Égypte, ancien ministre du service des renseignements égyptiens, ancien membre du Conseil de Sécurité nationale égyptien, ancien conseiller des présidents égyptiens Nasser et Sadat ; ancien éditeur et journaliste mondialement influent :

« Ben Laden n'a pas les capacités d'orchestrer une opération de cette ampleur. Lorsque j'entends Bush parler d'Al Qaeda comme s'ils étaient les nazis allemands ou les communistes de l'Union Soviétique, je ris parce que je sais ce qu'il en est. Ben Laden est sous surveillance depuis des années : tous ses appels téléphoniques étaient sous écoute et Al Qaeda a été infiltré par les services de renseignements américains, pakistanais, saoudiens et égyptiens. Ils n'auraient pas pu garder secrète une opération qui nécessitait un tel degré d'organisation et de sophistication. »



**Paul Hellyer**, ancien ministre de la Défense Nationale du Canada, ancien Vice-Premier ministre, ancien membre de la Chambre des Communes :

« Pourquoi le président [Bush] est-il demeuré assis dans la salle de classe lorsqu'on l'a informé des nouvelles ? Pourquoi n'a-t-il pas signifié qu'il savait déjà ce qui se passait ? En tant qu'ancien ministre de la Défense Nationale, lorsque les nouvelles sont sorties, je ne pouvais faire autrement que de m'interroger. Pourquoi les avions ont-ils parcouru le ciel pendant une heure et demie sans que les avions intercepteurs décollent de [la base aérienne] Andrews ? Avec une réaction rapide, ils auraient dû être sur place en cinq ou dix minutes. [...] Je crois que l'investigation a été très peu profonde, très superficielle. J'aimerais voir une investigation plus acharnée, plus en profondeur. [...] J'aimerais voir une personne en position d'autorité poser ces questions et insister pour



obtenir des réponses, pour à tout le moins expliquer pourquoi certaines choses qui se sont produites semblent être, pour une personne ordinaire, inexplicables. [...] Je suis très dérangé par le manque de transparence. Tout le monde en parle, mais personne n'est prêt à dire les choses telles qu'elles sont. [...] Nous devons tenter d'obtenir la vérité. [...] Je souhaite que quelqu'un ait le courage et la persévérance de travailler sans relâche jusqu'à ce que nous l'obtenions. »

Des centaines d'autres personnalités provenant de tous les milieux pourraient être ajoutées à la cinquantaine de noms figurant dans cette liste. Notons par ailleurs l'existence des organisations suivantes : *Scholars for 9/11 Truth*, *Scholars for 9/11 Truth and Justice*, *Veterans for 9/11 Truth*, *Pilots for 9/11 Truth*, *Architects & Engineers for 9/11 Truth*, sans oublier les nombreuses associations locales qui voient le jour partout en Amérique ainsi que dans le monde entier. Signalons également que depuis 2007, le Québec peut dorénavant compter sur *Montréal 9/11 Truth*.

Terminons enfin cet ouvrage sur une note teintée d'ironie en citant un chef d'œuvre de journalisme aux attributs psychologiques inégalés. Comme vous le constaterez, l'article en question regorge d'arguments plus solides les uns que les autres et réfute de manière définitive la possibilité d'une implication du gouvernement américain dans les attentats du 11-Septembre.

En effet, en février 2007, la BBC se montrait particulièrement rassurante lors de la parution de cet article qui vous fera sans aucun doute oublier d'un claquement de doigts tout ce que vous avez pu apprendre à la lecture de cet ouvrage.

En voici un extrait :

« Pour quelle raison les théories de la conspiration sont-elles si populaires ? Nous ne croyons peut-être pas tout ce qu'elles nous disent, mais nous ne pouvons quand même pas nous empêcher de les écouter. Guy Smith, le producteur de *9/11 : Les dossiers de conspirations*, suggère que la réponse se trouve peut-être enfouie au fond de chacun d'entre nous.

Je l'admets, si je suis vraiment honnête, je ne peux nier que je suis un peu moi-même un théoricien du complot. Nous le sommes probablement tous. [...]

Je viens de passer le plus clair des neuf derniers mois à enquêter sur les nombreuses théories de complot entourant les attaques du 11 septembre 2001 par Al Qaeda. Elles s'étendent des plus plausibles – que des agences de renseignements du Moyen-Orient auraient eu des informations privilégiées à propos de ce qui était planifié – aux plus cinglées – que les passagers du vol 93 ont été enlevés par des agents du gouvernement.

Mais plus on creuse dans le monde ténébreux des conspirations, plus on réalise que les différentes théories partagent toutes un point en commun. Le théoricien de la conspiration s'empare d'une quelconque inconsistance apparente et construit à partir de ce germe de vérité de l'histoire.

Qu'est-il advenu de la voiture blanche apparemment impliquée dans l'accident de [la princesse] Diana ? Y avait-il un deuxième tireur sur le 'Grassy Knoll' [John F. Kennedy] ? Et pourquoi fallut-il si longtemps avant de déployer les avions chasseurs américains le 11-Septembre ?

Et nous ne pouvons nous empêcher d'être fascinés par ces questions. C'est peut-être parce qu'au fond de nous, nous sommes tous des conteurs d'histoire. Voilà l'une des choses qui établit qui nous sommes. Depuis la nuit des temps, nous créons des héros et des monstres dans le but de tenter de donner une logique à notre monde. Au commencement, nous racontions ces histoires autour des feux de camp. Maintenant, c'est dans les salons de tchat d'Internet et sur nos téléphones portables.

Mais il s'agit toujours à la base du même procédé – tisser des histoires à partir de la vie réelle. [...]

Plusieurs témoins visuels du 11-Septembre se sont dit : "Ce terrible événement ne peut pas être aussi simple que 19 jeunes pirates de l'air armés de cutters. Il doit y avoir plus que cela – parce que l'alternative est tout simplement trop horrible à envisager."

Cette alternative est une confirmation que nous sommes tous vulnérables à des forces au-delà de notre contrôle ; même les princesses et les présidents ne sont pas immunisés contre les tragédies 'quotidiennes' comme les accidents de la route ou les actes de violence commis au hasard. [...]

Par le passé, c'était des dieux mythiques et des monstres. Dans le monde moderne de notre siècle, les anciennes superstitions ont été abandonnées – ce sont maintenant des dirigeants inaccessibles et des agences gouvernementales invisibles qui remplissent le rôle du monstre imaginaire.

Nous trouvons rassurant de créer une explication qui justifie notre vision du monde. Cela fortifie nos croyances, nos soupçons et, oui, même nos préjugés. [...]

Notre moitié rationnelle sait que ces théories ne sont probablement pas vraies, mais notre côté instinctif se dit : peut-être qu'il y a quelque chose là-dedans.

En 5 000 ans, nous n'avons pas changé du tout. Et peut-être que c'est une chose très rassurante à savoir. »<sup>1</sup>

---

1. « We're all conspiracy theorists at heart » (BBC – 16 février 2007)

## *Note personnelle de l'auteur*

Je me permettrai d'abord de partager avec vous une expérience personnelle dont la pertinence à cet ouvrage m'apparaît manifeste. A l'été 2002, après des études collégiales en journalisme puis en arts et lettres, j'ai saisi l'occasion enrichissante de remplacer un journaliste dans un quotidien local québécois pendant la période des vacances estivales. Etant assigné aux sujets les plus variés, j'eus l'opportunité privilégiée d'observer de première main le fonctionnement interne d'une salle de nouvelles.

Je me rappelle plus particulièrement l'anecdote que voici. Un jour, un collègue m'approcha, un communiqué de presse portant la mention « Pour parution immédiate » à la main. Il désirait que j'écrive un bref article sur ce sujet. Ma réaction fut spontanée : je désirais confirmer les informations contenues dans le communiqué pour m'assurer de la validité de celles-là. Du tac au tac, mon collègue rétorqua :

— Inutile de confirmer quoi que ce soit, ce communiqué provient du gouvernement. Tout ce que tu dois faire, c'est de reformuler légèrement ce qui s'y trouve.

Etonné, j'avais alors obtempéré en songeant : « Tiens, c'est plus simple que je le croyais... »

Quoique la signification de cette expérience m'échappa sur le moment, j'en saisis finalement toute la portée en cours d'écriture de cette synthèse : les communiqués gouvernementaux jouissent d'une certaine forme de sauf-conduit leur évitant d'être soumis à une vérification préalable à leur publication. Résultat, les lecteurs de journaux – ainsi que les téléspectateurs et les auditeurs de radio, par extension – reçoivent à leur insu des informations qui ne sont pas toujours dûment vérifiées par les médias. Selon l'étendue de cette pratique, un puissant outil de désinformation peut potentiellement s'en dégager.

Parallèlement, la couverture médiatique des attentats du 11-Septembre m'apparaît tout aussi inadéquate de par le mutisme entretenu jusqu'ici envers le questionnement rationnel et justifié que devraient susciter les innombrables irrégularités entourant ces événements déterminants. En effet, d'un point de vue sociétair, j'estime fondamental que la population puisse compter sur ses médias pour l'informer de telles anomalies. Mais apparemment, nous attendrons encore longtemps si nous continuons de miser uniquement sur ceux-ci. Voilà d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles j'ai désiré partager ces informations le plus objectivement possible.

Etant néanmoins conscient que mon opinion aura transpiré à maintes reprises de par la seule nature de cet ouvrage, je me permettrai ici de me prononcer sans aucun détour : je suis d'avis que la version officielle sur les attentats du 11-Septembre est fautive.

Cela dit, j'ai tenté tant bien que mal de n'imposer au lecteur aucune théorie alternative sur ces terribles événements. Je me suis plutôt efforcé d'exposer les faits et de les superposer à la version officielle. Libre à chacun par la suite de juger de la crédibilité et de la vraisemblance de celle-là. D'une manière générale, je considère qu'une telle approche favorise le questionnement chez les individus. Et c'est précisément le but recherché par cet essai : faire réfléchir les gens.

Il existe après tout amplement de points d'échanges constructifs pour nous permettre de nous interroger sur la version officielle. Il suffit de penser aux plans d'attaque sur l'Irak et l'Afghanistan, ébauchés bien avant les attentats de septembre 2001. Il me vient également en tête le Building 7, cet édifice de 47 étages abritant différentes agences secrètes qui s'écroula sur lui-même sans avoir été frappé par un avion ; ceci fut ensuite suivi d'un black-out médiatique presque total.

Considérons aussi le délai de 441 jours écoulé avant l'ouverture d'une enquête publique « indépendante » mise sur pied par la Maison-Blanche et constituée exclusivement de politiciens américains présentant tous des conflits d'intérêt, après que le président Bush se soit obstinément opposé à la création de celle-là. Tenons également compte des nombreuses déclarations ridicules de cette même commission d'enquête, qui affirma entre autres qu'il était peu important de connaître l'origine de l'argent utilisé pour financer les attentats. Réalisons que plus du quart du rapport final de la commission est basé sur des interrogatoires de détenus ayant été torturés.

Souvenons-nous de plus que les tours du World Trade Center se sont écroulées sur elles-mêmes pratiquement à la vitesse d'une chute libre, sans que les étages inférieurs pourtant intacts aient offert de résistance notable. Prenons conscience que les incendies ne peuvent expliquer la présence d'acier fondu dans les décombres, plusieurs semaines après les événements. Gardons en tête l'existence d'importants pics d'activité sismique enregistrés au tout début de l'effondrement des tours, ceux-ci étant équivalents à plus de 20 fois l'amplitude des vagues sismiques provoquées par la chute subséquente des débris.

Tenons compte des dizaines de témoignages d'individus très crédibles, pourtant ignorés par la commission d'enquête, qui rapportèrent des explosions et des flashes au World Trade Center. Songeons ensuite au fait qu'une importante quantité d'or fut retrouvée dans un tunnel de livraison, près d'un camion et hors de ses voûtes, sans qu'aucun cadavre ne soit découvert à proximité. Et n'oublions pas que sur les huit boîtes noires normalement indestructibles, seulement trois furent retrouvées et utilisées, alors que divers passeports et cartes d'identités de présumés terroristes survécurent aux mêmes conditions.

Considérons aussi l'absence de licenciements et les nombreuses promotions qui suivirent les échecs de prévention des agences de renseignements, ainsi que la dérogation inhabituelle aux protocoles de défense aérienne malgré la pluie d'avertissements précédant les attaques. Souvenons-nous de tous ces exercices militaires suspects tenus au matin du 11-Septembre, dont l'un simulait comme par hasard l'écrasement d'un avion contre un édifice gouvernemental tout près de Washington. Retenons de surcroît qu'aucun avion-chasseur n'était assigné ce matin-là à la base aérienne Andrews chargée de protéger la capitale des Etats-Unis.

Gardons en mémoire que les dommages au Pentagone semblaient loin de correspondre à ceux qu'aurait dû laisser un Boeing, et qu'aucune image présentant clairement ce qui a réellement percuté l'édifice n'a encore été rendue publique. De plus, remarquons que le rapport de la commission d'enquête omettait de mentionner le témoignage du ministre américain des Transports, qui affirmait que le personnel au PEOC avait tenu un décompte de la distance entre le vol 77 et Washington jusqu'à ce que celui-ci s'écrase sur le Pentagone, le rapport officiel déclarant plutôt qu'aucun avertissement ne fut reçu à propos de ce vol. Réalisons également la complexité des manœuvres exécutées par le prétendu terroriste aux commandes du vol 77 deux semaines après que celui-là ait été jugé inapte à piloter un Cessna.



Puis songeons au fait que les investigations sur Oussama Ben Laden – et sur sa famille – furent bloquées par les administrations Bush et Clinton avant les attentats, alors même qu'il s'agissait de l'un des hommes les plus recherchés de la planète. Souvenons-nous que dans les jours suivant les attaques, plusieurs membres de sa parenté furent prestement évacués du pays par les services secrets américains, sans être d'abord interrogés et malgré l'interdiction de vols fédérale. N'oublions pas qu'Oussama Ben Laden travaillait au profit de la CIA lors de l'invasion soviétique de l'Afghanistan dans les années 80, et que sa famille a entretenu des liens étroits avec la famille Bush pendant de nombreuses années. Rappelons-nous ensuite le manque de réactions du président américain lorsqu'il fut informé que les Etats-Unis étaient attaqués.

Demandons-nous pourquoi plusieurs des présumés terroristes étaient toujours vivants après le 11-Septembre, le FBI continuant malgré tout de les désigner en tant que coupables. Gardons en mémoire que plusieurs d'entre eux avaient été identifiés par les services de renseignements américains plus d'un an avant les attentats, et que deux de ceux-ci ont même logé sous le même toit qu'un agent du FBI.

Retenons par ailleurs que des débris du vol 93 ont été retrouvés jusqu'à huit milles à la ronde alors qu'aucune trace de l'avion lui-même n'a subsisté sur le site du crash. Souvenons-nous que des témoins ont entendu un missile à Shanksville ce matin-là, et que d'autres ont rapporté avoir aperçu des flammes dans le ciel.

Soulignons de plus l'absence de dénouement, plus de sept ans plus tard, dans les investigations sur les mouvements d'actions boursières inhabituels et sur les millions de dollars brusquement acheminés à travers les ordinateurs du World Trade Center au moment précis des attaques. N'oublions pas toutes ces preuves détruites, notamment les dossiers d'*Able Danger* sur les terroristes, les énormes piles de documents à l'ambassade d'Arabie Saoudite, la cassette de déclarations des contrôleurs aériens, ainsi que l'acier du World Trade Center qui fut recyclé avec empressement sans être analysé.

Constatons ensuite l'illogisme de la relation entre les Etats-Unis et le Pakistan suite aux attentats malgré l'implication de l'ISI dans le financement des attaques. Gardons en mémoire qu'un certain général pakistanais, chef des services des renseignements, a effectué un transfert de 100 000 \$ vers Mohammed Atta, tête dirigeante des terroristes, et déjeunait ensuite avec les patrons des comités de renseignements américains à Washington pendant que les avions percutaient les tours. Sans oublier que le frère d'Oussama Ben Laden se trouvait, de son côté, en compagnie de George H. W. Bush au même moment.

Mais en fait, la première raison de remettre en question la version officielle réside probablement dans l'ensemble de son inconsistance. Voilà ce qui m'empêche personnellement de lui accorder la moindre crédibilité. La narration d'une telle histoire, saturée d'autant de coïncidences et enchevêtrée de contradictions majeures, frise à mon avis le ridicule et révèle l'improbabilité des événements tels que rapportés par le gouvernement.

Et le plus triste, enfin, est cette utilisation abusive par nos dirigeants de la menace terroriste pour éroder peu à peu nos libertés civiles. Je m'aperçois que les peuples, naïfs ou mal informés, consentent aveuglément à l'abandon de leurs droits et libertés au prétexte de leur sécurité. Je constate que tout au cours de l'histoire, des individus en position de pouvoir ont cherché à dominer le monde. Pourquoi serait-ce différent de nos jours ?

Ce qui me rassure toutefois, c'est qu'à chaque occasion par le passé, les peuples réussirent à puiser suffisamment de courage et d'énergie pour combattre et vaincre la

tyrannie de leur époque. Aujourd'hui, ce même combat semble revenir à nous. D'ailleurs, je ne m'étonne guère qu'après tant d'années de complaisance et de luxe relatifs en Occident, antithèses certaines de la misère et de la pauvreté du reste du monde, nous nous retrouvions aux prises avec une telle situation. La richesse et le confort pourraient-ils nous avoir collectivement engourdis à ce point ?

Dans cet ordre d'idées, je m'interroge désormais pour savoir quelle sera votre propre réaction, vous qui venez d'être exposés à toutes ces informations. Certes, ceux qui estiment comme moi que la version officielle du 11-Septembre est fautive pourront se dire qu'il s'agit d'une situation au-delà de leur contrôle, en tant que simple individu de la masse, et qu'ils ne peuvent rien y changer. Cela ne reviendrait-il toutefois pas à une soumission silencieuse ?

Exprimer son désaccord envers la version officielle peut pourtant se manifester sous diverses formes, sans nécessairement prendre les armes ou le crier sur les toits, réactions que je désapprouverais d'ailleurs. Mais un simple commentaire bien placé lors d'une discussion appropriée, par exemple, recommandant poliment à un autre de s'informer à ce propos constitue déjà un pas vers l'anéantissement du mythe populaire. Et c'est sur chacun de ces pas, si petits soient-ils, que nous devons compter pour parvenir à ébranler les fondations vulnérables et erronées de la guerre contre la terreur.

Car cette guerre regrettable recèle un effet dévastateur sur la psyché collective globale, nous encourageant entre autres de manière insidieuse à nous méfier des étrangers d'allégeance islamique tout particulièrement, ainsi qu'à entretenir une crainte qu'en tout temps une menace latente plane sur notre planète. « Et si les terroristes se dotaient d'une bombe nucléaire ? », s'inquiète-t-on plus ou moins consciemment. « Sacrifions vite nos droits pour plus de sécurité ! », scande alors le peuple sans déceler la moindre machination.

J'entends encore certains leaders politiques canadiens déclarer que la population ne craint pas suffisamment la menace terroriste. Bien entendu, en instaurant tranquillement la peur au sein de la nation, le gouvernement fait germer en nous un sentiment appelé à éclore sous forme d'un besoin de protection. Ce besoin de protection justifie ensuite des lois plus strictes, plus puissantes, entraînant la perte de droits et libertés civils – prétendument dans le but d'établir des mesures de contrôle plus efficaces pour contrer ce même terrorisme – et aboutit finalement à des pouvoirs accrus vers une société totalitaire.

Je serai honnête : de tristes pensées me traversent parfois l'esprit. Après tous les efforts de nos ancêtres et prédécesseurs, incarnerions-nous cette génération qui échouera finalement à contrer les plans de domination globale de certaines élites avides de pouvoir ? Face à une éventualité aussi sombre qu'angoissante, je préfère m'armer d'optimisme malgré qu'il m'apparaisse plus qu'urgent de réagir collectivement. En effet, l'heure n'est plus à la l'individualisme quasi dogmatique pour la société occidentale.

Et tout bien considéré, le rôle des individus se sentant interpellés par la cause du 11-Septembre s'avère relativement simple : lorsque l'opportunité se présente, il suffit de sensibiliser les gens en mentionnant la nécessité d'une nouvelle enquête internationale, réellement indépendante cette fois-ci, et de s'opposer à la perte de nos droits et libertés civils sous le prétexte d'une guerre contre la terreur. Et ceux qui désireraient pousser leur implication plus loin peuvent également considérer de contacter leurs médias locaux, leur faire parvenir de la documentation crédible sur le sujet et les questionner de manière civilisée sur le mutisme dont ils font preuve.

A ce titre, je soumettais en août 2007 une version préliminaire du présent ouvrage à Louis-Eric Allard, directeur de l'information du quotidien *La Tribune*, à Sherbrooke (Québec), dans le but d'obtenir ses commentaires sur le sujet. Étrangement, M. Allard évita ensuite pendant plus de deux mois mes nombreux appels et ne donna suite à aucun de mes messages. En novembre de la même année, je me résignai finalement à discuter avec sa secrétaire personnelle, qui me répéta alors obstinément qu'elle me retournerait le document, sans toutefois accepter de répondre à mes questions. Malgré mon insistance et visiblement mal à l'aise, elle refusa à cinq reprises de seulement m'indiquer si quelqu'un avait feuilleté le document. Je suis d'avis que devant une pression plus soutenue de la part du public, les médias ne pourraient réagir ainsi indéfiniment.

C'est pourquoi je me permets cet appel du cœur : trouvons au fond de nous le courage et la force d'exposer de quelle manière nos gouvernements nous manipulent en prétextant la lutte contre la terreur. Les gouvernements québécois et canadien doivent cesser de perpétuer la stratégie de domination globale des Américains. Ne nous leurrions pas : notre gouvernement est parfaitement au courant des informations contenues dans cet ouvrage. Seulement, il est plus que probable que le statu quo perdurera jusqu'à ce que la population exige un changement.

Contrairement aux époques où les hommes n'avaient d'autres choix que de livrer des batailles meurtrières aux armées des tyrans qui les opprimaient, il nous est maintenant beaucoup plus aisé de fracasser, par le pouvoir du savoir et sans la moindre effusion de sang, l'illusion créée par les véritables terroristes, ceux qui cherchent à embrouiller nos esprits.

Réalisons que, de toute évidence, une partie de la solution réside dans la solidarité des peuples de la Terre plutôt que dans la division de ceux-ci, division précisément recherchée par les artisans de la guerre contre la terreur. Diviser pour régner... Une technique pourtant vieille comme le monde !

Enfin, j'exhorte chaque personne qui partage mes convictions au sujet du 11-Septembre à réagir de façon civilisée et réfléchie à cette situation délicate. Soyons conscients que propager nos vues d'une manière radicale ou inappropriée risquerait malheureusement d'entraîner certaines conséquences indésirables.

Je préconise personnellement une attitude positive et pacifique en tout temps. Il m'apparaît sage et bien avisé de chercher à vivre plus que jamais en harmonie avec soi-même et son environnement, au cœur de la tempête tout particulièrement. Car quiconque parvient à une telle maîtrise de soi dans ce contexte convoitera alors la liberté véritable, destinée à tous.

## ANNEXES

• Sources n'ayant pas été spécifiquement citées mais qui furent utilisées dans la conception de cet ouvrage :

- « Fire department tape reveals no awareness of imminent doom » ( *New York Times* – 9 novembre 2002)
- « Heightened security alert had just been lifted » (*Newsday* – 12 septembre 2001)
- « Jet fuel-fed fire may have melted steel in towers » (*Baltimore Sun* – 12 septembre 2001)
- « Let's roll... » (*Guardian Unlimited* – 2 décembre 2001)
- « What are they hiding about Flight 93 ? » (*Accuracy in Media*)
- « Odigo says workers were warned of attack » (*Haaretz* – 26 septembre 2001)
- « FAA manager mangled, cut, destroyed 9/11 tapes » (AVweb – 10 mai 2004)
- « Hijackers' names and photos »
- « German secret service failed to act on terrorist warnings » (*Telegraph* – 24 novembre 2001)
- « 'He never even had a kite' » (MSNBC – 24 septembre 2001)
- « Uncle Sam's lucky finds » (*Guardian Unlimited* - 19 mars 2002)
- « Father insists alleged leader is still alive » (*Guardian Unlimited* – 2 septembre 2002)
- « Sources : Hijackers' ex-landlord was FBI informant » (CNN – 11 septembre 2002)
- « Hijack pilots showed average skills, say their instructors » (*Aviation International News* – novembre 2001)
- « Firefighter Christopher Fenyo » (World Trade Center Task Force interview – 11 décembre 2001)
- « Soldiers say US let Taliban General go » (*Washington Times* – 18 décembre 2002)
- « Bush was set on path to war, british memo says » ( *New York Times* – 27 mars 2006)
- « Bush-Blair Iraq war memo revealed » (BBC – 27 mars 2006)
- « Saddam had no link to al-Qaeda » (BBC – 9 septembre 2006)
- « Blood borders, How a better Middle-East would look » (*Armed Forces Journal* – Juin 2006)
- « Transcript : Bin Laden determined to strike in US » (CNN – 10 avril 2004)
- « America 'Pearl Harbored' » (*American Free Press* – 12 avril 2004)
- « New evidence on the Gulf of Tonkin » (*Official Voice of Vietnam Veterans of America* – Janvier/Février 2006)
- « Pretexts for war » (*The Iranian* – 12 août 2004)
- « Friendly fire » (ABC News – 1<sup>er</sup> mai 2001)
- « Rebuilding America's Defenses » (*Project for the New American Century* – Septembre 2000)
- « India helped FBI trace ISI-terrorist links » (*Times of India* – 9 octobre 2001)
- « Exchange examines odd jump » (*Topeka Capital Journal/Associated Press* – 18 septembre 2001)
- « Plane carried 13 bin Ladens » (*Washington Post* – 22 juillet 2004)
- « Bush thwarted FBI probe against bin Ladens » (Agence France Presse/*HindustanTimes* – 7 novembre 2001)
- « US agents told to back off bin Ladens » (*Ananova* – 7 novembre 2001)
- « One of Osama bin Laden's many siblings helped found Texas oil business with President » (*Toronto Sun* – 24 septembre 2001)
- « TIA now verifies flight of Saudis » (*St.Petersburg Times* – 9 juin 2004)
- « Bin Laden family evacuated » (*CBS News* – 30 septembre 2001)
- « 9/11 Chair : Attack was preventable » (*CBS News* – 17 décembre 2003)
- « Police : Student spoke of attacks before Sept. 11 » (*The Journal News* – 11 octobre 2001)

- « Trade Center warning baffles police » (MSNBC – 12 octobre 2001)
- « Top Pentagon officials cancel flights on Sept. 10 » (*Free Press International/Newsweek* – 24 septembre 2001)
- « Bin Laden met CIA agent before terror attacks » (*Ananova* – 31 octobre 2001)
- « Bin Laden underwent treatment in July at Dubai American Hospital : reports » (Agence France Presse – 31 octobre 2001)
- « The Dayton discord » (*Washington Mondo* – 2 août 2004)
- « Former Senator alleges White House 9/11 cover-up » (*Associated Press* – 8 septembre 2004)
- « Theory that US orchestrated Sept.11 attacks not absurd : Venezuela » (*Associated Press* – 12 septembre 2006)
- « Former Bush Admin Economist says official story of WTC collapse bogus » (*United Press International* – 14 juin 2005)
- « Justice Dept. opposes bid to revive case against FBI » (*New York Times* – 26 février 2005)
- « Moussaoui request risks national security, US argues » (CNN – 3 juin 2003)
- « 9/11 Testimony from 2002 suddenly classified » (*New York Times* – 20 mai 2004)
- « Judge in Moussaoui case blocks release of Sept.11 report » (*Washington Post* - 30 avril 2005)
- « Most 9/11 rescuers at Ground Zero have breathing problems » (*Xinhua News* – 7 septembre 2006)
- « In-flight cell phones worked great in test » (*USA Today* – 19 juillet 2004)
- « Statement of Mindy Kleinberg » (*National Commission on Terrorist Attacks Upon the United States* – 31 mars 2003)
- « Moussaoui's guilt : Less profound than airline's own incompetence ? » (*Washington Mondo* – 20 mars 2006)
- Press conference of the President (White House official website – 15 septembre 2006)
- « US officer banned for Bush joke jibe » (BBC – 5 juin 2002)
- « Miracles and wonders » (*New York Press* – 13 septembre 2006)
- « Bush reveals first thought : There's one terrible pilot » (*Guardian Unlimited* – 5 décembre 2001)
- « Iraq torture worse after Saddam » (BBC – 21 septembre 2006)
- « Moussaoui wins another ruling for witness access » (CNN – 1<sup>er</sup> septembre 2003)
- « Bombs inside World Trade Center ; Fire officer says firemen, cops, know truth » (AFP – 23 septembre 2005)
- « Tube bombs 'almost simultaneous' » (BBC – 9 juillet 2005)
- « CJCSI 3610.01A Aircraft piracy (hijacking) and destruction of derelict airborne » (Scott Allen Fry, chef d'Etat-Major – 1<sup>er</sup> juin 2001)
- « La CIA aurait rencontré Ben Laden en juillet » (*Le Figaro* – 31 octobre 2001)
- « Meet new threats head on » (*Human Events* – 17 septembre 2001)
- « DCI Tenet appoints new executive director » (Site officiel de la CIA – 16 mars 2001)
- « President Bush speaks to United Nations » (Site officiel de la Maison-Blanche – 10 novembre 2001)
- « Ex-prosecutor alleges Pentagon plays politics » (*Washington Post* – 20 octobre 2007)

